



« SE DÉFAIRE DU REGARD MASCULIN »
LE PARI DE SHANE HADDAD

MIRCEA CARTARESCU
« THÉODOROS », UN ROMAN-MONDE

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES

Ces dossiers en souffrance faute de gouvernement

► Après sept semaines d'un gouvernement démissionnaire chargé des seules affaires courantes, les chantiers à l'arrêt bloquent la vie des Français

► Choix budgétaires et orientations politiques sont en sommeil, faute de publication de décrets, ou d'achèvement des réformes promises et engagées

► Dans la vie quotidienne des citoyens, la crise du logement se durcit, l'hôpital reste en souffrance, la rentrée scolaire se place sous le signe du grand flou

► Le projet de loi sur la fin de vie a été bloqué à la veille du vote solennel, comme est resté dans les limbes le texte législatif contre le crime organisé

► En matière climatique, l'attente d'un budget ambitieux et d'orientations stratégiques devient chaque jour plus pesante

PAGES 7 À 9

PARIS 2024

► L'ouverture des XVII^{es} Jeux d'été paralympiques a réuni 168 délégations et 500 artistes dans une chorégraphie très inclusive

► Entretien avec l'athlète Arnaud Assoumani, qui concourt pour la sixième fois

► Portrait de la championne de taekwondo Sophie Caverzan, arrivée au sommet en trois ans

PAGES 14-15 ET 25

ÉDITORIAL

HANDICAP : UNE
NÉCESSAIRE PRISE
DE CONSCIENCE

PAGE 25

JEUX PARALYMPIQUES ONZE JOURS POUR CHANGER LE REGARD

Cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques de Paris 2024, place de la Concorde, le 28 août. GONZALO FUENTES/AFP

Royaume-Uni

Malgré un rebond économique, des finances publiques très dégradées

PAGE 12

Entreprises

Face à Bruxelles, Shein soigne son lobbying et s'offre un ex-commissaire

PAGE 13

Budget

Gabriel Attal veut raboter le budget du travail de 3 milliards d'euros

PAGE 11

Justice

Le PDG de Telegram mis en examen

Le cofondateur de la messagerie Pavel Durov, libéré sous contrôle judiciaire, avait été arrêté samedi soir à l'aéroport du Bourget

PAGE 10

Guerre En Russie, l'« économie de la mort » tourne à plein

UN ÉTRANGE MODÈLE économique s'est mis en place en Russie depuis l'invasion de l'Ukraine, en février 2022. Désormais, un Russe mort rapporte davantage à sa famille qu'un vivant.

Signer un contrat avec l'armée assure de gagner dix fois le salaire minimum et une mort au combat garantit une prime de décès pouvant aller jusqu'à 11 millions de roubles, soit 108 000 euros.

Ajoutée aux sommes considérables dépensées pour faire tourner l'industrie militaire, cette économie de guerre a fait bondir de 4 % le produit intérieur brut sur un an (au deuxième trimestre, selon une estimation officielle de Rosstat) et a permis au taux de chômage de descendre à 2,6 %, soit son plus bas niveau historique.

PAGE 2

Séries

Super-méchants et antihéros aux génériques de la rentrée

Du « Pingouin » de James Gunn au « Zorro » à la française, plates-formes et chaînes proposent beaucoup de nouveautés

PAGE 17

Pays-Bas

Importante panne informatique d'origine inconnue

PAGE 13

Précarité

Un nombre inédit d'enfants sans abri en France

PAGE 11

Réchauffement

La réduction des rejets de soufre influe peu sur la température

L'usage du dioxyde de soufre pour refroidir la Terre est défendu par certains tenants de la géo-ingénierie

PAGE 6



l'été en séries

Marguerite Duras,
l'éternelle mythologie

L'autrice, idolâtrée ou vilipendée, a développé un univers énigmatique

PAGES 20-21

Nouvelles spiritualités

Le chamanisme à la française séduit une jeunesse désireuse d'explorer son inconscient

PAGE 23

L'écrivaine Marguerite Duras, chez elle, à Paris, en 1955. STUDIO LIPNITZKI/ROGER-VIOLETT



Enterrement de 20 soldats russes non identifiés, à Louhansk, dans le Donbass, le 6 juillet.
EVGENY BIVATOV/
SPUTNIK/SIPA

En Russie, l'« économie de la mort » dope la croissance

Les primes versées aux hommes pour s'engager, ou en cas de décès, tirent la consommation et prolongent la guerre en Ukraine

Deux ans et demi après avoir lancé son « opération militaire spéciale » en Ukraine, le président russe, Vladimir Poutine, cherche à attirer de nouveaux volontaires pour aller combattre sur le front. Lancées dans une course à l'enrôlement, les autorités russes, fédérales comme régionales, promettent des soldes mirobolantes, des avantages sociaux alléchants, des primes importantes, à grand renfort de campagnes de propagande diffusées dans les rues, au sein des universités, sur les réseaux sociaux, ou à la télévision. « *Rejoins les tiens !* », « *Sois un héros !* », proclament les affiches placardées un peu partout sur le territoire. « *Défends la terre de Kursk !* », prône une autre, toute récente, appelant les hommes, « *jusqu'à 65 ans* », à rejoindre le « détachement de volontaires Bars-Koursk » afin de libérer cette région frontalière russe des forces ukrainiennes qui l'occupent en partie depuis le 6 août.

Sommées de remplir les quotas de recrutement, les régions font feu de tout bois. « *Amène un copain au bureau militaire, tu toucheras 100 000 roubles* », soit un peu moins de 1 000 euros, dit la nouvelle campagne lancée le 12 juillet par le Tatarstan, situé à l'est de Moscou et grand pourvoyeur de recrues. Attirés par les sommes promises, 385 000 hommes ont signé un contrat entre janvier et décembre 2023, selon le ministère de la défense russe. Pour attirer encore davantage de volontaires, Vladimir Poutine a décidé, en juillet, de doubler la solde mensuelle des contractuels, passée de 195 000 roubles (1910 euros) à 400 000 roubles (3900 euros), somme que les ré-

L'armée et les entreprises se livrent une concurrence féroce pour recruter de la main-d'œuvre

gions sont censées abonder. Soit dix fois plus que le salaire moyen.

A ce pactole s'ajoute une prime forfaitaire de 1,2 million de roubles (plus de 11 500 euros) versée à l'engagement. Non imposables, ces revenus sont assortis de privilèges offerts aux combattants et à leurs familles, entre autres des crédits immobiliers à taux préférentiels, un accès aux plus prestigieuses universités du pays sans examen d'entrée, une retraite confortable ainsi qu'un statut social. Présentés par le chef du Kremlin comme la « nouvelle élite », les vétérans de l'« opération spéciale » pourront un jour avoir leur photo sur le pupitre d'un écolier.

Un étrange modèle économique est ainsi apparu, selon lequel un Russe mort rapporte davantage à sa famille qu'un Russe vivant. De fait, si un homme décide de partir à la guerre et meurt entre 30 et 35 ans, c'est-à-dire à l'âge où il est le plus actif et au meilleur de sa forme, sa mort sera plus « rentable » économiquement que son avenir. Signer un contrat avec l'armée lui assure de gagner dix fois le salaire minimum et permet surtout à ses proches, s'il meurt au combat, de toucher une prime de décès, *grobovye* en russe, d'un montant pouvant aller jusqu'à 11 millions de roubles, soit 108 000 euros, selon les régions.

« C'est inédit car, depuis toujours, les Russes étaient envoyés à l'armée sous la contrainte ou par patriotisme. Vladimir Poutine a créé une réalité complètement nouvelle », explique l'économiste russe Vladislav Inozemtsev, aujourd'hui installé aux États-Unis, qui parle d'une « économie de la mort » érigée en système. De fait, pour un citoyen russe payé l'équivalent de 200 à 400 euros dans le civil, la tentation de s'engager est grande, malgré le risque.

La mort est pourtant une issue probable, surtout sur le front du Donbass, où les forces russes perdent jusqu'à 1 000 soldats chaque jour, selon les analystes militaires occidentaux. L'Etat la compense à la condition que la dépouille ait été récupérée, ce qui est loin d'être toujours le cas. « Environ un tiers des morts ne sont pas identifiés, par conséquent, aucun paiement n'est effectué pour eux », rappelle Vladislav Inozemtsev.

Epuisement de la main-d'œuvre
Selon l'économiste, « les fonctionnaires et les soldats, les "serveurs" comme on disait dans l'ancienne Russie », sont ceux qui comptent le plus aux yeux de Vladimir Poutine. « C'est flagrant, souligne-t-il, il suffit de rappeler que ceux qui s'engagent reçoivent cette prime forfaitaire d'au moins 1,2 million de roubles tandis que les habitants de la région de Kursk qui ont perdu leurs biens [du fait de l'offensive ukrainienne] se sont vus proposer 15 000 roubles [147 euros] en guise de dédommagement. »

Selon ses estimations, 200 000 soldats contractuels au moins sont recrutés en moyenne chaque année. « Sans cela, explique Vladislav Inozemtsev, l'armée cesserait tout bonnement d'exis-

ter, car 600 000 militaires ont été tués ou blessés depuis le début de la guerre. » Pour le paiement des primes et des soldes, l'Etat dépense « entre 1500 et 2000 milliards de roubles par an ».

Du fait des sommes considérables déboursées dans l'économie de guerre et la rémunération des contractuels, une croissance largement tirée par la consommation a vu le jour. Le produit intérieur brut a bondi de 4 % sur un an au deuxième trimestre, selon une estimation préliminaire de Rosstat, le service fédéral des statistiques, publiée le 9 août. Le chômage est à son plus bas niveau, 2,6 %. A partir de ces paramètres macroéconomiques, la Banque mondiale a placé en juillet la Russie sur la liste des pays « à revenus élevés ».

Du reste, l'économie russe s'est rarement aussi bien portée, malgré les sanctions occidentales. « Les sorties de capitaux ayant été réduites en raison des sanctions, la demande intérieure a pu se développer, notamment dans le domaine des services. Le budget perçoit davantage de recettes, les importations se maintiennent à un niveau suffisant », estime Vladislav Inozemtsev.

L'« économie de la mort » a pourtant ses limites. L'augmentation de la demande intérieure a créé

une surchauffe, à un degré jamais vu depuis la crise financière mondiale de 2008, selon la gouverneure de la Banque centrale de Russie, Elvira Nabioullina. « Les réserves de main-d'œuvre et de capacité de production sont pratiquement épuisées », a-t-elle averti lors d'une conférence de presse à Moscou, le 26 juillet. A la même époque, l'inflation annuelle a grimpé à 9,13 %, selon Rosstat.

A cela, il faut ajouter la concurrence féroce à laquelle se livrent l'armée et les entreprises pour recruter de la main-d'œuvre et qui épuise les ressources humaines. Les usines du complexe militaro-industriel recrutent à plein régime pour soutenir les cadences de travail effrénées, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Au cours des dix derniers mois, 520 000 travailleurs ont délaissé les entreprises civiles au profit de l'industrie de défense, selon le vice-premier ministre, Denis Mantourov. Les salaires y sont plus alléchants.

« La pénurie de main-d'œuvre est actuellement le principal problème de la Russie », souligne Alexandra Prokopenko, chercheuse invitée au centre de réflexion Carnegie Russia Eurasia Center, à Berlin. « Le gouvernement injecte beaucoup d'argent dans l'industrie de l'armement, mais sans innover. La question de savoir qui travaillera dans ces usines à l'avenir reste ouverte, car les militaires et les fabricants d'armes se disputent les mêmes personnes, des hommes », note l'experte, qui a quitté son poste de conseillère à la Banque centrale de Russie en 2022, juste après l'invasion russe de l'Ukraine.

La Russie manque de bras, à tel point que deux millions de postes dans l'industrie sont actuellement à pourvoir, selon Rosstat. « Les ressources humaines sont une vraie contrainte. Le faible taux de chômage n'est pas dû au succès

de la politique économique du Kremlin, en réalité de nombreux secteurs économiques manquent de main-d'œuvre », affirme Alexandra Prokopenko.

Le « modèle » économique de Vladimir Poutine est-il durable ? Vladislav Inozemtsev le pense. « La Russie demeure le plus gros exportateur mondial de matières premières, ce qui donne au Kremlin les revenus nécessaires pour produire des armes et payer les militaires envoyés sur le front. » Si la machine de guerre tourne à plein régime, un retour à la paix – une éventualité qui semble encore peu probable aujourd'hui – pourrait poser problème. « Même si la guerre avec l'Ukraine prend fin en 2024-2025, les dépenses publiques en armement resteront élevées car ce qui est déjà en cours ne peut pas être arrêté si rapidement », assure Alexandra Prokopenko, certaine que ce modèle économique est viable à court terme, « à l'horizon d'un an, un an et demi ».

« Bulle économique »
Elina Ribakova, chercheuse à l'Institut Peterson d'économie internationale et directrice des affaires internationales à l'Ecole d'économie de Kiev, souligne que « politiquement et économiquement, Vladimir Poutine n'a aucun intérêt à briser cette bulle économique car s'il le fait, la population en paiera les conséquences ». La Russie n'ayant à sa disposition aucune autre source de croissance, « il n'y a pas d'autres choix à cette économie macabre dont bénéficie le pays tout entier ».

La militarisation de l'économie russe complique considérablement, en effet, les perspectives de fin de guerre en Ukraine. « Il pourrait être plus pragmatique pour le Kremlin de poursuivre cette militarisation de l'économie, et cette dernière prolonge la guerre », poursuit la chercheuse. Vladislav Inozemtsev partage ce point de vue. « Revenir à une situation de paix, dans laquelle de telles dépenses seraient injustifiées, et démobiliser une armée de criminels se révélerait très dangereux. Cela n'intéresse pas Vladimir Poutine, assure-t-il. Car la Russie peut bénéficier d'une croissance continue pendant au moins cinq à six ans, soit beaucoup plus longtemps que ce que l'Ukraine peut supporter. » ■

MARIE JÉGO
ET MARGAUX SEIGNEUR

Moscou interdit de son territoire 92 Américains, dont des journalistes

Le ministère des affaires étrangères russe a annoncé dans un communiqué, mercredi 28 août, interdire « définitivement » l'accès de son sol à 92 citoyens américains. Des journalistes du *New York Times*, du *Wall Street Journal* et du *Washington Post* figurent notamment dans cette liste. Moscou les accuse d'être « impliqués dans la production et la diffusion de fausses informations sur la Russie et les forces armées russes » et de participer à une « guerre hybride déclenchée par Washington ».



PARIS 2024

Bienvenue dans un monde **électrique**

Une flamme électrique pour la Vasque de Paris 2024,
conçue par EDF.



edf.fr/VasqueParis2024
L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Jeu de dupes entre l’Ukraine et la Biélorussie

Kiev dit avoir mis au jour un renforcement des troupes de Minsk à la frontière, mais une attaque reste peu crédible

Des troupes biélorusses s’apprêteraient-elles à attaquer l’Ukraine, ou s’agit-il d’un jeu de dupes ? Kiev a accusé, dimanche 25 août, la Biélorussie, pays voisin et proche allié de la Russie, de « *masser* » des troupes à sa frontière. Le ministre des affaires étrangères ukrainien a annoncé avoir repéré que le pays « *masse un nombre significatif de soldats (...) dans la région de Gomel, près de la frontière nord de l’Ukraine, sous couvert de manœuvres [militaires]* ».

« *Nous appelons les responsables biélorusses à ne pas commettre d’erreur tragique sous la pression de Moscou, et nous pressons ses forces armées de cesser ses actes inamicaux et de retirer les forces de la frontière de l’Ukraine à une distance supérieure à la distance de tir des systèmes de la Biélorussie* », a ajouté la diplomatie ukrainienne dans un communiqué. Kiev affirme avoir décelé la présence de combattants de la milice Wagner, dont 100 à 200 hommes – selon les estimations – sont restés en Biélorussie après l’échec de la rébellion en Russie de leur chef, Evgueni Prigojine (mort en août 2023 dans le crash de son avion).

En cas de violation de la frontière, « *toutes les concentrations de troupes, les installations militaires et les voies d’approvisionnement en Biélorussie deviendront des cibles légitimes pour les forces armées ukrainiennes* », avertissent les autorités. Quand la Russie a envahi l’Ukraine, le 24 février 2022, ses troupes étaient notamment parties de Biélorussie. Aujourd’hui encore, le territoire sert de base arrière logistique à Moscou, même si le nombre de ses soldats déployés sur place a chuté pour s’établir à environ 2 000 hommes.

« Environ 1 100 soldats »

L’ampleur du renforcement militaire près de la frontière ukrainienne semble toutefois très modeste. Le groupe de surveillance Belarusian Hajun Project, alimenté par le journaliste biélorusse en exil Anton Motolko et axé sur l’observation des activités militaires, évalue le nombre de soldats biélorusses présents à « *environ 1 100* ». « *Ce nombre de forces redéployées à la frontière ne représente pas une menace pour l’Ukraine* », affirme l’expert, qui précise que « *les troupes sont situées à une profondeur allant jusqu’à 50 kilomètres de la frontière* ». Selon le Belarusian Hajun Project, « *l’escalade de la situation à la frontière poursuit des objectifs informationnels et politiques plutôt que militaires* ».

Une analyse que partage Pavel Slunkin, ancien diplomate biélorusse en exil. « *Je ne crois pas que l’armée biélorusse va envahir l’Ukraine*, dit-il. *C’est plus une guerre informationnelle qu’un réel mouvement de troupes*. » La menace d’une attaque semble d’autant plus faible que l’armée biélorusse, qui n’est pas directement impliquée dans l’invasion russe en Ukraine, est de taille modeste et peu expérimentée.

« Rien ne laisse penser que l’Ukraine soit prête à ralentir le rythme de son offensive à Koursk »

PETER DICKINSON
think tank Atlantic Council

Selon un analyste biélorusse, Loukachenko entendait avant tout donner un « gage de loyauté » à Poutine

L’escalade a commencé le 15 août, lorsque le dirigeant biélorusse, Alexandre Loukachenko, a affirmé, dans le cadre d’une interview sur la chaîne russe Rossia, qu’un tiers de son armée avait été déplacé à la frontière avec l’Ukraine au début de l’été, avant d’être retiré. La Biélorussie comptant entre 48 000 à 60 000 soldats, selon le rapport Military Balance 2022 de l’Institut international d’études stratégiques, cela aurait signifié un renforcement significatif, d’au moins 14 000 hommes. Or, déjà à ce moment, rien de tel n’avait été observé sur le terrain, d’après les experts. L’Ukraine elle-même avait peu réagi. De fait, seule la présence de quelques dizaines d’hommes et de huit chars avait été relevée.

Selon l’analyste biélorusse Artjom Shraibman, le dictateur entendait avant tout donner un « *gage de loyauté* » au président russe, à qui il doit sa survie politique après sa réélection contestée en août 2020. Depuis le début de l’offensive ukrainienne sur la région russe de Koursk, le 6 août, Vladimir Poutine est en effet confronté à un double défi : poursuivre l’invasion de l’Ukraine tout en défendant la Russie. Or, pour l’heure, il peine à faire les deux. « *Loukachenko veut aider la Russie à distraire l’armée ukrainienne et l’obliger à se renforcer sur cette frontière* » au détriment de sa campagne vers Koursk, estime M. Slunkin. De son côté, « *l’Ukraine fait semblant d’être inquiète et menacée afin d’aider Loukachenko à être plus indépendant de la Russie* ».

L’avertissement de Kiev s’adresse aussi indirectement à Moscou. Dans une note parue le 27 août sur le site du think tank Atlantic Council, l’analyste Peter Dickinson relève que « *le message sévère de l’Ukraine était officiellement adressé à Minsk, mais il ne fait guère de doute à Kiev que le renforcement actuel des mesures de sécurité à la frontière biélorusse a en réalité été orchestré par le Kremlin* ». Si les autorités ukrainiennes ne peuvent se permettre d’ignorer complètement la présence – même modeste – de l’armée biélorusse à leur frontière, « *rien ne laisse penser que l’Ukraine soit prête à ralentir le rythme de son offensive à Koursk pour se prémunir contre une menace d’invasion que peu de gens à Kiev considèrent comme crédible* ».

Au contraire, ajoute Peter Dickinson, les autorités ukrainiennes semblent « *déterminées à considérer cette nouvelle ruse russe et à mettre Poutine au défi, comme elles l’ont fait avec ses prétendues lignes rouges et ses tentatives de chantage nucléaire* ». Sur le terrain, l’armée ukrainienne, en manque d’hommes et de munitions, recule face aux assauts russes dans la région de Donetsk, dans l’est de l’Ukraine, mais continue de gagner du terrain en Russie. Elle contrôlerait désormais 100 localités sur une superficie de 1 294 kilomètres carrés dans l’oblast de Koursk, selon son commandant en chef, Oleksandr Syrsky. ■

FAUSTINE VINCENT



Une photo, publiée le 6 août, sur le site du média argentin « Clarín », montrant six députés de la coalition de Javier Milei, La Libertad avanza (LLA), au côté de détenus, à la prison fédérale d’Ezeiza. Au centre, en orange, la députée Lourdes Arrieta.

VIA CLARIN

En Argentine, la politique mémorielle sapée par Milei

Des députés du parti au pouvoir ont rendu visite à des condamnés pour crimes contre l’humanité liés à la dernière dictature

BUENOS AIRES - correspondance

La photo fait froid dans le dos. Prise le 11 juillet à la prison fédérale d’Ezeiza, à une trentaine de kilomètres de Buenos Aires, on y voit six députés du parti de Javier Milei, La Libertad avanza (LLA), souriant aux côtés de détenus, tous âgés. Ces derniers, quinze au total, ont été condamnés pour avoir commis des crimes contre l’humanité incluant enlèvements, tortures, disparitions forcées et viols durant la dernière dictature argentine (1976-1983). D’après l’enquête menée sur cette visite par la revue argentine *Crisis*, la rencontre a duré plusieurs heures et s’est déroulée dans une salle commune de l’unité 31 du pénitencier où sont enfermés ces détenus.

L’un des plus tristement célèbres, Alfredo Astiz, surnommé l’« Ange de la mort », a été condamné à la prison à vie par contumace en France, en 1990, pour la disparition, en 1977, des religieuses françaises Alice Domont et Léonie Duquet. En 2011 puis en 2017, il a été de nouveau condamné à la perpétuité en Argentine. D’après *Crisis*, cet après-midi du 11 juillet à Ezeiza, il n’aurait pas prononcé un seul mot de toute la rencontre.

Réalisée sous le couvert de « *visite humanitaire* » afin d’« *observer les conditions de vie des détenus* », comme l’a assuré a posteriori l’un des organisateurs, le député Beltran Benedit, cette visite, révélée par le quotidien *Pagina 12* le 17 juillet, a provoqué un tollé en Argentine. D’autant qu’elle revêtait un caractère officiel. En effet, un véhicule a été sollicité formellement auprès de la Chambre basse afin d’assurer le transport des élus jusqu’à la prison.

Alors que la polémique enflait, mettant le gouvernement de Javier Milei dans l’embarras, la députée LLA Lourdes Arrieta, présente lors de la visite à Ezeiza, a lâché dimanche 25 août une vérifiable bombe sur son compte X. La parlementaire – qui a démissionné de LLA mardi – a mis en ligne les captures d’écran d’une conversation sur WhatsApp qui

retracent la genèse de cette visite. Parmi les membres de ce groupe de messagerie, on retrouve des législateurs mais aussi des avocats et des magistrats.

Les échanges montrent notamment que Javier Olivera Ravasi, prêtre youtubeur d’extrême droite et fils de Jorge Olivera, condamné trois fois à perpétuité pour crimes contre l’humanité, notamment pour la disparition d’une autre Française, Marie-Anne Erize, est à l’origine de cette initiative avec Beltran Benedit.

Dans la discussion, l’objectif du prêtre et du député apparaît clairement : faire pression sur l’exécutif afin d’adopter des législations qui permettraient de remettre en liberté certains des détenus âgés ou en attente de condamnation. « *Nous avons rendu visite à des anciens combattants qui ont livré la bataille contre la subversion marxiste* », avait justifié Beltran Benedit dans un document qui a circulé sur WhatsApp.

« Subversion marxiste »

On y apprend aussi l’existence de deux avant-projets de loi et de décret. Ils visent notamment à établir un « *délai maximum de vingt-cinq ans* [depuis la commission du délit] pour que l’Etat parvienne à une sentence définitive », après quoi toute poursuite est considérée comme éteinte. Cela exclut de fait de nombreuses procédures encore en cours, mais concerne aussi les nombreux dossiers en appel. D’après les statistiques publiées par le parquet chargé des crimes contre l’humanité, seuls 20 % des 636 détenus – parmi lesquels 504 ont déjà été condamnés – sont effectivement en prison, les autres étant assignés à résidence.

Depuis le retour de la démocratie en 1983, jamais une délégation de députés ou d’officiels n’avait osé se montrer aux côtés des tortionnaires. « *Ce ne sont pas des personnes avec une simple condamnation, ce sont les criminels les plus féroces de notre pays* », soulignait, le 5 août, Guillermo Pérez Roisinblit, petit-fils d’un des milliers de disparus de la dictature, face à des députés ayant

Le ministre de la défense regrette « la diabolisation des forces armées qui ont agi dans les années 1970 »

sollicité une audience publique sur le sujet.

Depuis que l’affaire a éclaté au grand jour, tant Javier Milei que le président de la Chambre des députés, Martin Menem (LLA), et la ministre de la sécurité (dont dépend le service pénitentiaire), Patricia Bullrich, ont tenté de minimiser la portée de cette visite, et d’en attribuer la responsabilité aux seuls députés concernés.

Mais dans une société argentine où les blessures laissées par la dictature ne sont pas cicatrisées, le scandale a pris une telle ampleur que l’exécutif a dû s’expliquer. Sur les ondes de Radio Rivadavia, vendredi 23 août, Javier Milei assurait que la libération des détenus condamnés pour crime contre l’humanité « *n’est pas au programme* ». Depuis son arrivée au pouvoir avec sa vice-présidente, Victoria Villarruel (fille, petite-fille et nièce de militaires), et le démantèlement des politiques de mémoire mises en place en Argentine sous les mandats de Nestor et Cristina Kirchner (2003-2015), c’est ce que redoutent les défenseurs des droits humains.

Et pour cause. Déjà en mars, à la veille des commémorations du coup d’Etat du 24 mars 1976, qui avait porté la junte au pouvoir, le ministre de la défense, Luis Petri, posait au côté de Cecilia Pando, militante négationniste bien connue en Argentine, et d’épouses de condamnés, regrettant « *la diabolisation des forces armées qui ont agi dans les années 1970* ». Deux fonctionnaires du ministère avaient alors rendu visite à des détenus de l’unité 34 de la prison de Campo de Mayo, dont le Franco-Argentin Mario Sandoval, extradé par Paris en 2019 et con-

damné en 2022. Selon *Pagina 12*, les détenus leur avaient alors remis un brouillon de projet de décret sur le délai de vingt-cinq ans.

Fin mars, Luis Petri démantelait l’équipe d’archivistes des Forces armées argentines qui collaboraient aux enquêtes sur les crimes de la dictature. Le 27 mai, la ministre Patricia Bullrich décidait, dans un geste inédit, que les dossiers de militaires ne seraient désormais plus remis à l’unité d’enquête (UEI) de la Commission nationale pour le droit à l’identité qui en ferait la demande dans le cadre d’investigations sur des enfants nés en captivité et volés pendant la dictature, estimant que cela relevait de « *caprices politiques d’un organisme militant* ».

Enfin, le 14 août, Javier Milei dissolvait par décret l’UEI, qui avait notamment la possibilité d’accéder sans restriction à des informations publiques sensibles permettant de retrouver ces enfants – 133 ont été identifiés à ce jour.

Décision « aberrante »

Pour justifier ce décret, le gouvernement a avancé que ces enquêtes devaient être menées par la justice et non par une entité créée par l’exécutif, mettant en avant la « *séparation des pouvoirs* » et le « *droit à l’intimité* ». Une décision qualifiée d’« *aberrante* » par Estela de Carlotto, la présidente de l’association des Grands-Mères de la place de Mai, qui cherchent leurs petits-enfants disparus. « *Le système judiciaire va être surchargé car grâce aux enquêtes de l’UEI, des cas étaient résolus sans nécessité d’entreprendre une action en justice* », a averti une autre grand-mère, Adriana Metz.

« *Le gouvernement a compris qu’une tentative d’amnistie ou de grâce des crimes contre l’humanité s’installerait au premier plan du débat public, avec des conséquences politiques imprévisibles*, estime Felix Crous, procureur du parquet général chargé d’enquêter sur les crimes contre l’humanité. *En revanche, une stratégie qui consiste à détériorer la production d’éléments pour alimenter les procès peut être tout aussi efficace, sinon plus.* » ■

ANAÏS DUBOIS

La Cisjordanie sous le feu des forces israéliennes

Trois villes du nord de la région occupée ont été ciblées dans le cadre d'une vaste opération militaire

JÉRUSALEM - correspondant

L'insaisissable commandant de la brigade de Nour Shams, Mohammad Jaber, dit Abou Shuja, a été tué dans la nuit de mercredi 28 à jeudi 29 août, lors d'un échange de tirs dans une mosquée, au cours d'une opération d'ampleur menée par l'armée israélienne dans le nord de la Cisjordanie. Installé dans le camp de réfugiés, où vivent les Palestiniens chassés de leurs terres en 1948, attendant à la ville de Tulkarem, Abou Shuja était à la tête d'une unité armée composite. Celle-ci rassemble des combattants de diverses obédiences, et bien qu'officiellement affilié au Jihad islamique, compte parmi ses éléments des membres du Hamas, ainsi que d'autres groupes et factions palestiniennes, y compris certains proches du Fatah. Donné plusieurs fois pour mort, Abou Shuja avait ressurgi, échappant aux frappes comme aux combats dans les ruelles de Nour Shams.

Depuis mardi 27 août, trois villes du nord de la région occupée sont visées dans le cadre d'une vaste opération conjointe, réunissant des troupes de plusieurs brigades israéliennes, des membres d'unités spéciales opérant clandestinement et des éléments de la police des frontières, avec des renforts aériens. Même à l'aune de la fréquence et de l'intensité des opérations contre les bastions des groupes armés palestiniens depuis près de onze mois dans cette zone, celle-ci est d'une ampleur inhabituelle. Le camp de réfugiés de Jénine, deux autres à Tulkarem, dont celui de Nour Shams, à l'ouest, non loin de la barrière de séparation fermant l'accès à la plaine centrale israélienne et, à l'est, celui d'Al-Faraa, proche de Tubas, vers la vallée du Jourdain, ont été ciblés.

Israël a déployé des hélicoptères de combat, ainsi que des drones, des véhicules blindés et les habituels bulldozers géants qui défont les routes à la recherche de dispositifs explosifs (plusieurs ont été actionnés dans les dernières heures) et qui ravagent aussi les infrastructures, eau, électricité, égouts. Des forces au sol en grand nombre, comptant plusieurs centaines d'hommes, de



Dans le camp palestinien de Tulkarem, en Cisjordanie, après un raid israélien, le 22 août. ZAIN JAAFAR/AFP

plusieurs brigades, ont opéré un encerclement des camps. A Jénine, considérée comme le bastion régional le plus important des groupes armés, l'opération a pris fin jeudi matin. « Les combattants n'étaient pas dans le camp », assure une source proche de leurs chefs. Les éléments armés sont aussi dispersés dans les agglomérations des environs, depuis lesquelles il leur arrive de monter des actions coup de poing contre l'armée israélienne, souvent prise à revers lorsque celle-ci encercle le camp de Jénine.

« Menaces terroristes »

Cette nouvelle opération d'envergure se devait de répondre à plusieurs impératifs. D'abord, attaquer trois centres importants où les groupes armés sont le mieux implantés. Ne manquait qu'une ville-clé dans ce dispositif, Naplouse, dont le camp de Balata a été visé si fréquemment au cours des derniers mois qu'entre éliminations physiques et arrestations,

il est considéré désormais comme moins actif. Ensuite, cibler particulièrement la brigade de Nour Shams, à Tulkarem, privée de son chef, où le siège était maintenu, jeudi matin. La veille, il avait été proposé aux habitants du camp de fuir les lieux.

Le but de l'opération n'était pas seulement d'éliminer des dirigeants des groupes armés. Selon le lieutenant-colonel Nadav Shoshani, porte-parole de l'armée israélienne, l'intervention de l'armée a pour objectif de prévenir des « menaces terroristes ». « Nous avons appris les leçons des massacres du 7 octobre [2023], dit-il, et [nous nous efforçons d']éliminer toutes les menaces en temps réel. » Cela concerne, notamment, de nouveaux équipements militaires entrés clandestinement en Cisjordanie, par la Jordanie : « Nous avons intercepté des armes et des explosifs que les Iraniens tentaient d'introduire en contrebande, et qui devaient être utilisées contre des civils israé-

liens », affirme le lieutenant-colonel Shoshani.

Il y a une semaine, Israël avait annoncé avoir tué dans une frappe aérienne un responsable de la branche armée du Fatah au Liban, l'accusant de « trafic d'armes » vers la Cisjordanie pour le compte du corps iranien des gardiens de la révolution.

Le porte-parole militaire estime que l'opération en cours est également liée à deux attentats récents, le plus important ayant eu lieu le 19 août à Tel-Aviv, où un homme s'est fait exploser près d'une synagogue, à l'aide d'un dispositif dissimulé dans un simple sac à dos. L'action avait été revendiquée par le Hamas et le Jihad islamique, qui ont alors déclaré qu'une nouvelle vague d'actes similaires était en préparation et se poursuivrait tant que durerait la guerre à Gaza. Le dernier attentat-suicide en date remontait à 2016.

Depuis des mois, des sources israéliennes disent redouter que

des dispositifs explosifs d'une catégorie nouvelle soient en voie de préparation. Mercredi soir, les forces israéliennes ont « éliminé neuf terroristes armés » à Jénine, à Toubas et à Tulkarem, dont sept dans des raids aériens, a annoncé l'armée, puis cinq autres jeudi matin. De son côté, le ministère de la santé de l'Autorité palestinienne a évalué mercredi soir le bilan à « onze morts ». Parmi les personnes tuées figurent « des enfants », selon l'ONU. Antonio Guterres, le secrétaire général, a indiqué suivre la situation « avec une grande inquiétude », et dit déplorer « des tactiques de guerre meurtrières qui semblent dépasser les normes internationales en matière de maintien de l'ordre ».

Une humiliation pour Abbas

L'armée israélienne avait déjà annoncé dès lundi soir – avant même le début de l'opération – la mort de cinq personnes à Nour Shams, affirmant avoir éliminé « Jibril Jibril, impliqué dans des ac-

Israël a déployé des hélicoptères de combat ainsi que des drones, des véhicules blindés et des bulldozers

tivités terroristes à Tulkarem et Qalqiliya, qui avait été libéré en novembre [2023] dans le cadre de l'accord » d'échanges d'otages enlevés le 7 octobre et emmenés à Gaza contre des prisonniers palestiniens incarcérés par Israël.

Jénine, de son côté, a été visée près de soixante fois par des opérations militaires israéliennes depuis le 7 octobre, selon des responsables locaux. Le déploiement militaire autour du camp, cette fois, a semblé suivre une logique tactique, en limitant les possibilités des divers groupes armés de se coordonner. Au-delà, cette opération a aussi pour effet de « servir le récit [des autorités israéliennes] selon lesquelles l'Autorité palestinienne n'est pas en mesure de remplir ses responsabilités en Cisjordanie, et serait donc par définition incapable de jouer un rôle-clé à Gaza dans l'après-guerre », note une source diplomatique.

Récemment, une réunion des services de sécurité de l'Autorité palestinienne a eu lieu à Ramallah avec pour objet de définir une politique volontariste de restauration de l'ordre dans les grandes villes du nord de la Cisjordanie. Son président, Mahmoud Abbas, qui était en visite en Arabie saoudite mercredi et avait annoncé, récemment, son intention de se rendre à Gaza, dans l'espoir de tenter d'y asseoir son autorité pour l'avenir – un objectif qui semble encore extrêmement nébuleux –, subit ainsi une humiliation. Le porte-parole de la présidence de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Rudeineh, a qualifié l'opération israélienne d'« agression », relevant d'une « escalade dangereuse » et s'inscrivant dans la « continuation de la guerre totale contre le peuple palestinien, notre terre et nos lieux saints ». ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Chine et Etats-Unis tentent d'entretenir leur canal de discussion

Le conseiller à la sécurité nationale américain, Jake Sullivan, est en visite à Pékin pour dialoguer avec le plus haut diplomate chinois, Wang Yi

PÉKIN - correspondant

Au bord d'un lac, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Pékin, les deux officiels se sont retrouvés pour des discussions approfondies, du mardi 27 au jeudi 29 août. Entre le conseiller à la sécurité nationale américain, Jake Sullivan, et le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, il ne fallait s'attendre à aucune percée diplomatique majeure. Le seul fait que ces hauts représentants des deux grandes puissances promises au choc échangeant régulièrement, qu'ils parviennent à se dire les choses, qu'un canal de communication stratégique soit ouvert représente en soi une avancée. Il s'agit de la première visite d'un conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis sur le sol chinois depuis 2016.

MM. Sullivan et Wang devaient parler du soutien de la Chine à la Russie dans la guerre en Ukraine – qui permet à l'appareil militaro-industriel russe de tenir le

rythme du conflit –, des tensions en mer de Chine, des restrictions croissantes imposées par les Etats-Unis au transfert de puces électroniques et autres composants de haute technologie vers la Chine. Mais surtout évoquer, comme à chaque fois, le pire sujet d'entre tous dans la relation sino-américaine : le sort de l'île de Taïwan, que la Chine considère comme une de ses provinces, malgré son indépendance de fait, et que soutiennent les Etats-Unis.

Relation « pleine de péripéties »

La rhétorique agressive de Donald Trump, les années de fermeture et d'accusations durant la pandémie de Covid-19 puis le survol du territoire américain par un ballon espion chinois, au début de l'année 2023, avaient poussé la plus importante relation bilatérale du monde au point de rupture. Ces accrocs s'ajoutaient à la dégradation constante des liens sino-américains sous l'effet du durcissement de la Chine sous Xi Jinping et du rapide développe-

ment de ses capacités militaires – perçu à Washington comme le plus grand défi posé à l'Amérique. Tandis que se poursuivaient les efforts américains destinés à renforcer un réseau d'alliances solides dans la région et à freiner le rattrapage technologique chinois – vus par Pékin comme une politique d'« endiguement » représentant la plus importante entrave à son ascension.

« Il s'agit de dissiper les mauvaises perceptions et d'éviter que cette concurrence ne vire au conflit », résumait un officiel américain en amont du voyage. « Ces dernières années, la relation entre la Chine et les Etats-Unis a été

Wang Yi rencontre Jake Sullivan pour la cinquième fois en quinze mois

pleine de péripéties et rebondissements », a remarqué M. Wang, mardi, saluant le retour à la communication. « La clé, a-t-il dit, est de maintenir le cap général du respect mutuel, de la coexistence pacifique et de la coopération gagnant-gagnant. »

M. Wang, qui est également directeur de la commission centrale des affaires étrangères du Parti communiste, un poste plus déterminant encore que son rang ministériel, rencontrait M. Sullivan pour la cinquième fois en quinze mois. Comme dans tout bon roman d'intrigue diplomatique, l'affaire a commencé à l'écart des regards publics dans un hôtel de Vienne, la ville de l'équidistance et du terrain neutre entre grandes puissances. C'est dans les salons d'un cinq-étoiles que MM. Sullivan et Wang s'étaient retrouvés pour huit heures de franches discussions sur deux jours, en mai 2023, quatre mois après l'apparition du mystérieux ballon espion qui avait survolé les Etats-Unis, gelant tout contact.

Selon un récit du *Financial Times*, le format discret et le dîner limité à quatre officiels de chaque côté de la table ont permis un échange plus candide, plus général et philosophique sur les intentions de chacun que l'habituel abrupt enchaînement de « points de discussion ». Le souvenir est encore vif des échanges particulièrement acrimonieux au sommet d'Anchorage (Alaska), en mars 2021, le premier de l'administration Biden avec la Chine, où les deux parties avaient dit tout le mal qu'elles pensaient l'une de l'autre. Les diplomates chinois avaient dénoncé devant les caméras la « condescendance » et l'« hypocrisie » américaines.

Pas d'avancées concrètes

Après Vienne, MM. Sullivan et Wang se sont revus à Malte et à Washington, ce qui a permis la rencontre de San Francisco entre Joe Biden et Xi Jinping en novembre 2023, puis à Bangkok, en janvier, pour un autre échange par ce nouveau canal. Mais sans avan-

cées concrètes, à part des promesses de coordination sur des sujets tels que la lutte contre le trafic de fentanyl ou l'essor de l'intelligence artificielle, on dénonce côté républicain une « politique d'engagement zombie » avec la Chine.

Conséquence de ces années déléteres, M. Biden, qui se targue de sa longue expérience diplomatique, est le seul président des Etats-Unis depuis Jimmy Carter à ne pas s'être rendu en Chine durant son mandat. La visite de M. Sullivan devait aussi permettre de discuter d'un éventuel rendez-vous entre le chef d'Etat américain sortant et M. Xi. Un déplacement en amont de l'élection présidentielle, qui a lieu en novembre, paraît bien improbable. La tenue, une semaine après le scrutin, à Lima, d'une réunion des pays de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique puis, aussitôt après, à Rio, d'un sommet des pays du G20, pourrait cependant offrir des occasions de rencontres. ■

HAROLD THIBAUT

La baisse des rejets de soufre réchauffe peu le climat

L'usage du dioxyde de soufre pour refroidir la Terre est défendu par certains tenants de la géo-ingénierie

La simple évolution d'une norme dans le transport maritime a-t-elle pu influencer la trajectoire du réchauffement climatique ? Après les multiples records de l'année 2023, la plus chaude enregistrée dans l'histoire humaine, des chercheurs, des observateurs, mais aussi des défenseurs de la géo-ingénierie, notamment au moyen du dioxyde de soufre (SO₂), s'étaient demandé si la baisse du taux de soufre dans les carburants des navires de transport, imposée depuis 2020, avait amplifié le réchauffement constaté cette année-là.

Publiée le 14 août dans la revue *Earth's Future*, une étude relative grandement l'influence du SO₂ dégagé par la combustion des navires. « Nos simulations de modèles montrent que l'IMO 2020 [les nouvelles normes mises en place par l'Organisation maritime internationale] contribue à expliquer le réchauffement exceptionnel de 2023, mais d'autres facteurs sont nécessaires pour en tenir pleinement compte », résument les auteurs, tout en admettant l'aspect très épineux de cet objet de recherche : « L'ampleur de cet effet fait l'objet de débats houleux. »

Bénéfique pour la santé

Pour éclaircir cette question, les chercheurs ont fait tourner des modèles climatiques en y intégrant cette nouvelle norme qui oblige les navires à utiliser des carburants avec une teneur en soufre limitée à 0,5 %, alors que le taux autorisé jusque-là était de 3,5 %. Une mesure prise pour protéger les populations des effets nocifs des aérosols, « notamment en Inde, dans l'est de la Chine et dans les zones côtières de l'Afrique et du Moyen-Orient », selon le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Sauf que cette diminution du dioxyde de soufre dans la troposphère (l'espace compris entre la surface terrestre et une altitude d'une dizaine de kilomètres), bénéfique pour la santé humaine, contribue à diminuer la taille des gouttelettes en suspension dans les nuages et donc leur albédo, c'est-à-dire leur capacité de ré-



Un cargo et deux remorqueurs sur le canal de Panama, le 12 août. ARNULFO FRANCO/AFP

Une étude relativise grandement l'influence du SO₂ dégagé par la combustion des navires

flexion de l'énergie solaire. Selon l'étude, cela aura pour conséquence une augmentation de la température annuelle moyenne de la surface de la planète de 0,046 °C sur la période 2020-2029. Une augmentation à ne pas négliger, mais infime par rapport aux trajectoires de réchauffement global, principalement dû aux émissions de gaz à effet de serre. Selon les différents modèles de l'Agence américaine d'ob-

servation océanique et atmosphérique cités par le GIEC, la période 1980-2020 a connu une augmentation de température de 0,75 °C à 1,19 °C. En 2023, la température mondiale annuelle a été supérieure de 1,45 °C à celle des niveaux préindustriels, selon l'Organisation météorologique mondiale. Elle a même été 0,60 °C plus élevée que la moyenne de la période 1991-2020. « Cette étude est intéressante, car elle vient confirmer le niveau des effets attendus qui ne peuvent pas expliquer les trajectoires record de 2023, essentiellement pilotées par le réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre et par la variabilité naturelle du climat avec El Niño », affirme Christophe Cassou, directeur de recherche (CNRS) à l'Ecole normale supérieure. D'ailleurs, quand on compare les cartes de réchauffement induit par la diminution de soufre,

que l'on obtient à partir des modèles, avec les cartes de températures observées en 2023, elles ne correspondent pas du tout. »

« Incertitudes considérables »

Cette diminution de l'albédo liée à la densité des aérosols est connue depuis longtemps. « La réduction des émissions de soufre provenant du transport maritime devrait entraîner un léger réchauffement, principalement dû aux interactions aérosols-nuages », pouvait-on lire dans le sixième rapport d'évaluation du GIEC, qui avait intégré les effets de la nouvelle réglementation à certains de ses scénarios. Tout comme le GIEC, qui soulignait des « incertitudes considérables », de nombreux scientifiques appellent à la prudence.

Selon les recherches, les résultats sont très variables. Dans une étude publiée le 30 mai 2024 par la revue *Communications Earth & Environ-*

ment, Tianle Yuan, son auteur principal, par ailleurs chercheur à l'université du Maryland, avait conclu à une hausse de la température mondiale de 0,16 °C sur sept ans à cause des nouvelles normes. « Ces batailles d'experts par papiers interposés pour déterminer la valeur exacte reflètent cette forte incertitude dans l'estimation de l'effet des émissions de SO₂ », décrypte Sophie Szopa, chercheuse au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement et spécialiste de la chimie atmosphérique, qui estime, elle aussi, qu'« il n'y a pas de surprise dans ce réchauffement ».

Dès l'été 2023, l'institut européen Copernicus avait temporisé, en rappelant qu'El Niño montait en puissance, que les feux au Canada dégageaient des aérosols dans l'atmosphère ou encore que les sables du Sahara étaient moins présents dans l'atmosphère. De nombreux partisans de la géo-ingénierie

De nombreux climatologues craignent les conséquences de la géo-ingénierie sur la santé humaine

avaient pourtant mis en avant le changement de normes dans le transport maritime pour relancer une idée : l'injection de dioxyde de soufre dans la stratosphère pour contrer les effets du réchauffement. Dans leur étude, M. Yuan et ses coauteurs estimaient d'ailleurs que « l'éclaircissement des nuages marins peut être une méthode viable de géo-ingénierie pour refroidir temporairement l'atmosphère ». En septembre 2023, un rapport de la Climate Overshoot Commission, un groupe indépendant composé d'une douzaine d'anciens dirigeants et présidé par Pascal Lamy, ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, préconisait de continuer, « avec précaution, tout en évitant son utilisation indésirable ou prématurée », la recherche sur la géo-ingénierie solaire.

De nombreux climatologues craignent les conséquences d'un tel dégagement de soufre sur la santé humaine, sur les précipitations, sur le réchauffement différentiel en fonction des zones ciblées... « La présence de ces aérosols dans l'atmosphère perturbe les précipitations, et lorsque, par le passé, la pollution au soufre était forte en Europe et aux Etats-Unis, elle a contribué à des sécheresses telles que celle du Sahel dans les années 1970, en plus de problèmes d'acidification et de santé publique. Il faut donc être vigilant à ne pas penser les choses qu'au seul titre de la température mondiale », poursuit M^{me} Szopa. Et, comme avec beaucoup de solutions technologiques qui n'ont pas encore prouvé leur efficacité, les scientifiques spécialisés craignent que leur irruption dans le débat ne masque un enjeu plus crucial : la réduction des émissions de gaz à effet de serre. ■

MATTHIEU GOAR

L'éclaircissement des nuages pourrait avoir des effets indésirables

Alors qu'une telle expérience a été contestée en Californie, une étude met en garde contre des conséquences globales imprévisibles

Cet été, la Californie a de nouveau été en proie aux mégafeux, avec des températures avoisinant parfois les 46 °C et un temps particulièrement sec. Une situation qui ne cessera de s'aggraver à mesure que les effets du réchauffement climatique se feront sentir, si rien n'est fait pour l'enrayer. Depuis quelques années, certains experts proposent de modifier artificiellement le climat avec plusieurs techniques dites « de géo-ingénierie climatique », comprenant plusieurs méthodes dont l'éclaircissement des nuages. La technique a récemment fait parler d'elle dans cet Etat américain, où une expérience de ce type a été contestée.

Les nuages sont composés de multitudes de particules et de gouttelettes. Plus ces gouttelettes sont petites et nombreuses, plus elles sont réfléchissantes : elles réfléchissent particulièrement les rayons du soleil, les renvoyant dans l'espace comme un miroir.

Il faudrait donc, selon certains scientifiques, envoyer des aérosols comme du sel marin dans certains nuages, afin de faire descendre la température de l'océan et ainsi contribuer à pallier les con-

séquences du réchauffement climatique. Un procédé à ne pas confondre avec l'ensemencement des nuages, utilisé depuis des décennies aux Etats-Unis ou en Chine, et qui consiste à produire des précipitations, comme la pluie.

Mais une étude, publiée au mois de juin dans la revue *Nature Climate Change* par des chercheurs de l'université de Californie à San Diego, montre que déployer une telle technologie sur la Côte ouest américaine pourrait, à long terme, « produire des effets collatéraux non souhaités à la fois dans la région ciblée et en dehors ». Dans le climat de 2050, elle perdrait en efficacité localement et pourrait aggraver les vagues de chaleur ailleurs dans le monde, y compris en Europe, notamment en raison de perturbations de la circulation des courants marins de l'Atlantique Nord, qui participent à la régulation du climat.

« A travers des modélisations climatiques en prenant pour exemple la Côte ouest américaine, nous avons simulé un refroidissement induit par l'éclaircissement des nuages », explique Katharine Ricke, climatologue et coautrice de l'étude. Dans les conditions clima-

tiques actuelles, la technique fonctionne, en refroidissant la température de la zone. » L'étude modélise une potentielle réduction de 55 % des risques de chaleur dangereuse dans le Pacifique Nord (près de l'Alaska) et de 16 % si la mesure était mise en œuvre dans le sud de la Californie. Cela sans provoquer de conséquences dans d'autres zones géographiques.

Echelle trop petite

Mais en prenant en compte les conditions climatiques de 2050, l'efficacité de la technique devient « quasi nulle » dans les zones visées, et pourrait amplifier les chaleurs ailleurs. Les auteurs soulignent les risques de « supposer que des interventions efficaces dans certaines conditions le resteront alors que le climat continue de changer ».

L'étude montre que « l'éclaircissement des nuages peut bénéficier à une région tout en nuisant à d'autres, notamment en exacerbant le stress thermique et en modifiant les réponses des précipitations », décrypte James Kerry, chercheur en sciences de la mer et du climat à l'université James-Cook en Australie, qui n'y a pas participé.

Les auteurs ne s'attendaient pas à de telles conclusions. « C'est la première étude qui montre que les interventions humaines sur le climat pourraient éventuellement fonctionner à l'heure où nous parlons, mais que cela pourrait se retourner dans le futur », explique Jessica Wan, doctorante en climatologie et coautrice de l'étude.

Les expérimentations de cette technique qui ont lieu actuellement autour du globe sont faites à une échelle bien trop petite pour avoir ce genre de conséquences. « Nous parlons de l'hypothèse d'expériences à une échelle bien plus large », précise Jessica Wan.

Les chercheurs ont utilisé « un modèle de système terrestre bien reconnu, qui permet des simulations détaillées des interactions entre l'atmosphère, les océans, la terre et la glace », explique James Kerry. Cependant, la « dépendance à un seul modèle limite le degré de confiance à accorder aux résultats », poursuit-il. Si d'autres modèles avaient été appliqués, des résultats plus variés auraient pu être mis en évidence, selon lui.

En juin, la ville d'Alameda, près de San Francisco, a refusé la poursuite d'expérimentations d'éclair-

cissement des nuages menées par l'université de Washington. En Australie, la géo-ingénierie solaire est testée depuis 2020 pour tenter de refroidir et protéger la Grande Barrière de corail. James Kerry a travaillé sur ce parc marin de 2019 à 2022. « Pour avoir une vision claire des conséquences réelles de l'éclaircissement des nuages, il faudrait le faire à une échelle plus massive », affirme-t-il. Certains experts en faveur de ces technologies affirment que c'est exactement la raison pour laquelle plus d'expérimentations doivent être menées.

« Résistance contre ces procédés »

En 2022, Frank Biermann, professeur de gouvernance mondiale de la durabilité à l'université d'Utrecht, aux Pays-Bas, a signé une lettre ouverte aux côtés de centaines d'autres scientifiques, demandant un accord international sur la non-utilisation de la géo-ingénierie solaire. « Il y a beaucoup de résistance contre ces procédés », explique-t-il. L'un des plus grands dangers est que les politiques ou les entreprises pourraient s'appuyer sur ce genre de technique pour justifier de ne pas

réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. »

Sans oublier que l'océan joue un grand rôle d'absorption de dioxyde de carbone, qui pourrait être remis en cause si trop de sel se retrouvait en épaisse couches aux endroits où les sels marins sont projetés dans les nuages. Le processus de photosynthèse et la chaîne alimentaire marine pourraient aussi être impactés par de telles modifications du climat.

Ce genre de technologie pose aussi des questions de droits humains, selon Mary Church, responsable de la campagne sur la géo-ingénierie au Centre pour le droit international de l'environnement. « L'un des plus grands impacts est sur les populations autochtones, des expérimentations sont menées sur leurs territoires sans leur consentement », explique-t-elle. En 2017, un projet de l'université Harvard nommé Scopex prévoyait des expériences de projections d'aérosols dans le ciel de l'Etat de l'Arizona. Les communautés autochtones de la région se sont mobilisées, jusqu'au retrait du projet il y a quelques mois. ■

YNÈS KHOUDI

Matignon : Emmanuel Macron dans l'impasse

Après avoir exclu la gauche, le chef de l'Etat fait face au refus de LR de participer à un gouvernement

Dans le salon vert de l'Élysée, les journées de consultations se suivent et se ressemblent pour les dirigeants du parti Les Républicains (LR) qui n'ont pas suivi le député des Alpes-Maritimes Eric Ciotti dans son alliance avec l'extrême droite.

Mercredi 28 août, Emmanuel Macron recevait au palais présidentiel le président du groupe à l'Assemblée nationale, Laurent Wauquiez, son homologue au Sénat, Bruno Retailleau, et la secrétaire générale du mouvement, Annie Genevard. Et pour ce nouveau tour de table, le même décor, les mêmes acteurs et les mêmes répliques que lors de leur premier entretien avec le chef de l'Etat, vendredi 23 août, déjà dans le cadre de ses consultations pour trouver un nouveau premier ministre.

A la sortie du rendez-vous, Laurent Wauquiez n'a pas manqué d'exprimer son irritation après cet échange, qu'il a jugé «*décevant*», et dont Bruno Retailleau «*pose la question de l'utilité*». Le premier a demandé au chef de l'Etat de nommer «*enfin un premier ministre*» sans «*procrastiner*», brossant le portrait d'un Emmanuel Macron naviguant à vue et sans perspectives à proposer aux forces politiques du pays. «*Aucune position nouvelle, pas de véritable projet structuré pour les Français, pas de vision de ce que serait un programme gouvernemental pour les mois à venir*», a regretté le député de Haute-Loire, alors qu'il n'avait pas émis de telles critiques à l'issue de la première rencontre, et qu'il avait épargné le président de la République lors de sa rentrée politique, le 25 août, au mont Mézenc.

Pas l'unanimité chez LR

La tirade conclut le deuxième acte de la pièce mise en scène par Emmanuel Macron. Après deux journées de consultation les 23 et 26 août, le chef de l'Etat avait exclu l'hypothèse d'une nomination de Lucie Castets, la candidate du Nouveau Front populaire (NFP), avant de renouveler son appel à la droite. «*Les partis politiques de gouvernement ne doivent pas oublier les circonstances exceptionnelles d'élection de leurs députés au second tour des législatives. Ce vote les oblige*», leur avait-il commandé,

dans un communiqué diffusé lundi soir, actant la fin de la première phase des consultations.

Désormais, le président de la République a sa réponse qui lui permet d'imputer le blocage à LR. «*Ce sont eux qui prennent la responsabilité de ne pas vouloir participer, y compris après que l'hypothèse d'un gouvernement NFP a été levée*», accuse un conseiller d'Emmanuel Macron. Pour M. Wauquiez, le blocage est le fait du chef de l'Etat, à qui il a réitéré sa demande de «*s'engager*» sur «*le pacte législatif*» que LR a proposé à la majorité sortante depuis le 23 juillet, en échange de son soutien sans participation à un nouveau gouverne-

Le locataire de l'Élysée s'apprête à tester un nouveau scénario : l'hypothèse d'un gouvernement dominé par des élus locaux

ment. «*A partir du moment où son camp a perdu, le président n'est pas dans son rôle d'évoquer la feuille de route avec LR, rétorque-t-on à l'Élysée. Ce sera au futur premier ministre de le faire.*»

La stratégie de Laurent Wauquiez ne fait pas l'unanimité au sein de son propre groupe parlementaire. En privé, des députés déplorent le positionnement de leur président qui ne répond «*à aucune logique*», puisqu'il s'est allié avec la majorité sortante au Palais-Bourbon pour obtenir deux postes de vice-président, un de questeur et celui, stratégique, de rapporteur de la loi de financement de la Sécurité sociale. Mais l'ancien président de la ré-

gion Auvergne-Rhône-Alpes veut à tout prix conserver son rôle d'opposant avec en ligne de mire l'élection présidentielle de 2027. «*Une posture*, considère Hervé Marseille, le président de l'Union des démocrates et indépendants (UDI), l'une des composantes du camp présidentiel. *Il ne veut surtout pas apparaître comme un allié, mais il est contraint et forcé d'apporter sa contribution, car sinon nous aurions la gauche.*»

Sa contribution, Laurent Wauquiez l'a confirmée au président de la République lors de leur nouvel entretien. «*Il a rappelé le fait qu'il n'était pas dans une posture de censure a priori*», se félicite-t-on

dans l'entourage du chef de l'Etat. «*Mais seulement si nos lignes rouges sont respectées*», ajoute Bruno Retailleau, à savoir pas de hausse d'impôts, ni de gel du point d'indexation des retraites.

Bon profil

De son côté, Emmanuel Macron cherche toujours le bon profil pour Matignon. Après avoir fermé la porte au NFP et devant le refus de la droite de participer à une coalition gouvernementale, il s'apprête à tester un nouveau scénario : l'hypothèse d'un gouvernement dominé par des élus locaux.

«*Les élus locaux sont ceux qui permettent de répondre clairement aux préoccupations des Français sans être pris en otage par des stratégies en vue de la présidentielle*», estime le maire (LR) de La Baule (Loire-Atlantique), Franck Louvrier, proche de Nicolas Sarkozy, et interlocuteur régulier d'Emmanuel Macron. Mercredi soir, les Intercommunalités de France publiaient un communiqué dans laquelle l'association appelait «*les responsables politiques nationaux à faire preuve de bon sens en s'inspirant de leur fonctionnement*».

Jeudi matin, le chef de l'Etat reçoit le maire (LR) de Cannes (Alpes-Maritimes) et président de l'Association des maires de France, David Lisnard, après le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier (Renaissance), et la présidente de la région Occitanie – et de l'association Régions de France –, Carole Delga (Parti socialiste, PS).

La veille, dans un entretien accordé au *Parisien*, cette dernière a critiqué la décision du premier secrétaire du PS, Olivier Faure, de rompre le dialogue avec Emmanuel Macron et trouve «*ridicule*» d'appliquer «*tout le programme, rien que le programme du Nouveau Front populaire*». «*Il faut s'ouvrir aux autres forces républicaines pour dégager des consensus*», estime Carole Delga, alors que sa formation est en proie à des dissensions sur le positionnement à adapter. Des déclarations qui vont «*dans le bon sens*», pour l'Élysée. ■

ROBIN D'ANGELO



Les représentants de LR Bruno Retailleau, Annie Genevard et Laurent Wauquiez, à côté de l'Élysée, à Paris, le 28 août. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »



CHRONIQUE | SOLENN DE ROYER

Coalition ou pas : la porte étroite de la droite

Ils ont refusé le thé ou le café qu'on leur proposait, accepté un simple verre d'eau... plate. Dans le salon vert de l'Élysée, les dirigeants de la droite, Laurent Wauquiez, Annie Genevard et Bruno Retailleau, étaient reçus, mercredi 28 août, pour la deuxième fois par Emmanuel Macron, qui étire ses consultations. Un échange courtois, mais plus tendu que le premier, alors que le président de la République, qui a balayé la candidature de Lucie Castets (Nouveau Front populaire) à Matignon, met désormais la pression sur la droite pour qu'elle s'engage dans une coalition gouvernementale, au-delà du simple «*pacte législatif*» qu'elle lui a demandé de reprendre à son compte en juillet, en échange d'un soutien au Parlement.

«*Si vous ne voulez pas venir au gouvernement, vous me condamnez à nommer une personnalité de gauche à Matignon*», a laissé entendre le président. «*La nomination d'un premier ministre relève de votre responsabilité*», a rétorqué le chef de file des députés Les Républicains (LR). Mais quand le trio dirigeant de la droite a insisté

auprès de M. Macron pour qu'il reprenne l'essentiel des mesures proposées dans leur «*pacte*», ce fut au tour du président d'esquiver, se retranchant derrière son rôle d'arbitre. «*Décevant*», a tancé M. Wauquiez en sortant.

Pour la droite, l'étau s'est resserré, alors qu'Emmanuel Macron tente de lui faire porter la responsabilité du blocage. «*Wauquiez est coincé*», a glissé le président, lundi, à un responsable politique reçu à l'Élysée. «*Il cherche à nous mettre dans la seringue*», admet le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau. Car plus M. Macron va faire durer ses consultations, plus le refus de LR d'entrer dans un gouvernement pourrait s'avérer coûteux vis-à-vis de son électorat.

Pour la droite, la ligne de crête est étroite : en formulant un ensemble de «*priorités*» (revalorisation du travail, fermeté sur l'immigration, lutte contre le gaspillage de l'argent public, etc.), ficelées dans leur «*pacte législatif*», Les Républicains ne veulent pas apparaître comme alimentant le chaos institutionnel. Mais alors que Laurent Wauquiez

s'emploie à recréer un espace politique en vue de la présidentielle de 2027, il estime n'avoir aucun intérêt à monter sur le pont d'un navire qui prend l'eau et fonce tout droit sur l'iceberg, dès lors que le président sortant ne peut pas se représenter dans trois ans.

Drôle de guerre

Avec 47 députés seulement, Les Républicains ne veulent pas prendre le risque de ternir leur image en gouvernant avec le parti présidentiel, sans avoir la garantie de faire voter leurs réformes dans un Hémicycle éclaté. Un jeu perdant-perdant, qui les incite à rester dans l'opposition pour offrir une alternative aux Français en 2027. C'est pourquoi, alors que M. Macron a évoqué devant lui plusieurs candidats possibles pour Matignon (Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, David Lisnard), Laurent Wauquiez est-il favorable à un profil technique, neutre, qui ne soit «*pas issu des partis*», a résumé la secrétaire générale de LR, Annie Genevard.

Mais, comme avant la dissolution, LR est divisé sur l'opportunité d'entrer ou non dans une

coalition avec M. Macron, à laquelle plusieurs figures de droite sont favorables. Xavier Bertrand estime que les Français ne pardonneront pas à la droite de ne pas avoir cherché à sortir le pays de l'ornière, quand Valérie Pécresse appelle à la «*responsabilité*». De son côté, le maire LR de La Baule, Franck Louvrier, plaide pour un gouvernement d'élus locaux. En privé, d'autres élus de droite ne cachent pas qu'ils sont tentés : «*On a enfin l'occasion d'avoir le pouvoir mais pour de mauvaises raisons*», résume l'un d'eux, selon lequel le «*coup d'Etat*» d'Eric Ciotti [président contesté de LR], qui a fait alliance avec le RN en juin, incite ceux qui sont restés à ne pas alimenter de nouvelles divisions.

Entre la droite et Macron, c'est une drôle de guerre qui se joue depuis 2017. Le président, qui s'est entouré d'une kyrielle de stratégies issus de LR (Thierry Solère, Pierre Charon, Gérard Darmanin, etc.), s'est employé avec constance à l'affaiblir afin d'absorber son électorat, tout en ayant besoin de la formation au quotidien pour faire passer ses

textes au Parlement. Pour autant, il n'a jamais fait le moindre geste en faveur d'une coalition qu'au fond, il ne souhaitait pas, non désireux de partager son pouvoir avec «*un parti qui a fait 4 % à la présidentielle*», comme il l'a confié en privé.

Cela fait des années que, de son côté, Nicolas Sarkozy incite ses anciens amis à prendre le pouvoir «*de l'intérieur*», en acceptant de faire alliance avec M. Macron, moyen pour un parti affaibli et cornérisé de se remettre en selle. Avant la dissolution, le président de LR, Eric Ciotti, regretta que M. Macron ne prenne pas la peine de l'appeler pour lui proposer «*la botte*», selon la formule du président du Sénat, Gérard Larcher, lui aussi prêt au printemps à considérer la perspective d'un accord. La dissolution a tout changé. Alors que le chef de l'Etat, qui préfère gouverner avec la droite qu'avec la gauche, offre enfin la possibilité à LR de revenir au pouvoir, après douze ans dans l'opposition, ce sont eux qui préfèrent décliner. «*Fuis-moi, je te suis, suis-moi, je te fuis...*» ■



Ces dossiers en attente d'un ministre

En cette période de vacance du pouvoir, de nombreux secteurs nécessitent des décisions ou des engagements

Avec l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin, s'est ouverte une phase inédite de simple gestion des affaires courantes. Dans de nombreux domaines, des décisions relevant de choix budgétaires ou d'orientations politiques sont en suspens. Cette mise sur pause de l'action politique concerne des sujets variés et des modalités diverses ; il peut s'agir de la publication de décrets organisant tel ou tel secteur, de concertations tout juste engagées ou de réformes de fond lancées mais inachevées. La décision politique prise par Emmanuel Macron affecte bon nombre de chantiers importants.

La crise du logement se durcit Alors que les difficultés des Français à se loger ne cessent de s'accroître, les réformes lancées pour tenter de fluidifier le marché immobilier et l'accès à la location ont été stoppées net. Selon la note de conjoncture publiée cet été par les Notaires de France, le volume des ventes de logements anciens « pourrait passer sous la barre des 750 000 à la sortie de l'été », alors qu'il culminait à plus de 1,2 million à l'automne 2021. Sur le marché du neuf, seuls un peu plus de 14 000 nouveaux logements ont été mis en vente par les promoteurs au deuxième trimestre 2024, en chute de 36 % sur un an. Un trou d'air perceptible dans les défaillances d'entreprises. Selon le président du Medef, Patrick Martin, dans le secteur du bâtiment, il y aurait « 10 000 suppressions d'emplois par mois dorénavant ».

Face à cette crise, le gouvernement Attal n'avait pas déployé les grands moyens, mais un projet de loi « pour développer l'offre de logements abordables » devait, malgré tout, favoriser le logement intermédiaire et permettre d'accélérer la construction. Le texte aurait dû être débattu au Sénat à la mi-juin ; sa discussion a été interrompue par la dissolution. De même, la proposition de loi transpartisanne (Renaissance-Parti socialiste) renforçant la régulation des meublés touristiques de type Airbnb, votée par les deux Chambres, n'a pas eu le temps d'être examinée en commission mixte paritaire.

L'hôpital en souffrance, priorité en santé Fermeture de services des urgences, régulation systématique par le 15, temps d'attente qui explosent... Les tensions à l'hôpital, désormais récurrentes l'été, illustrent la crise du système de soins. Au-delà des réformes structurelles attendues par de nombreux acteurs, la question budgétaire devrait s'imposer très vite au futur gouvernement. « *Le budget de*

l'hôpital est une priorité absolue », défend Arnaud Robinet, à la tête de la Fédération hospitalière de France, soulignant « *une situation financière très dégradée, avec 1,7 milliard d'euros de déficit et deux tiers des établissements concernés* ». L'incertitude domine, alors que la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui fixe notamment l'Objectif national des dépenses d'assurance-maladie – soit les moyens dévolus à l'hôpital et à la médecine de ville –, est en suspens.

Autre dossier en stand-by, qui devait permettre de soulager l'hôpital : la plus grande participation des cliniques à la permanence des soins (le soir, la nuit, le week-end), inscrite dans la loi « Valletoux » de décembre 2023, attend encore son décret d'application pour être mise en œuvre. La refonte du métier des infirmiers, repoussée déjà à de nombreuses reprises, ainsi que le plan promis par le gouvernement à l'automne pour lutter contre les violences envers les soignants, dont les quarante-deux mesures doivent encore être déclinées, figurent parmi les autres dossiers en attente.

L'examen du projet de loi sur la fin de vie interrompu La grande « réforme sociétale » promise par Emmanuel Macron verra-t-elle le jour ? Le projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie, précédé d'un « débat national » et d'une convention citoyenne en 2023, a fait l'objet d'intenses discussions dans l'Hémicycle, depuis le 27 mai. Le vote solennel devait avoir lieu le 18 juin, avant que la dissolution n'interrompe l'examen.

Quinze articles sur vingt et un restaient à examiner, mais les plus décisifs avaient été votés : l'article 5, qui instaure l'accès à une « aide à mourir », sous la forme d'un suicide assisté ou d'une euthanasie. Et l'article 6, qui énonce les conditions posées à l'administration d'une substance létale pour les malades « atteints d'une affection grave et incurable avec pronostic vital engagé en phase avancée ou terminale ». Le projet de loi comprenait aussi un volet sur le développement des soins palliatifs, avec une enveloppe de 1,1 milliard d'euros d'ici à 2034.

Dès le 19 juillet, le rapporteur de ce projet de loi avorté, le député divers gauche Olivier Falorni, réélu en Charentes-Maritimes, a annoncé déposer la « première proposition de loi de la XVII^e législature », en reprenant intégralement le texte voté par la commission ainsi que tous les amendements adoptés en séance. Au 28 août, il avait réuni 120 signatures de députés issus de neuf groupes parlementaires (hormis le Rassemblement national [RN] et les députés alliés au RN du groupe d'Eric Ciotti, A droite !). « *L'examen re-*

partira du début du texte, mais pas de zéro », défend le parlementaire.

Les réformes de la lutte contre le crime organisé et la corruption sur pause Plus de trois mois et demi après l'évasion de Mohamed Amra ayant causé la mort de deux agents pénitentiaires, et alors qu'il demeure introuvable, l'incertitude est entière sur le devenir des réformes de la lutte contre la criminalité organisée, avancées par le ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, fin avril. Si la chancellerie assurait, mi-juin, que la phase de concertation se poursuivait, il est impossible de dire si le projet de loi sur le sujet sera discuté à l'Assemblée à l'automne comme envisagé. Parmi les mesures attendues figuraient un renforcement du statut du repent, des cours d'assises spécialement réservés aux affaires liées au trafic, mais aussi la création d'un parquet spécifique à compétence nationale consacré à la lutte contre le crime organisé.

Autre chantier suspendu : le plan national de lutte contre la corruption pour la période 2024-2027, porté par l'Agence française anticorruption. D'abord annoncé pour le « début d'année prochaine » par Bruno Le Maire, en décembre, le plan censé améliorer la prévention, la détection et la répression de la corruption attendait toujours, au printemps, les derniers arbitrages de l'exécutif.

La rentrée scolaire dans le flou A l'école, la promesse d'une rentrée sous le signe du « choc des savoirs », proposé en décembre par Gabriel Attal alors ministre de l'éducation nationale, pour « élever le niveau » des élèves français, a fait long feu. La démission du gouvernement n'a pas permis la publication d'arrêtés et de décrets qui permettraient d'officialiser toutes les évolutions annoncées, la parution de ces textes ne relevant pas des affaires courantes. Il en va ainsi des nouveaux programmes scolaires pour les classes de petite section de maternelle au CE2 ou de la labellisation des manuels scolaires. Nicole Belloubet a beau assurer que ces dispositions entreront en vigueur à la rentrée 2025, tout dépendra des choix politiques du prochain gouvernement. Il en va de même pour les programmes relatifs à l'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité, un dossier sensible.

Idem pour la réforme du brevet qui devait entrer en vigueur pour la session 2025. Elle prévoit de refondre les modalités d'évaluations et de donner un caractère obligatoire à ce diplôme pour accéder au lycée. Les enseignants et principaux de collège vont donc commencer l'année scolaire sans savoir que

dire à leurs élèves de 3^e sur cet examen qu'ils passeront à la toute fin de l'année scolaire.

Autre chantier d'ampleur dans les limbes : la réforme de la formation des enseignants, censée répondre à la crise d'attractivité que traverse la profession. Le décret n'est pas paru, « *faute d'un contresigne* » dans les jours précédant la démission du gouvernement, a expliqué Nicole Belloubet, lors de sa conférence de presse, mardi 27 août.

Privé lucratif et bourses étudiantes restent au milieu du gué Sylvie Retailleau quitte le ministère de l'enseignement supérieur sans avoir achevé un chantier très attendu : la mise en place d'un label de qualité des formations proposées dans l'enseignement supérieur privé lucratif, qui bénéficie à plein des financements publics sur l'apprentissage depuis 2018. La ministre avait confié au Monde, fin mai, vouloir mener une « opération commando » pour retirer de Parcoursup des formations qui posent problème, notamment en proposant de faux diplômes. Les annonces auraient dû être faites en juin.

Alors que la rentrée 2024 marque la fin d'un gel de quatre ans du montant des droits d'inscription à l'université, le syndicat étudiant la FAGE alerte sur la hausse de la précarité étudiante, évaluant entre 200 000 et 300 000 le nombre d'étudiants qu'il faut d'urgence intégrer au système des bourses. La réforme des bourses selon de nouveaux critères d'attribution n'a pas été menée à son terme. Sous l'égide du ministère des solidarités et de la santé, l'intégration des bourses au chantier de la « solidarité à la santé » devait aboutir, en 2025, à une vision coordonnée des aides apportées aux différents membres d'une famille.

La promesse d'un congé parental s'éloigne L'annonce, en janvier, d'une refonte à venir du congé parental, rebaptisé « congé de naissance », avait suscité l'intérêt des parents de jeunes enfants. La réforme avait été brandie par Emmanuel Macron lors d'un discours sur le « réarmement démographique ». Sept mois plus tard, la dissolution a interrompu le cycle des concertations engagées par la ministre déléguée à l'enfance, à la jeunesse et aux familles, Sarah El Haïry. L'espoir que ce nouveau congé, « *plus court et mieux rémunéré* », selon la promesse du gouvernement, voie le jour dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale de cette année, s'est envolé. C'était l'un des volets de réponse à une crise plus large touchant la petite enfance. Un des nombreux dossiers qui seront sur la table du prochain gouvernement. ■

SERVICE SOCIÉTÉ

En Nouvelle-Calédonie, « une impasse locale et nationale »

La gravité de la situation économique et sociale de l’archipel exige la nomination d’un gouvernement pour piloter le dossier

Après seize semaines d’insurrection indépendantiste qui ont conduit à la mort violente de onze personnes et à l’effondrement de l’économie, la Nouvelle-Calédonie et ses 270 000 habitants plongent dans une crise sociale majeure. *« Le pire est à venir »*, a averti, mercredi 28 août, la représentante du patronat calédonien, Mimsy Daly, à l’occasion de l’université d’été du Medef, à Paris. *« Toutes les aides publiques sont coupées. Le domaine de la santé est en faillite et les aides sociales s’arrêtent les unes après les autres. C’est une urgence sociale, pas uniquement économique »*, a-t-elle précisé, lundi, sur Franceinfo.

Le Congrès de Nouvelle-Calédonie a adopté mercredi une résolution lancée par le parti non indépendantiste modéré Calédonie ensemble, qui évalue les besoins de reconstruction à financer par l’Etat à 500 milliards de francs Pacifique (4,2 milliards d’euros) sur cinq ans, et réclame la création d’un comité interministériel à Paris pour gérer la crise. *« Nous sommes dans une impasse politique locale doublée d’une impasse nationale faute de majorité et de gouvernement, et cela en plein chaos économique et social. Le sujet, c’est d’éviter les émeutes de la faim à la fin de 2024 »*, affirme Philippe Gomès, responsable de Calédonie ensemble, selon qui la moitié des salariés calédoniens seraient menacés de chômage partiel.

A Nouméa, le gouvernement présidé par Louis Mapou a vécu comme un coup de tonnerre mercredi la démission de Vaimu’a Muliava, chargé notamment de la fonction publique et de l’urbanisme. Jeudi 29 août s’ouvre pourtant une consultation politique et citoyenne d’un mois sur le plan de *« sauvegarde, refondation et reconstruction »* du même gouvernement, qui promet ni plus ni moins de changer de modèle économique et social.

« C’est d’abord la survie, a expliqué Yannick Slamet, chargé du budget et des comptes sociaux, lundi, sur NC La Première. L’urgence absolue, c’est l’extrême nécessité. » Il faut aussi, selon lui, *« pouvoir terminer l’exercice 2024 pour l’ensemble des institutions »*. Si les échanges sont constants avec Paris sur la gestion financière de la crise, les interlocuteurs manquent, souligne-t-on à Nouméa, et la gravité de la situation exige qu’un nouveau gouvernement succède aux ministres démissionnaires pour piloter le dossier. Le territoire se sent abandonné et en appelle à la solidarité nationale.

« Dossier extrêmement suivi »
« Nous sommes conscients que les Calédoniens ont le sentiment d’être abandonnés. Mais le dossier est extrêmement suivi par Bruno Le Maire », plaide-t-on au ministère de l’économie et des finances. Quatre fonctionnaires se relaient à Nouméa, tandis qu’une chargée de mission, nommée au cabinet du ministre démissionnaire, réunit par visioconférence les fédérations professionnelles chaque semaine. M. Le Maire doit lui-même tenir une nouvelle réunion à distance en fin de semaine.

Bercy précise que, depuis début juin, 272 millions d’euros (en majorité des prêts ou des avances remboursables) ont été versés au gouvernement de Nouméa et aux entreprises du territoire, hors le secteur du nickel, qui reste à part. Le gouvernement local a chiffré

« LE PROBLÈME EST QUE LA CRISE DURE. OR, PLUS ON ATTEND, PLUS LES GENS PARTENT ET PLUS ON S’ENFONCE »

SAMUEL GOROHOUNA
économiste et maître de conférences à l’université de la Nouvelle-Calédonie

ses besoins immédiats à 750 millions d’euros ; il en a reçu 200 millions de l’Etat. Ces premiers soutiens ont permis de maintenir sous perfusion les finances publiques locales, de boucher les trous des comptes sociaux, de payer le chômage partiel, de sauver le gestionnaire du système électrique. Le reste a été versé aux entreprises, notamment 24 millions d’euros au titre du fonds de solidarité des TPE-PME, des montants jugés insuffisants par le patronat. Par ailleurs, la situation de l’assurance inquiète Bercy.

Ces aides d’urgence ont pu être engagées dans le cadre de la « gestion des affaires courantes » par le gouvernement de Gabriel Attal. *« Les mois qui arrivent seront cruciaux, précise-t-on à Bercy. Il faut que le nouveau pacte économique et social annoncé soit discuté au plus vite, et qu’il y ait assez de consensus localement pour le mettre en œuvre »*.

« Ça va être douloureux »
La reconstruction n’est donc pas engagée. Pour la suite, l’absence d’exécutif national apte à prendre des décisions structurantes ajoute à l’incertitude. Les services de Bruno Le Maire refusent de fournir une estimation globale des besoins, car le soutien de l’Etat sera conditionné aux réformes annoncées à Nouméa. Le territoire, juge Bercy, a vécu depuis trente ans au-dessus de ses moyens : surémunération des fonctionnaires, système de retraite trop généreux, énergie sous-tarifée ou encore manque de recettes fiscales. *« Ça va être douloureux pour tout le monde, mais on n’a pas le choix »*, convient Yannick Slamet, membre du gouvernement calédonien.

« Le choc de ce qui s’est passé a un coût humain lourd, car chacun se méfie désormais de l’autre, ce qui joue sur la confiance qu’ont les Calédoniens dans leur capacité à rebondir, donc à consommer, et à investir », analyse Samuel Gorohouna, économiste, maître de conférences à l’université de Nouvelle-Calédonie. Les soldes, lancées malgré tout, promettent des rabais de 80 %. *« Cela en dit long sur la volonté de faire entrer de la trésorerie dans l’économie, illustre-t-il. Le problème est que la crise dure. Or, plus on attend, plus les gens partent, et plus on s’enfonce. Il faut casser ce cercle vicieux »*.

« Personne à Paris ne nous a abandonnés », a assuré mercredi Sonia Backès, cheffe de file des loyalistes, après avoir vu M. Le Maire et Gérald Darmanin, à l’intérieur. Le problème est que loyalistes et indépendantistes calédoniens, plus opposés que jamais, gouvernent le territoire sans s’accorder sur son avenir. *« Est-ce pertinent de reconstruire alors que le cadre politique n’est pas fixé, pour risquer de tout devoir recommencer au prochain mouvement ? »*, s’interroge Samuel Gorohouna. ■

NATHALIE GUIBERT

La transition écologique perdue dans le brouillard politique

Alors que l’action en matière climatique est urgente, des pans entiers de la politique environnementale sont à l’arrêt

Depuis de nombreuses années, les acteurs de la transition écologiques ont l’habitude de subir les turbulences de l’actualité. Mais cette fois-ci, le trou d’air est inédit. Depuis la campagne des élections européennes, la dissolution de l’Assemblée nationale et la démission du gouvernement de Gabriel Attal, des pans entiers de la politique environnementale sont à l’arrêt. Annonces de plans reportées, lettres de cadrages budgétaires caduques, propositions de loi suspendues...

Au plus grand désarroi des associations, des chercheurs ou des collectivités qui n’ont plus aucun interlocuteur identifié pour évoquer le moyen terme, le ministre, Christophe Béchu, n’étant plus responsable que des « affaires courantes ». *« Nous ne savons pas quel type de gouvernement nous allons avoir, nous ne savons pas trop à quelle sauce nous allons être mangés, ce qui va survivre, ce qui va être lancé, s’il va y avoir des économies, des investissements »*, résume Bastien Cuq, responsable énergie au sein du Réseau Action Climat.

Alors que l’été, période propice aux discussions budgétaires, touche à sa fin, la principale urgence de la rentrée sera d’ordre financier. Comme tous les autres ministères, la transition écologique est dans le flou. Lors d’une présentation à la presse, le 20 août, Matignon a dévoilé un budget dit « zéro valeur », quasiment identique à celui de 2024. *« Un exercice purement formel destiné à faire travailler l’administration à Bercy »*, se rassure une source du ministère de la transition écologique, tout de même un peu inquiète. Car, selon le média Contexte, la lettre plafond envoyée à l’hôtel de Roquelaure, le

20 août, prévoyait, certes, une légère augmentation des crédits du ministère (+ 1,2 milliard d’euros), mais aussi des baisses de crédits dans certains secteurs importants (– 1,5 milliard d’euros sur le fonds vert, – 1 milliard d’euros sur l’électrification des véhicules).

« Le plus dur commence »
Cette hypothèse serait une très mauvaise nouvelle pour le « budget vert ». Chaque projet de loi de finances (PLF) est crucial pour l’écologie dont les crédits doivent monter en puissance si la France veut respecter ses différents engagements, notamment la baisse de 55 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport au niveau de 1990. Après avoir obtenu, à l’automne 2023, une augmentation de 7 milliards d’euros des crédits pour 2024, le secrétaire général à la planification écologique estimait que l’effort cette année devrait être encore supérieur de « plusieurs milliards » pour tendre vers les + 10 milliards.

Pour le moment, le budget, concocté par Bercy et Matignon, n’a fait l’objet d’aucune discussion. Tout se jouera donc dans un temps très court, entre la nomination d’un premier ministre, la constitution d’un gouvernement et la présentation du PLF. Alors que le gouvernement de Gabriel Attal, à la recherche de 10 milliards d’euros d’économies, avait déjà ponctionné le « budget vert » de 2 milliards en février, les équilibres au sein du prochain gouvernement détermineront l’importance donnée à cet enjeu.

« Depuis l’annonce de la baisse des émissions de 5,8 % en 2023, il traîne l’idée qu’il faut juste continuer comme ça et que ça suffira, mais le plus dur commence et il faudra accélérer dans les années à venir pour financer des réformes

plus importantes et aller chercher des baisses d’émissions beaucoup moins liées à la conjoncture », résume Gérard Guibert, président de La Fabrique écologique. Des décisions structurantes qui ne pourront être prises que par un nouveau gouvernement.

En mai 2023, le rapport de Selma Mahfouz et Jean Pisani-Ferry avait préconisé une augmentation annuelle des investissements de 25 milliards à 34 milliards à l’horizon 2030, dont une quinzaine de milliards à la charge des collectivités locales. Pour rassurer les acteurs des différentes filières et graver dans le marbre cette montée en puissance, plusieurs députés macronistes avaient fait passer, en septembre 2023, un amendement à la loi de programmation des finances publiques, afin que le gouvernement définisse une stratégie pluriannuelle des financements de la transition écologique. Ce texte aurait dû être présenté et débattu au Parlement fin août ou en septembre.

De nombreuses filières auraient pu ainsi obtenir des garanties sur la pérennité et la montée en puissance de certains financements, comme ceux consacrés aux voitures électriques –

« NOUS NE SAVONS PAS TROP (...) CE QUI VA SURVIVRE, CE QUI VA ÊTRE LANCÉ, S’IL VA Y AVOIR DES ÉCONOMIES, DES INVESTISSEMENTS »

BASTIEN CUQ
responsable énergie au sein du Réseau Action Climat

le leasing social, victime de son succès était à court de crédits dès la mi-février, ceux fléchés vers la rénovation énergétique ou vers l’adaptation au changement climatique. Le financement des « RER métropolitains », de vastes chantiers portés par une proposition de loi définitivement adoptée le 18 décembre 2023, est également à définir.

« Plus à un mois près... »
D’autres plans et stratégies de long terme sont écrits mais suspendus. Ainsi, la programmation pluriannuelle de l’énergie, la nouvelle stratégie nationale bas carbone et le troisième plan national d’adaptation au changement climatique sont prêts. Avant même la campagne des élections européennes et la dissolution, qui ont empêché les précédents gouvernement de les dévoiler, l’exécutif n’a cessé de les repousser à cause d’arbitrages compliqués ou parce que d’autres dossiers lui semblaient plus urgents.

« On n’est plus à un mois près... soupire M. Cuq. Mais il y a énormément d’acteurs qui attendent ces documents cruciaux pour la planification. Par exemple les collectivités qui attendent de savoir quelle seront exactement les priorités en matière de renouvelables, RTE [Réseau de transport de l’électricité] qui a besoin d’une vision de long terme sur les choix dont dépendront les centres de production et de distribution. »

Que décidera le nouveau gouvernement ? Voudra-t-il reprendre à l’identique ces vastes documents, les revoir à la marge ou les réécrire de fond en comble ? En fonction des scénarios politiques, le brouillard autour de la transition écologique pourrait s’installer durablement. ■

MATTHIEU GOAR

La CGT ne défilera pas avec LFI le 7 septembre mais voit l’initiative d’un bon œil

La centrale syndicale désire passer à l’action, mais sur le terrain des « questions sociales »

Le 7 septembre, de nombreux militants de la CGT seront dans la rue. Le deuxième syndicat de France n’appelle, certes, pas à la manifestation lancée par des mouvements de jeunesse et une partie de la gauche pour fustiger l’attitude d’Emmanuel Macron qui a refusé de nommer à Matignon la candidate du Nouveau Front populaire (NFP), Lucie Castets. Mais il estime que cette action *« mettra au monde du travail de se mobiliser dans un cadre citoyen pour dénoncer le coup de force »* du chef de l’Etat.

En rendant publique une telle position, mercredi 28 août, la confédération de salariés exprime une forme de bienveillance à l’égard de la démarche des forces concernées, parmi lesquelles La France insoumise (LFI), tout en prenant soin de ne pas se placer dans leur sillage. A *« chacun son rôle »*, comme l’a déclaré, jeudi sur Franceinfo, Sophie Binet, la secrétaire générale de la centrale.

Peu après que M. Macron ait écarté, lundi soir, l’option d’un gouvernement *« sur la base du seul programme et des seuls partis [du NFP] »*, LFI avait exhorté les

partis politiques, les syndicats et les associations *« à se joindre »* à la mobilisation du 7 septembre. Mercredi, en fin d’après-midi, la CGT lui a répondu en adoptant une voie médiane. Elle n’invite pas formellement ses adhérents à participer à la manifestation mais espère que celle-ci sera réussie. Une façon de préserver son indépendance tout en montrant qu’elle est, comme la gauche, révoltée par le comportement du président de la République, *« qui ne cesse d’accroître la crise de régime que lui-même a provoquée »*, selon la formule de M^{me} Binet. Cette orientation n’est pas tout à fait étonnante de la part d’une organisation qui avait appelé à *« voter pour le programme »* du NFP, lors des élections législatives anticipées.

« Revendications »
La CGT est, elle aussi, désireuse de passer à l’action, mais sur le terrain des *« questions sociales »* – et non pas des *« institutions »*. Elle appelle à battre le pavé et à cesser le travail, le 1^{er} octobre, avec une longue liste de doléances : abrogation de la réforme des retraites, augmentation des salaires et des pensions, etc.

Sur la manifestation du 7 septembre, la FSU pose, elle aussi, un regard favorable. *« Notre réflexion n’est pas complètement arrêtée, confie son secrétaire général, Benoît Teste. Mais c’est bien que cette action ait été impulsée. Nous souhaitons qu’elle attire du monde. »* Solidaires, de son côté, n’a pas encore réuni ses instances mais sa codéléguée générale, Murielle Guilbert, explique : *« Nous ne manifestons pas, a priori, pour que soit nommée telle ou telle personnalité au poste de premier ministre. »* Cependant, souligne-t-elle, *« l’attitude de Macron est très préoccupante quant au respect démocratique du vote exprimé »*. *« La responsabilité du président de la République est immense dans la situation de vacance de l’exécutif qui abîme notre démocratie »*, enchaîne Laurent Escure, secrétaire général de l’UNSA, mais son organisation ne défilera pas, elle non plus, le 7 septembre.

Les autres syndicats se tiennent aussi à distance de cette initiative. *« Elle appartient aux partis politiques qui l’ont lancée et nous n’avons aucune intention de nous y associer, affirme Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT.*

Nous n’entrons pas dans les débats sur le casting gouvernemental, nous sommes là pour porter les revendications des travailleurs. » Une ligne partagée par son homologue de Force ouvrière, Frédéric Souillot. *« Nos militants font ce qu’ils veulent, en tant que citoyens, mais notre organisation, elle, n’appellera pas à participer à la manifestation du 7 septembre »*, assure-t-il. Pour lui, il est hors de question de se mêler à une démarche qui *« vise à peser sur le choix d’un premier ministre »* : *« Si nous agissons ainsi en faveur d’une personnalité et si celle-ci était désignée, comment ferions-nous ensuite pour défendre nos revendications, en toute indépendance, face au gouvernement qu’elle dirige ? »*, fait-il valoir.

Le discours est identique à la CFTC, comme l’indique son président, Cyril Chabanier : *« Nous ne faisons pas de politique, dit-il. Ce qui nous importe, c’est qu’il y ait un gouvernement, avec une personnalité placée à sa tête, et qu’ils nous écoutent. »* Cependant, relève-t-il, il ne faudrait pas que la situation actuelle qui prévaut au sommet de l’Etat *« dure trop longtemps »*. ■

BERTRAND BISSUEL

Le PDG de Telegram mis en examen

Le cofondateur de la messagerie Pavel Durov, libéré sous contrôle judiciaire, avait été arrêté, samedi soir, à l’aéroport du Bourget

Son arrestation à l’aéroport du Bourget, samedi 24 août au soir, avait provoqué la stupeur. Au terme d’une garde à vue de plus de quatre-vingts heures – la durée applicable aux infractions liées à la criminalité organisée est étendue à quatre-vingt-seize heures –, le patron de la messagerie Telegram, Pavel Durov, a été mis en examen, mercredi 28 août, de l’ensemble des douze infractions visées au réquisitoire introductif, parmi lesquelles « complicité d’administration d’une plateforme en ligne pour permettre une transaction illicite, en bande organisée », « refus de communiquer, sur demande des autorités habilitées, les informations (...) nécessaires pour la réalisation (...) des interceptions autorisées par la loi », « complicité de diffusion en bande organisée d’image de mineur présentant un caractère pédopornographique, de trafic de stupéfiants, d’escroquerie en bande organisée, d’association de

malfaiteurs en vue de la commission de crimes ou délits » et « blanchiment de crimes ou délits en bande organisée ». Pavel Durov a, par ailleurs, « été placé sous contrôle judiciaire avec notamment l’obligation de remettre un cautionnement de 5 millions d’euros, l’obligation de pointer au commissariat deux fois par semaine, et l’interdiction de quitter le territoire français », précise le parquet de Paris dans un communiqué publié mercredi soir.

Quasi-absence de modération Ce même soir, devant quelques médias présents au tribunal, l’un des avocats de M. Durov, maître David-Olivier Kaminski, a affirmé qu’il était « totalement absurde de penser que le responsable d’un réseau social puisse être impliqué dans des faits criminels qui ne le regardent pas, ni directement ni indirectement ». « Telegram se conforme en tous points aux règles européennes concernant le numérique, il est modérateur dans les

Devant l’ambassade de France à Moscou, une manifestante proteste contre l’arrestation de Pavel Durov, le 25 août.
OLGA MALTSEVA/AFP

normes identiques aux autres réseaux sociaux », a-t-il ajouté, dans la droite ligne du communiqué publié par Telegram lors de l’arrestation de son PDG. Le 8 juillet, une information judiciaire avait été ouverte « contre personne non dénommée », quelques mois après l’ouverture d’une enquête préliminaire d’initiative, diligentée par la section de lutte contre la cybercriminalité du parquet de Paris. Il est aussi reproché à la messagerie – et donc à son PDG – son absence de coopéra-

tion avec les autorités judiciaires, notamment dans les affaires de criminalité organisée ou encore de pédopornographie. Le Centre de lutte contre les criminalités numériques et l’Office national antitrafic ont été saisis par les juges pour poursuivre ces investigations. Avec près de 1 milliard d’utilisateurs dans le monde, dont une large partie dans les ex-républiques soviétiques, Telegram est devenu, avec WhatsApp, l’une des plus importantes messageries au monde. Un succès lié à son interface simple d’usage, à ses larges groupes de discussion pouvant être ouverts à tous, mais aussi à sa quasi-absence de modération et de coopération avec les autorités judiciaires. S’il est possible d’utiliser cette application comme un simple espace de messagerie entre deux utilisateurs, de nombreux groupes – on peut les trouver en quelques minutes à partir de mots-clés – l’utilisent pour des activités illicites, comme vendre de la drogue ou des faux papiers, faire l’apologie du terrorisme ou encore réaliser des escroqueries aux cryptomonnaies.

L’arrestation de Pavel Durov a créé une onde de choc, aussi bien en Russie, où Telegram est très po-

De nombreux groupes utilisent l’application pour des activités illicites, comme vendre de la drogue ou des faux papiers

pulaire et où les utilisateurs craignent que la sécurité de l’application ne soit désormais compromise, qu’aux Etats-Unis, où des entrepreneurs comme Elon Musk ont dénoncé une « attaque contre la liberté d’expression ». « Les accusations avancées sont très graves et elles demandent des preuves tout aussi solides », avait, pour sa part, réagi, mardi, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. « Il sera évident que ce n’est rien d’autre que de la politique », ajoutait-il, comme un écho à des théories complotistes circulant depuis l’arrestation de M. Durov. Lundi, Emmanuel Macron avait assuré, dans un message publié sur X, que l’arrestation de Pavel Durov n’était « en rien une décision politique ». « C’est à la justice, en totale indé-

pendance, qu’il revient de faire respecter la loi », avait-il insisté. Le profil de M. Durov est nimbé d’une aura de mystère. Né il y a trente-neuf ans en Russie, Pavel Durov a quitté le pays après avoir perdu le contrôle de sa première entreprise, le réseau social VKontakte, sur fond d’un conflit complexe avec le Kremlin et ses actionnaires. Libertarien revendiqué, M. Durov s’était opposé à des demandes du FSB, le service de renseignement russe, qui souhaitait pouvoir accéder au contenu des messages échangés sur VKontakte et Telegram. Mais, depuis, ses relations avec le Kremlin semblaient en partie s’être apaisées. Selon le magazine en ligne *IStories*, il s’est aussi rendu en Russie plus de cinquante fois depuis son départ il y a une quinzaine d’années – sans cependant y être retourné depuis le début de la guerre en Ukraine. Il possède d’ailleurs toujours un passeport russe, en plus de ses passeports émirati et français, depuis sa naturalisation, en 2021, tout en vivant le plus souvent à Dubaï. Sa fortune personnelle est évaluée à 15 milliards d’euros. ■ **DAMIEN LELOUP ET LAURA MOTET**

A Moscou, l’émotion des utilisateurs

« **LIBRE...** » En émoi jusqu’à tard mercredi 28 août, le tout-Telegram de Moscou s’est un peu trop vite enthousiasmé lorsque, dans un premier temps, le juge a mis fin à la garde à vue de Pavel Durov. Peu au fait du fonctionnement de la justice française, les chaînes russes ont cru le fondateur de la messagerie innocenté. Quelques longues heures plus tard, elles ont déchanté en traduisant et en analysant comme elles pouvaient le communiqué de la procureure de Paris. En boucle, elles ont publié les chefs d’inculpation, insisté sur la possible peine maximale de dix ans de prison et diffusé la seule vidéo disponible.

Filmé de loin par un journaliste de l’agence RIA Novosti, Pavel Durov est une image fur-

tive : tout de noir vêtu, muet et secret derrière ses lunettes de soleil, malgré l’heure tardive, l’ancien enfant terrible de l’Internet russe sort du tribunal et, accompagné d’un garde du corps, s’engouffre dans une voiture privée vers une direction inconnue pour sa nouvelle vie à Paris sous strict contrôle judiciaire. Depuis son arrestation, samedi 24 août, les chaînes pro-guerre et anti-Kremlin s’accordent étonnamment sur une même conclusion : Pavel Durov, chantre des libertés sur Internet, est une victime à Paris et, à Moscou, Telegram, rare et dernier canal de la liberté d’expression, se retrouve de facto en danger. ■ **BENJAMIN QUENELLE (MOSCOU, CORRESPONDANT)**

Les multiples rencontres entre Pavel Durov et Emmanuel Macron

Le chef de l’Etat a accordé plusieurs rendez-vous au fondateur de Telegram, arrêté samedi, avant qu’il devienne citoyen français, en 2021

Avant de devenir Français, le créateur et président-directeur général (PDG) de l’application Telegram, Pavel Durov, a rencontré le président de la République, Emmanuel Macron, à plusieurs reprises, selon les informations du *Monde*. Ces rendez-vous étaient même mentionnés dans le dossier de demande de naturalisation déposé par M. Durov, qui a obtenu un passeport français en 2021 par la procédure dite de « l’étranger émérite ». Celle-ci permet au gouvernement d’accorder la citoyenneté à un étranger qui « contribue au rayonnement de la France ». Mis en examen mercredi 28 août à l’issue de sa garde à vue, Pavel Durov est suspecté d’avoir laissé prospérer sur Telegram, application à la modération minimale, des contenus pédopornographiques et des opérations du crime organisé, et d’avoir refusé de collaborer avec les autorités judiciaires françaises. Cette arrestation a créé une onde de choc, aussi bien en Russie, où Telegram est très populaire et où les utilisateurs craignent que la sécurité de l’application soit désormais compromise, qu’aux Etats-Unis, où des entrepreneurs comme Elon Musk ont dénoncé une « attaque contre la liberté d’expression ».

Citoyen français de plein droit, M. Durov visitait très régulièrement la France sans encombre depuis des années, et avait même eu le privilège de rencontrer le président de la République à plusieurs reprises. Pavel Durov, qui a quitté la Russie en 2014 sur fond de conflit avec le Kremlin, réside principalement à Dubaï ; selon le magazine *IStories*, il s’est aussi rendu en Russie plus de cinquante fois depuis son départ – il possède toujours un passeport russe, en plus de ses passeports émirati et français.

Rencontres secrètes La procédure de naturalisation de « l’étranger émérite » dont il a bénéficié est, par nature, politique. Techniquement lancée à l’initiative du ministère des affaires étrangères, elle est, en pratique, souvent demandée par les personnes souhaitant en bénéficier à des ministres ou au président de la République lui-même. M. Durov a bien demandé à l’Elysée s’il pourrait bénéficier d’une naturalisation, à la suite d’un déjeuner avec le président de la République ayant eu lieu en 2018, confirme-t-on dans l’entourage de M. Macron. L’existence de ce déjeuner a été révélée par le *Wall Street Journal* ; selon le quotidien américain, l’hypothèse d’une installation du siège

de Telegram en France avait été évoquée lors de la rencontre. L’entourage du chef de l’Etat conteste le qualificatif de « multiples rencontres », évoquant un ou deux rendez-vous, sans plus de précisions. Telegram n’a pas donné suite aux sollicitations du *Monde* – en 2023, interrogée sur un sujet proche, l’entreprise expliquait ne pas commenter l’existence ou la nature de « communications privées ». Ces rencontres ne figuraient pas à l’agenda officiel du président de la République. M. Macron n’a pas fait mystère, durant ses deux mandats, de son intérêt pour les discussions avec les grands patrons des entreprises du numérique. Certaines de ces rencontres sont publiques : Mark Zuckerberg ou Elon Musk ont été fréquemment reçus par le chef de l’Etat, dans le cadre de rendez-vous officiels. Mais, lorsqu’il était ministre de l’économie, entre 2014 et 2016, Emmanuel Macron a rencontré à au moins quatre reprises Travis Kalanick, le patron d’Uber, dont l’entreprise était au cœur d’un violent conflit avec les taxis français ; ces rencontres étaient restées secrètes, y compris pour les autres membres du gouvernement de l’époque, jusqu’aux révélations des « Uber Files » par le Consortium international des

journalistes d’investigation, auquel appartient *Le Monde*. Emmanuel Macron est lui-même utilisateur de Telegram depuis le milieu des années 2010, et il s’en sert encore aujourd’hui pour échanger avec des élus et des cadres de son parti. Depuis 2023, l’utilisation de l’application est pourtant théoriquement interdite aux ministres français, qui sont censés n’utiliser que l’application française sécurisée Olvid. Objet d’incessants débats, la sécurité de Telegram est considérée par la vaste majorité des experts comme inférieure à celle d’applications comme Signal ou encore WhatsApp. Ce 26 août, Emmanuel Macron avait assuré, dans un message publié sur X, que l’arrestation de Pavel Durov, n’était « en rien une décision politique ». « C’est à la justice, en totale indépendance, qu’il revient de faire respecter la loi », avait-il insisté. La naturalisation de M. Durov était déjà politiquement sensible à l’époque où elle a été accordée. Selon les informations du *Monde*, les services du Quai d’Orsay, chargés d’examiner en premier lieu la demande déposée par M. Durov au consulat français de Dubaï, estimaient que les conditions n’étaient pas remplies. Pour bénéficier de la procédure de « l’étranger émérite », un candidat doit

prouver qu’il parle français, ce qui est le cas de M. Durov, mais aussi et surtout montrer qu’il contribue au « rayonnement de la France ». Or, en 2021, Pavel Durov fait surtout la une de l’actualité pour les critiques contre son application peu modérée et son absence de collaboration avec les gouvernements et les services de police européens. En France, en 2016, Bernard Cazeneuve, alors ministre de l’intérieur, avait été très critique envers l’application, utilisée notamment par des terroristes de l’organisation Etat islamique.

Personnalité clivante Après avoir bénéficié d’une image très positive, liée à son opposition au FSB, le renseignement intérieur russe, et à sa lutte contre le blocage de Telegram en Iran, M. Durov est devenu entre-temps une personnalité clivante ; l’année précédant sa demande de naturalisation, son entreprise avait été condamnée aux Etats-Unis dans une procédure d’émission illégale d’actions. Sollicité par *Le Monde* sur la procédure de naturalisation de M. Durov, et les raisons de sa validation, le Quai d’Orsay n’a pas donné suite, à l’heure de la publication de cet article ; interrogé sur un sujet similaire en 2023, le ministère des affaires étrangères

avait assuré ne pas pouvoir « commenter de dossiers individuels ». Pavel Durov a, par ailleurs, déjà tenu des propos extrêmement polémiques sur la France ; après les attentats de 2015 à Paris et à Saint-Denis, il avait publié un message accusant le gouvernement socialiste de l’époque d’être « responsable [des attaques] au même titre que Daech », à cause, selon lui, de sa politique consistant à « prendre l’argent des Français (...) et à le dépenser en menant des guerres inutiles au Moyen-Orient tout en créant un paradis social parasitaire pour les immigrants d’Afrique du Nord ». Ce message avait ensuite été supprimé. Mais l’arrestation de M. Durov samedi rend la décision de lui accorder la nationalité française autrement sensible sur le plan politique. Comment expliquer que le gouvernement français ait pu naturaliser, par le biais d’une procédure exceptionnelle, un homme aujourd’hui suspecté, par plusieurs services d’enquête différents, de complicité avec une série de crimes graves, dont de la diffusion de pédopornographie ? Et ce, alors que la France se positionne comme l’un des pays en pointe sur les sujets de régulation numérique ? ■ **DA. L.**

Un nombre inédit d'enfants sans abri à la veille de la rentrée

A la mi-août, 2 043 enfants restaient sans solution d'hébergement après avoir sollicité le numéro d'urgence 115, selon un baromètre

N ermine, 11 ans, «*essaie d'être forte*», mais ne peut réprimer un sanglot à l'idée de retourner à la rue. Avec sa famille, elle y a déjà vécu une semaine, lors de la canicule de l'été 2023, dormant à même le sol à la gare de Perrache, à Lyon, quand, à leur arrivée d'Algérie, les amis qui devaient les loger ont fait défection. Tous les cinq seront de nouveau sans abri, le jeudi 5 septembre : leur appartement, qu'ils pensaient louer à son propriétaire, s'est révélé être un logement social squatté, et leur expulsion est programmée.

La préadolescente confie son «*stress*» de se retrouver face aux policiers, ainsi que son inquiétude pour sa mère, qui souffre d'une maladie chronique, et pour ses petites sœurs, âgées de 7 et 3 ans. «*On va aller où ? Il va pleuvoir, il va faire froid, comment va-t-on dormir, dehors ?*», demande-t-elle dans un français presque parfait, qu'elle ne parlait pas voilà un an. «*J'aimerais que ma fille pense à ses études, pas à sa mère*», dit tristement celle-ci, Zouleykha (comme d'autres personnes citées, elle a requis l'anonymat). Aucune solution d'hébergement, même provisoire, n'a pu être trouvée, malgré ses appels quotidiens au 115 et les efforts de l'assistante sociale qui les accompagne.

Plus de 2 000 enfants – soit précisément 2 043, dont 467 âgés de moins de 3 ans – sont restés sans solution d'hébergement au soir du 19 août, après que leur famille a réussi à joindre le 115, selon le baromètre «*Enfants à la rue*», publié par la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et l'Unicef France, jeudi 29 août. Ces deux organisations effectuent des décomptes depuis 2020. Jamais le nombre d'enfants à la rue n'avait été aussi élevé à la veille d'une

rentrée scolaire. «*La hausse atteint 120 % en quatre ans, s'alarme Nathalie Latour, directrice générale de la FAS. Et ces chiffres sont inférieurs à la réalité, puisque beaucoup n'appellent pas ou plus le 115, découragés par les temps d'attente et les réponses négatives.*» Lors de la Nuit de la solidarité à Paris, du 25 au 26 janvier, 69 % des personnes sans abri rencontrées (isolées ou en famille) disaient ne pas avoir essayé de joindre ce numéro.

Lassana, 34 ans, qui a trois enfants de 8, 4 et 2 ans et dont l'épouse est enceinte, n'a pas renoncé. Cet habitant de longue date de Romainville (Seine-Saint-Denis) passe des heures, chaque jour, à tenter de contacter un 115 saturé. Et il reçoit, chaque soir par SMS, la même réponse négative. «*On est hébergés à droite, à gauche. Nous, on est des adultes, ça va, même si ma femme est très fatiguée par la grossesse. Mais les enfants...* La petite, surtout, on doit passer toutes les journées dehors. Elle n'arrive pas à faire la sieste. »

Lassana, cariste de profession, a dû arrêter de travailler pour relayer son épouse et effectuer de nombreuses démarches. Son aîné, Yacuba, lui demande sans cesse quand ils vont rentrer chez eux. «*Je lui dis que j'ai perdu les clés et qu'on va peut-être avoir un autre appartement.*» En réa-

lité, la famille a été expulsée, à l'issue d'une procédure en justice probablement accélérée par la loi Kasbarian-Bergé, adoptée en 2023 pour protéger les propriétaires contre les squats et les impayés de loyer. Lassana avait toujours réglé les siens. Mais quand Mouna et leurs enfants l'ont rejoint depuis le Mali, elle a mis plusieurs mois à obtenir son titre de séjour, reculant d'autant son accès à l'emploi. Puis il a fallu aider financièrement la mère de Lassana, tombée malade au Mali. Il n'arrivait plus à payer son loyer. Lui qui n'avait jamais eu maille à partir avec la justice a été convoqué au tribunal. Il n'a pas pu prendre d'avocat.

« Stratégie de court terme »

Le 5 juillet, dernier jour de l'année scolaire, Mouna a trouvé la serure de l'appartement changée. Il a fallu batailler plusieurs semaines avant de pouvoir revenir sur place chercher leurs papiers et quelques vêtements. La mairie de Romainville a aidé la mère et les enfants à partir deux semaines en vacances à la montagne. Lassana est resté, dans l'espoir de trouver un appartement – sa demande de logement social, renouvelée depuis 2019, n'a pas abouti. Depuis quelques jours, la famille est hébergée à l'école maternelle Marcel-Cachin, où est scolarisée leur cadette, grâce à la mobilisation des enseignants et des parents, qui s'y retrouvent chaque jour sous une bannière «*Un logement pour tous* ».

Il s'agit de la première occupation d'école de cette fin d'été. Durant l'année 2023-2024, des mouvements similaires avaient été lancés dans plus de 80 établissements, à Lyon, Paris, Grenoble, Blois, Bordeaux, Saint-Etienne, Toulouse ou Rennes. De nouvelles occupations sont à prévoir : le budget alloué à l'hébergement

d'urgence pour 2024 est de 1,3 milliard d'euros, un montant inférieur de 100 millions d'euros à celui de l'année précédente. «*Une rallonge a été promise en janvier, mais elle n'a toujours pas été débloquée. Sans elle, le nombre de place baissera cet automne, et on risque de dépasser le record absolu d'octobre 2023, quand nous avions dénombré plus de 2 800 enfants à la rue* », énonce Nathalie Latour, de la FAS.

Dans la métropole de Lyon, un nouveau pic a été atteint dès le 1^{er} juillet, avec 361 enfants à la rue recensés par le collectif Jamais sans toit, soit trois fois plus qu'à la même date de 2022. Et leur nombre continue d'augmenter. «*Des femmes avec des bébés de quelques mois, ou qui sortent de la maternité, ne sont plus prises en charge. C'était déjà le cas à Paris et en Seine-Saint-Denis [à] l'automne [2023], mais c'est du jamais-vu à Lyon !* », s'émue Juliette Murtin, membre du collectif. Pour Nathalie Latour, «*le gouvernement fait valoir qu'[il] n'a jamais consacré autant de moyens à l'hébergement d'urgence. Mais ce qui coûte très cher, c'est sa stratégie de court terme, qui consiste à fermer puis rouvrir des places, sans politique structurelle du logement* ».

La FAS, l'Unicef, ainsi que le Collectif des associations unies et la Fédération des conseils de parents d'élèves appellent le futur gouvernement à agir. Ils prônent le renforcement de l'hébergement d'urgence et la prévention des expulsions, la réduction des délais pour obtenir et renouveler les titres de séjour, et, surtout, l'accès facilité à un chez-soi. Cela nécessite de créer plus de logements sociaux. Le gouvernement démissionnaire prévoyait, à l'inverse, d'alléger les obligations des communes en la matière. ■

CLAIRE ANÉ

Gabriel Attal veut raboter le budget du travail de 3 milliards d'euros

Le ministère de Catherine Vautrin est particulièrement ciblé par les « lettres plafonds » envoyées par Matignon

O ù faire des économies ? Quel que soit le prochain premier ministre, la question sera l'une des toutes premières auxquelles il devra s'attaquer s'il veut boucler un budget pour la mi-septembre, et le transmettre au Parlement avant le 1^{er} octobre, la date limite légale. Gabriel Attal, lui, a déjà sa réponse. Le premier ministre démissionnaire propose de tailler en priorité dans les dépenses consacrées au travail et à l'emploi, en les réduisant d'environ 3 milliards d'euros en 2025 par rapport au budget initial de 2024. C'est ce qui ressort de la « lettre plafond » envoyée par Gabriel Attal à sa ministre du travail, de la santé et des solidarités, Catherine Vautrin, le 20 août, et que *Le Monde* a pu consulter.

Selon cette lettre, les dépenses de l'Etat relevant du ministère et pouvant être effectivement payées dans l'année seraient ramenées à 53,2 milliards d'euros en 2025, soit 2,9 milliards de moins que dans la loi de finances initiale de 2024. En matière d'autorisations d'engagement, qui incluent des dépenses susceptibles de s'échelonner sur plusieurs exercices, la baisse atteindrait 3,2 milliards d'euros. Soit, dans les deux cas, une diminution comprise entre 5 % et 6 %.

Il ne s'agit là que d'une moyenne. Au sein de l'enveloppe globale du ministère, les crédits prévus en faveur de la solidarité, de l'insertion et de l'égalité des chances progressent légèrement. Ceux liés aux investissements du Ségur de santé reculent de plus d'un milliard, les projets étant moins nombreux. Enfin, pour les dépenses concernant le travail et l'emploi, le coup de rabot envisagé se révèle assez puissant, avec une baisse de 11 %.

Vrai geste politique

«*Avec ces "lettres plafonds", le premier ministre a posé un premier cadre, mais il n'est pas définitif. Il s'agit d'un travail préparatoire afin que tout soit prêt pour le prochain gouvernement* », relativise-t-on dans l'entourage de Catherine Vautrin. De fait, les lettres expédiées par Gabriel Attal à tous ses ministres ont une valeur limitée. C'est «*en vue d'assurer le dépôt du projet de loi de finances dans le calendrier prévu par nos textes organiques et ainsi la continuité du financement des services publics* » que le premier ministre, chargé d'expédier les affaires courantes, a fixé un premier cadrage, écrit-il dans son courrier.

«*Il appartiendra au prochain gouvernement et aux parlementaires de procéder aux évolutions qu'ils jugeront nécessaires* », précise-t-il. Ce «*budget réversible* », selon la formule de Matignon, est présenté comme une mesure de sauvegarde, pour éviter que l'Etat ne dispose pas de budget en 2025 à la suite de la crise politique provoquée par la dissolution de l'Assemblée, le 9 juin.

En réalité, cette amorce de budget représente un vrai geste politique. D'une part, Matignon y propose de geler le budget global de l'Etat à 492 milliards d'euros, comme en 2024. «*Les dépenses de l'Etat ont connu une quasi-sta-*

Une des pistes envisagées consiste à diviser par deux l'aide pour les apprentis de niveau master et plus

bilité sur les deux années 2023 et 2024, argumente Gabriel Attal dans sa lettre. *Cette orientation doit être maintenue pour engager un retour sous les 3 % du déficit public et respecter nos objectifs de finances publiques.* » Compte tenu de l'inflation, cette stabilité apparente nécessite d'économiser de l'ordre de 10 milliards d'euros, indique Matignon.

D'autre part, le premier ministre démissionnaire ne s'est pas contenté de reconduire pour 2025 chacune des lignes du budget de 2024. Les crédits de la défense, de la culture et des sports sont relativement privilégiés. Ceux de l'éducation progressent d'environ 900 millions d'euros, même si la ministre démissionnaire, Nicole Belloubet, juge que ce projet «*ne répond pas à l'ensemble* » des besoins.

A l'inverse, d'autres missions voient leurs crédits diminuer. En particulier le travail et l'emploi. Un effort justifié notamment, selon Matignon, par la diminution du chômage : après avoir beaucoup fléchi, puis être remonté, il a repris sa baisse au deuxième trimestre, à 7,3 % de la population active.

Dans ce cadre, Matignon souhaite pérenniser en 2025 les mesures d'économie déjà imposées en urgence ces derniers mois pour éviter un dérapage des comptes publics. A cela s'ajoute une réforme des aides à l'apprentissage, critiquées depuis des années. La prime actuelle de 6 000 euros versée pour l'embauche d'un alternant, quel que soit le niveau de diplôme qu'il prépare, est jugée coûteuse et peu efficace par Bercy, de même que par certains députés et divers économistes. Dans la « lettre plafond », Matignon prévoit donc de «*cibler l'effort sur les contrats pour lesquels le soutien public est le plus efficient* ». Une des pistes consiste à diviser l'aide par deux pour les apprentis de niveau master et plus.

Au sein du ministère, l'ampleur des efforts demandés fait grincer des dents. Certains redoutent qu'il ne faille réduire fortement, voire abandonner, des dispositifs, comme l'allocation de solidarité spécifique, censée inciter les chômeurs à retravailler. La disparition de cette aide avait été annoncée par Gabriel Attal dans sa déclaration de politique générale en janvier, sans suite concrète jusqu'à présent.

D'autres financements, par exemple ceux de la validation des acquis de l'expérience, des « emplois francs » ou du Fonds national de l'emploi – Formation, semblent également sur la sellette. Des mesures d'économies visent aussi les opérateurs France Travail (ex-Pôle emploi) et France Compétences.

Le futur gouvernement reprendra-t-il ces mesures à son compte ? Et passeront-elles alors à l'épreuve du Parlement ? Aucune certitude à ce stade. Mais avec ces arbitrages, les macronistes posent d'ores et déjà des jalons politiques marquants. ■

DENIS COSNARD

Mort d'un gendarme à Mougins : le chauffard multirécidiviste mis en examen

L'homme de 39 ans comptait déjà dix condamnations, notamment pour délits routiers

J e l'affirme haut et fort : la France a tué mon mari. » A l'occasion de l'hommage rendu à son défunt mari à Mandelieu-la-Napoule (Alpes-Maritimes), au milieu de sanglots étranglés, Harmonie Comyn a dénoncé l'«*insuffisance*», le «*laxisme* » et l'«*excès de tolérance* » responsables, selon elle, de sa mort. Agé de 54 ans, l'adjudant Eric Comyn a été tué à la suite d'un refus d'obtempérer le lundi 26 août, à l'occasion d'un contrôle routier sur l'autoroute A8 à hauteur de Mougins (Alpes-Maritimes).

Les griefs de M^{me} Comyn ciblent le profil du chauffard accusé d'avoir renversé le gendarme. Déféré dans l'après-midi du mercredi 28 août, ce Cap-Verdien de 39 ans était mis en examen et placé en détention provisoire dans la soirée pour «*refus d'obtempérer* » et «*meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique* », un crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité. Selon le procureur de Grasse, le mis en cause comptait déjà dix condamnations en justice. Selon une source au sein du ministère de l'intérieur, il était connu depuis 2006 des services de police, pour des violences, mais éga-

lement pour un refus d'obtempérer avec délit de fuite en 2012, conduite sans permis en 2014 et conduite en état d'ivresse en 2023.

Il a une nouvelle fois été contrôlé positif pour alcoolémie, quelques heures après avoir tué le sous-officier du peloton de gendarmerie motorisé de Mandelieu-la-Napoule. «*Comment cet homme multirécidiviste peut-il évoluer en toute liberté ? Combien de morts avant que ces assassins ne soient vraiment punis ?* », a demandé la veuve de ce sous-officier, père de deux enfants.

« Il faut changer de logiciel »

Interrogé le lendemain de la mort du gendarme, le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, rappelait les chiffres des refus d'obtempérer : «*Ils sont très nombreux, en moyenne 25 000 par an.* » Dans un rapport d'avril, le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) détaillait leur évolution depuis huit ans. «*Le nombre de refus d'obtempérer routiers enregistrés a augmenté entre 2016 et 2021 de 12 % (...), avant de diminuer de 2021 à 2023 de 15 %* », pour tomber à 23 100.

La part de ces refus mettant en danger d'autres personnes a suivi

la même tendance : le SSMSI en dénombre 3 800 en 2016, 5 500 en 2021 et 4 400 en 2023. «*Aujourd'hui, la mission la plus dangereuse qu'on puisse faire, c'est de contrôler des véhicules* », assure Grégory Joron, secrétaire général d'Unité, anciennement Unité-SGP Police-FO. Dans le détail, en 2023, 500 refus d'obtempérer ont gravement mis en danger les forces de l'ordre souhaitant procéder à un contrôle.

Dès le lendemain de la mort de l'adjudant Comyn, le président-contesté des Républicains, Eric Ciotti, a annoncé déposer un projet de loi pour durcir les peines encourues pour des refus d'obtempérer, une position partagée par des élus du Rassemblement national. Il propose notamment d'augmenter la peine d'emprisonnement de deux à trois ans, et le doublement de l'amende, qui passerait à 30 000 euros. «*On a déjà durci les lois et ça n'a pas eu d'effets magiques* », tempère Grégory Joron.

Jusqu'en 2022, un refus d'obtempérer était passible de seulement trois mois d'emprisonnement et 3 750 euros d'amende. «*Il faut changer de logiciel. Il est temps d'essayer des peines cour-*

tes, mais réelles : quelqu'un qui fait son premier refus d'obtempérer et, dès le lendemain, part quinze jours en prison, recevra un message beaucoup plus clair qu'avec un simple rappel à la loi qui arrive six mois plus tard », poursuit Grégory Joron.

Selon le procureur de Grasse, le mis en cause «*affirme avoir percuté le gendarme involontairement et, pris de panique, avoir quitté les lieux. Il affirme n'avoir pas vu le gendarme sur la chaussée* ». Il n'est pas possible à ce stade de déterminer l'impact de son alcoolémie sur son discernement.

«*Sur l'alcool au volant, on n'avance plus depuis quelques années. La pression des contrôles d'alcoolémie sur les routes n'augmente pas, au contraire*, déplore Pierre Lagache, vice-président de la Ligue contre les violences routières. *Il existe pourtant d'autres pistes, comme les éthylotests antidémarrage, qui sont très efficaces, mais qu'on ne déploie pas. Certes, cela a un coût, mais on pourrait imaginer des premières étapes, par exemple en équipant les véhicules de personnes déjà condamnées pour des infractions routières.* » ■

ARTHUR CARPENTIER

L'effort demandé est justifié notamment par la diminution du chômage

Le paradoxe de l'économie du Royaume-Uni

D'un côté, une légère croissance depuis début 2024, de l'autre, des finances publiques très dégradées

LONDRES, *correspondance*

Keir Starmer est de la race des politiciens qui ont de la chance. Le premier ministre du Royaume-Uni, dont la cote de popularité reste médiocre pour un nouveau chef de gouvernement, a remporté les élections législatives, début juillet, avant tout grâce à l'implosion des conservateurs en Angleterre et à la chute des indépendantistes en Ecosse. Et voilà que l'économie, en berne depuis des années, semble lui sourire.

Alors que M. Starmer a fait campagne sur le thème d'un pays à genoux, avec des services publics exsangues et des ménages étranglés par l'inflation, l'économie britannique s'est révélée étonnamment dynamique depuis le début de l'année 2024 : 0,7 % de croissance au premier

trimestre, 0,6 % au deuxième. Sur cette période, c'est légèrement mieux que les Etats-Unis, le double de la zone euro ou de la France, et sans comparaison avec l'Allemagne, le pays malade du moment, dont l'économie s'est contractée au deuxième trimestre.

Pourtant, à écouter M. Starmer, la situation est catastrophique. « *Les choses sont bien pires qu'on ne l'avait imaginé* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, mardi 27 août. « *Le budget* [qui sera présenté en octobre] *sera douloureux* », a-t-il ajouté. Il a laissé entendre que des hausses d'impôts et des coupes budgétaires seraient inévitables. Il a aussi annoncé des restrictions pour des allocations sociales et l'annulation de projets dans les transports.

Une partie de ce paradoxe relève bien sûr de la tactique politique : noircir le tableau en arrivant au

pouvoir, afin de mieux blâmer le gouvernement précédent, est une vieille ficelle. Mais les bons chiffres de ce premier semestre sont effectivement en trompe-l'œil. Le Royaume-Uni sort d'une période de stagnation particulièrement longue, plus prononcée que chez ses voisins. Malgré le rebond du premier semestre, l'économie britannique a progressé de 2,3 % seulement depuis le quatrième trimestre 2019, juste avant la pandémie. C'est nettement moins bien que la France (3,8 %), l'Italie (4,7 %) ou les Etats-Unis (9,4 %). Parmi les pays du G7, seule l'Allemagne fait moins bien.

Prudence sur le budget

Les facteurs derrière le ralentissement sont similaires à ceux qui ont frappé l'Europe, mais souvent de façon plus importante. En particulier, le pays était très dépendant du gaz, notamment pour son chauffage, et l'envolée des prix provoquée par la guerre en Ukraine l'a touché de plein fouet. Le Brexit a accentué les difficultés, réduisant la reprise du commerce après le Covid et faisant fuir les investissements des entreprises.

Pour la population, le ressenti est bien pire. Avec une immigration très importante (flux net de 685 000 personnes en 2023), le produit intérieur brut (PIB) par habitant a fortement reculé en 2023. « *L'économie reste faible dans de nombreux domaines*, avertit Christopher Breen, du

Les travaillistes affirment avoir découvert 22 milliards de livres de dépenses de plus

Centre for Economics and Business Research, un cabinet d'études économiques. *La consommation demeure inférieure à celle du deuxième trimestre 2023, et l'investissement des entreprises a chuté de 1,1 % sur la même période.* »

Ce pessimisme est partagé par Alex Clegg, économiste au cercle de réflexion Resolution Foundation. « *Le Royaume-Uni connaît actuellement un minirebond du pouvoir d'achat, l'inflation baissant et les salaires continuant à augmenter fortement. Mais ça ne devrait pas durer* », analyse-t-il.

Surtout, derrière l'économie en demi-teinte, le gouvernement britannique se retrouve avec des finances publiques particulièrement dégradées. Son déficit public en 2023 a atteint 6 % du PIB, plus que la France (5,5 %). En avril, le Fonds monétaire international prévoyait qu'il baisserait à 4,6 % en 2024. Mais en arrivant au pouvoir, les travaillistes ont opéré un audit et affirment avoir découvert 22 milliards de livres (26 milliards d'euros) de dépenses de plus que prévu, environ 0,8 % du

PIB. Au total, le déficit britannique devrait être similaire, ou légèrement supérieur, à celui de la France, prévu actuellement autour de 5,1 % du PIB.

Derrière l'artifice politique que constitue cet audit se trouvent de vrais arguments. Alors que leur défaite aux élections législatives était probable, les conservateurs avaient tablé, dans leur budget présenté en avril, sur une hausse minimale des salaires de la fonction publique, alors que ceux-ci progressent finalement de 5 % pour rattraper une partie de l'inflation. Quant au traitement des dossiers des demandeurs d'asile, le budget avait été gelé.

Rebond économique ou pas, le nouveau gouvernement estime n'avoir aucune marge de manœuvre. Il est d'autant plus prudent que le Royaume-Uni a découvert, à l'automne 2022, qu'il pouvait facilement être la proie des marchés financiers. A l'époque, l'éphémère première ministre Liz Truss avait provoqué une brève panique en présentant de fortes baisses d'impôts sans aucune coupe dans les dépenses. Elle avait dû annuler l'essentiel de son budget et démissionner, pour calmer la tempête, mais la traditionnelle réputation de compétence économique des conservateurs ne s'en était jamais remise. Le très prudent M. Starmer n'a aucune envie de prendre le risque de reproduire un tel incident. ■

ÉRIC ALBERT

LES CHIFFRES

0,6 %

C'est le niveau de croissance du produit intérieur brut (PIB) britannique au deuxième trimestre, après 0,7 % au premier trimestre. Sur cette période, c'est légèrement mieux que les Etats-Unis, le double de la zone euro ou de la France

2,3 %

Telle est la progression de l'économie britannique depuis le quatrième trimestre 2019, juste avant la pandémie de Covid-19. C'est nettement moins que la France (3,8 %), l'Italie (4,7 %) ou les Etats-Unis (9,4 %). Parmi les pays du G7, seule l'Allemagne fait moins bien.

6 %

C'est le pourcentage du déficit public en 2023 par rapport au PIB. C'est plus que la France (5,5 %). En avril, le FMI prévoyait qu'il baisserait à 4,6 % en 2024.

Nvidia, symbole de la nervosité des investisseurs sur l'IA

Le fabricant de puces pour l'intelligence artificielle croît mais déçoit

Il y a deux façons de voir les résultats annoncés par Nvidia, mercredi 28 août. D'un côté, le fabricant de microprocesseurs destinés à l'intelligence artificielle (IA) a battu les prévisions des analystes, avec un chiffre d'affaires trimestriel de 30 milliards de dollars (27 milliards d'euros), en hausse de 122 % sur un an, et un bénéfice net de 16,5 milliards, en hausse de 168 %, avec une marge brute impressionnante de 75 %. De l'autre, l'entreprise a tout de même vu son cours reculer de près de 7 %, après la clôture de la Bourse, car les investisseurs étaient habitués à des chiffres dépassant encore plus les espérances et à des croissances encore plus stratosphériques pour un titre qui a crû de 160 % environ, en 2024, et de 239 %, en 2023, avec une progression du chiffre d'affaires supérieure à 260 % aux deux trimestres précédents.

Ce paradoxe et cette volatilité illustrent la tension autour de Nvidia et la nervosité des investisseurs qui voient l'entreprise américaine comme un symbole et un indicateur de la croissance future du secteur de l'IA. « *Ce sont les résultats trimestriels les plus attendus par la Bourse cette année* », avait déclaré avec emphase Dan Ives, l'analyste de Wedbush Securities, voyant dans Nvidia « *le fondement de la révolution IA* » et, dans son PDG, Jensen Huang, « *le parrain de l'IA* ». Signe de l'excitation, des investisseurs avaient organisé dans un bar de New York une « *watch party* », afin de regarder la conférence des résultats en groupe, s'amuse le *Financial Times*.

Les analystes prêtent même à la santé de Nvidia des conséquences macroéconomiques, car le titre

est devenu la deuxième capitalisation boursière mondiale, à 3089 milliards de dollars avant clôture, derrière Apple et devant Microsoft, et représente 6 % de l'indice boursier américain S&P 500 ainsi que 18 % de ses gains depuis le début de l'année. A l'ouverture, le recul de Nvidia a entraîné les marchés asiatiques à la baisse, souligne Bloomberg.

Nvidia est associé à l'IA depuis que ses processeurs graphiques, au départ créés dans les années 1990 pour les jeux vidéo, se sont révélés sans pareil pour réaliser les lourds calculs nécessaires pour entraîner et faire fonctionner cette technologie, notamment pour générer du texte et des images.

« Craintes d'une bulle »

Depuis le décollage du secteur, dans le sillage du succès fulgurant du robot conversationnel ChatGPT, fin 2022, les processeurs dernier cri de Nvidia, à plusieurs dizaines de milliers de dollars pièce, ont alimenté sa croissance exponentielle mais aussi une inflation des investissements dans l'IA qui commence à inquiéter les marchés. Nvidia et d'autres titres de la tech sont « *dans une bulle* », a résumé, dans une lettre citée par le *Financial Times*, le fonds d'investissement Elliott Management, estimant l'IA en proie à « *un emballement, alors que de nombreuses applications ne sont pas encore assez matures* ».

Interrogé à plusieurs reprises, mercredi, par des analystes au sujet de l'effet sur la demande de l'inquiétude des clients à propos des « *retours sur investissement* » de l'IA, M. Huang a cherché à rassurer. « *En fait, le dynamisme de l'IA générative continue de grandir* », a estimé le PDG. « *Les robots*

comme ChatGPT, les générateurs d'images et les assistants d'écriture de codes informatiques ne sont que la partie émergée de l'iceberg », a-t-il assuré, citant l'utilisation de l'IA dans le ciblage et la création publicitaires, les systèmes de recommandation de contenus ou la recherche en ligne.

Parmi les clients, il a évoqué les géants du cloud (45 % des ventes de processeurs pour les centres de données), les start-up, mais aussi les gouvernements et les entreprises (finance, automobile, santé, robotique...).

M. Huang ne s'est pas départi d'une vision maximaliste du futur de l'IA, prédisant une « *révolution industrielle* », alimentée par les prochains modèles, dont les besoins en calcul seront de « *vingt à quarante fois supérieurs* ». Cette explosion sera accompagnée par Blackwell, la prochaine architecture de calcul de Nvidia, qui a été retardée de plusieurs mois, mais commencera à être livrée aux clients au dernier trimestre 2024, apportant « *plusieurs milliards de dollars de revenus à l'exercice* », a-t-il promis.

Si les fondamentaux économiques de Nvidia satisfieraient tout dirigeant d'entreprise, maintenir son exceptionnel rythme de croissance d'activité et en Bourse risque toutefois d'être difficile. « *Les attentes étaient trop élevées* », ont estimé les analystes de Bloomberg dans une note, pour expliquer la baisse du cours. Celle-ci « *alimente les craintes d'une bulle technologique imminente* », selon l'analyste Stephen Innes, de SPI Asset Management, cité par Reuters. D'autres, comme M. Ives, veulent rester optimistes sur le potentiel économique de l'IA. ■

ALEXANDRE PIQUARD



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

Paralympiques : l'appel à « changer de regard »

La cérémonie d'ouverture des XVII^e Jeux d'été a réuni, mercredi, 168 délégations et 500 artistes

REPORTAGE

Encore une fois, Paris s'est métamorphosé en scène vibrante pour célébrer le sport et ses athlètes venus du monde entier. Mais, en ce mercredi 28 août, comme une bénédiction venue d'en haut, la météo s'est mise à l'unisson de la fête. Fini les trombes d'eau qui s'étaient abattues sur l'inauguration des Jeux olympiques (JO), le 26 juillet. C'est sous un soleil radieux et par une chaleur étouffante que se sont ouverts les XVII^e Jeux paralympiques d'été, avec le concours de 168 délégations sportives et de 500 artistes ou performeurs.

Pour ces champions en situation de handicap, comme pour leurs homologues valides, la capitale a offert son cadre splendide à un événement qui se déroulait pour la première fois en dehors d'un stade, comme lors des Jeux olympiques. Le ciel a progressivement changé de teintes, colorant de rose les façades de l'Arc de triomphe, de l'Assemblée nationale et de l'hôtel de la Marine, puis il s'est tendu de velours sombre au-dessus de l'immense scène dressée autour de l'obélisque de la Concorde.

Cette place, où s'étaient tenues les épreuves de BMX, de skateboard, de breaking et de basket 3 × 3 pendant les JO, a été réaménagée pour admettre la parade sportive et le spectacle conçu sous la direction du chorégraphe suédois Alexander Ekman. C'est donc là, face à la colonne égyptienne provenant du temple de Louxor, en Egypte, que sont arrivées les délégations, après avoir descendu le bas des Champs-Élysées devant 15 000 spectateurs. Une foule sans doute moins dense que celle des JO, mais joyeuse, agitant les couleurs de divers pays et bien décidée à profiter du moment.

Ballet de phryges géantes

Si beaucoup étaient venus de Paris, comme Christelle Tricot et Gauthier, son fils de 11 ans, fiers des menus cadeaux distribués par les équipes aux chanceux des premiers rangs – un bracelet indonésien, un porte-clé du Brésil ou un pin's britannique –, d'autres avaient fait le voyage spécialement. Une cinquantaine d'élèves du collège et lycée Saint-Thomas-d'Aquin de Flers (Orne), se sont ainsi déplacés pour toute une semaine, dans le cadre d'un projet scolaire lancé en 2021 et parrainé par la triple championne olympique en athlétisme, Marie-

José Pêrec. Quant à la famille Faerber, des parents et leurs filles originaires de Londres, ils disent avoir « vérifié, vérifié et encore vérifié la météo » avant de prendre leurs billets pour Paris.

Ceux-là ont pu assister gratuitement au défilé, fut-ce de loin. Les 35 000 personnes installées sur les gradins dressés autour de la place ont, elles, dû acquitter le prix d'une entrée pour assister à l'ensemble des réjouissances. A commencer par la revue des athlètes, défilant derrière les drapeaux de leur pays. Des plus étoffées (la Chine) aux plus minuscules (le Surinam une seule personne), des plus sobrement vêtues aux plus extravagantes (les Indonésiennes, notamment, parées comme des reines, la tête ceinte de couronnes scintillantes), les délégations se sont succédées entre des rangées de volontaires dansant et agitant leurs bras en cadence.

La cérémonie a fait progresser les danseurs de la notion de « discorde » à celle de « concorde »

Derniers à faire leur apparition, comme il est d'usage pour le pays hôte, les Français ont fermé la marche au son des *Champs-Élysées*, de Joe Dassin, avec les portedrapeaux Alexis Hanquiquant et Nantenin Keïta. Surnommée « Nanto », cette athlète malvoyante de 39 ans possède l'un des plus beaux palmarès du sport paralympique, dont l'or sur 400 m aux Jeux de Rio, en 2016.

Un choix très symbolique pour allumer la vasque

UN COLLECTIF DE CINQ ATHLÈTES a allumé aux alentours de 23 h 10, mercredi 28 août, la vasque paralympique qui attendait, depuis la fin des Jeux olympiques, de s'envoler au-dessus du jardin des Tuileries, à Paris. Une petite surprise de la part du Comité d'organisation, tant il était attendu qu'un duo soit à l'œuvre depuis le couple formé par Teddy Riner et Marie-José Pêrec pour l'ouverture des Jeux olympiques, le 26 juillet.

Porte-drapeaux de la délégation française, Alexis Hanquiquant et Nantenin Keïta ont assumé leur rôle de représentation jusqu'au moment le plus symbolique des Jeux, à la fin de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. Ils ont été rejoints autour de la vasque par Charles-Antoine Kouakou, Elodie Lorandi et Fabien Lamirault. Trois hommes et deux femmes, pour composer un collectif que l'organisateur des Jeux a voulu représentatif de « la performance sportive » et de « la diversité des handicaps ».

Tous ces athlètes, qui ont également pour particularité d'avoir déjà goûté aux joies d'un sacre paralympique, défendront leurs chances pendant les onze jours de compétition à Paris. A 38 ans, Alexis Hanquiquant plongera dans la Seine, le

1^{er} septembre, pour tenter de conserver son titre en para triathlon décroché haut la main à Tokyo, en 2021. Amputé tibial à la suite d'un accident du travail, le Normand, sextuple champion du monde, est le grandissime favori à sa propre succession.

Nantenin Keïta, elle, s'offre aux Jeux de Paris un ultime tour de piste sur le tartan mauve du Stade de France. A l'orée de la quarantaine, la sprinteuse albinos et malvoyante, titrée sur 400 m à Rio, par ailleurs très engagée dans la défense des diversités, visera un dernier podium avant de raccrocher les pointes.

Premières amours

Médaillé d'or dans sa catégorie sur le 400 m à Tokyo – et premier champion paralympique français dans l'histoire du sport adapté (handicap mental) –, l'athlète Charles-Antoine Kouakou essaiera, à 26 ans, de rester le plus rapide sur le tour de piste. De son côté, Elodie Lorandi s'efforcera de garnir son palmarès d'un huitième podium paralympique dans le bassin de Paris La Défense Arena. Atteinte d'une maladie orphanique qui paralyse sa jambe gauche, « la Grenouille » (son surnom) s'était essayée après les Jeux de Rio au para aviron, sport dans lequel elle a décroché le bronze avec le

quatre barré aux Mondiaux 2018. A Paris, la nageuse de 35 ans a décidé de revenir à ses premières amours, la para natation.

Enfin, le pongiste Fabien Lamirault, 44 ans, est le sportif le plus titré de la délégation française à Paris. Champion paralympique en titre, en simple et par équipe, au Brésil puis au Japon, l'Essoisien, paraplégique depuis l'âge de 17 ans à la suite d'un accident de la route, a découvert le para tennis de table en centre de rééducation. Depuis dix ans, il rafle quasiment toutes les compétitions auxquelles il participe.

Avant de finir son périple aux Tuileries, la flamme paralympique a été successivement portée, depuis la Concorde, par des stars internationales du sport paralympique qui concourent aux Jeux de Paris. Ainsi l'escrimeuse italienne Beatrice dit « Bebe » Vio, la polyvalente Américaine d'origine ukrainienne Oksana Masters ou encore le spécialiste du saut en longueur allemand Markus Rehm ont transmis la torche peu avant l'allumage de la vasque à plusieurs légendes du para sport français, dont la nageuse Béatrice Hess, à ce jour l'athlète tricolore la plus titrée et la plus médaillée de l'histoire olympique et paralympique avec vingt-six médailles dont vingt titres. ■

N. LE.

Quoique plus favorisé par le climat, ce défilé n'a cependant pas été tout à fait aussi rythmé que celui des sportifs descendant la Seine, le 26 juillet. L'ambiance musicale y était pourtant assurée par Quentin Lepoutre, dit « Myd », ingénieur du son, producteur et DJ, dont les choix musicaux ont mêlé électro, disco et quelques touches évocatrices des cultures de différents pays. Sur scène, toujours, un ballet de phryges géantes, du nom de la mascotte rouge de Paris 2024, semblait, lui, un peu répétitif. Bravant la chaleur sous leurs énormes déguisements de peluche, les phryges ont assuré un interlude entre les deux parties d'une représentation artistique savamment agencée autour du thème du paradoxe.

Pour illustrer ce propos, la cérémonie a fait progresser les danseurs de la notion de « discorde » à celle de « concorde », en une suite

Symboles de l'invalidité

L'expressivité musicale du thème et la présence vocale, douce, constituaient un plaisant intermède avant *La Marseillaise*, revisitée par le compositeur Victor Le Masne, puis le début des discours de Tony Estanguet, le président du Comité d'organisation des Jeux de Paris 2024, d'Andrew Parsons, président du Comité international paralympique, et la proclamation, en quelques mots, de l'ouverture des Jeux paralympiques par le président de la République, Emmanuel Macron.

« Bienvenue au pays de l'amour... et de la révolution » : sur cette place de la Concorde, où furent décapités Louis XVI et Marie-Antoinette, Tony Estanguet a donné le ton. « Ce soir, a-t-il dit aux athlètes, vous nous invitez à changer de regard, à changer d'attitude, à changer de société, pour enfin donner toute sa place à chacun. »

Après la discorde, donc, la concorde avec une belle séance unissant des valides et des personnes en situation de handicap, notamment le Sud-Africain Musa Mutha, qui est passé de la pratique du football à celle de la danse après avoir été amputé d'une jambe.

Très impressionnante aussi, la jeune chanteuse Luan Pom-

mier a interprété au piano et en vocalise l'hymne paralympique composé par Thierry Darnis et joué pour la première fois lors des Jeux d'Atlanta (Géorgie), en 1996. Atteinte d'une maladie génétique rare de la rétine, cette jeune femme née en Guadeloupe en 1999 a fait montre d'une grande maîtrise technique et d'une puissance émotionnelle certaine. En revanche, la prestation de Sébastien Tellier, qui a introduit l'arrivée de la flamme au piano, s'est avérée moins convaincante ; accompagné d'un batteur et d'un bassiste, le musicien a interprété l'un de ses titres les plus connus, *La Ritournelle*, sans sortir de sa version originale de 2003.

Pendant ce temps, la flamme, portée d'abord par le nageur Florent Manaudou sur les Champs-Élysées, a été transmise à Michaël Jeremiasz, quadruple médaillé olympique de tennis fauteuil et chef de mission de la délégation tricolore, au terme de quatre jours de parcours à travers la France. Elle a finalement rejoint 150 danseurs et performeurs qui, munis de torches enflammées, se sont lancés dans une impeccable chorégraphie, au son du *Boléro*, de Maurice Ravel.

L'ultime acte de la cérémonie, après l'allumage de la vasque par cinq compétiteurs porteurs de handicaps différents, puis son ascension toujours aussi spectaculaire dans le ciel de Paris, a mis en scène des fauteuils roulants, symboles de l'invalidité et de son dépassement.

Maniés par des danseurs dans un habile jeu de lumières, ils ont tournoyé tandis que résonnait le célèbre *Born to Be Alive*, de Patrick Hernandez, dans une version endiablée de Christine and the Queens. Fougueux, tout habillé de velours rouge, le chanteur a tournoyé lui aussi, passant au milieu des fauteuils sur les paroles de cet hymne à la vie, qui pourrait être celui des Jeux paralympiques. ■

EMMA BARETS,
NICOLAS LEPELTIER,
JÉRÔME PORIER,
RAPHAËLE RÉROLLE,
ET SYLVAIN SICLIER



La cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques sur la place de la Concorde, à Paris, le 28 août.
MATHIAS BENGUIGUI POUR « LE MONDE »

Sophie Caverzan, aux Jeux en trois ans seulement

La Française combat, vendredi, en taekwondo chez les moins de 57 kg

PORTRAIT

Quand Sophie Caverzan va fouler le tapis de taekwondo installé au Grand Palais, à Paris, vendredi 30 août, l'émotion va étreindre cette sportive amatrice, qui n'avait jamais pratiqué cet art martial coréen avant 2021. La jeune femme de 29 ans rêvait certes de faire les Jeux paralympiques, mais elle « ne savait pas dans quel sport ».

Basketteuse pendant dix ans, puis footballeuse de niveau régional, cette Toulousaine avait toujours pratiqué le sport avec les valides, malgré une malformation de naissance au bras gauche. « Il me manque l'avant-bras, cela fait un petit truc bizarre avec un doigt au bout », explique-t-elle avec humour. Je l'appelle le petit bras ou bob. C'est mon copain. »

C'est une publicité, pour le programme de détection de nouveaux athlètes, La Relève – lancé en 2019 par le Comité paralympique et sportif français –, qui a servi de déclic. « Je me suis inscrite sur Internet et ma vie a complètement changé. J'étais partie pour avoir une vie classique. Je l'ai vécu

comme une opportunité de vivre mon rêve d'enfant de faire du haut niveau », raconte-t-elle.

En pleine pandémie de Covid-19, on l'envoie faire un test en para taekwondo dans un club situé à Lagardelle-sur-Lèze, à 30 kilomètres au sud de Toulouse. Finalement, le responsable fédéral du para taekwondo la convoque à Paris pour une semaine de stage. « C'était super dur physiquement, se remémore-t-elle. Je faisais du foot deux fois par semaine et c'est tout. »

Le coup de cœur est immédiat. « J'ai adoré le jeu de stratégie avec l'adversaire », explique-t-elle. Il faut mettre l'autre dans le vent. Et en même temps, c'est la bagarre. » Au retour, elle s'accroche à sa nouvelle vocation, continue de s'entraîner dans son club mais ne s'inscrit à aucune compétition pendant deux ans. Difficile pour cette assistante de formation en CDI de tout lâcher sans aucune garantie financière : « Je devais poser des congés pour m'entraîner à l'Insep [Institut national du sport, de l'expertise et de la performance]. Financièrement, c'était impossible. » Tout change, en 2023, lorsqu'elle obtient une

convention d'insertion professionnelle pour sportif de haut niveau. « Je garde mon salaire et je cumule pour la retraite. L'Agence nationale du sport finance mon temps de détachement », explique-t-elle. La première année, elle partage à 50 % son temps entre son travail et sa carrière sportive. Depuis mars, elle se concentre à temps plein sur la préparation paralympique.

Lors de ses premières compétitions internationales, en 2023 (catégorie – 57 kg), elle a pris une inattendue troisième place au championnat du monde et une deuxième place au championnat d'Europe. « Dès ma première compétition, j'ai compris que c'était la

médaille que je voulais. Personne n'aurait misé sur moi », assène celle qui s'est découvert un mental de championne et un amour pour « les coups de pied retournés ».

À l'Insep, elle s'entraîne sous les ordres de M'Bar N'Diaye, ancien taekwondiste qui a participé aux Jeux olympiques 2016, à Rio. « Sophie n'a que trois ans de pratique et un an avec l'équipe de France, s'émerveille-t-il. Elle est pleine de fraîcheur. Elle a la fougue de la nouveauté. En combat, elle réagit différemment de ce que l'on attend et ça peut surprendre. »

Le coach souligne également « son mental fort, sa détermination et sa faim de victoire ». Aucun risque de grosse tête, Sophie

Caverzan n'oublie pas de mettre en valeur sa partenaire d'entraînement, Estelle Causse, piochée parmi « de jeunes futurs olympiens » en pôle à l'Insep. Chacun des trois qualifiés de l'équipe de France paralympique (avec Djelika Diallo [– 65 kg] et Bopha Kong [– 61 kg]) possède, depuis quelques mois, son propre partenaire d'entraînement. « Ils sont super importants, ils nous préparent et sont investis. Ils simulent nos adversaires, lance-t-elle. Par exemple, Estelle Causse a plus d'expérience que moi. Elle me donne des petits tuyaux. »

« Quand elle galère sur un truc, elle reste en boucle dessus jusqu'à ce qu'elle sache le faire, admire Es-

telle Causse. Comme elle n'a pas tous les automatismes, on la conseille : sors plus ta hanche ou plie plus ton genou. » Pour la jeune sportive valide, qui a prévu avec ses camarades d'entraînement « d'être les plus grands fans » des para taekwondistes au Grand Palais, la progression de Sophie Caverzan est « phénoménale » : « Arriver aux Jeux en trois ans de taekwondo, c'est une sacrée dinguerie. » Un soutien enthousiaste et des conseils qui feront, peut-être, la différence pour achever la mue spectaculaire de sa partenaire d'entraînement, de sportive du dimanche en championne paralympique. ■

ANTHONY HERNANDEZ



Sophie Caverzan, lors d'un entraînement à l'Insep, à Paris, le 17 juillet. AMANDINE LAURIOL/HANS LUCAS

« La France a pris le chemin de la professionnalisation tardivement »

L'athlète Arnaud Assoumani, 38 ans, participe à ses sixièmes Jeux

ENTRETIEN

Il est l'une des figures françaises du handisport, un athlète spécialisé dans le saut en longueur, multimédaillé avec un record à 7,82 m et engagé dans un combat pour l'égalité et pour améliorer l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. A 38 ans, Arnaud Assoumani, né sans avant-bras gauche, espère décrocher une sixième médaille paralympique au Stade de France, dans la catégorie T47. Il concourt mardi 3 septembre. Interrogé par Le Monde, le 18 juillet, pendant sa préparation finale, le sauteur en longueur constate une amélioration de la médiatisation et de la visibilité des Jeux paralympiques.

Dans quel état de forme abordez-vous vos sixièmes Jeux paralympiques ?

Je me sens bien. Lors des championnats de France à Albi [les 13 et 14 juillet], je réalise ma meilleure performance de l'année [7,07 m]. Cela reste mieux que ce que j'ai fait ces dernières années, mais, surtout, je peux encore monter en puissance (...). Le podium devrait se jouer au-delà de 7,30 m.

Le 4 septembre, au lendemain de votre concours, vous aurez 39 ans. Paris 2024 a-t-il été le facteur déterminant pour prolonger votre carrière ?

Je ne me pose pas la question de cette manière. J'ai été blessé assez souvent pendant ma carrière. Tokyo a été une déception [8^e place], mais je revenais de ma plus grosse blessure [une rupture du tendon d'un muscle de la cuisse, le semi-tendineux]. Je sens que je progresse encore. Après 35 ans, la manière de s'entraîner est différente : on fait plus attention à la préparation mentale, au som-

meil, à la nutrition. Je suis passionné par mon sport et engagé en tant qu'ambassadeur de Paris 2024. Je le suis aussi pour plusieurs associations qui militent pour plus d'égalité et d'accessibilité. Les Paralympiques sont un catalyseur de tous ces thèmes, qui bénéficient de peu de couverture médiatique.

En 2004, vous étiez déjà présent à Athènes. Comment jugez-vous l'évolution des Jeux paralympiques en vingt ans ?

Si l'on parle de l'aspect médiatique et de la visibilité, on part de loin mais c'est beaucoup mieux. En France, nous étions en retard par rapport aux pays anglosaxons. Avant 2016, il n'y avait pas de direct à la télévision. Lorsque je gagne mes premières médailles [le bronze à Athènes en 2004 puis l'or à Pékin en 2008], il n'y avait que du différé. Je me souviens avant notre départ pour la Chine, les commentateurs des Jeux olympiques évoquaient la fin de l'événement sans même mentionner les Paralympiques à venir. On avait l'impression d'être des athlètes de seconde zone.

Les Jeux de Londres, en 2012, ont été un tournant. On est considérés comme des athlètes qui représentent leur pays. Entre Tokyo 2021 et Paris 2024, France Télévisions passe de cent à trois cents heures de direct. C'est une première. Et il y aura une équipe de consultants qui viennent du paraspport.

En 2010, vous êtes monté sur un podium national avec les valides. Une para athlète néerlandaise, Fleur Jong, souhaite plus de mélange entre les mondes handisport et valide lors des compétitions nationales notamment. Qu'en pensez-vous ?

Oui, il faut aller vers plus de mixité. Je le disais déjà il y a dix ans. En revanche, il faut faire de la pédagogie sur les catégories de handicap qui ont chacune leur spécificité. Il faut apprécier la performance entre athlètes de même catégorie. Ce n'est pas moins bien ou mieux. Quand on ne connaît pas, on a tendance à faire des comparaisons qui n'ont pas lieu d'être.

Lors des Mondiaux 2023, le bilan des Bleus de para athlétisme avait été mitigé, seulement quatre médailles de bronze. La concurrence est-elle de plus en plus rude ?

Des pays émergents appliquent des stratégies à long terme et mettent des moyens dans la préparation et le suivi de leurs athlètes. Une professionnalisation s'est établie dans le monde entier. En France, on en a pris le chemin plus tardivement, mais on s'y est mis pour les Jeux de Paris.

Je pense qu'on fera des meilleurs résultats qu'en 2023 lors des Mondiaux. Mais, il faut mettre plus de moyens, insister sur l'accessibilité pour les plus jeunes et créer des vocations. Notre système fonctionne grâce à des aides fédérales. Sur 5 000 athlètes de haut niveau, seulement 500 ont un statut de salarié, avec, par exemple, des contrats d'insertion professionnelle. On ne peut pas attendre des résultats incroyables et avoir des exigences folles. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AN. H.

« Les Jeux paralympiques sont un catalyseur pour plus d'égalité »

SOUTENU PAR VISA

Jusqu'en novembre 2024, huit jeunes, encadrés par les journalistes du « Monde », racontent l'année olympique et paralympique vue depuis la Seine-Saint-Denis sous forme d'articles, de vidéos et de podcasts.

Ils ont été repérés et accompagnés par l'association Sport dans la ville dans le cadre d'un partenariat avec Visa visant à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers prioritaires.

Retrouvez tous les contenus sur

www.lemonde.fr/terrains-de-jeux



en vente
actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collection





Dès mercredi 21 août,
le volume n° 1
LE PASSAGER DU « POLARLYS »

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)


Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.souffrisme.lu

SOUFFRISME




Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.

 carnet@mpublicite.fr

<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Paris.

Edouard TRICAUD,
Mandy COLLET,
ses parents,
Christophe TRICAUD,
Caroline VIOLAS,
Frédéric COLLET,
Sylvie COLLET,
ses grands-parents,

sont heureux d'annoncer la naissance
de

Lou TRICAUD,

le 22 août 2024, à Paris.

Mariage

Les familles BROUÉ, DULIOUST,
FERRIÉ, OIFFER-BOMSEL,
Charlotte et Jimmy
et tous leurs amis,

ont la joie d'annoncer le mariage de

Céline et Jérémie,

le 31 août 2024, à la mairie de Sèvres
(Hauts-de-Seine).

Décès

Paris. Annecy.

Céline Cubertafond,
sa fille,
Son frère et sa sœur,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Marie ARDITI,
née Marie-Noëlle IDIER,

survenu le 25 août 2024.

La cérémonie religieuse aura lieu
le samedi 31 août, à 14 h 30, en la
chapelle de Pro vins, à Annecy-le-Vieux,
suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Florence et Olivier,
ses enfants,
Nathalie,
sa belle-fille,
Louise et Vincent, Simon et Camille,
Maud et Mathieu, Clément,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Monique BIQUARD,
née BADARAU,
ancienne élève
de l'École normale supérieure,
ancienne maître de conférences
de l'université d'Aix-Marseille,

survenu le 20 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont lieu le 30 août,
dans l'Yonne, dans l'intimité familiale.

Timothée, Bertrande, Rémi,
ses enfants,
leurs conjoints
et leurs enfants,
Marie-Claude,
sa sœur,
son mari
et leurs enfants,
Merete Wilkenschildt,
sa compagne
Ainsi que les familles Blancpain,
Bennett, d'Astier de la Vigerie, du
Besset, Stobart, Bergeron, de Malezieux
du Hamel, Cohen, Horal,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

François Dominique
BLANCPAIN.

Ils remercient les amis qui les ont
accompagnés dans leur peine, tout
le personnel soignant, ainsi que
Cristina et Antonio Peixoto et
Brigitte Aebischer.

La cérémonie religieuse aura lieu
en l'église Saint-Julien, à Matran,
le samedi 31 août 2024, à 10 heures,
suivie de l'inhumation dans l'intimité
familiale.

Le défunt repose en la chapelle
mortaui re de Matran.

En lieu et place de fleurs, un don
peut être adressé à la Croix-Rouge
fribourgeoise IBAN CH61 0900 0000
1700 0231 5 (mention deuil François
Dominique Blancpain).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Route de Nonan 3,
1753 Matran
(Suisse).

M^{me} Bernard Bourdillon,
née Françoise Noetinger,
son épouse,
Christophe, Laurence
et Emmanuelle,
ses enfants
et leurs conjoints,
Alexandre, Valentine, Carla, Mathias,
Vincent, Charles et Rodolphe,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel
à Dieu de

Bernard BOURDILLON,
ancien président directeur général
de la Société Commerciale Paquet,

le 25 août 2024,
dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques se sont déroulées
dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Bernard Bourdillon,
« La Souque »,
2765, chemin de La Souque,
13090 Aix-en-Provence.

Henri et Sophie Cesbron Lavau,
ses parents,
Nicolas Mustière,
son frère,
Hélène Cesbron Lavau,
sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès
brutal de

Marc CESBRON LAVAU,

survenu dans sa vingt-neuvième
année, à Paris, le 12 août 2024.

La messe de funérailles sera célébrée
en l'église Saint-Étienne-du-Mont,
Paris 5^e, le samedi 31 août, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu en
Dordogne, après une bénédiction
en l'église de Bassillac, le lundi
2 septembre, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons bienvenus à Pharmacie
humanitaire internationale.

marc.cesbronlavau.net

Madeleine DARBEL

nous a quittés le 21 août 2024.

Ses obsèques se sont déroulées le
26 août, en la chapelle Saint-Benoît
aux Deux-Alpes (Isère).

L'inhumation aura lieu le mardi
3 septembre, à 10 heures, en l'église
Saint-Martin de Corneilles-en-Parisis
(Val-d'Oise).

Nicolas Darbel, Yves Charfé, Jason
Darbel.

nicolas.darbel@free.fr

Il aimait l'opéra, Chopin, Schubert
et Aldo Ciccolini , le peintre Abdallah
Benanteur, les laques japonaises,
Georges Perec, La Fontaine, et aussi
Dalida, Claude François et Bobby
Lapointe.

Pierre DEBEUSSCHER,
ENA 1967,
inspecteur général de l'équipement
honoraire,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,

est mort à Paris, le 14 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu à Paris,
dans l'intimité.

La famille est reconnaissante à
l'hôpital Cochin et à son service
hématologique pour la qualité de ses
soins.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Debeusscher,
5 bis, rue Béranger,
75003 Paris.

Les familles Éboué, Perthuis,
Senghor
Et ses amis,

ont la grande tristesse de faire part
du décès de

Véronique ÉBOUÉ,

survenu le 28 août 2024.

perthuisc@gmail.com
perthuisjl@gmail.com

Robertot (Seine-Maritime).

M^{me} Johanne Flavigny,
son épouse,
Blandine et Jean-Bernard Flavigny,
ses enfants,
Olivier Pernet,
son gendre,
Victor, Juliette et Virginie,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès
de

Bernard FLAVIGNY,
pianiste et professeur,

survenu le 22 août 2024, à Robertot,
à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

johanne.flavigny@wanadoo.fr

Lita de la Fressange,
son épouse,

Emmanuel et Annabelli
de la Fressange,
Ines de la Fressange et Denis
Olivennes,
Ivan et Kathy de la Fressange,
ses enfants,

India et Vito de la Fressange
Nine et Violette d'Urso,
Evan de la Fressange,
ses petits-enfants

Ainsi que Salomé Wimille et
Orphée,
ses petits-neveux,

ont la tristesse de faire part de la
disparition, survenue le 25 août 2024,
à Cordoba (Argentine), de

André de la FRESSANGE,

dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques seront célébrées
dans l'intimité familiale, à Villa
Allende (Argentine).

Christina, Franz et Thomas
Gerstgrasser,
ses enfants
et leurs époux,
Jens Røjkjær,
son frère,
Ses neveux et nièces,

font part du décès de

Dagmar GERSTGRASSER,
née RØJKJÆR,

survenu le 22 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques seront célébrées le
samedi 31 août, à 10 h 30, en l'église
Saint-Jean, 147, rue de Grenelle,
Paris 7^e, suivies de l'inhumation, au
cimetière du Montparnasse, Paris 14^e,
où elle reposera aux côtés de son
défunt époux,

Walter GERSTGRASSER.

Au lieu de fleurs, nous vous
demandons de faire un don à
Médecins sans frontières.

André Girard,
son époux,
Marion et Vincent,
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Anna GIRARD,
née MARULLO.

Elle a cessé de lutter contre la
maladie qui la faisait souffrir depuis
longtemps et s'est éteinte paisiblement
le lundi 26 août 2024.

Les obsèques auront lieu le
4 septembre, à 13 heures, au
crématorium du Mans.

M^{me} Nicole Levante,
son épouse,
Stéphane,
son fils,
Hélène et Boris,
ses neveux,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Michel LEVANTE,
ancien élève du CEPE,
Sciences Po,
économiste dissident,

survenu le 19 août 2024,
dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi
2 septembre, à 16 h 30, au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise,
Paris 20^e.

Élisabeth Lortic,
sa compagne,
sa famille
et ses ami(e)s,
Claude, Mireille, Antoine, Étienne,
Alain,
ses sœurs, frères et beau-frère
et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès,
survenu à l'âge de quatre-vingt-six
ans, le 24 août 2024, de

Pierre LL,
opérateur de cinéma,
correspondant de L'Humanité
en Pologne,
journaliste santé à TF1,
traducteur de Marek Edelman
avec Maryna Ochab.

Remerciements chaleureux à
Kidán Ymer, aux soignants qui l'ont
accompagné ses dernières années et
à l'équipe médicale de soins palliatifs
de Léopold Bellan.

Il sera incinéré au cimetière du
Père-Lachaise, Paris 20^e, le mercredi
4 septembre, à 13 heures.

elortic@wanadoo.fr

Poitiers. Istanbul. Mexico. Rio de
Janeiro. Barcelone. Paris toujours.

Joëlle Monique Massola Corond,
son épouse,
Ses enfants,
Sa sœur
Et ses petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès
de

M. Jean-pierre MASSOLA,
époux, frère et père,
ami et collègue,
professeur agrégé
de Mathématiques,
syndicaliste
mais surtout anarchiste,

survenu le 23 août 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie aura lieu le mardi
3 septembre, à 11 h 15, au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise,
Paris 20^e.

« À mon dernier repas
Je veux voir mes frères
Et mes chiens et mes chats
Et le bord de la mer. »
Jacques Brel.

Anne et Alexandre Pidoux,
Lorraine David-Pidoux,
ses enfants,
Nicolas, Lola, Julie et Théo,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès
de

M. Jean-Luc PIDOUX-PAYOT,

survenu à Paris, le 5 août 2024.

Les obsèques se sont déroulées
dans l'intimité.

Pour ceux qui souhaiteraient faire
un geste, papa privilégiait un don à
l'Institut Curie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ce 29 août 2024,

Bruno RÉGNIER,
architecte, urbaniste,
musicien, ancien critique musical
à la revue *Jazz Hot*
et à France Musique,
auteur des premières Promenades
d'Architecture, avec Bert McClure,
éditions Centre Pompidou
et La Découverte-Le Monde,
ancien enseignant à l'ENSAP
Bordeaux,
au CESA de Tours,
au Conservatoire international
du paysage de Chaumont-sur-Loire,

aurait eu soixante-quatorze ans.

Son épouse,
Leurs familles,
Leurs nombreux amis,

ont la douleur d'annoncer son décès,
survenu subitement à Autun, le
30 juillet 2024.

Les passions, l'enthousiasme, la joie
de vivre de cet infatigable investigateur,
son talent de « passeur », son
engagement dans la préservation des
patrimoines culturels et naturels aux
côtés de son épouse, continueront de
nous inspirer.

Charlette Rinjonneau,
son épouse,
Hervé et Stéphanie, Fabien et
Anne, Rémi et Estelle,
ses enfants et leurs conjointes,
Ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès
de

Pierre RINJONNEAU,

survenu le 22 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques auront lieu le
vendredi 30 août, en l'église de
Bourron-Marlotte (Seine-et-Marne),
suivies de l'inhumation, au cimetière
de Bourron-Marlotte.

Selon la volonté du défunt, fleurs
en bouquets de préférence, pas de
plaques ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

h rinjonneau@yahoo.fr

Christine Delaroch e,
son épouse,
Cécile et Rémi,
ses enfants,
Sa petite-fille
Et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Yves TOURNOIS,
avocat honoraire,
ancien secrétaire de la Conférence,
ancien membre
du Conseil de l'ordre,
officier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 17 août 2024.

Un hommage lui sera rendu le
mardi 3 septembre, à 15 h 30, en la salle
de la Coupole du crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président
de l'université Paris-Panthéon-Assas,
Ses collègues,
L'ensemble du personnel,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Joe VERHOEVEN,
professeur émérite de l'université
et directeur honoraire
de l'Institut des hautes études
internationales.

Ils s'associent à la douleur de sa
famille et de ses proches auxquels
ils présentent leurs plus sincères
condoléances.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,
membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Maryline Baumann, Philippe Broussard,
Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevalereau, Alexis Delcambre,
Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services
abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenko ff
(Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerin, Nicolas
Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition),
Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente,
Gilles Paris, vice-président

La rentrée des super-méchants et antihéros

Plates-formes et chaînes ouvrent les vannes des séries, du « Pingouin » de James Gunn au « Zorro » à la française

Pour la première fois depuis le début de la décennie, les usines à séries tournent à plein régime. Pas de pandémie, pas de grèves à Hollywood. L'été n'est pas encore fini qu'on peut envisager de ne plus jamais voir la lumière du jour, de rester les yeux rivés sur les écrans (ceci n'est pas un conseil), emporté par des flots de fiction. Pour ne pas se noyer, voici, en guise de bouée, un panorama de la rentrée, des projets originaux français aux nouvelles saisons, en passant par les derniers modèles américains.

Don Diego parle français De retour sur petit écran après la très oubliable comédie *Alphonse*, Jean Dujardin est très attendu dans le costume du justicier masqué créé par l'Américain Johnston McCulley au début du XX^e siècle et popularisé par le feuilleton qu'en ont tiré les studios Disney dans les années 1950. Cette version française de *Zorro*, très *OSS 117*, est développée par Benjamin Charbit (*Sous contrôle*) et Noé Debré (*Parlement*), réalisée par Emilie Noblet et Jean-Baptiste Saurel. La première saison sera disponible dès le 6 septembre sur Paramount+.

Tout aussi attendue depuis sa présentation à Séries Mania au printemps, *Le monde n'existe pas*, adaptation sérielle en quatre épisodes du livre éponyme de Fabrice Humbert par Erwan Le Duc, sera mise en ligne sur Arte.tv le 19 septembre, avant sa diffusion en linéaire, à partir du 26. Sur un thème rebattu (le retour sur les lieux de l'enfance et de l'adolescence), le réalisateur de *Perdrix* et *La Fille de son père* compose un thriller très personnel autour du meurtre d'une adolescente, avec Niels Schneider dans le rôle principal.

Dans un registre plus frivole, *La Maison*, série en dix épisodes développée par José Caltagirone et Valentine Milville, prend la suite de *Cristobal Balenciaga*, *The New Look* et *Becoming Karl Lagerfeld* pour mettre en fiction l'industrie de la mode et de la haute couture. Ni biopic ni série historique, *La Maison* met en scène une maison de couture prestigieuse mais vieillissante, dont les propriétaires et les héritiers se déchirent. Toute ressemblance avec de gros groupes du luxe français n'est bien évidemment pas fortuite, mais pour jouer au jeu des sept erreurs, il faudra attendre le 20 septembre, date de mise en ligne des premiers épisodes sur Apple TV+.

Pour de l'action pure et brute, il faudra zapper sur Canal+, qui s'offre, sous la houlette de Howard Overman (*La Guerre des mondes*), une version parisienne de la fran-



Don Diego de la Vega (Jean Dujardin), dans « Zorro ».
PARAMOUNT+



Christelle (Laure Calamy) et Emilie (Annabelle Lengronne), dans « Une amie dévouée ».
CAROLE BETHUEL

chise commencée en 2013 avec le film d'Antoine Fuqua, *La Chute de la Maison Blanche*. Avec son casting international et ses séquences spectaculaires, *Paris Has Fallen* sera diffusée à partir du 23 septembre sur la chaîne cryptée.

Enfin, il faudra attendre octobre pour découvrir la première production originale française développée par Max, la plate-forme regroupant les contenus du groupe Warner Bros Discovery. Adaptation du livre (Editions Goutte d'Or, 2021) du journaliste Alexandre Kauffmann par le cinéaste Just

Philippot, *Une amie dévouée* met Laure Calamy dans la peau de la « mythomane du Bataclan », une arnaqueuse qui devint une figure importante du réseau d'entraide formé après les attentats du 13-Novembre.

Les vilains tiennent le haut du pavé à Hollywood Au box-office, les super-héros donnent des signes de fatigue. C'est peut-être la raison pour laquelle les deux séries issues des grands univers des comics, Marvel (*Avengers*, *X-Men*) et DC (*Superman*, *Batman*), met-

tent en avant des antihéros. Côté Marvel, on fera plus ample connaissance avec la sorcière qu'incarnait la formidable Katherine Hahn dans *WandaVision : Agatha All Along* est attendue le 19 septembre sur Disney+. Et pour sa première série depuis que l'univers DC a été confié au cinéaste James Gunn, la maison Warner propose de s'intéresser au sort du Pingouin, le plus dickensien des adversaires de Batman. Colin Farrell succède à Danny DeVito dans le rôle de l'orphelin diabolique (le 20 septembre sur Max).

Autre plate-forme, autre représentation du mal. Après le succès de *Dahmer*, Ryan Murphy poursuit sur Netflix sa recension des criminels américains avec *Monstres. L'histoire de Lyle et Erik Menendez*, qui retrace l'histoire des frères parricides qui tétanisèrent les Etats-Unis au milieu des années 1990. Les infortunés parents sont incarnés par Javier Bardem et Chloë Sevigny (le 19 septembre). Toujours sur Netflix, la nouvelle version d'une formule qui a fait ses preuves depuis *Big Little Lies*. Adaptée d'un best-seller d'Elin Hil-

debrand, réalisée par la cinéaste danoise Susanne Bier, *Un couple parfait* réunit, pour un grand mariage, Liev Schreiber, Nicole Kidman, Dakota Fanning et Eve Hewson. La promesse du bonheur conjugal sera gâchée par la découverte d'un cadavre (le 5 septembre).

En parlant de stars des antipodes, on retrouvera Cate Blanchett dans une autre adaptation littéraire. *Disclaimer*, qui raconte les tribulations d'une journaliste devenue personnage d'un roman à clé, est réalisée par Alfonso Cuarón, et la distribution réunit également Kevin Kline, Sacha Baron Cohen et Lesley Manville (Apple TV+, le 11 octobre).

Deuxièmes saisons Au moment où plates-formes et studios maintiennent la hache sans discernement (parmi les séries fauchées en pleine jeunesse, on compte aussi bien *The Acolyte* chez Disney que *My Lady Jane* sur Prime), on ne peut se défendre d'un certain soulagement à l'idée de retrouver le nouveau président de la République française et l'espion le plus crasseux de l'histoire des services britanniques.

Faute de gouvernement pour la rentrée, on peut donc toujours compter sur Jean-Pascal Zadi et la politique-fiction farfelue d'*En place* pour rire du cynisme de nos dirigeants et de la médiocrité du débat politique. La deuxième saison, qui suit les premiers pas du président Stéphane Blé et des bras cassés qui l'entourent à l'Elysée, est disponible dès jeudi 29 août sur Netflix. Sur Apple TV+, Jackson Lamb, un chef du MI5 dans *Slow Horses*, ces espions réprouvés, donnera une nouvelle fois à Gary Oldman l'occasion d'exercer son immense talent (le 4 septembre). Et comme la firme à la pomme est bon enfant, elle offre également un billet retour vers le monde dystopique et souterrain de *Silo* (le 15 novembre).

Pour une fiction plus proche d'*La Maison Blanche*, il faudra patienter jusqu'au 31 octobre, date prévue de mise en ligne sur Netflix de la saison 2 de *La Diplomate*, avec la formidable Keri Russell dans le rôle-titre. Autres héroïnes dont le retour fait chaud au cœur, les frangines irlandaises de *Bad Sisters* remplissent elles aussi pour une deuxième saison, à découvrir dès le 13 novembre sur Apple TV+.

Sans oublier que c'est probablement d'Asie que viendra « la » série de 2024, celle qui affolera les compteurs et déchainera critique et public : c'est le 26 décembre que sera mise en ligne la saison 2 de la coréenne *Squid Game*. ■

AUDREY FOURNIER
ET THOMAS SOTINEL

Dans « Kaos », sur Netflix, Jeff Goldblum en maître du Panthéon

Derrière son allure parodique, cette réécriture des mythes grecs fait s'entrechoquer histoires éternelles et angoisses contemporaines

Enchaîné à son rocher, une plaie béante au côté, Prométhée, quinquagénaire bedonnant, n'est vêtu que d'un short de football orange. L'Olympe à l'abri duquel Zeus exerce arbitrairement son pouvoir infini à l'air d'une villa rachetée à un narcotrafiquant dans la mouise. Eurydice envisage de quitter Orphée et son amour étouffant.

A première vue, *Kaos* ressemble à la version des mythes grecs que donnerait une classe de khâgne pour une fête de fin d'année, faite de clins d'œil aux initiés et de transgressions potaches. Si l'on s'accroche, c'est moins pour mesurer les libertés que le/la

scénariste de *Kaos*, Charlie Covell (qui exige, en anglais, l'utilisation du pronom *they* pour le/la désigner ; et dont on n'est pas surpris d'apprendre que ses études ont été suivies à Oxford), a prises avec les textes anciens que pour profiter de la présence olympienne de Jeff Goldblum en maître du Panthéon.

Dans ses survêtements aux couleurs changeantes, derrière ses lunettes teintées de jaune, la ci-devant Mouche terrorise l'icibas (qui se résume ici à une Crète vivant sous la férule d'un Minos lui aussi tyrannique), multipliant les vengeances mesquines à l'endroit de ceux des humains qui osent le blasphème. Goldblum en

fait un ancien séducteur prisonnier de son addiction au pouvoir, qui préfère désormais terroriser et tourmenter plutôt que charmer ou amadouer. L'acteur américain impose immédiatement sa souveraineté, entouré de Janet McTeer (Héra, rationnelle, insensible), Nabhaan Rizwan (Dionysos, immature, attendrissant) et Cliff Curtis (Poséidon, qui a plus une tête à skipper le yacht dans lequel il réside qu'à le posséder).

Parallèle inattendu

Le travail d'ensemble de cette divine distribution retient assez longtemps l'attention pour qu'on se retrouve, aux alentours du troisième épisode, pris dans une

nasse de récits faits de motifs très anciens et d'angoisses très contemporaines. Zeus est tourmenté par une prophétie ancienne qui annonce la fin de sa famille et l'avènement du chaos. Tous les mythes convoqués par Charlie Covell deviennent ainsi les instruments du processus par lequel les humains recouvreront leur libre arbitre tout en perdant le sens que les habitants de l'Olympe donnaient à leur existence.

Restait à mettre en scène cette révolution : *Kaos* mobilise aussi bien les moyens du cinéma (le noir et blanc, qui sert à représenter les Enfers, évoque irrésistiblement celui d'Europe de l'Est) que ceux du théâtre. Les uniformes

d'opérette de la garde minoenne, les fastes clinquants des garden-parties divines donnent à la série l'allure de certaines mises en scène d'opéra.

Plus le récit avance, plus Covell et ses scénaristes prennent de libertés avec les mythes originaux – le séjour d'Eurydice de l'autre côté du Styx, les efforts d'Orphée pour la rejoindre – et obéissent à des ressorts originaux, tout comme l'apparition d'une amazone transgenre mine la représentation qu'on se fait des guerrières. Ces arrangements avec Euripide, Ovide et leurs collègues permettent aussi de ménager une place plus grande à l'émotion : ce qui advient à Ariane dans le labyrinthe

n'a plus rien à voir avec la version originale, tout en restant tragique.

Enfin, cette combinaison d'images et de bribes d'histoires arrive à s'agripper à nos réalités, établissant un parallèle inattendu entre l'attention qu'exigeaient jadis les immortels et la taxe sur notre âme et notre intellect que prélève aujourd'hui les géants numériques. Parmi lesquels Netflix, dont on n'attendait plus autant d'inventivité. ■

T. S.

Kaos, série britannique créée par Charlie Covell. Avec Jeff Goldblum, Janet McTeer, Aurora Perrineau, Cliff Curtis, David Thewlis (RU, 8 × 52 min).

A Pesmes, l’architecture comme projet d’avenir

Bernard Quirot et son association Avenir radieux organisent la rénovation du village de Haute-Saône

REPORTAGE

PESMES (HAUTE-SAÔNE)

Les deux bars où les Pesmois avaient leurs habitudes, où ils se mêlaient, l’été, aux touristes en goguette, ont fermé cette année. L’un d’eux pourrait rouvrir en septembre mais, pour l’heure, il faut se contenter des buvettes de fortune qu’ont installées devant leurs vitrines les quelques commerces qui animent ce bourg médiéval construit à flanc de colline, en aplomb d’une rivière qui serpente aimablement jusqu’à la Saône. Pesmes a beau être classé parmi les plus beaux villages de France, il n’échappe pas à la vague de dépopulation qui affecte les centres anciens partout sur le territoire.

C’est là qu’a grandi l’architecte Bernard Quirot, né en 1959 à Dole (Jura). C’est là qu’il vit et travaille aujourd’hui. Après une longue échappée qui l’a conduit de Paris, où il a passé vingt-cinq ans, à Besançon, en passant par la Villa Médicis, à Rome, il y a ouvert son agence en 2008, et œuvre avec elle à revitaliser le village. En marge de projets comme la maison de la santé de Vézelay (Yonne), qui lui a valu, en 2015, le prix de l’Equerre d’argent, ou ce chai dont il supervise actuellement le chantier à Pauillac, en Gironde, pour le château Lafite Rothschild, il a réhabilité, avec son agence BQ+A, de nombreuses maisons à Pesmes, ainsi que l’école, pour laquelle il a, par ailleurs, conçu un bâtiment annexe.

Chantier en autoconstruction

Si la revitalisation des centres anciens est un combat, alors Bernard Quirot est un vaillant colonel d’artillerie. Conscient en l’espèce que l’architecture est le nerf de la guerre, il a créé une association, la bien nommée « Avenir radieux », pour en diffuser la culture dans le village. Elle propose gratuitement des conseils à qui souhaite rénover sa maison, et organise, chaque été, un séminaire d’architecture qui voit fleurir un ensemble d’événements culturels et festifs pendant qu’une vingtaine d’étudiants réfléchissent à l’avenir du village. Hébergés chez l’habitant, ils ont deux semaines pour concevoir un projet à partir d’une des situations que les organisateurs du séminaire identifient année après année pour le potentiel de transformation qu’elles recèlent.

Cette année, il y avait, par exemple, une maison en ruine, encas-

Après une longue échappée entre Paris, Besançon et Rome, Bernard Quirot est revenu là où il a grandi et y a ouvert son agence en 2008

trée entre deux autres qui, elles, tiennent bien debout. Comment faire entrer la lumière ? Comment lui offrir un espace extérieur ? Comment dégager des vues inspirantes ? Il y avait une grange, aussi, relativement peu habitable à l’heure actuelle mais qui a de quoi le devenir. Et cette longère abandonnée qui trône sur la grande place face à l’école et à la mairie, n’y aurait-il pas moyen d’en faire un bar municipal ? Et tant qu’on y est, de raccorder le bâtiment au jardin des remparts vers lequel il pointe, et à la perspective grandiose qu’il dévoile sur le paysage ?

En perçant les façades, on pourrait creuser la profondeur de champ, faire entrer la place tout entière dans la petite rue sombre qui file à l’arrière et réciproquement, rendre visible, de la place, le manteau de pierre magnifiquement sculpté qui en fait la matière.

Dernière situation identifiée, une artère qui relie le centre historique au tissu pavillonnaire diffus qui s’est développé de l’autre côté des remparts historiques. Comment mettre en cohérence ces deux réalités ? Quel est le caractère de ce tissu urbain ? Comment pourrait-il mieux s’affirmer ?

Encadrés par deux enseignants, et Bernard Quirot, qui traîne toujours dans les parages, les séminaristes avaient donc deux semaines (du 15 au 28 juillet, pour cette neuvième édition) pour concevoir leurs projets sous forme de maquettes et de dessins à la main. Le dernier jour, ils les présentaient à un jury d’architectes et d’enseignants, les habitants de Pesmes étant eux aussi invités à les découvrir, mais plus tard dans la journée, au cours d’une petite cérémonie.

Le préfet de la Haute-Saône, Romain Royet, était de la partie, ainsi que le maire du village, Frédéric Henning, qui a qualifié le séminaire de « mine d’or pour la réflexion », se félicitant de la qualité des projets qui offrent toutes sortes de pistes « pour remettre de



Vue générale du village de Pesmes (Haute-Saône), en mars 2019. LUC BOEGLY

l’ordre dans cette cité organisée par son passé et la tourner vers l’avenir ». Sur la manière dont la municipalité pourrait s’en emparer, il était toutefois moins lyrique, clôturant le débat par cette formule lapidaire : « Le problème, c’est que ces projets coûtent de l’argent. »

Dépit de se sentir si peu soutenu par la municipalité, Bernard Quirot fait contre mauvaise fortune bon cœur. Un petit héritage reçu en 2023 lui a permis d’acheter une maison en ruine, sur laquelle avaient planché les séminaristes de la promotion de cette année-là, et de la transformer, dans le cadre d’un chantier en autoconstruction auquel ont participé des architectes de l’agence aussi bien que des gens du village. « Il s’agissait de voir si on était capables de faire quelque chose avec nos mains, d’acquiescer rapidement des techniques qu’on ne maîtrisait pas, mais aussi, plus simplement, si on pouvait s’entendre entre nous, dit-il. Et ça été le cas. »

Au-delà de la maison qu’il allait permettre de construire, ce chantier représentait à ses yeux un préalable à un projet plus am-

bitieux d’habitat coopératif qu’il aimerait développer à Pesmes en s’inspirant d’expériences conduites en Suisse, où chacun pourrait apporter quelque chose – un terrain, sa force de travail, de l’argent – et se retrouverait en retour propriétaire d’une part.

Savoir-faire maison

Bernard Quirot se considère comme un architecte constructeur – le contraire d’un communicant. Une attitude aussi modeste qu’ambitieuse, tendue par une détermination de fer et le désir de maîtriser intégralement ses projets. Il creuse son sillon comme d’autres cultivent leur jardin, agrégeant régulièrement de nouveaux satellites, sans autre objectif que de consolider sa constellation. La maison d’édition Caryatide a ainsi été créée pour mettre en valeur des confrères qui partagent son idée de l’architecture – engagée, exigeante, respectueuse de l’environnement et du territoire... L’Atelier pesmois, petite entreprise de menuiserie conjointement détenue avec un jeune ébéniste récemment établi dans le village, vient,

Chaque été, un séminaire est organisé avec une vingtaine d’étudiants pour proposer des pistes de transformation

quant à lui, avantageusement enrichir le savoir-faire maison.

En consacrant sa conférence de clôture aux expériences de Georgia O’Keeffe (1887-1986) et de Donald Judd (1928-1994) dans le désert américain, Françoise Fromonot rendait secrètement hommage à l’architecte de Pesmes. Critique et professeure d’architecture, autrice de livres passionnants sur le dernier projet de transformation du Forum des Halles (*La Campagne des Halles. Les nouveaux malheurs de Paris*, 2005, et *La Comédie des Halles. In-trigue et mise en scène*, 2019, La Fabrique), cette fidèle de la première

heure a présenté les trajectoires parallèles, même si décalées de quelques décennies, de ces deux artistes architectes comme des tentatives de s’arracher à des situations de crise auxquelles ils ne trouvaient pas d’issue à New York.

Les terres chargées d’histoire et de fantômes qu’ils ont trouvées, elle à Abiquiu (Nouveau-Mexique), lui à Marfa (Texas), ces paysages, où rien ne vient s’interposer entre l’œil et l’horizon, sinon l’ondulation des reliefs et une palette de couleurs aux effets hallucinatoires, ont nourri chez l’une comme chez l’autre une régénération artistique d’une intensité affolante. Rien à voir avec ce qui se joue à l’ombre de nos clochers, au détour de nos zones commerciales et pavillonnaires, mais rien n’interdit d’y voir une métaphore. Le désert est peut-être aujourd’hui le dernier horizon du rêve, et ces expériences radicales nous arrivent comme une invitation à penser autrement, loin des cadres imposés et des réflexes conditionnés. C’est là le seul chemin, si l’on veut renverser la vapeur. ■

ISABELLE REGNIER

Un défilé de stars est attendu à la Mostra de Venise

La 81^e édition, qui a lieu du 28 août au 7 septembre, s’est ouverte avec le film hors compétition « Beetlejuice Beetlejuice », de Tim Burton

CINÉMA

VENISE (ITALIE) - envoyée spéciale

Il faut que ça brille, autant sinon plus que sur la Croisette, à Cannes. Légère comme des bulles de prosecco, telle était l’ambiance, mercredi 28 août, lors de l’ouverture de la 81^e édition de la Mostra de Venise, laquelle a lieu jusqu’au 7 septembre. Son directeur artistique, Alberto Barbera, a sorti le grand jeu avec une programmation riche en stars. Vingt et un films concourent pour le Lion d’or, lequel sera remis par la présidente du jury, Isabelle Huppert. Au-delà de la statuette en forme de fauve ailé, les gros vaisseaux visent les Oscars, et Venise fait figure de rampe de lancement.

C’est le cas, notamment, du second volet de la franchise Warner, *Joker. Folie à deux*, de Todd Phillips, avec Joaquin Phoenix et Lady Gaga. En 2019, le patron de la

Mostra avait créé la surprise en sélectionnant le premier opus, *Joker*, du même réalisateur, qui avait valu à Joaquin Phoenix l’Oscar du meilleur acteur. C’était visiblement une bonne stratégie, alors *bis repetita*.

Angelina Jolie en Maria Callas

Angelina Jolie, de son côté, tient le rôle-titre dans *Maria*, du Chien Pablo Larrain, sur les derniers jours de la cantatrice Maria Callas (1923-1977). Daniel Craig, lui, après avoir joué l’agent secret 007, est la vedette de *Queer*, une adaptation du livre éponyme de William S. Burroughs (1985). Dans ce film signé par Luca Guadagnino, le réalisateur de *Call Me by Your Name* (2017), l’acteur so british, naturalisé américain, interprète un quadragénaire traînant dans les bars gays qui se prend de passion pour un jeune homme (Drew Starkey, révélé

dans la série *Outer Banks*). Craig peaufine d’ailleurs sa nouvelle image *wild* en tant qu’égérie de la marque espagnole Loewe : des images de lui en jean usé, ceinture détachée et mèche rebelle, tapissent les murs de l’aéroport Marco-Polo de Venise.

L’édition vénitienne marque aussi le retour de Nicole Kidman, dans *Babygirl*, de la Néerlandaise Halina Reijn, présentée comme un thriller érotique avec l’Espagnol Antonio Banderas. Dans un autre genre, Tilda Swinton et Julianne Moore sont réunies dans le drame *The Room Next Door*, premier long-métrage tourné en anglais de l’Espagnol Pedro Almodovar. Pour compléter cette « Voie lactée » de stars, Cate Blanchett, à l’affiche de la série *Disclaimer*, d’Alfonso Cuaron, présentée à Venise, a électrisé les festivaliers dans une robe lamée sculpturale, mercredi soir.

Trois films français concourent pour le Lion d’or, dont « Trois amies », d’Emmanuel Mouret, avec Camille Cottin

Toujours en compétition, trois longs-métrages défendront les couleurs de la France, avec leurs têtes d’affiche : *Trois amies*, d’Emmanuel Mouret, avec Camille Cottin, India Hair et Vincent Macaigne ; *Leurs enfants après eux*, de Zoran et Ludovic Boukherma, avec Paul Kircher, Gilles Lellouche et Ludvine Sagnier ; enfin, *Jouer avec le feu*, film politique de Delphine et Muriel Coulin, avec Vin-

cent Lindon, Benjamin Voisin et Stefan Crepon, l’histoire d’un père qui voit l’un de ses fils se rapprocher de groupes d’extrême droite.

Le cinéma français brillera aussi dans la section parallèle. Citons notamment l’œuvre d’anticipation *Planète B*, d’Aude Léa Rapin, avec Adèle Exarchopoulos et Souheila Yacoub, qui ouvre la Semaine de la critique de Venise, mais aussi *L’Attachement*, de Carine Tardieu, avec Valeria Bruni-Tedeschi et Pio Marmaï, et *Mon inséparable*, d’Anne-Sophie Bailly, avec Laure Calamy.

Au milieu d’œuvres plus légères, des films politiques ou empreints de gravité sont toutefois présents, comme *I’m Still Here*, de Walter Salles, en lice pour le Lion d’or, sur la dictature brésilienne. Signalons aussi *Why War*, une réflexion sur la guerre d’Amos Gitai, avec Irène Jacob (section Fuori Concorso/non-fiction), et le très at-

tendu *Phantosmia*, du Philippin Lav Diaz (Fuori Concorso/fiction).

Le festival s’est ouvert avec le toiturant *Beetlejuice Beetlejuice*, de Tim Burton, un film de fantômes qui a convié son lot de vedettes sur le tapis rouge : Michael Keaton, Winona Ryder, Jenna Ortega, Monica Bellucci... Trente-six ans après *Beetlejuice* (1988), ce deuxième volet conserve toute son énergie enfantine ainsi que la texture vintage de certains effets spéciaux. Mais le scénario est plein à craquer, et les idées, insuffisamment creusées, restent souvent à l’état de vignettes. Si l’apparition de Monica Bellucci, réparant à l’agrafeuse sa beauté et son corps en morceaux, fournit à ce *Beetlejuice* au carré l’une de ses scènes les plus folles, son personnage de méchante ne décolle pas vraiment. Le film sortira en salle, en France, le 11 septembre. ■

CLARISSE FABRE

A 20 ans, s'engager pour faire la guerre

Tam Tran Huy convie à débattre sur le thème des jeunes et l'armée

PUBLIC SÉNAT
À LA DEMANDE
DÉBAT

C'est LA question lancinante en Occident depuis l'invasion russe en Ukraine. « On la croyait disparue, reléguée aux pages sombres des livres d'histoire », introduit Tam Tran Huy, la présentatrice et animatrice du débat organisé dans le cadre de la série mensuelle « Avoir 20 ans » de Public Sénat. Mais elle fait son grand retour : les jeunes sont-ils prêts à faire la guerre ? Un clivage générationnel s'affiche sur le plateau. Seuls deux jeunes sont présents : Maëla, 23 ans, élève officière à l'Ecole navale, et Manès Nadel, 17 ans, vice-président de l'Union syndicale lycéenne. Une engagée et un civil. La première a manifestement révisé ses éléments de langage militaire (« il n'y a pas d'hommes, il n'y a pas de femmes, il n'y a que

des marins », répond-elle à la journaliste, qui aborde la question #metoo à l'armée). Le second cite Jean Jaurès, mais il n'échappe pas aux lieux communs. Il tourne autour du pot, sans trop savoir sur quel pied danser entre célébration des résistants et dénonciation des va-t-en-guerre. Manquent les premiers concernés, ces jeunes qui sont au front, en Ukraine ou ailleurs. Tout juste un Finlandais vingtenaire en treillis explique-t-il, au détour d'un reportage, que le service militaire est « une étape de la vie », un devoir dans son pays qui a vécu naguère ce que subit l'Ukraine. Retour de la rhétorique martiale Les autres intervenants sont tous des adultes. Sur le plateau, Odile Roynette, autrice de *Bons pour le service. La caserne à la fin du XIX^e siècle* (Belin, 2000), et Thierry Ribault, du CNRS, critique virulent de la « technologie du consentement », qu'il épingle

dans son dernier livre, *Contre la résilience. A Fukushima et ailleurs* (L'Echappée, 2021). Ils pointent le retour de la rhétorique martiale, rappelant le « Nous sommes en guerre » d'Emmanuel Macron face au Covid-19, son « réarmement démographique » pour relancer la natalité. En distanciel, Patrick Clervoy, ancien psychiatre à l'hôpital d'instruction des armées Sainte-Anne, à Toulon. Et Cédric Perrin, sénateur (Les Républicains) du Terri-

toire de Belfort, à la tête de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, seul politique du plateau, qui ne compte aucun militaire en exercice. Eux tentent de trouver un point d'équilibre entre l'« art de la guerre » et l'urgence de défendre les « valeurs » démocratiques aujourd'hui mises à mal. Quid des jeunes ? Tam Tran Huy met en avant un sondage du ministère des armées, selon lequel « 57 % se disent prêts à s'enrôler en

cas de conflit ». « Plus qu'un regain de patriotisme, j'y vois une anxiété très forte vis-à-vis du contexte international », dit M^{me} Roynette. En écho à Maëla soulignant que, pour sa génération, « les conflits actuels mènent à la réflexion sur l'avenir ». On parle de technologie, d'emplois d'avenir, de cyberguerre... Soldat, un job comme un autre ? En temps de paix, peut-être. En temps de guerre... C'est le grand non-dit de ce débat : la mort, celle que l'on donne

et celle que l'on risque en faisant la guerre « à l'ancienne », comme en Ukraine, avec chair à canon, tranchées, bombardements... Sujet tabou et récurrent depuis un certain Hérodote : « En temps de paix, les fils ensevelissent leurs pères ; en temps de guerre, les pères ensevelissent leurs fils. » ■ PASCAL GALINIER Les jeunes sont-ils prêts à faire la guerre ?, débat animé par Tam Tran Huy (Fr., 2024, 57 min).



Un blockbuster épileptique caché dans une chronique familiale

Le film déjanté « Everything Everywhere All at Once », de Daniel Scheinert et Daniel Kwan, a raflé sept Oscars en 2023

FRANCE 5
VENDREDI 30 AOÛT
FILM

La recette d'*Everything Everywhere All at Once* – sept Oscars en 2023 dont celui du meilleur film – est inscrite dès le titre (« tout, partout, tout à la fois »). Daniel Scheinert et Daniel Kwan ont patiemment coché toutes les cases de ce qu'on est en mesure d'exiger d'un grand spectacle hollywoodien : premiers rôles 100 % sino-américains, film de su-

per-héros baroque et œuvre de science-fiction aussi sibylline qu'un film signé Christopher Nolan, et, enfin, comédie familiale. Tout commence sur un terrain parfaitement réaliste : celui d'une laverie automatique tenue par la famille Wang. Épuisée, Evelyn Wang (Michelle Yeoh) observe son rêve américain cruellement tréci au lavage. Elle jongle entre les paniers de linge et la paperasse administrative et craint l'arrivée imminente, de Chine, de son père. Sa venue est l'occasion d'observer le

triste spectacle qu'offrent les siens : Waymond (Ke Huy Quan), son mari, n'a pas encore eu le temps de lui demander le divorce, et sa fille Joy (Stephanie Hsu) est, pour le plus grand malheur de sa mère, en couple avec une fille. Un jour, devant le bureau de l'inspectrice des impôts (Jamie Lee Curtis), Evelyn bascule dans une autre dimension et fait la connaissance d'une version alternative de son propre mari qui lui explique qu'à côté de la réalité (l'Alphaverse) il existe de nombreux

univers parallèles. Elle découvre que, dans un autre monde, elle est une star de cinéma, cheffe cuisinière, lesbienne avec des hot-dogs à la place des doigts... Le blockbuster épileptique vient alors au secours de la pâle chronique familiale et, bientôt, engloutit tout. En roue libre, les deux Daniel confondent grand n'importe quoi et licence poétique, prennent leur goût de la mise en abyme pour un signe d'intelligence. Il semble insupportable aux deux réalisateurs de s'en tenir à raconter une his-

toire simple, émouvante, il faut lui adjoindre l'exhausteur composé de tonnes de clins d'œil, effets visuels et gags affligeants. Il faut moins mettre en scène que « zapper » compulsivement à l'intérieur d'une multitude de films – puis rezapper quand l'ennui pointe. Une chose rendue possible par le multivers, outil narratif prétentieux qui, de *Spiderman* à *Avengers*, est devenu la roue de secours d'une industrie du spectacle qui camoufle mal la crise des récits qu'elle traverse.

Everything Everywhere All at Once perd rapidement de vue son assise émotionnelle pour se complaire dans ses contorsions formelles : film dans le film, univers dans l'univers. On n'en finit plus de dédoubler la fiction, on tente mille histoires, faute de savoir en raconter une seule. ■ MURIELLE JOUDET *Everything Everywhere All at Once*, de Daniel Scheinert et Daniel Kwan. Avec Michelle Yeoh, Ke Huy Quan (EU, 2022, 140 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 203
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 202

HORIZONTALEMENT I. Griffonneurs. II. Oural. Biniou. III. Diances. Dt. II. IV. Ennemie. Al. V. Le. Umami. OPA. VI. Usera. Ararat. VII. Rp. Ibère. VIII. Edredons. Leu. IX. Aya. Ariane. X. Unificatrice.

VERTICALEMENT 1. Godelureau. 2. Ruines. Dyn. 3. Iran. Errai. 4. Faneur. 5. Flemmardai. 6. Sia. Porc. 7. NB. Ema (âme). Nia. 8. Nid. Irisât. 9. Enta. AB. Nr. 10. Ui. Lorelei. 11. Roi. Pare. 12. Sulfateuse.

HORIZONTALEMENT

I. Sa destruction est lente, son bruit est discret. II. Fait des bulles à l'ouverture. Grand lac. III. A envahi l'Espagne. Mesure de base. IV. Dans les lessives et les détergents. Démonstratif. Ne vaut plus rien au travail. V. Supprimerait. Le césium. VI. Dans les nouilles. Propos d'Archimède. Convient. VII. Destrueteurs d'art et de sacré. VIII. Mise en bon ordre. S'ils sont perdus, on y est plus tranquille. IX. Belle amoureuse chez Colette. Puni. X. Attaquèrent en surface.

VERTICALEMENT

1. Naïve et peu avisée, elle plonge dans les ennuis. 2. Libère l'homme au travail. 3. Repris plusieurs fois. Se lançât. 4. Prirent les affaires en main. 5. Prête à croquer. Les six en désordre. 6. Support de carcasse. Déesse et sorcière. 7. Réseau de communication aujourd'hui fermé. Le chlore. 8. En fuite. Plat populaire en Russie. 9. Passe. Donne belle allure aux saint-cyriens. 10. Te promènes sans but. L'ami de Paul. 11. Faire l'innocent. Distribué par la méduse, le scorpion ou l'araignée. 12. Règle plate. Maison d'édition.

SUDOKU

N°24-203

			3				7	9
				7	4	1		
		7			1			
	2					9	5	
				6		3	8	
	2	5						3
	7	4			2			8
	3			8			9	5

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

3	7	9	2	8	5	4	6	1
5	6	2	7	4	1	8	9	3
1	8	4	6	9	3	7	2	5
2	9	7	4	5	6	3	1	8
4	3	8	9	1	2	6	5	7
6	1	5	3	7	8	2	4	9
7	2	6	5	3	9	1	8	4
8	5	3	1	2	4	9	7	6
9	4	1	8	6	7	5	3	2

Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



EN VENTE
CHEZ VOTRE
MARCHAND
DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella



PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'imprimerie 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux



Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

Elle doit avoir 17 ans. Elle a oublié qui l'a emmenée rue Saint-Benoît, au début des années 1970, pour rencontrer Marguerite Duras, l'autrice de *Détruire dit-elle* (Editions de Minuit, 1969), ce livre qui l'a «*envoûtée*». Isabelle Adjani se rappelle que le plancher lui semble bancal, tangent, au domicile de l'écrivaine. «*Ou bien c'est moi qui étais en lévitation, flottante. J'étais subjuguée, j'avais l'impression d'un immense privilège*», confie aujourd'hui l'actrice au Monde. Elle le sentait et je crois qu'elle aimait exercer cette séduction. Je m'avançais vers elle, et elle reculait.»

Duras, 58 ans, laisse venir à elle cette toute jeune comédienne et scrute son visage. Les yeux bleus, cheveux noirs. Ce sera le titre d'un de ses romans (Editions de Minuit, 1985). Mais que regarde-t-elle ainsi ? Le fond de l'âme ? La beauté ? «*Elle regardait la jeunesse, c'était de ce côté-là, je pense. Je me sentais protégée*», ajoute Isabelle Adjani, joyeuse d'évoquer cette rencontre.

Parmi ses lectures publiques d'auteurs qu'elle affectionne, l'actrice retient des passages d'*Ecrire*, de Duras. Avant de devenir un livre, publié chez Gallimard, en 1993, ce fut d'abord une interview, filmée à Neauphle-le-Château (Yvelines), cette maison destinée à l'écriture dans la solitude. «*Ecrire, c'était ça la seule chose qui peuplait ma vie et qui l'enchantait. Je l'ai fait. L'écriture ne m'a jamais quittée*», dit-elle. Ecrire ou mourir ? «*Si je n'avais pas écrit, je serais devenue une incurable de l'alcool.*»

Ecrire et boire. Comme Ernest Hemingway, dont elle a tant apprécié *Les Vertes Collines d'Afrique* (Gallimard, 1937). Elle aime la manière dépouillée et minimaliste de cet aventurier. Quand elle écrit son premier roman, *Les Impudents* (Gallimard, 1943), elle craint par avance la question de son amant, Dionys Mascolo : «*Vous avez encore lu Hemingway ?*» Ses admirations littéraires vont à Gustave Flaubert ou à Marcel Proust, mais c'est un historien qu'elle porte au pinacle, Jules Michelet, dont l'essai *La Sorcière* a fait scandale, en 1862.

Le critique Ramon Fernandez, lui, perçoit d'emblée les promesses de la jeune Duras. Dans la revue *Panorama*, distribuée en 1943 et 1944, l'écrivain collaborationniste, ami et voisin du dessus, écrit : «*Elle semble séparée [de ses personnages] par une certaine épaisseur du passé, d'où vient qu'ils sont pris, quand elle les conçoit, dans la chimie de son subconscient. Elle est maîtresse de les rêver, mais ils gardent, on le sent, la possibilité, et comme le droit, de la dérouter elle-même.*»

Toute l'œuvre de Duras tient dans cette analyse visionnaire, note Jean Vallier dans sa biographie en deux volumes, *C'était Marguerite Duras* (Fayard, 2006-2010). Elle-même, dans *Ecrire*, ne le dément pas : «*L'écriture, c'est l'incommu (...). Si on savait quelque chose de ce qu'on va écrire avant de le faire, avant d'écrire, on n'écrirait jamais. Ce ne serait pas la peine.*»

« Magnétisme »

Peu d'écrivains ont été aussi idolâtrés et vilipendés de leur vivant que Marguerite Duras. Ces jugements sont à la démesure du personnage. «*Génie !*», crient les uns, «*auteur surfait*», s'insurgent les autres, sans oublier ceux qui jurent n'y «*rien comprendre*». Beaucoup, néanmoins, ressentent un «*magnétisme*», comme le dit Bernard Pivot en la recevant dans l'émission «*Apostrophes*», en 1984, voire se sentent ensorcelés. «*Elle reste une magnifique référence pour pas mal d'entre nous, artistes, que le réel n'intéresse pas, hors de sa mise en scène ou de sa sublimation*», analyse Isabelle Adjani. Elle m'a beaucoup aidée à me déculpabiliser de ma déconnexion du réel.»

Les premiers romans puisent à des degrés divers dans l'autofiction familiale : *Un barage contre le Pacifique* (1950), *Les Petits Chevaux de Tarquinia* (1953), *Des journées entières dans les arbres* (1954), mais aussi *L'Amant*, en 1984. Une exception, *Le Marin de Gibraltar* (Gallimard, 1952), pour lequel son protecteur de toujours, Raymond Queneau, lui reproche par ailleurs d'avoir versé dans le «*romantisme*». Elle en pleure. Mais il y a déjà un «*ton*» Duras, des thèmes, comme celui de l'inceste, non pas subi, mais recherché, la présence éternelle de la mer, l'Indochine de l'enfance, et bien sûr l'amour.

Suivent une série de romans moins classiques, plus mystérieux, abstraits, parmi lesquels *Moderato cantabile* (1958) et *Le Ravissement de Lol V. Stein* (1964), considérés comme des chefs-d'œuvre.

L'UNIVERS
DURASSIEN
SE FIXE DANS
L'IMAGINAIRE
LONGTEMPS
APRÈS QUE
LES MOTS ONT
DISPARU

Tant que l'argent manque, car, jusqu'à *L'Amant*, elle ne vend pas énormément, Duras entretient des relations compliquées avec les trois éditeurs qui se partagent son œuvre : Gallimard et les Editions de Minuit pour l'essentiel, puis P.O.L. Mais ils lui procurent le plus souvent un soutien matériel, intellectuel, voire affectif. Elle sait aussi très vite qui l'encouragera dans sa vocation. Robert Antelme, bien sûr, qui défend sa première épouse de façon inconditionnelle, jusqu'à leur brouille, en 1975. Son ami Raymond Queneau chez Gallimard. Son amant et ami, l'austère Maurice Blanchot, philosophe et romancier, analyse régulièrement son œuvre. Marguerite confiera à une proche, dans les années 1980 : «*J'avais les jambes qui tremblaient de désir quand j'allais le retrouver. Tu as connu ça ?*»

Marguerite se nourrit des discussions passionnées au sein du phalanstère de la rue Saint-Benoît où s'entrecroisent plusieurs cercles intellectuels et amicaux. Elle fait la cuisine pour tout le monde, saute de joie quand elle reçoit de sa mère un sac de riz, puis retourne à sa machine à écrire. Edgar Morin, Claude Roy, Maurice Merleau-Ponty, Italo Calvino, Michel Leiris, Georges Bataille, Maurice Nadeau, Jean-Toussaint Desanti, le couple formé par Elio Vittorini et Ginetta Varisco, Louis-René des Forêts, Jean-Pierre Vernant... Tous ont gardé le souvenir des dîners de Marguerite Duras.

Ce clan est sérieusement ébranlé en 1949. Après une réunion de cellule du Parti communiste (PC) dans laquelle elle milite avec son ex-mari et le nouveau, Robert Antelme

et Dionys Mascolo, une conversation de bistrot, au Bonaparte, place Saint-Germain-des-Prés, tourne à la rigolade : le trio raille la rigidité des dirigeants du PC vis-à-vis des artistes et de la vie intellectuelle. Leurs propos sont rapportés à des caciques du parti. S'ensuit un psychodrame avec «*procès*», exclusion-démission.

Tournant vers la sincérité

La brave et zélée militante Duras, qui vend *L'Humanité* dans la rue, est accusée par le PC d'avoir des mœurs légères et de fréquenter «*des boîtes de nuit du quartier de Saint-Germain-des-Prés, où règne la corruption politique, intellectuelle et morale, que condamnent vigoureusement et à juste titre la population laborieuse et les intellectuels honnêtes*»



L'écrivaine Marguerite Duras, chez elle, à Paris, en 1955. STUDIO LIPNITZKI/ROGER-VIOLETT

Duras, écrivaine idolâtrée ou vilipendée

Marguerite Duras, l'éternelle mythologie – 4/6 – Impitoyable avec ses contemporains, qui le lui rendent bien, l'autrice développe un univers énigmatique dominé par l'amour. Ses admirateurs vénèrent un style que moquent ses détracteurs



La directrice de la photographie Caroline Champetier et l'écrivaine Marguerite Duras, sur le tournage du film « Ecrire », de Benoît Jacquot, à Neauphle-le-Château (Yvelines), en 1993. HÉLÈNE BAMBERGER/OPALE.PHOTO

de l'arrondissement ». Cette rhétorique la rend folle de rage. « Il faut comprendre une chose, le parti, c'était ma famille, et se faire vivre par sa famille, c'est insupportable », confie-t-elle des années plus tard à l'écrivain Pierre Assouline.

Marguerite prétendra toute sa vie avoir manqué le Goncourt en 1950, pour *Un barrage contre le Pacifique*, parce qu'elle était communiste, ou de gauche. D'une voix, a-t-il été écrit. Le responsable des archives du prix, Sébastien Rembert, lui, est formel : « Marguerite Duras n'est pas citée dans le procès-verbal », ni dans aucun document de la célèbre académie cette année-là. Elle n'est pas dans la course, mais prétend que cet échec fera d'*Un barrage contre le Pacifique* « une expérience épouvantable » pour sa famille.

Duras commence à avoir du succès et des ennemis – le début de la gloire. Avec *Le Square* (Gallimard, 1955), la narration quitte l'autobiographie, devient plus désincarnée. Le style est en place, fait de phrases courtes, distillant une musique répétitive, quasi orale, mais il n'est en rien relâché ou négligé « Quand elle parlait, je l'entendais écrire », dit Isabelle Adjani.

La nouvelle Duras vient aussi de sa liaison avec le journaliste Gérard Jarlot, à partir de 1956. Il ne s'agit pas d'une aventure comme celle qu'elle a connue avec Jacques-Laurent Bost, un auteur proche du clan Sartre-Beauvoir, ancien amant de Simone et prise de guerre que Marguerite embrasse à pleine bouche lors d'un réveillon chez elle, en 1952. Beauvoir se gausse, dans ses lettres à son ami américain Nelson Algren : Bost, écrit-elle, « a sur les bras une sacrée histoire ! Sous la forme d'une femme écrivain du nom de Duras, 36 ans, mi-blanche, mi-indochinoise, pas belle mais pas désagréable ». Quel fiel ! Marguerite met fin à cette liaison d'un an sur ordre de son second époux, Dionys Mascolo.

Gérard Jarlot, lui, est une affaire sérieuse et un grand chagrin d'amour. Le journaliste est un séducteur invétéré, élégant, drôle, cultivé – très menteur – avec lequel Duras plonge dans une liaison torride, sous le signe de la brutalité et de l'alcool. Duras la décrit en ces termes à Xavière Gauthier dans *Les Parleuses* (Editions de Minuit, 1974) : « Une fois, j'ai eu une histoire d'amour. (...) Une expérience érotique très, très, très violente et (...) j'ai traversé une crise qui était... suicidaire (...), ce que je raconte dans Moderato cantabile, cette femme qui veut être tuée, je l'ai vécu... et à partir de là les livres ont changé. » Dans le scénario d'*Hiroshima mon amour*, écrit pour Alain Resnais avec Jarlot, Duras fait dire à son héroïne : « Tu me tues, tu me fais du bien. »

Leur histoire finit mal quand Gérard Jarlot, lauréat du prix Médicis pour *Un chat qui aboie* (Gallimard, 1963), devient le rival de celle qui l'a tant aidé, Marguerite. Il meurt, en 1966, dans les bras d'une femme, à l'hôtel, à deux pas de la rue Saint-Benoît. L'écrivaine ne réussira jamais à terminer le livre qu'elle voulait écrire sur lui, « *L'Homme menti* », mais se réfugie pour de longues années dans sa maison de Neauphle-le-Château, ou dans l'appartement qu'elle a acheté, en 1963, aux Roches noires, à Trouville

(Calvados), pour écrire. On retrouvera bien plus tard l'écho de cette relation violente dans *L'Homme assis dans le couloir* (Editions de Minuit, 1980).

Duras parle de la période Jarlot, intense et douloureuse, comme d'un tournant vers la sincérité. Le style se condense un peu plus, identifiable dès les premières phrases. Son écriture « devient physique, vocale, respiratoire, à la fois silencieuse et tendue. Elle va écrire désormais comme si elle était sous hypnose », confirme Serge July, le patron historique de *Libération* dans son *Dictionnaire amoureux du journalisme* (Plon, 2015).

L'univers durassien est énigmatique, hermétique, unique. Il se fixe dans l'imaginaire longtemps après que les mots ont disparu. C'est un pays qui est partout et nulle part, dans les boucles de la Seine ou dans la majesté du Mékong, dans des paysages d'eau et de lumière où l'on ne voit àme qui vive, dans un port où mugissent à heure fixe les sirènes, dans des forêts si sombres qu'elles sont la peur elle-même. En 1965, le psychiatre et psychanalyste Jacques Lacan explique en quoi le personnage de Lol V. Stein doit nous « ravir » : « Cette figure de blessée, exilée des choses, qu'on n'ose pas toucher, mais qui vous fait sa proie. »

« Sur le rythme du chant »

L'une des exégètes de l'écrivaine, Joëlle Pagès-Pindon, pense que « la langue de Duras est poétique, sur le rythme du chant, avec ses anaphores, ses incantations, ses répétitions ». Dans *Marguerite Duras. L'écriture illimitée* (Ellipses, 2012), l'universitaire parle de l'« automythographie » de Duras, forgée à partir du mot grec *mythos*, qui révèle le monde à travers des récits fondés sur les grands thèmes de l'humanité. Il s'oppose au *logos*, discours rationnel et raisonné. « C'est cyclique. On prend un récit, on le transforme, on le décline, mais il y a toujours des noyaux qui restent. De même chez Homère. Il me semble que Duras fait cela », avance l'ancienne professeure de khâgne.

L'ancien critique du *Monde* René de Cécatty estime que Duras tient dans la littérature française une place majeure. « Il y a chez elle une connaissance des rapports amoureux sans équivalent. Elle a apporté un langage nouveau, plus que Nathalie Sarraute. » Duras a toujours refusé d'être rattachée au Nouveau Roman (Michel Butor, Alain Robbe-Grillet, Nathalie Sarraute, Claude Simon), apparu autour des Editions de Minuit, où elle publie aussi. « Elle ne veut pas en être, mais le premier nom qui s'impose dans la transmission, c'est quand même elle ! », juge Josyane Savigneau, qui a dirigé *Le Monde* des livres. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, elle est l'une des romancières les plus importantes, y compris pour la haine qu'elle a suscitée. Elle est la seule qui a été copiée. On ne parodie que les grands. »

Au point d'être l'un des rares écrivains à avoir suscité un adjectif dérivé de son nom, au XX^e siècle, observe Antoine de Gaudemar, l'ancien chef du cahier Livres de *Libération*. « On dit cêlinien, modianesque, durassien. Je ne sais pas si l'on dira toujours durassien au XXII^e siècle, mais je ne vois pas d'équivalent

aujourd'hui, même Virginie Despentes, pour tant une femme puissante. »

La haine et les sarcasmes sont fortement liés au triomphe de *L'Amant*. Certains ne voient chez Duras qu'emphase ou style abscons, ou même des romans de gare déguisés. Ils moquent ses interventions à la télévision, où plusieurs secondes peuvent s'écouler entre deux phrases courtes et définitives. En 1988, l'écrivain Patrick Rambaud publie, chez Baland, *Virginie Q*, de Marguerite Duraillé, un pastiche à propos duquel sont annoncées une traduction en turc dialectal et une adaptation cinématographique en tamoul. Extraits : « Elle regarde autour d'elle, et elle, elle voit déjà la lumière jaune du Bar des Amis. Il n'y avait que ça à voir, dans l'obscurité, cette lumière-là. Ils restent assis. Ils s'inquiètent longtemps des mots du Patron. De quelles pédales voulait-il signifier la perte ? » Rien, ils n'ont rien vu au Bar des Amis, rien. Même pas qu'ils ont perdu les pédales. Patrick Rambaud récidive, en 1996, avec *Mururoa, mon amour* (JC Lattès).

« C'était la grande prêtresse »

Le Figaro ne dénigre pas systématiquement Duras, mais, en 1992, son critique littéraire, Etienne de Montety, envoie sous pseudonyme, à Gallimard, P.O.L et Minuit, *L'Après-midi de Monsieur Andesmas*, que Duras a publié trente ans auparavant chez Gallimard. Le canular fonctionne à merveille : le manuscrit est refusé partout. Dans un spectacle fameux, l'humoriste Pierre Desproges s'interroge sur *Hiroshima mon amour*. « Pourquoi pas Auschwitz mon loulou ? »

Le meilleur ennemi de Duras reste cependant Philippe Sollers, qui accorde, deux ans après la mort de l'écrivaine, en 1998, un entretien à *L'Événement du jeudi*, dans lequel, après avoir épinglé le « trou noir collaborationniste » de l'écrivaine, son « art de l'emprise, presque de l'intoxication » et sa littérature « de voyance », il a cette conclusion : « Je trouve ses livres forts, hypnotiques. Mais je crois que cela vieillira mal. Les films sont déjà faits sur Hiroshima mon amour. »

Leur rivalité est devenue féroce après la publication de *Femmes*, par Sollers, en 1983. Duras moque dans le magazine *Globe* sa coiffure de moine, en évoquant une marque de fromage. Josyane Savigneau, qui admire Philippe Sollers, apostrophe l'écrivaine : « Marguerite, vous dites des saloperies sur Sollers, mais vous vous trompez de pub, ce n'est pas Belle des champs, c'est Chaussée aux moines ! » Duras rétorque : « Peu importe, il ne faut pas faire de quartier avec les concurrents. » Lors d'une soirée au Musée d'Orsay, consacrée à Marguerite Duras et Nathalie Sarraute, la seconde accepte de lire un texte de la première. Mais quand l'inverse est demandé à Duras, elle répond publiquement : « Moi ? Non. »

« C'était la grande prêtresse, elle déclarait qu'elle était écrivain, qui ne l'était pas », se rappelle René de Cécatty. Sartre ? « Il n'a pas écrit », décreète Duras. Son idolâtrie pour François Mitterrand et son dégoût pour la droite n'arrange rien. En 1988, face à la jour-

naliste de TF1 Luce Perrot, elle raconte un rêve, dans lequel le fondateur du Front national (FN), Jean-Marie Le Pen, est laissé pour mort dans un train par trois Maghrébins qui le balancent par la portière avant d'arriver à Toulouse. C'est le miroir d'un fait réel, où trois militants du FN ont fait de même avec un travailleur immigré. Le ministre de l'intérieur, le très droitier Charles Pasqua, convoque alors gentiment Luce Perrot : « Ah, ma petite Luce, je ne sais pas comment vous remercier ! Passez et repassez Mme Duras à la télévision, s'il vous plaît, cela me fait gagner des voix. »

La façon dont Duras est intervenue à propos de l'affaire Grégory, fait divers au retentissement inouï, joue un rôle important dans la dégradation de son image. Habituellement, le rôle de la scandaleuse lui plaît beaucoup. Cette fois, elle ne comprend pas la tempête qui s'abat sur elle. Le 16 octobre 1984, le corps sans vie d'un petit garçon de 4 ans, Grégory, fils de Christine et Jean-Marie Villemin, est retrouvé dans la Vologne, une rivière des Vosges, un bonnet en laine rabattu sur le visage, les pieds et les mains liés par des cordelettes.

Le directeur de *Libération* d'alors, Serge July, commande à Marguerite Duras, gloire littéraire de 70 ans, coutumière des articles de presse, et fan des « *inform* » qu'elle regarde tous les soirs à 20 heures, une enquête sur Christine Villemin. Sans preuve aucune, le pays tout entier ou presque croit à l'infanticide. La jeune ouvrière est victime de la concurrence délétaire entre police et gendarmerie, d'une campagne médiatique d'une violence inégalée et de l'incompétence d'un juge dépassé. Laurence Lacour le raconte dans un livre très documenté, *Le Bûcher des innocents* (Plon, 1993).

C'est dans une atmosphère de quasi-sorcellerie que Marguerite Duras arrive à Lépanges-sur-Vologne, avec son compagnon, Yann Andréa, qui ne dit mot, et deux journalistes de *Libération* : Eric Favereau, qui les accompagne de Paris, et Denis Robert, correspondant dans la région. Christine Villemin a d'autres préoccupations que de recevoir une écrivaine de Saint-Germain-des-Prés, fût-elle « mondiale ». D'ailleurs, elle n'en a jamais entendu parler. Duras va donc se rabattre sur sa maison – on sait à quel point les lieux parlent à son imaginaire – et sur le juge d'instruction, Jean-Michel Lambert, trop content de la recevoir. Au cours de cet entretien de deux heures, en tête à tête, il lui raconte à peu près n'importe quoi.

Libération publie le long reportage de Duras, le 17 juillet 1985. Il porte un titre passé à la postérité : « Sublime, forcément sublime Christine V. ». L'écrivaine part du postulat que la mère a assassiné son fils. Son texte commence ainsi : « Je ne verrai jamais Christine V. C'est trop tard. Mais j'ai vu le juge qui est certainement le plus près de cette femme. » La première version du texte est refusée par *Libération*. Marguerite est dans la maison et raconte le crime. En voyant ce bâtiment banal, elle s'est écriée, telle un médium : « Le crime a existé ! » La seconde version crée encore un intense débat dans la rédaction, mais Serge July passe outre, ajoutant au reportage un court texte : il publie au nom de la « littérature ».

Duras estime avoir défendu une femme qui a accompli un geste sacrificiel pour se venger de la domination masculine. Le critique littéraire Angelo Rinaldi, qui éreinte régulièrement ses livres dans *L'Express*, accuse « Marguerite D. comme détective » d'avoir placé son ego en guise de plaque mortuaire sur la tombe de Grégory. « Par tradition, ajoute-t-il, quand un écrivain aborde une affaire criminelle, c'est pour défendre un innocent. » Des romancières, féministes pour la plupart, dénoncent aussi le texte paru dans *Libération* : Françoise Mallet-Joris, Régine Deforges, Benoîte Groult, Françoise Sagan, puis l'actrice Simone Signoret...

Personne, en revanche, ne défend Christine Villemin, première victime de cet article, qui sera innocentée par la justice, en 1993. « Duras a défendu Christine, pour qui elle avait beaucoup de tendresse, mais elle se trompe sur sa culpabilité à cause du juge Lambert, assure au *Monde* Laurence Lacour. Si Christine avait accepté de la rencontrer, Duras serait tombée sous son charme. » Cette certitude dit aussi quelque chose de l'écrivaine. ■

BÉATRICE GURREY

Prochain épisode Marguerite Duras fait son cinéma

L'HUMORISTE
PIERRE
DESPROGES
S'INTERROGE SUR
« HIROSHIMA
MON AMOUR ».
« POURQUOI PAS
AUSCHWITZ
MON LOULOU ? »

« God's Not Dead », à la droite de Dieu

Trump Fictions – 4/6 – Donald Trump veille à dorloter les évangéliques blancs, qui, même s'ils représentent un tiers de son électorat, se vivent comme une minorité persécutée. La communauté produit désormais ses propres films édifiants

On peut faire ce qu'on veut, mais vous savez... nous aurons toujours besoin de l'aide du "boss". » Le 15 octobre 2020, à moins de trois semaines de l'élection qui décidera de sa réélection – ou de sa défaite – face à Joe Biden, Donald Trump lance à la foule rassemblée à Greenville (Caroline du Nord) ce message, en pointant l'index droit vers les cieux, déclenchant aussitôt un tonnerre d'acclamations.

Le « grand patron » ? C'est Dieu, naturellement. Et, comme s'il fallait encore appuyer le message, le président en campagne enchaîne : « L'autre jour, quelqu'un m'a dit : "Vous êtes de loin la personne la plus célèbre du monde." J'ai répondu : "Non." Il m'a demandé : "Qui est le plus célèbre ?" J'ai répondu : "Jésus-Christ." »

Après quatre années de mandature électrique, le sortant est en difficulté. Aussi a-t-il décidé de jouer au maximum sa carte maîtresse (ce que veut littéralement dire *trump card* en anglais) : le vote fondamentaliste chrétien. Et le public n'a pas boudé son plaisir dans cette région d'Amérique appelée la « Bible Belt » – la « ceinture de la Bible » –, où la politique ne se conjugue qu'en mode religieux.

En 2020 toujours, mais en Floride cette fois, des leaders évangéliques avaient même fait cercle autour du candidat, qu'on a du mal à croire si dévot, et entonné une prière pour sa victoire. Les images ont fait le tour du monde. Parmi eux, le leader des Newsboys, star du rock chrétien, mais aussi Paula White, la conseillère spirituelle de Trump et de la Maison Blanche pendant son mandat. En campagne, White ira jusqu'à s'essayer au rap pour appeler « les anges africains et sud-américains » à défaire les démons et à accorder la victoire à son champion.

Face à de telles manifestations de soutien, notre rationalité européenne vacille. Le théologien André Gagné a souligné dès 2020, dans *Ces évangéliques derrière Trump. Hégémonie, démonologie et fin du monde* (Labor et Fides), que les opposants à Trump sont bien souvent démunis faute de connaissances de la culture fondamentaliste chrétienne. Ils en restent aux apparences, certes déroutantes, comme quand Paula White a prié en 2020 pour « qu'avortent des grossesses sataniques ».

Guerre culturelle

Ces incompréhensions témoignent on ne peut mieux du fossé culturel traversant le pays : d'un côté, des libéraux se sentant assaillis par l'obscurantisme, de l'autre, des chrétiens se croyant persécutés. Au point que les plus pessimistes ne voient d'autre issue à ce clivage culturel qu'une seconde guerre civile, à l'image du film *Civil War*, d'Alex Garland, sorti en avril.

Une société en « guerre culturelle », c'est justement ce qu'une franchise cinématographique s'emploie à dépeindre depuis 2014. Son titre, *God's Not Dead* (*GnD*) (« Dieu n'est pas mort »), fait référence, plus qu'à Nietzsche, à une célèbre couverture du *Time Magazine* en 1966 : « Is God dead ? » Produit par le studio Pure Flix (rebaptisé Pinnacle Peak Pictures en 2021), qui se voulait le Netflix des croyants, son premier volet a triomphé dans la « Bible Belt », en y engrangeant plus de 60 millions de dollars au box-office.

Pour ce public délaissé par Hollywood depuis les années 1960, la « destinée manifeste » du pays remonte non pas au XIX^e siècle, mais aux Pères pèlerins, les colons du *Mayflower* venus au Nouveau Monde pour échapper aux persécutions et y fonder la nouvelle Jérusalem. Dans *GnD*, leurs descendants endurent une chasse aux sorcières bien plus effroyable que celle menée contre les communistes au temps du maccarthysme. Inscrit à l'université, le jeune héros, Josh (Shane Harper), est harcelé par un professeur de philosophie, Jeffrey Radisson (Kevin Sorbo), qui exige de ses étudiants qu'ils signent une déclaration stipulant que « Dieu est mort ». Odieux mari, infâme enseignant, mais vraie âme en souffrance, ce mauvais maître abuse de sa chaire pour mettre à mal la plus fondamentale des libertés américaines : celle de croire.



Des soutiens afro-américains de Donald Trump prient pour lui à la fin d'une rencontre à la Maison Blanche, à Washington, le 27 février 2020. CHIP SOMODEVILLA/GETTY IMAGES VIA AFP



Dans « God's Not Dead » (Harold Cronk, 2014), le révérend Dave (David A. R. White, au sol), face à l'odieux professeur athée Jeffrey Radisson (Kevin Sorbo). COLL. PROD DB © PURE FLIX PRODUCTIONS-RED ENTERTAINMENT GROUP/DR

Le film se prétend un tableau lucide de la situation dans les universités du pays. Il pourrait l'être, pour qui trouve contestable le fait que leur religion ne soit pas enseignée au même titre que la science. C'est, selon eux, le fruit d'une idéologie, celle des années 1960 en somme, quand la majorité blanche a entamé son déclin démographique relatif et que s'est instillé le poison de la déchristianisation.

Dans *GnD*, la science est rappelée à ses limites, au mystère de la vie qu'elle s'avère bien incapable d'élucider. Au nom de quoi alors prétendre l'imposer ? Pourquoi la foi qui offre, elle, une explication des finalités ultimes n'aurait-elle pas droit de cité à l'université ? A sa façon, *GnD* ferraille avec Bertrand Russell (1872-1970), critique honni des Eglises, et le Freud de *L'Avenir d'une illusion* (1929).

A l'écran, les chrétiens sont drôles, cool même. Ils vivent avec leur temps, par smartphones et réseaux sociaux interposés, écoutent du rock et restent humbles et exemplaires au point d'évangéliser sans peine. A contrario, ils suscitent la haine des esprits possédés par le démon, comme le jeune étudiant jaloux du troisième épisode, ou même Eric Harris et Dylan Klebold, les auteurs du massacre de Columbine en 1999, présentés dans *I'm Not Ashamed* (2016), autre production Pure Flix, comme de purs produits du sécularisme.

Dans cette Amérique fictive, où tout le monde adhère à la même foi, il n'y a pas de ra-

EN 2016, TRUMP PROMET QUE, SOUS SA PRÉSIDENTE, « LA CHRÉTIENTÉ AURA LE POUVOIR »

cisme ni aucun trouble dans le genre – la question n'est pas même effleurée dans la saga. En somme, si les Etats-Unis cessaient d'être l'équivalent de la Chine communiste, la foi chrétienne s'y imposerait sans peine et les conversions seraient innombrables. C'est le cas avec un jeune étudiant chinois exalté, une musulmane apostate, rejetée par les siens car touchée par la grâce, ou encore avec ce pasteur africain qui devient l'ami du révérend Dave.

La star des quatre volets de *God's Not Dead*, c'est lui. Célibataire à la fois faillible et inébranlable (quoique le troisième volet lui offre la possibilité d'une romance avec une paroissienne fort émancipée), le révérend endure les pires attaques, et les pires drames, pour la simple raison qu'il veut faire valoir le respect de la Constitution du pays, qui, est-il incensamment rappelé, repose avant tout sur la foi en Dieu et la Bible.

Si les Etats-Unis sont en crise, c'est parce que la loi morale n'est plus l'autorité suprême, plaide le révérend Dave. Dans le quatrième volet, il se rend à Washington, à la manière du James Stewart de *Monsieur Smith au Sénat* (Frank Capra, 1939), pour y défendre le droit absolu des parents à éduquer leurs enfants selon leurs préceptes. Quitte à ce qu'ils n'entendent jamais parler de Darwin, puisque la théorie de l'évolution est hérétique. Au nom de quoi une raison limitée et erronée devrait-elle s'imposer à leur foi ?

Le révérend Dave est incarné à l'écran par l'acteur David A. R. White (qui n'a pas donné suite aux sollicitations du *Monde* pour cet article). Après des années d'errance à Hollywood, Dieu lui a intimé l'ordre de mettre son art à son service, ainsi que White le raconte dans son autobiographie, *Between Heaven and Hollywood. Chasing Your God-Given Dream* (« entre le paradis et Hollywood, à la poursuite du rêve que Dieu t'a donné »). C'est alors qu'il a cofondé Pure Flix en 2005, s'emparant avec ses associés d'un marché laissé en friche par les studios.

Avant eux, Mel Gibson venait de prouver, avec le succès retentissant de sa *Passion du Christ* (2004), que la culture chrétienne aux Etats-Unis demeure vivace. Moins en matière numérique que de ferveur : selon Gallup, 68 % des adultes se déclarent chrétiens aux Etats-Unis en 2022, contre 91 % en 1948. Le déclin est donc rapide et le multiculturalisme devenu une réalité. Mais plus le christianisme recule, plus il se radicalise et se réfugie dans le fondamentalisme.

Ici, le concept-clé est celui de « guerre culturelle », qui imprègne *God's Not Dead* et toutes les productions de Pinnacle Peak, distribuées en France par la société Saje (qui n'a pas donné suite aux sollicitations du *Monde*). L'objectif est ouvertement d'instaurer une théocratie en empruntant habilement des éléments de langage de la défense des minorités.

En anticipant sur la bascule démographique en cours, les chrétiens blancs de *GnD* se vivent comme une communauté forcée à renoncer à son identité par une « autre Amérique » tyrannique. Si tout universel et toute majorité sont une domination, pour ne pas dire une oppression, au nom de quoi la société séculaire imposerait-elle aux intégristes chrétiens de se plier à leurs valeurs ?

Hierarchie des légitimités

Pinnacle Peak privilégie des personnages jeunes, empreints d'une posture séduisante de rebelles. Fini, l'imagerie réac, tout chrétien est en butte à une société injuste et sa cause est sanctifiée par la résurrection du Christ. L'existence n'est pas absurde, l'histoire a un sens, celui du retour imminent du Messie. Le titre de la franchise, « Dieu n'est pas mort », est en soi un programme politique.

Pour cette Amérique à la fois intégriste et sincère, là est tout l'enjeu de l'élection présidentielle à venir. Le « vote *GnD* » sera un des éléments déterminants dans les Etats-clés (les fameux *swing states*) du scrutin de novembre prochain. Dans des Etats de la « Bible Belt » comme la Géorgie et la Caroline du Nord, il va de soi. Mais pas seulement. Le vote des chrétiens radicaux peut être crucial, « y compris dans des Etats où ils sont très minoritaires, comme le Wisconsin ou le Michigan », ainsi que le souligne Robert P. Jones, président du Public Religion Research Institute.

Les évangéliques blancs (*white evangelicals*) représentent 14 % de la population américaine en 2024, contre 25 % il y a un quart de siècle. Contrairement à la fable multiraciale dispensée par *GnD*, les évangéliques sont tout sauf une force politique unie, écartelés qu'ils sont entre les *white evangelicals* (majoritairement trumpistes) et les *black evangelicals* (majoritairement démocrates).

Même en recul, les évangéliques blancs se mobilisent davantage que la moyenne de la population et, à ce titre, ils représentent 19 % des électeurs, soit un tiers des électeurs républicains. Dans ces conditions, on comprend mieux que Donald Trump leur donne tous les gages, comme en 2016, à Sioux Center dans l'Iowa, quand il leur a promis que la Maison Blanche, sous sa présidence, serait mise au service de la chrétienté (« *Christianity will have power* »).

C'est ce qu'il fallait entendre aussi, en juillet 2018, quand il s'en était pris à un amendement de son prédécesseur Lyndon B. Johnson (1963-1969) encadrant les manifestations de la foi à l'école. « *En Amérique, nous n'adorons pas le gouvernement, nous adorons Dieu.* » Cette hiérarchie des légitimités ouvre le champ des possibles au lendemain du 5 novembre prochain. Quelle que soit l'issue du scrutin, deux choses sont acquises : alors que Mel Gibson a annoncé la suite *The Passion of the Christ. Resurrection*, un cinquième opus de la saga *GnD* est en gestation. Le révérend Dave n'a pas fini de hanter les allées du pouvoir. ■

JULIEN LAROCHE-JOUBERT

Prochain épisode Chuck Norris, opérations coup de poing

ROGER CAILLOIS
VU PAR MARA GOYET – 4/6



MAYEULE GUESPEREAU

Les pois sauteurs de la discorde

Au début des années 1970, le magazine *Pif Gadget* fit découvrir aux enfants l'existence des pois sauteurs, surnommés « pifitos ». Il s'agissait de graines qui se mettaient soudain à sauter, de manière imprévisible et totalement surprenante. En réalité, ces petits bonds étaient provoqués par des larves de papillon qui se développaient dans la graine et la faisaient ainsi bouger.

Pif importa du Mexique dix millions de pois sauteurs et renouvellera l'expérience en 1988 et en 2005. Aujourd'hui, entre possesseurs de coutelas de Rahan, adulateurs de « pifises » et de « pifitos », nous formons une vaste communauté invisible et paisible. Sans toujours savoir que ces illustres pois furent à l'origine, bien des années plus tôt, d'une brouille entre Roger Caillois et André Breton.

Etre l'objet du courroux du grand sur-réaliste ne relève pas de l'exploit : Desnos, Prévert, Aragon, Bataille et bien d'autres y parvinrent aisément, pour divers motifs. Lacan, lui, fut mis au ban pour s'être marié à l'église : Breton déchira, en public, son faire-part puis envoya les morceaux au futur marié.

Compagnonnage surréaliste

Avec Caillois, la rupture survint en 1934, dans un café, devant le spectacle bondissant de ces fameux pois. L'historien d'art René Huyghe décrit ainsi la scène : « Ces graines agitées et tressautantes tranchaient sur l'habituel paisible de cette légumineuse et excitèrent en André Breton un sens du mystère, un délire, toujours avides de s'exercer. Il s'extasia sur le prodige. Il fut seul. »

Car, dit Huyghe en s'adressant à Caillois, « votre rigueur intraitable s'insurgea, exigea qu'on ouvrit le corps du miracle, afin d'en trouver l'explication, que vous soupçonniez être un insecte ou un ver prisonnier à l'intérieur. Breton s'interposa, cria au sacrilège, fulmina l'anathème contre l'exterminateur de mythes que vous prétendiez devenir ». Ce sera la fin du compagnonnage surréaliste de Caillois.

On peut trouver le motif futile. On est pourtant au cœur de l'entreprise intellectuelle de Caillois qui ne souhaite pas s'enivrer du mystère mais le comprendre : « L'irrationnel soit, mais j'y veux d'abord la cohérence », écrit-il dans sa lettre de rupture. Caillois est un héritier des hommes de la Renaissance, des Lumières, il voue un culte à la raison, à l'analyse. Il décortique, compare, ausculte et démonte tout ou presque. Il se méfie des « escroqueries » de la littérature, des « supercheries » de la poésie, des facilités de l'occultisme.

Ce qui ne l'empêche pas, bien au contraire, et c'est peut-être pour cela qu'il peut sembler déroutant, d'être fasciné par les masques, la magie, les rituels, le vertige. Ce qu'il refuse, c'est de tomber dans une forme d'« hédonisme intellectuel ». Ce qu'il souhaite, lui, c'est lancer des ponts entre la raison et l'imagination, partir en quête de l'unité, des cohérences aventureuses du monde. Il croit en la force d'une « raison créative », se rapprochant ainsi de Bachelard.

Et de *Pif* : Caillois, « Glop-glop ! ».

MARA GOYET,
ÉCRIVAIN

Prochain épisode Par la grâce du mousqueton

Chamanisme made in France

Nouvelles spiritualités des jeunes – 4/6 – Entrer en transe, boire de l'ayahuasca... Sous nos latitudes, les néochamans séduisent une jeunesse désireuse d'explorer son inconscient et d'interroger son rapport au vivant. Non sans danger



CHRISTELLE ENAUT

Allongées sur le sol, les yeux bandés, une trentaine de personnes respirent à l'unisson. Elles gonflent leur poitrine puis expulsent l'air vigoureusement, portées par des mélodies intenses, ponctuées de rythmes tribaux. L'atmosphère se charge d'encens et d'émotions. Quelques mains se crispent, des jambes sursautent, des corps tremblent. Larmes et sanglots se mêlent aux éclats de rire. Des cris résonnent dans la salle, dont un lancinant : « Je t'aime ! »

Cet exercice de respiration chamannique s'est tenu au printemps, en banlieue de Lyon, dans un grand loft industriel. « En modulant le souffle jusqu'à l'hyperventilation, le cerveau bascule en mode sommeil, sauf qu'on est réveillé », note Charlotte Hoefman. Sourire serene et cheveux bruns, la jeune femme de 32 ans anime des retraites qui combinent yoga, chant de mantras et techniques chamaniques comme la respiration ou le voyage au tambour. Des « outils » découverts dans sa vingtaine, à la suite du décès brutal de son père. Fraîchement diplômée de Sciences Po Lyon, Charlotte Hoefman entre alors en état de sidération. Pendant six mois, elle est clouée au lit. Puis achète un aller simple pour le Népal et voyage deux ans durant. Elle gravit des sommets de 5 000 mètres, découvre le yoga en Inde et le chamanisme en Mongolie, où elle entre en transe, portée par le son du tambour. « Mes mâchoires claquaient, mes paupières se sont réveillées, j'ai pris peur. Plus tard seulement j'ai appris que certains sons nous font basculer dans un état modifié de conscience, un sujet qui fait l'objet d'investigations scientifiques. Ça m'a rassurée et passionnée. »

Pourtant, dans ses stages comme sur les réseaux sociaux, où elle a plus de cent mille abonnés, Charlotte Hoefman évite les références au chamanisme, parlant de « réveil des consciences ». « Je fais du chamanisme sans le dire. Prononcer ce terme, c'est susciter tout un tas de projections. Les uns s'attendent à entrer en transe, les autres à voir leur animal totem, d'autres encore à prendre des psychotropes. Le chamanisme est galvaudé. »

Cercles de tambours, festivals, huttes de sudation – une sorte de sauna amé-

rindien qui permettrait de communiquer avec les esprits –, le chamanisme se déploie en France sous de multiples visages. « Les apprentis chamans ont des parcours variés », constate l'anthropologue indépendante Laetitia Merli. Ils choisissent la tradition qui leur correspond le mieux, ils bricolent leur propre spiritualité. » L'engouement pour le chamanisme, un terme vernaculaire d'origine sibérienne, remonte aux années 1960. Une nouvelle génération d'anthropologues se rend alors en Amérique centrale et du Sud, « portée par l'idée que l'homme pourrait se régénérer au contact de ces populations soi-disant primitives, renouer avec quelque chose que nous aurions perdu avec les processus d'urbanisation, de sécularisation et d'industrialisation », retrace l'anthropologue David Dupuis, rattaché à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux.

Crise sociale et écologique

Aujourd'hui, c'est dans un contexte de crise sociale et écologique que les jeunes s'intéressent au chamanisme, perçu comme l'expérience religieuse originelle. « Le chamanisme renvoie à un envers de la modernité occidentale, en ce qui concerne la santé mais aussi notre rapport au vivant », poursuit David Dupuis, également commissaire de « Visions chamaniques », au Musée du quai Branly. L'exposition, qui s'est terminée en mai, présentait un panorama des images visionnaires induites par l'ayahuasca.

Ce breuvage hallucinogène, popularisé par la Beat generation des années 1960, reste une des principales portes d'entrée du chamanisme. Selon un rapport de l'International Center for Ethnobotanical Education, Research and Service, 4 millions d'individus en auraient consommé au moins une fois dans leur vie. Seulement 10 %

d'entre eux appartiennent à des groupes indigènes. La consommation de cette plante chargée en diméthyltryptamine, une molécule psychotrope rebaptisée « molécule de Dieu », est un phénomène de plus en plus répandu dans le monde occidental. En Europe, les retraites avec prise d'ayahuasca, substance illégale en France, se multiplient.

Cyrille, 44 ans, psychopraticien spécialisé en hypnose, en consomme régulièrement en Belgique. Le rituel dure une nuitée, témoigne le psychothérapeute : « Il n'y a aucune proposition de système de croyances. Chacun vient avec son monde psychique et ses intentions. Pour moi, c'est de la psychothérapie induite par des agents pharmacologiques. »

Balthazar Benadon, 33 ans, a découvert la plante aux résonances mystiques en 2016, en Espagne : « Je travaillais comme agent immobilier à Paris, avec l'impression d'avoir capitulé face aux pressions sociales. L'ayahuasca a réveillé un feu sacré en moi, l'inspiration fondamentale qu'on peut avoir à habiter dans le monde. » Depuis, le trentenaire a déménagé au Pays basque. Il propose des retraites dans des pays à la législation plus souple : « Parmi les personnes que j'accompagne, certaines en parlent à leur médecin généraliste. C'est la mode. » Trop peut-être, met en garde Zoë Hababou, cofondatrice de l'association Decriminalize Nature France, un mouvement de sensibilisation à la valeur des substances psychédéliques : « On paie plusieurs centaines d'euros pour prendre de l'ayahuasca le week-end, puis retourner au travail le lundi, dans une optique consumériste. Les soi-disant chamans qui encadrent la prise du breuvage n'ont souvent aucune compétence. »

La Miviludes, qui a traité cinquante-neuf saisines sur le chamanisme pour

l'année 2021, appelle à la vigilance. Sur son site, on lit que la consommation d'ayahuasca « dans le cadre de "stages" dont les intervenants n'ont reçu aucune formation médicale sérieuse peut être d'une efficacité redoutable dans le processus d'emprise mentale exercé par un gourou sur ses adeptes ».

« Expériences radicales »

Certaines retraites associent l'ayahuasca à *Bufo alvarius*, un crapaud originaire du désert de Sonora, au Mexique, dont le « venin » – en fait, un mucus toxique – provoquerait une extase spirituelle : « On fume le liquide dans des pipes en verre, on s'écroule au bout de deux secondes tellement c'est fort. Il faut faire attention à ces expériences radicales », avertit Zoë Hababou. L'autrice d'une série d'ouvrages sur la médecine amazonienne a participé à une centaine de cérémonies d'ayahuasca. Elle conseille ceux qui souhaitent en consommer dans les règles de l'art : « En retraite dans la jungle, on suit un régime qui exclut le sel, le sucre, la viande, les laitages et les relations sociales. »

Répandu en Amazonie, mais aussi de plus en plus en Mongolie, autre berceau du chamanisme, le tourisme chamanique fait évoluer les coutumes locales. « Les autochtones n'utilisent plus l'ayahuasca pour convoquer les esprits du gibier, mais pour soigner le burn-out ou la dépression », relate David Dupuis. Là où le chamanisme tisse des relations avec des êtres invisibles, le néochamanisme, plus narcissique, mobilise l'ayahuasca pour mieux se connaître soi-même : « On peut voir y voir une dégradation d'une pratique ancestrale, critiquer une forme d'appropriation culturelle. Mais il s'agit aussi d'un laboratoire d'élaboration de nouvelles pratiques thérapeutiques et spirituelles », explique l'anthropologue.

Loin de s'opposer, usages chamaniques et préoccupations occidentales peuvent se conjuguer. A terme, Charlotte Hoefman envisage de proposer des retraites au Pérou. Elle se remémore sa propre prise d'ayahuasca comme le moment « le plus intense de [s]on existence » : « D'un seul coup, j'ai ouvert les yeux et perçu les choses avec une autre clarté. »

MARGHERITA NASI

Prochain épisode Jeûner en paix

« LES APPRENTIS CHAMANS ONT DES PARCOURS VARIÉS ET BRICOLENT LEUR PROPRE SPIRITUALITÉ »

LAETITIA MERLI
anthropologue indépendante

Les ondes de choc du fait divers avec « Roberto Zucco »

Les batailles du théâtre – 4/6 – Inspirée par un tueur en série italien, la pièce de Bernard-Marie Koltès créée en 1991 ouvre le champ à une question obsédante : comment traiter d’histoires vraies sans occulter la douleur des victimes et des survivants ?



Roberto Succo, sur le toit de la prison de Trévise (Italie), en mars 1988. SIPA

Les avis de recherche dans le métro sont rarissimes. Bernard-Marie Koltès en voit un, placardé à la station Anvers, à Paris, en février 1988. Il s’arrête, regarde. Une grande affiche, avec une photo en noir et blanc. Pas très nette. Le visage d’un jeune homme au regard pénétrant, insaisissable. Le texte précise qu’il est recherché pour le meurtre d’un inspecteur principal et pour la tentative d’assassinat d’un inspecteur divisionnaire. Il y a aussi son signalement, mais pas son nom : la police ne le connaît pas. Que se passe-t-il dans la tête de Koltès quand il voit cette affiche ? « *Je ne sais pas* », dira-t-il. Quelques semaines plus tard, alors qu’il regarde les informations à la télévision, il voit de nouveau le jeune homme. Filmé à Trévise, en Italie, sur le toit d’une prison, d’où il nargue et insulte journalistes et policiers. Il se déshabille, montre ses muscles, prend des poses de culturiste. Et le voilà qui saute, en direct. Il tombe dans le vide. Cette fois, Bernard-Marie Koltès sait. Il écrira une pièce. Vite. Il est pressé, il a le sida. Il demande à ses amis de chercher de la documentation. Il y en a peu. Quelques coupures dans *Libération* sur la cavale d’un « tueur fou ». Les quelques minutes vues à la télévision. Il faudra du temps pour que soit levée l’énigme du meurtrier recherché par toutes les polices d’Europe. Il s’appelle Roberto Succo. Né en avril 1962, à Mestre, près de Venise, il est le fils unique d’un père policier et d’une mère tricoteuse. Le 8 avril 1981, il les tue. Roberto Succo a 19 ans. Il s’enfuit. Arrêté trois jours plus tard, déclaré schizophrène par les psychiatres, il n’est pas jugé parce que « *incapable d’entendre et de vouloir* », selon la justice italienne, mais condamné à dix ans d’internement dans un hôpital psychiatrique. Il passe le bac et obtient, en 1985, un régime de semi-liberté pour suivre des études de géologie. Il doit rentrer tous les soirs, devrait être accompagné, mais on lui fait confiance. Un jour, il ne rentre pas. Le 17 mai 1986, Roberto Succo commence sa cavale. Il part pour Toulon, vit de vols et

de petits boulots. Il va souvent en Savoie. Le 3 avril 1987, près d’Aix-les-Bains, il tue le policier André Castillo et s’enfuit avec l’arme de ce dernier. Le 27 avril, une jeune femme, France Vu-Dinh, disparaît au bord du lac d’Annecy. Son corps ne sera jamais retrouvé. Le même jour, un médecin de 27 ans, Michel Astoul, disparaît près de Sisteron. Son corps décomposé est retrouvé près de Chambéry. Il a été abattu avec l’arme d’André Castillo. Le 27 octobre, Succo viole et tue Claudine Duchosal, 40 ans, au bord du lac d’Annecy. Le 28 janvier 1988, il abat l’inspecteur Morand, à Toulon. Et ce, sans compter d’autres violences et agressions, sur l’axe Toulon-Savoie-Suisse, pays où il se réfugie un moment. La police aura beaucoup de mal à relier ces meurtres, viols et disparitions, et à en trouver le nom de l’auteur : pendant ses deux ans de cavale, Roberto Succo réussit à vivre sans autre identité que les surnoms qu’on lui attribue, « l’homme au treillis » ou « l’assassin de la pleine lune », et les prénoms qu’il se donne : Kurt, Fred ou André.

Démagogie et récupération

En voyant l’avis de recherche, une adolescente de 16 ans reconnaît l’homme qu’elle a fréquenté pendant un an. Son témoignage permet d’identifier Roberto Succo, qui est arrêté à Trévise, en Italie, le 28 février 1988. C’est là qu’on le voit filmé sur le toit de la prison. Après sa chute, on le croit mort. Il est blessé. Transféré dans la prison de Livourne, il se suicide le 9 mai 1988. Il a 26 ans.

Bernard-Marie Koltès ne cherche pas la vérité sur Roberto Succo, il s’en inspire pour construire un personnage. « *Pour moi, expliquera-t-il, Succo est un mythe (...). Le meurtre, chez lui, est un non-sens. Il suffit d’un petit déraillement, d’une chose qui est un peu comme l’épilepsie chez Dostoïevski : un petit déclenchement, et hop, c’est fini.* » Koltès garde des éléments disparates de la vie de Succo : le meurtre de la mère, l’assassinat d’un policier, l’histoire d’amour avec l’adolescente. Il puise également dans le drame de Gladbeck : en août 1988, en République fédérale allemande, deux gangsters qui avaient braqué une banque furent fil-

més en direct par les télévisions, pendant les deux jours de leur cavale avec prises d’otages. Koltès rencontre aussi une journaliste, Pascale Froment, qui mène une enquête sur Succo – il en naîtra un excellent livre, *Je te tue. Histoire vraie de Roberto Succo. Assassin sans raison* (Gallimard, 1991).

Koltès intitule sa pièce *Roberto Zucco*, avec un Z, et non un S. Il ne la verra pas jouée. Il meurt le 15 avril 1989. La création mondiale a lieu juste un an plus tard, à Berlin, dans une mise en scène de Peter Stein. En France, la pièce est produite en 1991, au Théâtre national populaire (TNP) de Villeurbanne (Métropole de Lyon), dans une mise en scène de Bruno Boëglin. Le spectacle est ensuite joué à Nice. Il est prévu le 8 et le 9 janvier 1992, à la Maison de la culture de Chambéry. C’est là qu’éclate l’affaire. Elle commence des semaines avant ces dates, et oppose la liberté de création au respect de la vie privée – en l’occurrence la douleur des familles des victimes. C’est ce point sensible que met en avant la veuve de Michel Castillo, le policier tué près d’Aix-les-Bains. Pour elle, c’est trop tôt et trop près : quatre ans à peine séparent les meurtres commis par Succo dans la région, dont Chambéry est le centre.

Dominique Jambon, le directeur de la Maison de la culture, souligne que son « *premier souci est de respecter la douleur des familles* » tout en rappelant qu’« *il n’y a aucune glorification d’un assassin* » dans la pièce. Pourtant les médiations tournent à l’aigre. Les prises de position caricaturales prennent le pas sur le débat éthique. Les syndicats de policiers embraient. Le plus violent, l’Union des syndicats catégoriels de la police, demande « *l’interdiction pure et simple de la pièce* », qui « *fait offense à un collègue tué* ».

A Chambéry, l’ambiance est irrespirable avec son lot de démagogie, récupération, manipulation, surenchère... Le conseil d’administration de la Maison de la culture reçoit des appels anonymes et même des menaces de mort. Une pétition contre le spectacle est signée par 1700 personnes, dans une ville de 55 000 habitants alors. La veuve de Michel Castillo annonce qu’elle viendra le soir de la première devant le théâtre, avec ses filles.

« POUR MOI, SUCCO EST UN MYTHE (...). LE MEURTRE, CHEZ LUI, EST UN NON-SENS »

BERNARD-MARIE KOLTÈS
auteur de la pièce « Roberto Zucco »

Louis Besson, maire socialiste de Chambéry, exclut de faire intervenir la police pour protéger les représentations, que Dominique Jambon décide finalement d’annuler.

Ce n’est pas fini. La représentation à Paris de *Roberto Zucco*, prévue du 5 au 29 février 1992, déclenche une tempête médiatique. La pièce doit être jouée au Théâtre de la Ville, qui appartient à la municipalité. Jacques Chirac, alors maire, et Gérard Violette, le directeur du théâtre, se rencontrent longuement, le 7 janvier, pour évoquer l’affaire de Chambéry. Il n’est pas question d’interdire la pièce, mais, deux jours plus tard, Roger Planchon, le directeur du TNP, où *Roberto Zucco* a été créé une bonne année plus tôt, signe une tribune salée dans *Le Monde*, dans laquelle il estime que les représentations sont déjà menacées par une « *mafia* » de policiers agissant dans l’ombre.

La machine médiatique s’emballe, les enjeux politiques entre la gauche au pouvoir et la droite dominant la Mairie de Paris exacerbent le débat sur la liberté de création. Les communiqués et tribunes remplissent les pages culturelles des journaux, et finalement s’éteignent. Bruno Boëglin rappelle dans *Libération* que Patrice Chéreau, qui avait rendu Koltès célèbre en créant ses pièces précédentes, qualifiait celle-ci de scandaleuse, avant d’ajouter : « *Ce mot peut être beau et fort, il faut l’expliquer davantage.* »

« Théâtre de la catharsis »

Trente ans plus tard, le sujet n’est pas épuisé. Au contraire, il rebondit, avec un théâtre qui aime toujours plus s’emparer du quotidien des gens et de faits divers récents : comment les mettre en scène en tenant compte de ceux qui les vivent, ou de leur entourage ? Le Français Mohamed El Khatib et le Suisse Milo Rau s’intéressent particulièrement à ces questions. Formés à la sociologie, marqués par Pierre Bourdieu, ils pratiquent un théâtre qui puise dans le réel. Pas celui que l’on est habitué à voir sur scène ; celui, plus invisibilisé, des vies anonymes ou des violences subies par des citoyens lambda dans l’Europe d’aujourd’hui. Et ils se donnent des règles pour l’aborder, la première étant de ne pas se réfugier dans la solitude de l’auteur.

Qu’il mette en scène une femme de ménage, dans *Moi, Corinne Dadat* (2015), des supporters du club de foot de Lens, dans *Stadium* (2017), des enfants de parents séparés, dans *La Dispute* (2019), des parents ayant perdu un enfant, dans *C’est la vie* (2017), ou l’amour dans les Ehpad, dans *La Vie secrète des vieux*, présentée, en juillet, au Festival d’Avignon, Mohamed El Khatib écrit toujours à partir de témoignages qu’il fait valider par leurs auteurs, lesquels, sauf rares exceptions, viennent jouer leur propre rôle sur le plateau.

Désacraliser le geste artistique, remettre en question la notion de bon goût, changer le regard : tel est le credo de Mohamed El Khatib, qui se défend d’instrumentaliser les gens : « *Je fais en sorte, au contraire, que chaque spectacle soit une œuvre d’émancipation, qu’elle suscite du désir chez ceux qui sont en scène. Qu’ils puissent se dire : oui, c’est possible. J’ai besoin de sentir qu’on fait presque œuvre d’utilité publique.* »

Milo Rau, lui, revendique un « *théâtre de la catharsis* ». Il n’a pas froid aux yeux. Dans *Five Easy Pieces* (2018), il dirige des enfants qui rejouent l’affaire Dutroux. Dans *La Reprise* (2018), il reconstitue le meurtre homophobe d’Ihsane Jarfi, commis près de Liège (Belgique), en avril 2012. Dans *Famille* (2020), une vraie famille, deux comédiens et leurs deux filles adolescentes, passe une soirée sans histoires, et se pend à la fin, comme le fit une famille, près de Calais (Pas-de-Calais), en 2007. Dans la dernière pièce en date, *Les Enfants de Médée* (2024), des enfants jouent les quatre filles et le fils de Geneviève Lhermitte, que leur mère a égorgés en 2007...

Pour Milo Rau, le fait divers est à notre siècle ce que la tragédie fut pour la Grèce antique : il naît du hasard, comme ce hasard fou qui fit se rencontrer Œdipe et son père. Mais il ne se passe plus sous le regard des dieux : « *Dans notre époque d’extrêmes solitudes, il se passe sous le regard du public.* » Et avec l’accord des familles des victimes. Milo Rau ne fait pas de spectacle sans les prévenir, et il les associe au travail. Il arrive que ses pièces soient interdites. *Famille* l’a été aux États-Unis, au motif qu’elle peut inciter au suicide, *La Reprise* au Brésil, par certains maires proches de l’ex-président Jair Bolsonaro.

Cela ne modifie pas la ligne suivie par Milo Rau : « *Quelque chose a beaucoup changé depuis Koltès et Roberto Zucco, explique-t-il. L’approche est devenue beaucoup plus collective. A l’époque, un auteur pouvait écrire seul, et laisser éclater le scandale. Aujourd’hui aussi il y a des scandales, mais on les affronte ensemble, avec les victimes et leurs proches.* » ■

BRIGITTE SALINO

Prochain épisode Depuis « *Hernani* », deux siècles de révolutions dramaturgiques

Rama Yade

On aimerait que Paris gagne la médaille de l'accessibilité

L'ancienne secrétaire d'Etat souhaite qu'au-delà de l'excellence sportive, les Jeux paralympiques de Paris 2024 permettent aussi de combler le retard français face au handicap

Les Jeux olympiques reflètent à la fois l'état d'une société et la manière dont elle se présente au reste du monde. Les Jeux paralympiques n'échappent pas à cette double vocation. Toutefois, à la différence des autres athlètes, les paraspportifs continuent d'évoluer dans un environnement hostile.

Alors que Paris accueille la XVII^e édition des Jeux paralympiques d'été pour la première fois de son histoire, les 237 athlètes français sont déterminés à entrer dans le top 8 des nations, sous la direction d'Alexis Hanquingant ou de Nantenin Keïta. Du côté des organisateurs, on espère la même ambition, du public la même ferveur. De la place de la Concorde au Stade de France en passant par le Grand Palais, Paris (et sa région), avec Thomas Jolly aux manettes, continuera à être sublimée aux yeux du monde. Incontestablement, la vitrine paralympique est cruciale pour améliorer la représentation du handicap.

Derrière la « magie des Jeux », que de désillusions pourtant ! Elle ne fera pas oublier à ces sportifs, ainsi qu'aux non-sportifs, ces 12 millions de Français à mobilité réduite, leurs accompagnateurs et guides, leurs familles, qu'être handicapé en France est un parcours du combattant. Au-delà des « parenthèses enchantées », il y a une société française et son rapport au handicap. Toujours se pose la question de l'accessibilité des 350 000 visiteurs en situation de handicap. Stations de métro, quais, ascenseurs, Paris et la région Ile-de-France sont une épreuve pour la mobilité des personnes en situation de handicap et/ou à mobilité réduite.

Ce retard français est le reflet d'une société qui n'accorde pas au handicap la place qu'elle devrait malgré la loi nationale de 2005 et la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées de 2008.

« Modèle d'intégration »

Qu'il s'agisse de l'école, de l'accès aux infrastructures ou de l'emploi, les personnes handicapées sont les plus discriminées de France ! Selon le rapport 2023 du Défenseur des droits, le handicap occupe la première place (21 %) des saisines qui lui sont adressées, avant l'origine (13 %) et la santé (9 %). En Europe, la France se distingue par ses retards chroniques dans l'application de la directive européenne du 28 juin 2019 pour l'adaptation des services tels que la téléphonie, le commerce en ligne ou les services bancaires.

Dans le sport, malgré un budget de 17 millions d'euros accordé notamment à la Fédération française handisport et à la Fédération française du sport adapté en 2021, les paraspports restent confrontés à des défis qui ont attiré l'atten-



LES GRANDS ÉVÉNEMENTS PARASPORTIFS DEVRAIENT ÊTRE INTÉGRÉS DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE

tion de la Cour des comptes. Dans une lettre adressée au ministère des sports et des Jeux olympiques et paralympiques d'Amélie Oudéa-Castéra, l'institution de la rue Cambon recommandait, en juin 2022, des objectifs plus précis aux fédérations valides accueillant les paraspportifs.

Central dans la Charte olympique, qui promet une pratique du sport « sans discrimination d'aucune sorte », ce désir d'émulation a amené les villes hôtes à la mettre en scène. Les Jeux d'hiver de Lillehammer, en 1994, ont été labellisés « Jeux verts ». Les Jeux du Commonwealth de 2022 ont distingué Birmingham en matière d'infrastructures publiques. Dakar espère encourager l'employabilité des jeunes lors des Jeux olympiques de la jeunesse de 2026. On aimerait que Paris gagne la médaille de l'accessibilité !

Pour la France, les grands événements paraspportifs devraient être intégrés dans sa politique étrangère, dans un monde où 15 % de la population, dont 386 millions sont en âge de travailler, a un handicap, la plupart se trouvant dans le Sud. Dans ces pays où la France déploie traditionnellement une politique de développement active qui fait sa singularité et son rang, une plus grande prise en compte du handicap accompagnerait efficacement les objectifs de développement durable définis par les Nations unies en matière d'éducation, d'emploi, de transport et de pacification des zones en conflit.

Lorsque j'étais secrétaire d'Etat chargée des sports, dans un discours devant les correspondants sport et handicaps au Centre de ressources d'expertise et de performance sportive de Bourges, lors de la Journée internationale des personnes handicapées, en décembre 2009, je rappelais cet impératif : « Une grande nation se juge aussi par la place qu'elle accorde au cœur de son pacte social aux personnes handicapées ; c'est une mesure du degré de civilisation. Les sociétés de barbarie ou d'indifférence éliminent ou nient le handicap. Notre modèle est un modèle d'intégration et de solidarité. Par le sport. »

Manière de dire que, si handicap et exploit paralympique se conjuguent désormais harmonieusement, il n'est guère d'ambition française tant que nos concitoyens handicapés, plutôt que comme des Français à part entière, seront traités comme des Français à part. ■

PARALYMPIQUES : CHANGER LE REGARD SUR LE HANDICAP

ÉDITORIAL

Lorsqu'une parenthèse enchantée s'ouvre, le penchant naturel consiste à vouloir la faire durer le plus longtemps possible. Les Français vont avoir l'occasion de prolonger celle des Jeux olympiques (JO) de Paris 2024, qui ont suscité une ferveur et un enthousiasme communicatifs, avec les XVII^es Jeux paralympiques, jusqu'au 8 septembre. Sans reproduire l'effet de souffle de la cérémonie d'ouverture du 26 juillet sur la Seine, celle organisée mercredi 28 août entre l'Arc de Triomphe et la place de la Concorde constitue une rampe de lancement idéale pour ce qui s'annonce comme l'événement handisport le plus spectaculaire jamais organisé.

Les JO de Paris 2024, salués dans le monde entier pour leur audace et une organisation exemplaire, offrent une occasion unique

de s'appuyer sur cet enthousiasme pour faire progresser la prise en compte du handicap dans la société. Ces Jeux paralympiques doivent se concevoir comme un prolongement naturel des JO. Si les acteurs changent, le décor reste le même, avec des compétitions organisées au cœur même de la ville, au pied de monuments emblématiques. Ce cadre magique a les atouts pour entretenir la flamme allumée il y a un peu plus d'un mois.

Les 2 millions de billets vendus à ce jour, en grande majorité à des spectateurs français, ainsi qu'une couverture audiovisuelle du service public trois fois plus importante qu'aux Jeux de Tokyo, sont de nature à permettre de changer le regard porté sur le handicap en France. Pendant ces dix jours, il ne sera pas seulement question de records, de médailles et d'exploits sportifs, mais aussi et surtout d'inciter à améliorer la prise en compte des besoins de cette part de la population trop souvent oubliée.

Dans ce domaine, la France a accumulé un retard regrettable. En 2021, un rapport de l'ONU avait souligné l'insuffisance des efforts faits par notre pays en matière d'accessibilité. Les chantiers liés à l'organisation des JO ont amorcé une amélioration avec de nouvelles lignes de transport, la mise aux normes de dizaines de gare, ainsi que des aménagements urbains adaptés au handicap. Malgré tout, le défi pour le ré-

seau francilien reste immense, avec certains tronçons conçus il y a plus d'un siècle. La proposition de la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, de lancer un grand plan pour rendre le métro parisien plus inclusif est louable mais particulièrement ambitieuse.

Au-delà des transports, les problèmes quotidiens rencontrés par les personnes handicapées restent nombreux : scolarisation, discrimination à l'embauche, capacité d'accueil insuffisante dans les établissements médico-sociaux. Les Paralympiques doivent contribuer à une prise de conscience que ces difficultés sont des anomalies et doivent être rapidement corrigées.

Reste enfin l'enjeu de l'accès à la pratique sportive pour les handicapés. Les possibilités de pratiquer en club et le nombre d'infrastructures spécialisées capables d'accueillir des personnes avec des handicaps plus lourds restent insuffisants. A défaut d'une culture d'inclusion suffisamment développée, les a priori et les peurs vis-à-vis de la différence restent prégnants. Ces Jeux peuvent faire bouger les lignes, même s'il faut garder à l'esprit qu'après les Jeux de Londres de 2012, la pratique sportive des personnes porteuses de handicap avait augmenté, avant de revenir à son niveau initial. Leur accompagnement ne doit pas être une parenthèse que l'on referme une fois les Jeux terminés. ■

Célia Belin Kamala Harris porte un regard différent sur la politique étrangère

La spécialiste des Etats-Unis estime que la vice-présidente américaine, si elle accédait au bureau Oval, pourrait surprendre à l'international, sur le fond comme dans les méthodes

Peu visible du grand public et critiquée dans les médias pendant sa vice-présidence, Kamala Harris a été propulsée candidate à la vitesse de la lumière – dans un retournement qui ne manquera pas d'inspirer des scénaristes –, mais reste méconnue des Américains comme du reste du monde.

A un battement de cœur de la présidence, Kamala Harris a souvent représenté les intérêts américains auprès de partenaires étrangers. C'est elle qui rencontra le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, en février 2022, pour le presser de croire en la détermination de Poutine à envahir son pays. C'est elle encore qui se rend en France, en novembre 2021, pour sceller la réconciliation franco-américaine après l'affaire des sous-marins australiens : elle prononce un discours au Forum de Paris sur la paix, lance une coopération spatiale et participe à un sommet sur la Libye.

Lors de ces rencontres, les partenaires ont vanté son sérieux et sa capacité de travail, mais sans vraiment pouvoir clarifier ses vues de politique étrangère, ce qui les porte souvent à croire, à tort, qu'une administration Harris serait dans la droite ligne d'une administration Biden. Mais cela mésestime sans doute les évolutions qui traversent l'Amérique en matière de politique étrangère. Fidèle au président, Kamala Harris appartient toutefois à une nouvelle génération de démocrates, qui portent un regard différent sur le monde et la place de l'Amérique.

Parfois surnommé « le dernier président atlantiste », Joe Biden incarne une

version classique de la pensée démocrate de politique étrangère : la foi dans le rôle vertueux du leadership américain sur la scène internationale, appuyé sur des institutions internationales fortes et des alliances militaires solides. Héritiers des internationalistes libéraux du temps de la guerre froide, les « leaders » prônent un usage raisonné mais ambitieux de la puissance américaine – le *smart power*, comme l'appelaient Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat de la première administration Obama – pour lutter contre les révisionnismes russe et chinois et garantir la stabilité de l'ordre mondial.

Budget de la défense contesté

Mais une contestation vigoureuse a imposé une remise en question du courant dominant de politique étrangère. Critiques d'une Amérique militariste et va-t-en-guerre, les « progressistes » considèrent que la politique étrangère doit avant tout servir les intérêts de la classe moyenne et ouvrière américaine, ravagée par deux décennies de guerre en Irak et en Afghanistan et par des accords commerciaux engendrant la désindustrialisation. Inspirés par les mouvements syndicaux et de justice raciale, les progressistes veulent voir la politique étrangère américaine prioriser l'action climatique et la lutte contre la pauvreté, plutôt que de gonfler encore le budget de la défense.

Plus récemment, c'est Gaza qui est devenu le point cardinal des progressistes. Lors de la convention démocrate, la représentante Alexandria Ocasio-Cortez et le sénateur Bernie Sanders ont tous deux martelé l'urgence d'un cessez-le-feu, en écho aux milliers de manifestants propalestiniens à l'extérieur.

Plus prudent que les « leaders » et moins idéalistes que les « progressistes », un troisième courant de pensée en politique étrangère s'est développé à Washington, celui des « réalistes », nourri en particulier par les anciens de l'administration Obama. Conscients des limites de la puissance américaine et de l'évolution des relations internationales vers un monde multipolaire, les réalistes préconisent une approche pragmatique et mesurée des conflits, cherchant une voie de sortie en Ukraine comme à Gaza, mais sans espérer de grandes résolutions. A plusieurs titres, Phil Gordon, conseiller à la sécurité nationale de la

vice-présidente et ancien secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes, a fait la démonstration de la prudence pragmatique de ce courant. Prêchant une forme d'humilité et de réalisme, ils prônent l'usage de sanctions plutôt que de la force, mais exigent de leurs alliés, y compris les Européens, un meilleur partage du fardeau avec l'Amérique.

Kamala Harris se situe à l'intersection de ces écoles de pensée, héritière du cadre classique du Parti démocrate, mais sensible aux revendications progressistes et à la prudence des réalistes, bien plus que Joe Biden a pu l'être. Sur l'Ukraine et l'Europe, Harris maintient fermement le cap fixé par Biden. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en février, elle confirme que le soutien des Américains à l'OTAN est « à toute épreuve » (« *ironclad* »). Dans son discours d'investiture à la convention, Harris promet de se tenir aux côtés de l'Ukraine et de défendre la démocratie face à la tyrannie, dans la droite ligne de la position de Biden depuis quatre ans.

Mais Kamala n'est pas Joe. Son expérience politique a été façonnée par le droit davantage que par la puissance. Alors que son père jamaïcain et sa mère indienne se sont rencontrés à Oakland dans des manifestations en faveur des droits civiques, Kamala Harris a une fibre pour les questions de justice sociale. A la différence de Joe Biden, elle a systématiquement exprimé son empathie pour les souffrances des Palestiniens, et dénoncé l'injustice dont ils sont aussi victimes. En pleine campagne, la candidate ne veut pas perdre de points sur ce sujet, sur une ligne de crête reconnaissant le droit à Israël de se défendre et – en même temps – le droit des Palestiniens à la dignité, à la sécurité et à l'autodétermination. Mais cet effort d'équilibre la poussera certainement à accentuer la pression sur Israël, si elle entre dans le bureau Oval en janvier 2025. ■

Célia Belin, directrice du bureau de Paris du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), est l'autrice de « Des démocrates en Amérique » (Fayard/Fondation Jean Jaurès, 2020)

Rama Yade, ancienne secrétaire d'Etat chargée des sports (2009-2010), est chercheuse à l'Atlantic Council, club de réflexion spécialisé dans les relations internationales

Shane Haddad nous laisse tomber – et nous relève

Un jeune trio amoureux, une femme et deux hommes, fait de la chute le mouvement même de la liberté. « Aimez Gil », deuxième roman franc et impétueux de l'écrivaine de 27 ans. Critique, suivie d'une rencontre avec l'autrice, page 2



Shane Haddad, au Havre (Seine-Maritime), en mai. HÉLÈNE BAMBERGER/OPALE PHOTO

JEAN BIRNBAUM

Vous aimeriez savoir comment ça va. Comprendre où vous en êtes, à quel degré de bonheur ou de mélancolie. C'est bien légitime. Pour faire ce petit point existentiel, plongez-vous dans *Aimez Gil*, le deuxième roman de Shane Haddad, autrice de 27 ans dont la plume haletante donne du souffle à cette rentrée littéraire.

Son livre fonctionne comme un baromètre de l'âme. Quand on s'est levé du mauvais pied, et encore davantage quand on est revenu de tout, comment ne pas soupirer devant un texte qui reprend l'un des lieux les plus communs de la littérature (la jeunesse, son malaise, sa fuite en avant) à travers l'une de ses figures les plus connues (le trio amoureux)? Au contraire, lorsqu'on est bien luné, et surtout lorsqu'on sourit à la vie, comment ne pas tomber sous le charme de ce roman dont la grâce est précisément de nous apprendre à tomber?

Encore une fois, donc, la jeunesse. Et le malaise des corps, et le trouble des identités, et l'envie de tout envoyer valser, de « partir sans savoir ce que partir veut dire ». *Aimez Gil* raconte le périple de deux garçons et d'une fille – Mathieu, Mathias et Gil –, qui improvisent leur histoire à la lisière de l'amour et de l'amitié : « Ce que j'ai en tête ce sont des souvenirs, des mots, des regards protégés par la route, protégés par le mouvement. On avance, on avançait... » Mais Shane Haddad reprend ces chemins balisés avec

une allure tellement personnelle, un rythme si singulier!

On pourra convoquer l'histoire littéraire pour la mesurer à d'illustres prédécesseurs, elle a sa manière à elle, franche et impétueuse, de dire la jeunesse comme état de conscience : l'angoisse étouffante que rien n'arrive et la joie explosive quand quelque chose survient, la sensation d'être submergé par le « trop » de la réalité, la certitude qu'un corps providentiel nous prendra tôt ou tard dans ses bras, et qu'en attendant toute parole étouffe : « Tout ressemble plutôt à des onomatopées, à des échos d'âmes affamées. » Et aussi, associés à cette lente impatience, un ensemble de gestes et d'expériences ordinaires, une façon de se tenir à demi tourné sur le tabouret, d'être envahi par la honte parce qu'on ne sait quoi faire de ses mains, de se glisser dans son lit comme si tout le monde nous regardait.

Orphée et Eurydice

« La pudeur est là pour m'empêcher de tomber », songe Gil à l'enterrement de Mathias. La scène ouvre le livre et elle signale une évolution dans l'imaginaire de Shane Haddad. Autant son premier roman, *Toni tout court* (P.O.L., 2021), était porté par un élan ascendant (son héroïne s'élevait à la conscience d'elle-même en soutenant la montée en Ligue 2 de son club de foot préféré), autant *Aimez Gil* fait de la chute le mouvement même de la liberté. Hanté par le mythe d'Orphée et Eurydice, le texte accompagne une femme qui se colle à

deux hommes et tente de conjurer leur descente aux enfers.

Depuis le cimetière qui donne leur décor aux premières pages jusqu'aux tunnels du métro, en passant par les sous-sols d'une boîte de nuit, Shane Haddad fait circuler les angoisses d'une jeunesse qui doit tomber très bas pour apprendre à se connaître : « Quand j'y pense, résume Gil, la première fois que je l'ai vu, Mathias descendait des marches. Et finalement il ne s'est jamais arrêté de descendre les marches. On ne l'a pas compris on ne l'a pas vu mais il ne s'est jamais arrêté. Et bien sûr j'existais avant lui, aujourd'hui je le comprends, je le comprends si bien. Mais il est arrivé et on a descendu les marches avec lui. »

Comme la chorégraphe américaine Trisha Brown (1936-2017) exigeait des danseurs qu'ils s'effondrent sur scène jusqu'à se hisser au sommet de leur art, Shane Haddad impose à ses personnages un abaissement qui les grandit. Ce motif de la déchéance salvatrice, elle l'a notamment puisé dans un livre de Pierre Michon, *Rimbaud le fils* (Gallimard, 1991). De fait, il y a quelque chose de rimbaldien chez la jeune autrice. Dans la puissance oratoire, l'énergie des phrases sans cesse interrompues, l'art de créer un théâtre de la parole, mais surtout dans la décision qui consiste à poser l'écroulement comme condition de toute épiphanie. En découvrant les préoccupations écologiques et féministes qui irriguent *Aimez Gil* (lire la rencontre en page 2), on aura confirmation que ce grand roman d'une jeunesse qui plonge porte très haut une certaine éthique de la lucidité. ■



AIMEZ GIL,
de Shane Haddad,
P.O.L., 366 p., 21 €,
numérique 15 €.

3

MOTS DE PASSE
► Colm Toibin se met à la place d'autrui

4|5|9

LITTÉRATURE

► Alexandre Lenot, Etienne Kern, Maryline Desbiolles, Sébastien Dulude, Guillaume Sire, Stephen Markley, Lars Ramsle

6|7

ENTRETIEN

► Mircea Cartarescu : « J'aurais voulu être Borgès, mais si j'avais été Borgès, j'aurais voulu être Kafka »



8

HISTOIRE D'UN LIVRE

► « "Vous êtes l'amour malheureux du Führer", de Jean-Noël Orenge

12

RENCONTRE

► Camila Sosa Villada : « Le succès, c'est avoir les poches pleines »



Une pointe de mélancolie habite Shane Haddad, que l’on ressent à la lecture de son nouveau livre. Conversation autour d’un certain malaise générationnel, des réseaux sociaux et de #metoo

« Je ne cesse de me défaire du regard masculin »

RENCONTRE

Il y a toute une vie souterraine de la littérature, des camaraderies enfouies, des affinités insoupçonnées qui engagent les jaillissements à venir. L’hiver dernier, alors que nous rencontrions le jeune et fougueux poète Victor Malzac (« Le Monde des livres » du 2 février), cet enfant de l’Occitanie confiait la déception qui avait été la sienne quand, débarquant à Paris et à Normale Sup, il avait constaté que la plupart de ses condisciples lisaient peu d’auteurs contemporains : « *Beaucoup considèrent sérieusement que la littérature est morte après la seconde guerre mondiale, souvent ils n’ont même pas lu Maylis de Kerangal ou Shane Haddad !* », s’offusquait-il. Ces paroles nous avaient frappés. Ne mettaient-elles pas sur le même plan une écrivaine confirmée, maintes fois célébrée, et la jeune autrice d’un unique roman ?

Juste avant de rencontrer Shane Haddad pour parler de son deuxième livre, *Aimez Gil*, nous avons donc passé un coup de fil à son fan Malzac. La connaissez-vous ? Votre éloge relevait-il d’un enthousiasme authentique ou d’une simple solidarité générationnelle ? « *Je n’ai jamais eu le moindre contact avec elle, a-t-il précisé. Simplement, on a le même âge, 27 ans, et j’ai aimé son premier roman, Toni tout court [P.O.L, 2021], vachement rythmé, complètement bizarre. Haddad, c’est une sorte de Beckett qui arrive un peu tard. Mais avec Beckett, on ne sait pas où on est, alors que chez elle il y a un décor, des parkings, la fac, les cheveux.* »

De fait, la chevelure était un motif obsédant de ce premier et ardent roman, qui racontait une journée dans la vie d’une jeune supportrice de foot. *Aimez Gil* prolonge cet élan, on y retrouve une même hâte. Toutefois, on sent bien qu’entre ces deux textes quelque chose a mûri. 24 ans, 27 ans ce n’est pas la même histoire, au cœur de l’emballement pointe déjà une retenue mélancolique, celle qu’on repère chez beaucoup de jeunes aujourd’hui. Shane Haddad, qui s’est occupée des relations avec le public pour le théâtre de la Bastille, à Paris, et qui a animé des ateliers d’écriture dans des lycées ou parmi les footballeurs du Red Star, sait de quoi elle parle : « *Le fait d’être toujours connectés aux réseaux sociaux, d’avoir accès à des images violentes, à ce qui se passe dans le monde, ça laisse une*



GARANCE LI/NEUTRAL GREY/SAIF IMAGES

marque sur le corps et ça donne un rapport mélancolique à la vie, ou plutôt aux plaisirs de la vie : on est renvoyé à notre infinie petitesse, ça devient presque idiot de dire qu’on doit profiter de nos existences. Moi, je peux dire que j’ai écrit *Aimez Gil* dans une sorte d’hyperconscience de ma propre fin. Je venais de terminer mes études, j’étais en train de faire des choix, j’avais l’impression que je n’apprendrais plus rien, et j’ai eu peur. Je me sentais un peu plus grande, mature, je ne sais pas, mais un peu plus grande, cela m’a donné davantage de patience à l’égard du texte qui arrive, à l’égard de moi-même aussi, cela m’a permis de trouver une langue plus souple, plus accessible. »

Passée par le master de création littéraire de l’université du Havre, Shane Haddad n’a pourtant pas attendu les études supérieures pour partir à la recherche de sa propre écriture. Née en 1996, à Paris, d’un père producteur de films publicitaires et d’une mère attachée de presse dans le monde de la mode, elle a très tôt ressenti la nécessité de rédiger des textes en tous genres, journaux intimes ou histoires fantastiques. Quand on a 15 ans en 2012, alors qu’Internet et ses réseaux sont déjà si envahissants, qu’est-ce qui fait qu’on va au bout d’un tel désir ?

Sans se poser en porte-parole

« Je ne sais pas, coupe Shane Haddad. C’est une volonté de s’échapper, de créer des mondes intérieurs quand le réel ne suffit pas, c’est lié au temps de l’enfance, donc à des choses que je ne dirai jamais dans un article de journal. Evidemment, cela vient toujours contrecarrer les réseaux sociaux, c’est deux rapports au temps, quand on lit on accepte son ennui, quand on prend son téléphone on étouffe la voix à l’intérieur de nous. Mais c’est très personnel, je ne prétends pas parler au nom d’une génération. »

Sans se poser en porte-parole, Shane Haddad donne néanmoins à son geste une portée qui est générationnelle.

Interrogeant le malaise des corps et le trouble des consciences chez les jeunes gens de son âge, elle inscrit cette méditation dans les questionnements qui les habitent. L’angoisse écologique, par exemple. Mais surtout le refus de l’oppression sexiste. En phase avec le mouvement #metoo, Shane Haddad partage ses combats, ses mots d’ordre. Affirmant ne plus lire que des livres écrits par des femmes (« *parce qu’au lycée et à la fac on n’en lisait aucun* »), elle revendique l’héritage d’autrices comme Albertine Sarrazin, Goliarda Sapienza, Mireille Best ou Deborah Levy : « *Ce sont des voix qui ont essayé de donner une place au corps des femmes, souvent elles l’ont fait à travers des phrases assez coupées, assez courtes, à la première personne, une vraie écriture de la sensation. J’aime cette continuité, je la trouve belle, elle me permet de me placer, de me comprendre.* »

Cependant, il suffit de lire *Aimez Gil* pour saisir que Shane Haddad n’est pas en paix avec elle-même, ici. Ce en quoi elle se montre puissamment écrivaine, c’est-à-dire nuancée, clivée, en proie à ses contradictions. Elle qui aurait voulu faire de son roman une réécriture féministe de *Jules et Jim*, le roman d’Henri Pierre Roché (Gallimard, 1953), a vu peu à peu son texte se soustraire à cette visée. Certes, Gil, qui porte un prénom épique, cherche à rompre sa dépendance à l’égard des hommes, trouve du réconfort auprès d’une femme providentielle. N’empêche : à la fin du roman, la jeune femme est tout sauf libérée, elle qui se retrouve seule, délaissée par deux garçons dont elle aurait tant voulu susciter le désir.

Quand on lui en fait la remarque, Shane Haddad se dresse avec sérieux : « *C’est vrai, Gil est pleine de contradictions, moi aussi. J’ai beau être du côté de la cause féministe, mes personnages féminins ont cette forme de bassesse, elles ne sont pas à la hauteur de ces combats. Je le découvre en écrivant. #metoo me porte et*

EXTRAIT

« Mathias n’ouvre pas les yeux, il ne se relève pas, comme s’il avait compris. Il me laisse faire et c’est sans doute ce que je déteste le plus, qu’il me laisse faire, qu’il ne me retienne pas de cette main glacée. Jusqu’aux os j’ai froid mais je marche, je regarde mes pieds entrer dans le sable, s’enfoncer dans cette matière rugueuse et apaisante et le froid se diffuse dans ma gorge, dans ma poitrine et je l’imagine, Mathias, derrière moi sans bouger, je l’imagine ne pas penser à mon corps qui a fui le sien, mon corps qui pourtant voudrait se coller au sien, se coudre au sien, que chaque point soit plus épais et plus fort mais je suis partie, je me convaincs que c’est ce froid qui l’a dicté, je m’éloigne sans me presser, l’angoisse est tranquille, étroite, subtile et plus j’avance plus je sens ce poids qui s’amenuise et bientôt quand je me retournerai le soleil donnera sa couleur aux choses, la brume sera évaporée et la plage, plus démesurée que jamais, me comblera tout à fait. »

AIMEZ GIL, PAGES 322-323

me donne des forces, mais je ne colle pas à un discours, de toute façon je ne discurs pas. Moi aussi je ne cesse de me défaire du regard masculin, évidemment que c’est un échec, mais si je parle de mes amies, on reste prises et contraintes par le désir des hommes qu’on aime, je mentirais si je disais le contraire. Je préfère me l’avouer pour pouvoir progresser. Quand je me retourne et que je regarde tout ce que j’ai écrit, je comprends mieux où je me situe, je me crée ma propre trace, je peux poser autrement la question qui m’intéresse : d’où faut-il partir pour aller ailleurs ? »

Rester mobile, escorter le corps qui résiste aux théories, bref maintenir la faille à vif et l’écriture en mouvement : à 27 ans, Shane Haddad a déjà cette force-là, et on a hâte de connaître le prochain « ailleurs » où sa sincérité la mènera. ■ JEAN BIRNBAUM

EXTRAIT

« Je commence à danser tranquillement, pour le moment c’est surtout dans les pieds, je ne fais pas partie de la foule, plutôt je la regarde, je suis comme un enfant qui n’oserait pas aller voir les autres, ceux qui sont confiants, ceux qui savent ce qu’ils veulent et alors mes pieds s’ancrent, mes pieds s’assument et plus mon corps bouge plus je pénètre la foule, plus mon corps bouge et plus j’ai envie de bouger et je garde en tête cet inconnu qui ressemble aux autres, j’espère qu’il me regarde mais sans doute il ne le fait pas, d’ailleurs si je devais choisir je préférerais qu’il ne regarde pas, je ne saurais pas quoi faire de ce regard, soudain tout sonnerait faux et maintenant que j’ai poussé tout le monde de mes coudes et de mes mains, maintenant que j’ai marché sur les pieds, je me dis merde cette musique est pourrie (...), non vraiment maintenant que je suis là, maintenant que les hanches parlent, que les bras sont en l’air, que les yeux sont fermés, que les genoux sont pliés, que la transpiration coule, non vraiment je trouve tout cela bien futile, bien simplet, sans intelligence disons, alors je m’arrête, je trouve l’immobilité la plus totale et cette immobilité rend dingues les gens, je deviens un mur contre lequel se cogner, contre lequel se décharger et moi je reste là parce que j’apprécie quelque chose dans cet agacement, comme s’il fallait que l’on me fasse mal. »

AIMEZ GIL, PAGES 34-35

FLORENCE NOIVILLE

S aluant sa compatriote, la grande dame des lettres irlandaises Edna O'Brien (1930-2024), morte au cœur de l'été (*Le Monde* du 28 juillet), l'écrivain Colm Toibin notait dans le quotidien *The Irish Times* : « *J'aime le ton intime de ses romans, son art du sous-jacent, du murmuré, son attention à la nuance.* » Autant de caractéristiques rares et subtiles qui s'appliquent parfaitement à l'œuvre que l'auteur du *Maître* (éd. Robert Laffont, 2005) et du *Magicien* (Grasset, 2022) a lui-même bâtie.

En trente-cinq ans d'écriture, Toibin, né en 1955 à Enniscorthy, dans le comté de Westford, a édifié un corpus riche d'une douzaine de romans (traduits par la très fidèle et très précise Anna Gibson), de nouvelles, d'essais, d'articles et même d'un scénario de film (*Retour à Montauk*, du réalisateur allemand Volker Schlöndorff, 2017) qui font de lui l'un des grands prosateurs de sa génération. La parution de son nouveau roman, *Long Island*, récit que, confie-t-il au « Monde des livres », il a mis « *quatorze ans à penser* », est l'occasion de revenir sur quelques-uns de ses thèmes d'élection.

Silence

Colm Toibin irait-il jusqu'à dire, avec Vigny, que « *seul le silence est grand* » ? Le fait est que celui-ci occupe, en creux, une place considérable dans l'univers toibinien. Les personnages principaux « *économisent leurs mots* », n'ayant souvent « *rien à dire* », du moins « *rien qui soit facile et simple* » à énoncer. Certains s'interdisent de parler – comme Jim, l' amoureux malheureux de *Brooklyn* (éd. Robert Laffont, 2010), retrouvé dans *Long Island* : « *Il se mit à compter les secondes, jusqu'à cent, puis jusqu'à deux cents (...). Il sentit que sa question flottait encore en suspens. Et puis il lui apparut avec évidence qu'*[Eilís] *ne répondrait pas.* » D'autres érigent le non-dialogue en arme – comme Tony, le mari d'Eilís : « *[Il] avait deviné son intention et, sans rien faire, en gardant le silence, le regard fixé sur la route, il lui rendait la tâche impossible. (...) Rien ne paraissait dans son expression ou sa façon de respirer ou de conduire. Pourtant, il créait autour de lui une aura de vulnérabilité, voire d'innocence, destinée à l'empêcher de prononcer la moindre parole irrévocable – une menace qui, une fois proférée, ne pourrait plus être reprise.* »

Dans la boîte à outils de Colm Toibin, le secret, l'hésitation muette, le blanc, l'omission, la retenue et bien sûr le non-dit forment une panoplie d'instruments privilégiés. En contrepoint de ses phrases cristallines, ils lui permettent de créer, au sens propre du terme, l'« *in-ouï* » ou le « *mal-entendu* » qui charpente toute sa narration. Si bien que sa matière première n'est pas vraiment le mot, mais plutôt sa cruelle absence, ce grand vide de parole, douloureux et ambigu, dans lequel il emprisonne ses personnages.

« Ladies »

Ses héros romanesques ? Des héroïnes. Quand on demande à Colm Toibin d'en citer trois, il nomme Emma Bovary, Fanny Price – la protagoniste de Jane Austen dans *Mansfield Park* (1814) – et surtout Isabel Archer, la jeune Américaine peinte par son maître absolu, Henry James, dans *Un portrait de femme* (1881). Nombre de romans de Toibin pourraient du reste se voir ainsi sous-titrés « *The Portrait of a Lady* » – sans parler de « *Our Lady* », la Vierge pour les Britanniques, dont ce catholique fervent a dessiné le visage meurtri dans *Le Testament de Marie* (éd. Robert Laffont, 2015).

De façon générale, ses personnages féminins sont issus de milieux modestes et marqués par le sort. Mais ils en imposent au point de s'imprimer pour longtemps dans la mémoire des lecteurs. Ces femmes ont beau être veuves trop tôt – Helen dans *Le Bateau-Phare de Blackwater* (Denoël, 2001), Nora dans *Nora Webster* (éd. Robert Laffont, 2016) –, elles ont beau se trouver

démunies et contraintes à l'exil – Eilís dans *Brooklyn* – puis s'être fait faire un enfant dans le dos par leur mari – Eilís encore dans *Long Island* –, toutes finissent malgré tout par empoigner leur destin. Pour le tordre à leur avantage.

C'est ce moment du rebond, avec ce qu'il suppose de discernement et d'opiniâtreté, qui intéresse Toibin. Par contraste, ses personnages masculins apparaissent souvent comme falots, indécis, procrastinateurs ou simplement dépassés par ce qui leur arrive. « *Aucun de ces Cahill n'a jamais eu un atome de cervelle* », ironise une protagoniste de *Long Island*, en parlant du « père [qui] livrait le charbon » et du « frère qui promenait des lévriers ». Ce qui n'empêche pas ces hommes de saluer, non sans humour, la force de celles qui les entourent : « *Ces femmes-là (...) avaient un cerveau en plus d'être belles, s'exclame l'un d'eux, admiratif. Ma tante Giuseppina était si intelligente qu'elle a presque failli ne pas se marier.* »



Colm Toibin, à Edinbourg, en 2013. GUILLEM LOPEZ/UPPA/PHOTOSHOT/AURIMAGES

Colm Toibin se met à la place d'autrui

Ecrire, pour le romancier irlandais, l'un des grands prosateurs de sa génération, c'est s'immerger dans d'autres consciences, explorer les sensations et les pensées de personnages historiques ou fictionnels, d'hommes ou, souvent, de femmes. Ainsi dans « Long Island »

Maîtres

Il y a exactement vingt ans, une nouvelle veine (ou ce qui a pu être reçu comme tel) s'est dessinée dans l'œuvre de Colm Toibin. Avec *Le Maître*, paru au Royaume-Uni en 2004, l'écrivain se lançait sur les traces d'Henry James, au cœur de l'énigme de la création – il l'accompagnait notamment pendant les cinq années qui suivirent son échec au théâtre, avec *Guy Domville*, en 1895, l'année même où Oscar Wilde triomphait avec *Un mari idéal*. Non moins magistralement, en 2021, dans *Le Magicien*, Toibin remettait ses pas dans ceux d'un autre maître, allemand cette fois, Thomas Mann (1875-1955), pour livrer un superbe roman sur l'auteur de *La Mort à Venise*. Ces deux romans biographiques représentent-ils une autre facette dans l'œuvre de Toibin ? Celui-ci ne le pense pas. Au contraire. Pour éclairer ces deux vies créatives, amoureuses, sexuelles..., il n'a en rien fait varier sa méthode. « *Ce qui me fascine, c'est l'idée du point de vue. Explorer en profondeur ce qu'un individu voit, entend, sent, enregistre, remarque. Je veux que mon lecteur s'immerge dans une conscience fictionnelle unique. Mes romans sur James et Mann ont donc beaucoup en commun avec Brooklyn ou Nora Webster.* » Pour entrer dans l'« *opacité* » d'une âme, réelle ou rêvée, quoi de mieux, en effet, que ce que James lui-même appelait « *l'art silencieux de la fiction* ». ■

Retour en Irlande

QUI A LU *BROOKLYN*, de Colm Toibin, aura le plaisir de retrouver ici son personnage principal, la peu banale Eilís Lacey. Dans *Long Island* – qui peut se lire comme la suite de *Brooklyn*, mais aussi de façon indépendante –, cette femme, naguère économiquement contrainte de quitter sa petite ville irlandaise pour les Etats-Unis, est désormais mariée à un plombier et mère de deux enfants. Lorsque le récit commence, à Long Island donc, un homme frappe à sa porte. Furieux, l'inconnu apprend à Eilís que son mari, lors d'une « *intervention* », a fait un enfant à son épouse ; que le bébé va bientôt naître, qu'il est hors de question qu'il le garde, et qu'il viendra l'abandonner, le moment venu, sur le seuil de la maison d'Eilís – laquelle, bien sûr, n'a pas plus envie que lui d'élever cet encombrant nouveau-né. Lâcheté, silences et esquives du mari,

Enniscorthy

Colm Toibin a toujours aimé voyager. Dès sa sortie de l'University College Dublin, en 1975, il est parti vivre à Barcelone où est situé en partie son premier roman, *Désormais notre exil* (Flammarion, 1993) ; dans les années 1980, il a sillonné l'Amérique du Sud, s'établissant un temps à Buenos Aires pour nourrir son *Histoire de la nuit* (Flammarion, 1997) ainsi que des articles journalistiques sur la guerre des Malouines (1982). Aujourd'hui, il partage sa vie entre l'Irlande et les Etats-Unis, où il enseigne à l'université Columbia (New York).

Pourtant, à quelques exceptions près, le décor de ses livres, lui, bouge peu. Il reste ancré en Irlande. Ou plutôt non, « *pas en Irlande, car en fiction, je n'ai presque jamais écrit sur Dublin ou sur l'Irlande du Nord, mais à Enniscorthy et sur une petite portion de la côte de Wexford* [dans le sud-est] », insiste-t-il. Certains auteurs pensent que plus leur texte s'enracine dans un terroir, plus il gagne en universalité. Ce n'est pas le cas de Toibin, qui n'aime pas le mot « universel ». « *Mes personnages sont exacts et particuliers. Ils ne vivent qu'une fois, dans un temps et un lieu précis. C'est peut-être leur limite, mais les limites ont du bon.* » Loin des taxis mauves et des moutons stéréotypés, c'est par de subtils détails que l'écrivain décrit la façon dont chacun se forge des racines. A l'image de cet enfant qui aligne des capsules de bière « *comme des soldats en imaginant des batailles* » ou en « *les transformant en équipes de hurling* » [un sport collectif irlandais]. Un jeu d'autant plus plaisant qu'« *elles [les capsules] gardaient toujours une légère odeur de bière et cela aussi faisait partie de leur charme* » (*Long Island*).

Ce que Toibin ne dit pas, c'est qu'il y a un autre avantage à situer une intrigue dans un microcosme comme Enniscorthy, où tout le monde connaît tout le monde et où, avec le hurling, le commérage est un sport national. Il y a toujours quelqu'un pour espionner ou voir ce qu'il n'aurait pas dû voir. Cela simplifie bien des choses : une fois le secret découvert, l'intrigue rebondit toute seule. Une aubaine pour un romancier.

double jeu du beau-frère, rouerie de la belle-mère, face au clan bien soudé de sa belle-famille, Eilís est seule et ne voit qu'une issue à cette humiliante situation : repartir momentanément pour l'Irlande. Mais, à Enniscorthy, personne n'attend cette Américaine. Et surtout pas, surgi du passé, un couple improbable sur le point de se former...

Dans ce qui pourrait passer pour un médiocre vaudeville, Colm Toibin offre au contraire une étude psychologique d'une réjouissante finesse. D'autant que cette histoire d'une femme déterminée en cache un autre : celle de la mère d'Eilís qui, jusqu'à la fin, n'a pas fini de surprendre. Ni de charmer. ■ FL. N.

LONG ISLAND, de Colm Toibin, traduit de l'anglais (Irlande) par Anna Gibson, Grasset, 400 p., 24 €, numérique 17 €.

JULIETTE EINHORN

Le retour d'un fils au bercail... C'est une vieille antienne que *Cette vieille chanson qui brûle*, deuxième roman d'Alexandre Lenot, après *Ecorces vives* (Actes Sud, 2018). Elle se lit pourtant comme à l'aube des mots. Noé marche avec ses colères, qui pèsent plus lourd que le monde. La route le ramène à son père. A son frère qui n'est plus. Serpente vers leurs retrouvailles, sans que l'on sache si le livre consentira ou non à confronter le patriarcat à celui de ses rejets qui est encore vivant.

C'est dans ce suspens que chaque phrase cascade à l'échelle du chapitre, dégringolant d'une vision à l'autre, mimant le rythme syncopé de la marche. Parfois, elle se poursuit malgré tout, trébuche de l'autre côté du point – l'urgence est telle, alors, que nulle clause ne saurait en interrompre le souffle déchiré. Après ces années de silence sous lequel le père a enseveli Noé et son jumeau Jérémie, reprendre la route est aussi pour lui, enfin, écrire sa propre histoire.

Noé est danseur. Dans ses mouvements comme dans sa vie, il ne parvient pas encore à entrer en relation avec les autres. C'est donc avec ses phrases versets, rejets et contre-rejets, régime somptueux de prose et de poésie, qu'il avance. Cette éblouissante chanson romanesque est une méditation de funambule, au-dessus d'un fil fragile, sur ce qui pourrait être dit au père famélique. Un geste et sa négation, avancée et recul. Dans quel sens, au fond, Noé marche-t-il? S'en va-t-il, essayant depuis toujours de partir, ou n'en finit-il pas d'arriver, de revenir?

Car comment vivre dans l'orbite

EXTRAIT

« au fond de la Demeure qui n'avait jamais été témoin d'une chose pareille, je m'acharnais inlassablement, il fallait bien tous ces murs pour abriter ma fébrilité, tous ces échecs, toutes ces tentatives qui ne menaient à rien, toutes ces fausses routes, tous ces efforts et tous ces abandons, mais j'étais porté, (...) l'impression (...) que je respirais mieux en m'éloignant de vous, et celle, plus fugace, que petit à petit une nouvelle vérité se déployait à l'intérieur de moi, quelque chose qui n'avait rien à voir avec ma volonté mais que je pouvais approcher pas à pas, un vrai mystère, une incision, une forme qui ne naîtrait qu'à son heure et selon ses propres termes et dont il ne fallait rien préjuger. »

CETTE VIEILLE CHANSON QUI BRÛLE, PAGES 138-139



KYLE THOMPSON/AGENCE VU

Noé, en deuil de son frère, revient à leur père. « Cette vieille chanson qui brûle », d'Alexandre Lenot, oraison

A pas comptés, entre avenir et souvenir

d'un astre mort? Noé sait que les lieux qu'il s'approprie à retrouver – la « Demeure » du père, « *enfilade de pièces vides* » sur les hauteurs, cernée par une forêt « *impénétrable et broussailleuse* », la hutte construite avec Jérémie au bord d'une rivière pour fabriquer une vie loin du père, le « *sous-bois gorgé d'humus* » – ne seront plus jamais les mêmes : celui qui en constituait le cœur pour lui n'est plus. La maison, elle, a été amputée de la forêt, vendue à des promoteurs. Si la route qui y mène est la même, il faut inventer un nouveau cheminement. Alors, il pose des questions, supplie son père de se souvenir avec lui. De partager une partie du voyage.

La mécanique de l'absence

Avant de mourir pour sa forêt, Jérémie avait décidé de rester auprès du père, et la relation géométrique s'était déplacée. Intrépide quand Noé avait peur de tout, il était le fils préféré. Alors Noé marche, avalé par cette question : son père aurait-il préféré

que ce soit lui qui meure? Est-il, lui, Noé, un faux vivant? La mécanique de l'absence a interverti ses rouages : maintenant que celui à la présence duquel il s'abreuvait pour recracher le père s'est dissous dans les limbes, il lui faut faire entrer dans le cercle celui qu'il a passé sa vie à éloigner.

Le père, traitant ses fils de « *corniauds* » parce qu'ils avaient la peau brune de leur mère partie à leur naissance, leur interdisait peu ou prou d'exister, comme s'ils avaient disparu pour lui avec celle qui les avait mis au monde. Mais, les consignait au cœur de la forêt, loin de la société, de l'école, jusqu'à leurs 10 ans, leur apprenant à construire des cabanes, à remonter le lit de la rivière, il leur a aussi offert les clés d'un monde sauvage qui a fait de ses fils des flibustiers, leur a enseigné, au péril de leur vie, l'indépendance et la sédition. Faut-il, aujourd'hui, retourner contre lui ses propres armes?

Pour défricher ce qu'il dira à son père, Noé clame et pleure ses rengaines, dans l'imminence de

ce face-à-face sans cesse repoussé, aspirée par tout ce qui y a mené. Comme si ce moment charnière pouvait s'écrire mais non se vivre. Que le précipice en fût si invraisemblable que, pour le supporter, le faire devenir réel, il était besoin de le formuler. De le convoquer.

Cette vieille chanson qui brûle – là est sa grâce sombre, incomparable – inverse la structure de la réalité, ne traduisant pas en mots des événements, mais fabriquant un écrin où écrire ce qui n'est pas encore survenu. Ce qui peine à s'extirper de la gangue de peurs, de larmes et de non-dits. Une oraison funèbre pantelante, en suspension entre la vie et la mort, qui transforme la troisième personne à laquelle le père se réduisait jusqu'ici en deuxième, le discours indirect en dialogue direct. Edifiant le socle, aussi, peut-être, d'une adresse possible. ■

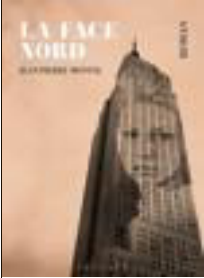
CETTE VIEILLE CHANSON QUI BRÛLE, d'Alexandre Lenot, Denoël, 240 p., 20 €, numérique 15 €.

Elle et lui, encore

Editeur et musicien, Jean-Pierre Montal est aussi amateur de cinéma, dont il fait volontiers le matériau de livres élégants, un peu désabusés. C'était le cas pour *Leur chamade* (Séguier, 2023), en référence à un film d'Alain Cavalier, et c'est vrai à nouveau pour *La Face nord*, récit d'une passion qui réunit deux êtres dans l'adoration du classique de Leo McCarey *Elle et lui* (1939 et 1957). Evocation délicate du lien entre un homme approchant la cinquantaine et une femme plus âgée, le roman glisse du Paris d'aujourd'hui à la Vienne d'hier, dans un mouvement narratif qui fait penser au « jeu japonais » dont parle Proust, où de petits papiers pliés se révèlent des mondes une fois plongés dans l'eau : le récit est ce bain de jouvence, qui réactive sans emphase le temps perdu, réinventant une certaine histoire

de la Mitteleuropa pour s'autoriser à réécrire, une fois encore, une éducation sentimentale. ■

FABRICE GABRIEL
► *La Face nord*, de Jean-Pierre Montal, Séguier, 160 p., 19 €, numérique 13 €.



Un roi des Peuls

Après *Les Impatientes* et *Cœur du Sahel* (éd. Emmanuelle Collas, 2020 et 2022), Djaili Amadou Amal continue de sonder l'âme peule dans *Le Harem du roi*. Toujours, la Camerounaise part du destin brisé d'une femme pour confronter les traditions de son peuple d'origine à la modernité. En découle le mélange de militantisme, de romance et de pédagogie qui fait son succès. Dans *Le Harem du roi*, son héroïne, Boussoura, professeure de lettres, est unie depuis longtemps à son époux, Seini, un médecin, quand il accède à la fonction de *lamido*, chef traditionnel. Boussoura doit accepter la présence de concubines et d'esclaves – ces derniers ont souhaité ce statut, dit-on. Boussoura et Seini doivent-ils rejeter la coutume ou changer les choses de l'intérieur? Ce dilemme tragique, porté

par une écriture fluide, fait de ce nouveau roman une lecture passionnante. ■

GLADYS MARIVAT
► *Le Harem du roi*, de Djaili Amadou Amal, éd. Emmanuelle Collas, 288 p., 21,90 €, numérique 15 €.



L'absolu littéraire

Le très beau récit de Marc Pautrel, *Le Seul Fou*, tient sur un fil. C'est un monologue bref et incisif qui fait entendre la voix d'un écrivain. De lui, on ne sait pas grand-chose. Double fantomatique de l'auteur, écrivain condamné à la solitude et œuvrant au cœur de la folie, il se tue à dire qu'il n'a rien à raconter. Son histoire? Elle est comme perdue de vue. Son corps? Une masse désarticulée. Il ne lui reste plus que le langage pour habiller son cri et explorer les recoins insensés de son esprit : « *Le jour où on perd confiance dans les mots, on périt.* » Littérature de l'extrême (on pense à Franz Kafka, à Henri Michaux ou à Maurice Blanchot), le texte de Pautrel est une réflexion fascinante sur la condition de l'écrivain. Tantôt paria, dieu vivant, anomalie sociale, celui qui écrit, retranché en lui-même, est parti à la recherche d'un royaume à la hauteur de son sacrifice : l'absolu littéraire. Et dans ce voyage périlleux, il prendra le risque d'y laisser sa peau. ■

A. D. C.
► *Le Seul Fou*, de Marc Pautrel, Allia, 80 p., 8 €.



La méthode Coué soigne toutes les plaies

Dans « La Vie meilleure », Etienne Kern lie le destin d'Emile Coué à un drame personnel. Emouvant

AMAURY DA CUNHA

Sur une photographie trouvée sur Internet, Emile Coué (1857-1926), tout sourire, visage rondouillard, barbichette grise taillée à la serpe, a retiré son chapeau : il salue une foule que l'on devine sans la voir. Cet homme-là, au faite de sa gloire, c'est l'inventeur de la méthode Coué, dont le principe consistait à répéter vingt fois, matin et soir, la formule suivante : « *Tous les jours, à tous points de vue, je vais de mieux en mieux.* »

Soyons honnête, avant de lire *La Vie meilleure*, récit passionnant d'Etienne Kern, on ignorait tout de la vie d'Emile Coué, ce pharmacien né à Troyes qui consacra sa vie au « *sauvetage moral des jeunes gens* » et qui connut de son vivant une renommée mondiale. Il fit la une du

New York Times lors de son arrivée sur le sol américain en 1923, vendit 100 000 exemplaires de son ouvrage *La Maîtrise de soi par l'autosuggestion consciente* (1922), et, à Moscou, on peut encore trouver un buste érigé à sa mémoire.

Aujourd'hui, son histoire est tombée dans l'oubli. Quant à sa méthode, elle a trouvé sa place dans le langage courant, mais elle n'a plus bonne presse : souvent moquée, on l'emploie par dérision ou désespoir, pour se convaincre que tout ira bientôt mieux quand rien ne va.

Il n'est pas très surprenant qu'Etienne Kern se soit intéressé au destin en dents de scie d'Emile Coué. L'écrivain et essayiste, né en 1983, l'avoue dans son livre : « *Les perdants me fascinent.* » Déjà, son premier récit, *Les Envoyés* (Gallimard, 2021), racontait l'histoire d'une chute : celle de Franz Reichelt, un inventeur de parachute qui se tua en sautant de la tour Eiffel alors qu'il testait son nouveau matériel. Comme lui, Emile Coué est aussi tombé de haut.

Ecrit dans le sillage de *Vies imaginaires*,

de Marcel Schwob (1896), et de certains récits de Pierre Michon, *La Vie meilleure* est un texte à plusieurs facettes, dans lequel l'auteur s'autorise aussi à parler de lui-même. C'est d'abord une biographie qui ne renonce pas à recourir à la fiction pour donner des effets de réel à l'histoire, sans en déformer les faits. Car Etienne Kern s'est appuyé sur une

LA VIE MEILLEURE, d'Etienne Kern, Gallimard, 192 p., 19,50 €, numérique 13 €.

solide documentation pour raconter l'aventure de cet apothicaire qui voulait devenir un guérisseur d'un genre nouveau. « *Petit professeur d'optimisme* » pour certains, « *charlatan* » pour d'autres.

« Le maître mot : l'imagination »

Précurseur des médecines douces et du développement personnel, Emile Coué est convaincu que le bonheur et la santé dépendent d'un choix qui nous est propre. « *Le maître mot : l'imagination, il*

faut se penser mieux que nous sommes. » Grâce à l'hypnose, il découvre d'abord que le pouvoir de la suggestion peut soigner « *les petits troubles de l'esprit, pas les cancers ou les fractures* ». L'étape d'après, qui donnera naissance à sa méthode, c'est l'autosuggestion. De fait, plus besoin de médiation : chacun doit trouver en soi ces petites phrases positives pour s'aider à se projeter dans l'existence.

La force de *La Vie meilleure* ne tient pas seulement à l'évocation d'Emile Coué et de sa méthode, aussi frivole qu'attachante. Car ce personnage est aussi un écran de projection pour l'auteur. Dans les marges de cette histoire, persiste le souvenir d'un drame vécu par l'auteur. « *Emile est une vitre (...)* et j'y dessine des figures. »

Comme la méthode Coué, la littérature n'est-elle pas un moyen un peu illusoire de soigner nos plaies? « *C'est une joie qu'on invente* », écrit Etienne Kern. Cette même joie qui touche aussi le lecteur, rendu peut-être un peu meilleur, une fois le livre terminé. ■



Dans « L'Agrafe », l'écrivaine livre avec beaucoup de grâce la quête d'émancipation d'une petite-fille de harkis

Maryline Desbiolles réduit la fracture



Maryline Desbiolles. PHILIPPE MATSAS/SABINE WESPIESER

AMAURY DA CUNHA

C'est par une scène très visuelle que commence *L'Agrafe*, le nouveau roman de Maryline Desbiolles, consacré à une histoire folle et entravée. Dans un long plan-séquence époustouflant de réalisme et de beauté, le lecteur découvre un personnage féminin qui n'a pas encore de nom, seulement un corps : c'est une jeune femme qui dévale à toute allure un chemin pierreux dans l'arrière-pays niçois et qui court d'une « manière saccadée, capricante ».

Les phrases trépidantes qui la décrivent n'expliquent pas les raisons de cette course. Est-ce une fuite ? L'entraînement d'une athlète ? Court-elle pour habiter poétiquement le monde, celui du maquis enveloppé par la lumière du Sud ? Disons que le lecteur s'inquiète un peu pour elle. Et Maryline Desbiolles, née en 1959, autrice d'une trentaine de romans (lauréate du prix Femina pour *Anchise*, Seuil, 1999), lui confirme au bout de trois pages que quelque chose ne va pas.

En effet, il y a comme un os dans cette histoire. Au détour d'une phrase, un détail révèle la jambe gauche « massacrée » de la jeune femme : sa fibula, « agrafe » en latin, cet os appelé « péroné » dans l'ancienne nomenclature, est méchamment fracturée.

Cette femme abimée s'appelle Emma

Fulconis. Son identité est dévoilée en même temps que sa blessure. Elle est la petite-fille d'une famille de harkis réfugiée en France en 1962 après la guerre d'Algérie, puis parquée dans un hameau forestier du sud de la France. Cette histoire, pleine de douleurs et d'humiliations, la jeune femme la devine sans l'éprouver intimement. Elle lui est proche et étrangère en même temps. Car, dans sa famille, « rien n'est dit, mais rien n'est caché ». Elle ne cherche pas à comprendre ce qui s'est passé, elle court, « de tout son cœur », jusqu'au moment où elle est rattrapée par le réel.

Morsure

Alors qu'elle rend visite à un ami, Emma se fait subitement attaquer par le chien de la maison (« un bon gros bâ-tard ») qui lui lacère la jambe, ne veut pas la lâcher, pulvérise son « agrafe ». Et ce n'est pas cette morsure qui la meurtrit le plus, mais la phrase du père de son ami, entendue avant de perdre connaissance : « Mon chien n'aime pas les Arabes. »

Evidemment, le lecteur brûle d'en savoir davantage. Mais l'autrice ne dit pas tout. Pour Maryline Desbiolles, écrire, c'est maintenir un état d'alerte le plus longtemps possible, jusqu'à l'éclosion d'un drame qui attaque le corps et atteint la mémoire.

Après cet épisode traumatique, le roman prend une direction narrative saisissante. Il croise deux histoires qui dépendent l'une de l'autre. Car la guérison du corps d'Emma dépend de la redécouverte de son histoire familiale. De fait, son oncle Hakim lui raconte l'humilia-

tion des harkis après la guerre d'Algérie : « traîtres pour les Algériens » et « moins que rien pour les Français ». Leur assignation à résidence dans un camp de transit du Larzac, la pénibilité du quotidien, le racisme qui divise et qui tue.

Par son écriture grave et aérienne, Maryline Desbiolles accompagne son personnage dans sa quête d'émancipation. L'enjeu est de taille : Emma Fulconis désire s'affranchir d'une histoire collective pour réinventer la sienne. Et cette épreuve doit passer par le corps. Coûte que coûte, il lui faudra continuer à danser, à chanter, à courir dans le « vent qui agrandit le ciel ». Et si l'écriture ne guérit rien ni personne, elle a néanmoins le pouvoir de « faire la mise au point et de gommer le flou ». Ce que fait l'autrice avec beaucoup de grâce en intensifiant les grands mouvements de la vie. ■

L'AGRAFE, de Maryline Desbiolles, éd. Sabine Wespieser, 150 p., 18 €, numérique 14 €. Signalons, de la même autrice, la parution en poche d'I l n'y aura pas de sang versé, J'ai lu, 160 p., 7 €.

Sébastien Dulude soumet l'amitié au feu de l'amiante

Une enfance dans le pays des mines d'amiante. Le premier roman de l'écrivain québécois est tout en tensions contraires

RAPHAËLLE LEYRIS

Une amitié comme une cabane. Un lieu où être soi : un garçon de 10 ans, qui lit des *Tintin* à la chaîne, joue à se faire peur en consignant les drames du monde dans un « cahier de catastrophes » et jubile quand il a de quoi acheter des « gommes aux cerises » (nous sommes au Québec). Qui se retrouve bien embarrassé quand un magazine pornographique lui tombe pour la première fois entre les mains, mais devine les gestes de l'éveil sexuel dans le demi-sommeil d'un après-midi à la chaleur écrasante.

Perchés dans leur pin, pendant l'été 1986, Steve, le narrateur d'*Amiante*, premier roman de Sébastien Dulude, et Charlélie, dit « le petit Poulin », son « inséparable », échappent à la surveillance, déjà bien lâche, des adultes. Le premier cherche à fausser compagnie à la violence de son père et aux codes d'une virilité toxique comme l'amiante dont vit et meurt la ville de Thetford Mines. Cette virilité que son géniteur, « mineur-camionneur », veut à toute force lui inculquer. La tranquillité joyeuse qui règne dans la famille du « petit Poulin » est une raison supplémentaire de l'aimer.

Les journées d'été que les deux garçons passent à courir entre les « dompes »

Les journées d'été que les deux garçons passent à courir entre les terrils et leur abri semblent pouvoir durer toujours

(terrils) et leur abri dans les arbres semblent pouvoir durer toujours. Cette impression est renforcée par le récit qu'en fait Steve tout au long de la première partie du roman, dans un imparfait aux allures d'éternité et dans une succession d'allers-retours temporels sur les deux années qu'a duré cette miraculeuse amitié. Ce mouvement constant du texte cherche à restituer toutes les dimensions de leur lien, à ranimer dans une langue vibrante chaque sensation éprouvée ensemble ou dans l'attente de se retrouver, une fois les cornflakes du matin avalés. Textures, odeurs, sons, températures, goûts... Il faut tout convoquer, comme pour repousser le moment d'arriver au 31 août 1986, jour où la cabane est démontée et où leur amitié vit une explo-



Sébastien Dulude. MARC-ÉTIENNE MONGRAIN

sion plus forte que celle qui, chaque jour, à 16 heures, résonne depuis la mine.

Cinq ans plus tard, pendant l'été 1991, le récit de Steve reprend, au présent, pour rapporter une autre détonation. *Amiante* se construit dans le contraste entre ces deux parties, séparées par une lunaire photo de « dompes » en noir et blanc.

Le Québécois Sébastien Dulude, poète et éditeur né en 1976, ayant grandi à Thetford Mines, semble avoir fait de la dichotomie le principe même de son roman, qui s'appuie sur l'opposition entre l'aridité des paysages miniers et la beauté sylvestre des alentours, entre la douceur du lien qu'ont noué les enfants et la violence dans laquelle Steve baigne (« La mine, c'est la violence sur certains parents, puis la violence sur certains enfants ; la mine, c'est l'isolement des enfants, et l'isolement, c'est l'ennui, et l'ennui, c'est la violence qui m'a enlevé mon ami. Et la violence, c'est ma nouvelle amie », ressasse le Steve de 15 ans, plein de colère, de la deuxième partie). Entre la précision de ce qui est restitué et les gouffres que recouvrent les ellipses du texte. Entre la brutalité de la réalité sociale décrite en filigrane, avec la fermeture annoncée des mines et la proche disparition de ce monde ouvrier, et la sensibilité du regard que l'enfant pose sur les choses. Ces tensions contraires nourrissent l'écriture de Sébastien Dulude et ce premier roman à la beauté poignante sur les souvenirs d'enfance, ce qu'ils nous font et ce que l'on en fait. ■

AMIANTE, de Sébastien Dulude, La Peuplade, 214 p., 20 €.

Guillaume Sire dans les pas d'un hypersensible

Roman d'amour, « Les Grandes Patries étranges » traverse avec panache la première moitié du XX^e siècle



Guillaume Sire. PIERRE BETEILLE

Guillaume Sire a le goût des romans épiques et des personnages courageux, débordants de panache. Tels semblent les points communs de livres aussi différents qu'*Avant la longue flamme* (Calmann-Lévy, 2020), qui plongeait un jeune garçon à l'imagination fertile dans l'horreur de la guerre civile cambodgienne, *Les Contreforts* (Calmann-Lévy, 2022), où une famille combattait avec des armes dérisoires pour conserver son château fort, et, aujourd'hui, *Les Grandes Patries étranges*.

C'est une traversée de la première moitié du XX^e siècle dans les pas de Joseph Portedor, dont le nom est à lui seul promesse d'aventures. Enfant, ce Toulousain s'est donné pour mission de

« sauver » Anima Halbron, la petite fille de l'étagé du dessous, dont il est tombé amoureux au premier regard. Les deux voisins ont en partage un deuil fondateur : celui du père, tué pendant la première guerre mondiale, pour Joseph, et celui de son frère aîné, mort d'une fièvre infantile, pour Anima.

Hors leur compagnonnage avec des fantômes, ils ne sauraient présenter des personnalités plus distinctes. Joseph est doté d'une hypersensibilité parfois encombrante ; son toucher, son odorat, son goût, son ouïe et sa vue sont extrêmement développés et le saturent en permanence d'informations sur son environnement. Anima s'est fabriqué une carapace de froideur, le piano est son unique objet d'intérêt, et son mépris (ambivalent, tout de même) pour les grands sentiments va jusqu'à baptiser « Lamour » un cochon qu'elle a sauvé des abattoirs et caché.

Anima est juive, et c'est en particulier du péril antisémite que Joseph voudrait

la préserver, lui qui, après le déménagement de la jeune fille pour Paris, où elle deviendra concertiste, verra dans chaque « Mort aux juifs » tracé sur les murs le signe qu'elle est en détresse et a besoin de lui. Sa conviction qu'il doit la défendre, forgée dans sa lecture des romans de cape et d'épée, emmènera le chevaleresque héros jusqu'à Coblenze, en Allemagne, en pleine seconde guerre mondiale.

Des années 1920 aux lendemains de la Libération, les personnages des *Grandes Patries étranges* (le titre est emprunté au poète et philosophe Benjamin Fondane, 1898-1944) évoluent dans un monde en proie au chaos. « Tout est bien. Il n'y a rien à comprendre », répète d'un bout à l'autre du livre Thérèse, sa mère, à Joseph, qui ne veut se résoudre à l'accepter. Il s'échine à appréhender les événements et les êtres à l'aide de son hypersensibilité, qui semble autant une infirmité – tout le blesse – qu'un superpouvoir – il peut dire si une femme est enceinte

en lui touchant simplement la main.

Ce pouvoir, que lui envie le poète anarchiste Vadim Hache – compagnon de détention puis de cavale en Allemagne –, permet à Guillaume Sire de façonner la singularité de son texte, qui s'attarde sur les sons, les odeurs ou les lumières traversant Joseph, sans pour autant sacrifier son rythme. Ni négliger les seconds rôles, confiés à des personnages truculents, voire grandioses. Outre Vadim Hache et quelques autres anarchistes, il y a la Cardinale, tenancière de bordel et résistante de choc, l'admirable père André, la prostituée Ninon, au grand cœur et au strabisme divergent... Avec eux, le roman d'amour se double d'un hymne à la fraternité comme seule arme face aux épreuves. ■ R. L.

LES GRANDES PATRIES ÉTRANGES, de Guillaume Sire, Calmann-Lévy, 352 p., 21,90 €, numérique 15 €.

Mircea Cartarescu: « J'aurais voulu être Borgès, mais si j'avais été Borgès, j'aurais voulu être Kafka »

Le grand écrivain roumain signe « Théodoros », nouvel exemple de ces romans-mondes dont il a le secret. Pour « Le Monde des livres », il évoque en détail les sources et les particularités de cette histoire. Celle, dite par les anges, d'un serviteur qui, partant du Danube, devint empereur d'Éthiopie. En route !

PROPOS RECUEILLIS PAR
FLORENT GEORGESCO

Né en 1956 à Bucarest, lu dans le monde entier et régulièrement cité dans la liste des nobélisables, Mircea Cartarescu est le plus important écrivain roumain contemporain. *Théodoros*, son nouveau roman, qui a connu un grand succès commercial et critique en Roumanie, est, comme chacun de ses livres, un monde en soi, d'une profusion et d'une profondeur infinies. Il a accepté de guider « Le Monde des livres » dans ses dédales.

Théodoros n'a pas existé, mais vous ne l'avez pas inventé : vous l'avez découvert, il y a plus de trente ans, dans une lettre de l'homme d'Etat roumain Ion Ghica [1816-1897], où il se demandait si un jeune serviteur du domaine de son père ne serait pas devenu l'empereur Téwodros II d'Éthiopie [1818-1868]. C'est bien sûr impossible. Téwodros est né dans la province du Qwara, à la frontière du Soudan. Mais quelque chose s'est déclenché alors. De quelle nature était-ce ?

Cela m'a fait l'effet d'une révélation. J'en ai ressenti des frissons : voilà un des plus fantastiques sujets de roman qui soit, me suis-je dit. Quelle histoire exemplaire et archétypale ! Combien de possibilités narratives ! Un insignifiant domestique de l'insignifiant pays valaque [la principauté de Valachie, dont l'union, en 1859, avec la Moldavie, donnera naissance à la Roumanie] a un rêve unique, une obsession qui absorbe toute sa vie : celle de devenir empereur. Et finalement, au terme d'événements grandioses, tragiques, grotesques, entraînants, absurdes, héroïques, il parvient à accomplir son rêve : il devient Téwodros II !

J'y pense depuis lors. J'avais noté dans mon journal : « Un jour j'écrirai l'histoire

de Théodoros. Si je ne la raconte pas, personne ne le fera jamais. » Et puis j'ai creusé, mon journal s'est truffé d'autres passages à ce sujet, mais plus le temps passait et moins j'avais la conviction qu'un jour je l'écrirais vraiment, ce livre. J'étais absorbé par les romans de ma vie intérieure, *Lulu* [1994 ; Austral, 1995], *Orbitor* [1996 ; Denoël, 1999] et *Solénoïde* [2015 ; Noir sur Blanc, 2019], qui sont la cartographie générale de mon cerveau, et cela m'a pris un quart de siècle.

Je n'ai pas trouvé le temps ni les conditions nécessaires pour me dédier à cette démonstration de liberté narrative absolue qu'est Théodoros. Il m'aura fallu attendre trois décennies pour cela, et, quand tout a été mûr, j'y ai consacré deux ans de travail qui condensent la plus somptueuse aventure de ma vie.

Cela signifie-t-il que vous êtes passé à autre chose, et que la cartographie de votre cerveau est achevée ?

Aux trois romans de ma vie intérieure déjà mentionnés, j'ajouterais deux recueils de nouvelles écrits à trente ans de distance, et qui se reflètent l'un l'autre par-delà le temps : *La Nostalgie* [1993 ; P.O.L., 2017] et *Melancolia* [2019 ; Noir sur

Blanc, 2021]. Tout cet ensemble, incluant mes poèmes – totalement méconnus en France –, ainsi que mon « Journal » [quatre tomes parus entre 2001 et 2018, non traduits], d'où tout a jailli, forme le noyau de mon œuvre.

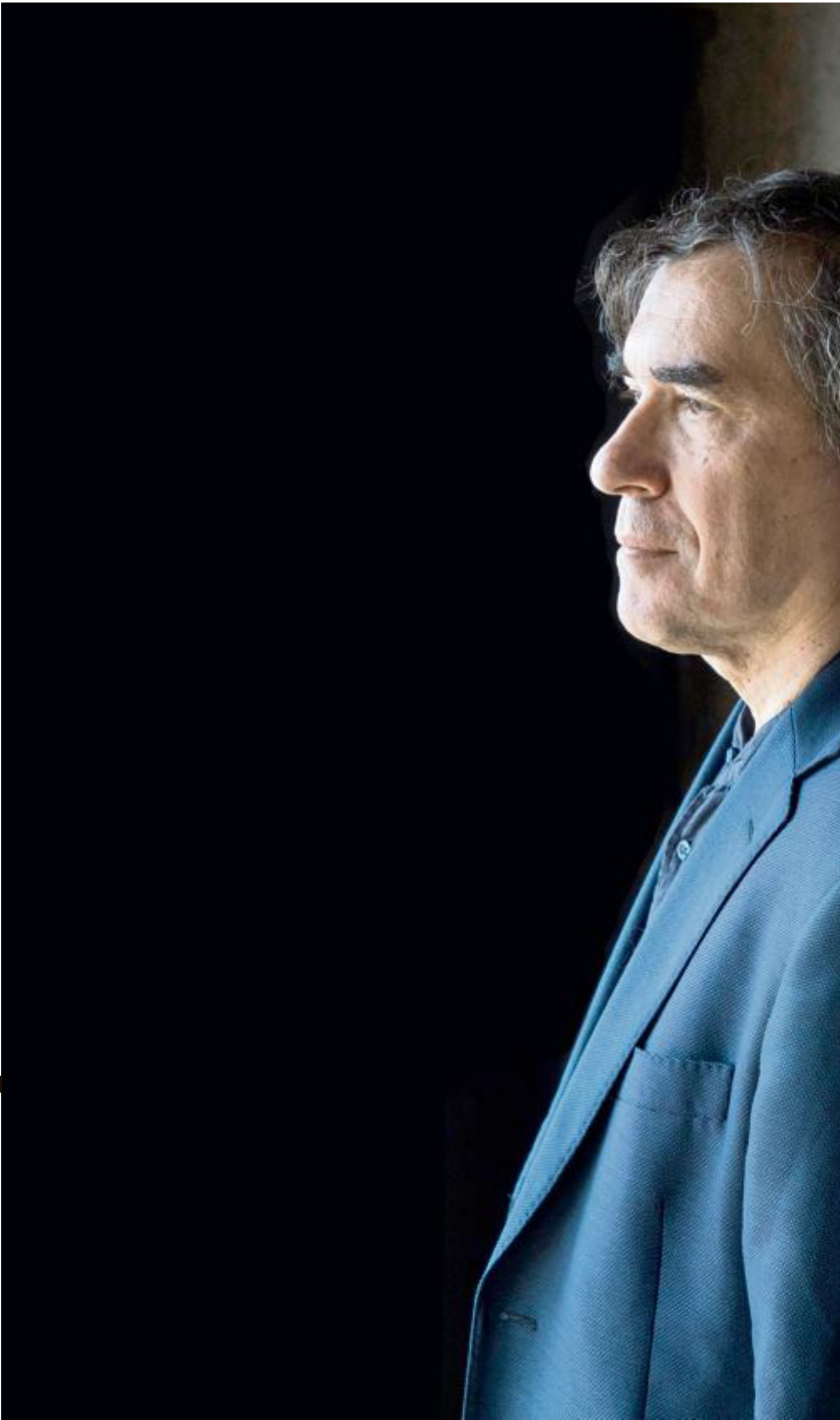
Qui n'est pas conclue. J'ai commencé un livre très particulier, nommé « L'impudique mort », un livre que j'ai rêvé en entier, comme d'autres livres qui constituent une petite bibliothèque onirique – mon œuvre nocturne. Cette collection de romans m'attend chaque nuit au détour d'un de mes rêves récurrents. L'action du roman a lieu dans un univers que je connais bien, celui de mon adolescence, passée dans le voisinage du Cirque [le Cirque métropolitain, bâtie des années 1960, dans le nord de Bucarest], d'où je tire mes personnages.

Théodoros se trouve dans une autre série, aux côtés du poème épique *Le Levant*, publié en France il y a quelques années, dans une excellente traduction (en tenant compte du fait que c'est en réalité intraduisible), mais qui n'a pas eu le moindre écho [1990 ; P.O.L., 2014]. *Le Levant* est un texte emblématique, un poème de sept mille alexandrins et un gigantesque pastiche de la poésie

roumaine, pour lequel je suis particulièrement connu en Roumanie, où je suis considéré en premier lieu comme un poète.

La distinction entre les deux séries est-elle si nette ? On peut aussi penser que le rêve de domination du monde propre à Théodoros rejoint la réinvention totale du réel, son absorption dans votre vie intérieure, qui est à l'œuvre dans tous vos romans...

D'une certaine manière, je peux dire moi aussi que « Théodoros, c'est moi », en dépit de l'énorme différence qui existe entre nous (je suis une personne totalement non violente, qui déteste les conflits, qui préfère la solitude, qui aime son prochain et la nature). Mais ce qui nous relie, c'est cet antipathique caractère ambitieux. Car mon roman pourrait s'intituler « De l'ambition ». Mon désir de progresser en littérature est aussi illimité que celui de Théodoros de s'élever dans l'échelle sociale. Moi aussi, je reste insatisfait. Je ne cesse de me comparer à moi-même, rêvant d'être meilleur que celui que j'étais il y a vingt ou trente ans. Cela m'attriste, de savoir que j'ai pu écrire *Orbitor* alors que je n'en suis plus capable





Mircea Cartarescu,
à Saint-Malo, en mai.
PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA VIA
OPALE.PHOTO

aujourd'hui. Cela me plonge dans le désespoir, de ne plus pouvoir écrire mieux que ma nouvelle intitulée « REM », dans *La Nostalgie*, écrite il y a quarante ans.

J'aurais voulu être Borgès, mais si j'avais été Borgès, j'aurais voulu être Kafka (au-dessus de lui, il n'y a que le bon Dieu). Dans la vie ordinaire, je n'ai jamais éprouvé de trop grandes ambitions mais, en littérature, rien ne me semble indépassable, absolument rien ne semble capable de me satisfaire. Alors que j'étais engagé dans l'écriture de mon premier texte, je voulais déjà y verser jusqu'à mes ultimes forces, et je continuerai de tendre vers cela tant que je serai capable de tenir mon stylo.

Vous abordez pour la première fois des époques anciennes, du monde biblique au XIX^e siècle. Ce recours à l'histoire a-t-il changé quelque chose à votre manière d'écrire ?

Theodoros est un livre d'imagination, et c'est un roman qui mime le roman historique, un roman pseudo-historique. Rien n'est vraiment ce que l'on croit, dans ces pages. Bien plus que par l'ample arrière-plan historique, j'ai été intéressé par quelques questions techniques, des

difficultés narratives que je me suis imposées à moi-même. Mon roman est un mécanisme scriptural où chaque rouage doit fonctionner pour que le mécanisme puisse montrer l'heure exacte. Il suffirait qu'une seule pièce ne tourne pas au rythme des autres pour perdre le pari narratif.

Une des décisions lourdes de conséquences a été par exemple d'utiliser la deuxième personne du singulier, qui est très artificielle. D'ordinaire, c'est quelque chose d'insupportable, pour le lecteur d'un texte de six cents pages. Le tout est d'utiliser cette anomalie narrative avec tant de dextérité que le lecteur ne la percevra plus au bout des dix premières pages. Le point de vue utilisé dans le roman est, autant que je sache, unique. Quant à la mise en scène, comme dans l'*Illiade*, la *Divine Comédie* ou *Faust*, elle montre un monde structuré sur plusieurs niveaux métaphysiques. Au-dessus du monde des humains se trouve le ciel, peint comme les voûtes des cathédrales, et, en dessous, se trouve l'enfer, avec ses flammes et ses monstrosités.

La voix qui ébranle le livre est la voix de l'éthique, elle vitupère, et le livre de la vie de Théodoros s'écrit sous nos yeux, avec

ses personnages réels ou inventés, avec des scènes historiques d'autrefois ou du futur. *Theodoros* n'est pas un roman historique, c'est un monde, qui utilise l'histoire comme une sorte de « champ quantique » d'où les faits s'extraient encore et encore, en se matérialisant et en se fixant en d'étranges superpositions.

Ce monde est le nôtre, et, par bien des aspects, vous respectez la réalité historique, culturelle, géographique des territoires que le livre traverse. Mais il est vu de haut : vos narrateurs sont les archanges...

Un élément important de l'architecture du livre se trouve dans ses prémisses pseudo-théologiques et pseudo-métaphysiques : le livre est écrit par les anges, en effet, pour être présenté à la divinité (le « Grand Lecteur ») lors du Jugement dernier. J'ai utilisé pour parvenir à mes fins la symbologie des Eglises orientales – byzantine, copte, éthiopienne, etc. J'ai décidé que chaque être humain, parmi lesquels se trouve bien sûr Théodoros, serait examiné par un narrateur privilégié, omniscient, qui écrirait sa vie. Celle-ci serait présentée au Créateur, qui déciderait du sort de la personne jugée à sa mort.

La grande surprise est que personne n'est condamné : les livres ne sont pas des objets éthiques, mais esthétiques. Dieu rit et pleure en lisant les milliers de livres qui racontent par le menu la vie des hommes, mais il ne juge personne. Nous non plus nous ne jugeons pas Madame Bovary, nous nous contentons de nous réjouir du texte de Flaubert. Mon roman n'est pas un volume de théologie ou de morale, mais une parabole du Livre, de l'écriture et de la lecture comme activités heureuses, qui éclairent nos vies.

La religion n'en est pas moins omniprésente dans le roman, au-delà même du rôle qu'y jouent Dieu et les anges... Elle n'est pas non plus absente de vos livres précédents. Quel rapport entretenez-vous avec la foi ?

Je n'ai reçu aucune éducation religieuse. J'ai lu la Bible après mes 30 ans. J'ai alors compris que ce n'est pas un livre bigot qui se trouverait en conflit avec la science et avec le bon sens, comme le rabâchait le discours « athée scientifique » communiste de l'époque, mais, entre autres, le plus extraordinaire roman qui ait jamais été écrit, la plus grandiose épopée, un merveilleux recueil de poèmes et surtout le livre de la rencontre entre deux espèces, deux civilisations, l'une du Ciel et l'autre de la Terre. Cela n'a aucune importance, d'être croyant ou pas, quand on lit un tel livre.

Il est très facile de mal comprendre *Theodoros*. Non seulement ce n'est pas un livre historique, mais ce n'est pas non plus un livre religieux. Toute sa matière iconographique est l'équivalent de la jungle exotique, du parfum de la goyave qu'on trouve dans *Cent ans de solitude* [de Gabriel Garcia Marquez, *Seuil*, 1968] : elle apporte quelque chose d'exotique, de moins connu chez le lecteur occidental, c'est quelque chose d'inédit, d'intéressant.

Quant au Kebra Nagast [*le livre sacré éthiopien*], il m'a réellement intéressé, c'est un livre d'une grande splendeur. La naïveté des plafonds peints dans les églises arméniennes, grecques ou éthiopiennes est également très attirante, en ce qui me concerne. Je ne crois pas qu'un autre écrivain ait autant valorisé ces sources de barbare beauté.

Vous disiez que « Théodoros » ne relevait ni de la théologie ni de la morale. Reste la mystique. Vous est-elle totalement étrangère ?

« Je ne suis que littérature et je ne peux ni ne veux être rien d'autre », écrivait Kafka à sa fiancée, Felice Bauer. Telle est la mystique que je peux dévoiler aux yeux du lecteur. Celle que je ne peux pas dévoiler, et qui est d'égal importance, je peux à peine me l'avouer à moi-même. Depuis quelques années, je suis contraint de diviser mon journal (qui a dépassé ses 50 ans) en deux cahiers parallèles. La matière du premier est publishable, mais l'autre n'existe que pour moi. Et ce n'est pas parce que j'aurais quoi que ce soit à dissimuler, mais parce qu'il existe des choses qui, par nature, ne peuvent être dites.

La littérature n'est pas l'art de dire la vérité, mais celui de tourner autour, comme un papillon de nuit tourne autour d'une ampoule allumée en essayant de ne pas se brûler entièrement les ailes. « Je notais l'inexprimable »,

Critique Et Dieu rit devant l'innocence et la cruauté humaines

IL EST TOUT À FAIT POSSIBLE DE RÉSUMER *THEODOROS*. Mais il faudrait le faire dix fois, au bas mot, et dix fois tout reprendre de zéro, passer par toutes les portes, les majestueuses et les dérobées, celles qui vous jettent au cœur du fracas, et celles qui vous conduisent dans des recoins silencieux, où le monde se dérobe soudain devant l'invisible. Raconter les bandits roumains, les pirates des mers grecques, les massacres, et dire la douceur élégiaque des lettres du héros à sa mère, l'ardeur de l'amour entre la reine de Saba et le roi Salomon. Ajouter que Dieu observe, et qu'il rit devant l'innocence et la cruauté humaines.

Aux premières pages, tout paraît clair. Un empereur du XIX^e siècle, dans son palais cerné par les troupes ennemies, s'apprête à se donner la mort. C'est Théodoros, dont Mircea Cartarescu résume la vie au pas de charge, de sa Valachie natale à sa conquête de l'Éthiopie, dans une ouverture qui semble promettre au lecteur le mouvement classique d'ascension et de chute d'un roman d'aventures plein de rebondissements, mais somme toute sans surprises majeures.

A ceci près que le narrateur, d'emblée, trouble le jeu, racontant Théodoros à Théodoros, employant un « tu » à la fois familial et presque menaçant, non seulement omniscient mais à l'affût du protagoniste, comme prêt à bondir sur lui. Plus loin, il se présente, ou plutôt ils se révèlent, eux qui sont « *si haut dans les sphères au-dessus de votre voûte bleue* » qu'ils peuvent « *suivre les histoires depuis l'époque où elles n'en formaient toutes qu'une seule* ». Leurs noms ne sont prononcés qu'à la fin du livre, mais ils ne tardent

pas à montrer leur nature. Ce sont les sept archanges qui se tiendront auprès de Dieu au jour du Jugement.

La machine narrative qui se met en place n'a dès lors d'autre fonction que d'entraîner le récit dans des embardées. Le déraillement devient la règle d'un livre qui accomplit sa promesse d'aventure avec une puissance narrative éblouissante – servie par la traduction de Laure Hinckel, impressionnante de précision et de force –, tout en devenant radicalement autre chose. C'est le propre des archanges, et de Cartarescu : les liens qu'ils tissent entre les histoires transcendent la logique commune. L'histoire de la reine de Saba prolonge, comme une évidence, le récit d'une enfance valaque. Le dénouement s'étend à l'humanité entière. Au passage, la vie de Théodoros se diffracte, chaque tribulation de chaque personnage se mêlant à elle, et il semble toujours s'agir de la même histoire – cette histoire que les archanges connaissent.

Les romans de Mircea Cartarescu tirent leur extraordinaire énergie de ce rêve d'atteindre le point où toutes les histoires se rassemblent, où chaque aventure devient celle de chacun de nous, et de la Terre, et du Ciel, et de tout ce qui peut être dit sur tout ce qui est. Ce n'est qu'une illusion, un désir halluciné de voir l'irréel prendre corps. Mais la littérature, à ce degré d'accomplissement, est un tour de magie. Lisez ce chef-d'œuvre. Vous croirez toucher du doigt la vérité du monde. ■ FL. GO

THEODOROS
(*Theodoros*),
de Mircea Cartarescu,
traduit du roumain par Laure Hinckel,
Noir sur Blanc, 624 p., 27 €,
numérique 19 €.

écrivait Rimbaud. J'essaie moi aussi de le noter, dans son inquiétante ambiguïté.

Si la vie de Théodoros n'est qu'une parmi les milliards que racontent les anges, n'a-t-il pour autant aucun caractère universel ? Sa cruauté, son avidité, la brutalité de ses prédations coloniales offrent un reflet assez réaliste de l'histoire humaine...

Si l'on en croit la théorie physique des mondes multiples de Hugh Everett [*physicien et mathématicien américain, 1930-1982*], chaque minuscule événement quantique ramifie notre monde en deux mondes parallèles qui ne se croisent plus jamais. Si bien qu'il existe une infinité de mondes légèrement différents les uns des autres, dans lesquels se réalise n'importe quelle possibilité imaginable ou inimaginable. L'un de ces mondes est mon livre.

En langage quantique, Théodoros se trouve dans une superposition de personnalités, un peu comme le chat de Schrödinger, qui est à la fois vivant et mort. Mon personnage est cruel, monstrueux, égocentrique, vicieux, mais aussi tendre, toujours amoureux, et avec en plus un certain talent d'écrivain, que la reine Victoria elle-même a remarqué. Parce qu'il refuse de juger les personnages, mon livre est par excellence non manichéen.

Et, c'est vrai, l'horreur de l'histoire dans un siècle sublime et ridicule, idéaliste et suicidaire comme l'a été le XIX^e siècle, est, sans aucun doute, un personnage de ce livre. Ce siècle a été celui de Jules Verne, de Marx, de Nietzsche, de Freud, de Maxwell [*le physicien*], d'Helena Blavatsky [*l'occultiste*]. Du communisme naïf et du colonialisme féroce. *Theodoros* est le livre d'un siècle qui m'a toujours fasciné.

A l'heure où la guerre russe se déchaîne aux frontières de votre pays, ce rapport à la barbarie historique ne rend-il pas aussi le roman très actuel ?

Je crois que les bons romans sont actuels, alors que les mauvais sont inactuels, peu importe leur sujet. J'espère ne pas avoir écrit un livre gratuit, un spectacle esthétique qui ne serait que cela. Ce n'est pas ma manière d'écrire. Dans *Theodoros* comme dans mes autres livres, j'ai engagé toutes mes forces, avec toute mon horreur pour le mal et la violence, avec toute ma confiance en la partie

lumineuse de l'être humain. Les démons qui sortent de terre dans le chapitre final sont vaincus et quittent la scène.

Le monde est aujourd'hui de nouveau rempli de tyrans, et la démocratie est de nouveau en danger, mais nous avons eu, ces dernières semaines, sur la scène politique, quelques raisons d'espérer. Je fais partie de ceux qui croient que le bien et la vérité finiront par l'emporter, même si ce n'est peut-être pas durant l'espace de nos vies, mais au bout d'une longue suite de souffrances, comme écrivait Emmanuel Kant.

L'amour est le pivot du récit : sa perte fait basculer Théodoros dans le mal absolu. Malgré les archanges et le reste, n'est-il pas, dans le livre, le lieu du sacré véritable ?

De l'apôtre Paul à John Lennon – qui fait une apparition dans mon livre –, en passant par Dante Alighieri, nous savons tous que « All You Need Is Love ». *Theodoros* est sans aucun doute aussi un roman d'amour, et ici je n'ajoute pas la particule « pseudo ». Tout le livre est parcouru par l'amour que le héros éprouve pour Stamatina, un personnage bizarre, hanté par un démon de l'air. Le lecteur qui arrivera au bout du roman pourra se délecter d'une autre histoire d'amour, célèbre, celle-ci, entre le roi Salomon et la reine de Saba, dans quatre chapitres qui sont mes favoris.

Un troisième grand amour de Théodoros est celui qu'il éprouve pour Porumbita, sa première reine, dont la perte va le précipiter dans une démence suicidaire. Il y en a d'autres, mais celui que j'ai raconté avec le plus de délicatesse et qui m'a apporté la plus grande joie, c'est l'amour de Théodoros pour sa mère, Sofiana, axe central de sa vie. Les sept lettres qu'il lui envoie sont des pages de chaleur humaine et de lumière dans ce livre souvent sombre et cruel.

Le sacré se manifeste dans mon roman à plusieurs reprises, mais il n'y a dans le livre qu'un seul miracle : celui que le *Theodoros* que je ne croyais plus écrire existe à présent, dans son original et dans plusieurs langues. C'est comme ce qu'écrivit, dans un passage célèbre, le philosophe Ludwig Wittgenstein : « Rien de miraculeux ne se montre dans le monde. Le miracle est seulement que le monde existe. » ■

Traduit du roumain par Laure Hinckel.

Démonter les mensonges de Speer

Jean-Noël Orengo était hanté par l’architecte nazi. La lecture de l’essai que lui a consacré la journaliste Gitta Sereny l’a décidé à écrire un roman pour s’en libérer



RAPHAËLLE LEYRIS

Longtemps, Jean-Noël Orengo n’a « pas su » ce qu’il écrivait avec *« Vous êtes l’amour malheureux du Führer »*. Aujourd’hui, il parle au « Monde des livres » de ce « roman » (c’est ainsi que le présente, génériquement, la couverture), son cinquième, comme d’une « contre-fiction », ou d’un exemple de « non-fiction narrative et hybride » sur Albert Speer (1905-1981). Ce dernier fut l’architecte favori d’Hitler et, à partir de février 1942, son ministre de l’armement ; condamné à vingt ans de prison au procès de Nuremberg, en 1946, l’ancien dignitaire nazi a fini par devenir « une star de la culpabilité allemande », explique Jean-Noël Orengo, notamment grâce à son livre de Mémoires, *Au cœur du III^e Reich* (Fayard, 1971).

L’écrivain né en 1975 l’a lu à 25 ans et en est sorti happé par cette « figure romanesque » et par « l’incarnation du couple artiste-homme de pouvoir » que Speer forma avec Hitler, « comme une terrible caricature du tandem de Jules II et Michel-Ange [au XVI^e siècle] ». Cette lecture l’a laissé « troublé », aussi, « sans comprendre pourquoi ». Au fil des années, alors que son esprit revient régulièrement à l’idée d’un roman sur Speer, des historiens éclairent son malaise : en prétendant se confesser, l’architecte n’a cessé de mentir. Dès le procès de Nuremberg, il a assuré n’avoir pas eu connaissance de la politique d’extermination des juifs, avec une force de conviction suffisante pour éviter la peine de mort. En 1971, deux ans après la parution originale d’Au

Quand l’auteur s’attelle à son projet sur Albert Speer, « le personnage extraordinaire qu’est Gitta Sereny, cette femme juive qui était décidée à se confronter au mal et qui est devenue amie avec son sujet » lui « donne le fil »

cœur du III^e Reich, l’Américain Erich Goldhagen démontre l’impossibilité de cette ignorance. D’autres suivront, mais la « séduction » de la version Speer des faits demeure.

Et puis, « il y a sept ou huit ans », Jean-Noël Orengo découvre *Albert Speer. Son combat avec la vérité*, de Gitta Sereny (Seuil, 1997). La journaliste et historienne britannique (1921-2012), née en Autriche, a assisté au procès de Nuremberg ; en 1978, elle a longuement interrogé Speer, avec



Adolf Hitler et Albert Speer, en 1936, devant une maquette du pavillon allemand pour l’Exposition universelle de 1937 à Paris. BRIDGEMAN IMAGES

lequel elle s’est ensuite liée d’amitié ; elle a attendu près de quinze ans après sa mort avant d’écrire son livre. Ce dernier est pour Orengo « un geste génial » en ce qu’il donne à voir « l’histoire d’une relation entre une historienne et son objet d’étude vivant, la simultanéité prodigieuse de deux temps généralement disjoints : le temps vécu des passions historiques et le temps ultérieur des historiens et de leur narration ». Quand il s’attelle, plus tard, « pendant le confinement », à son projet sur Speer, « le personnage extraordinaire qu’est Sereny, cette femme juive qui était décidée à se confronter au mal et qui est devenue amie avec son sujet » lui « donne le fil ». Elle lui permet de mettre le doigt sur l’emboîtement de fictions qu’est Albert Speer, et sur l’idée qu’*Au cœur du III^e Reich* est une « auto-fiction radicale avant l’heure : son but n’est pas de révéler la vérité, mais de la cacher ».

Peu importe le fait que l’écrivain et critique Serge Doubrovksy (1928-2017) contesterait sans doute cette acception du terme d’« autofiction », qu’il a inventé – la fiction étant chez lui affaire de langage et non de mensonge. La conviction de Jean-Noël Orengo l’amène à interroger tout ce que raconte Speer, à vouloir déplier les scènes qu’il rapporte, en commençant par sa rencontre avec Hitler en 1933. Son texte les restitue pour en

EXTRAIT

« Un jour, un de ses collaborateurs, un dénommé Karl Maria Hettlage, lui révélera tout haut ce que tout le monde a remarqué dans un mélange de stupeur, d’amusement et de jalousie. C’est un officier SS, un juriste chargé notamment de l’expulsion des juifs de Berlin pour la construction des monuments futurs. Ils viennent d’inspecter les maquettes pour la énième fois. Il a observé la façon dont le Führer regardait l’architecte et l’écoutait. Alors, en sortant, il lui a dit : “Savez-vous ce que vous êtes, Speer ? Vous êtes l’amour malheureux de Hitler.” Ou peut-être a-t-il dit : “Vous êtes l’amour malheureux du Führer.” C’est un SS, on est juste avant la guerre ou au tout début. (...) Il a certainement utilisé ce titre de “Führer”. Ou peut-être n’a-t-il jamais lancé cette remarque. »

« VOUS ÊTES L’AMOUR MALHEUREUX DU FÜHRER », PAGES 60-61

questionner la part d’invention et de mise en scène, cet art dont Speer fut « un maître ».

Assez rapidement, l’écrivain décide que la structure de son livre, « qui est une histoire politique et une histoire de jeu avec la mort », empruntera au jeu d’échecs et à leurs soixante-quatre cases. Soit huit chapitres correspondant à un découpage chronologique comprenant chacun huit parties.

Les années qu’il passe sur le manuscrit sont « éprouvantes », le travail « à la fois exaltant et terrifiant ». Quand on l’interroge sur la sobriété du style, qui contraste avec la luxuriance de ses quatre romans précédents, dont les centres de gravité étaient le sexe et l’Asie du Sud-Est, il évoque tout à la fois le refus de « jouer de

l’esthétisme » sur un pareil thème et de « la recherche constante » que doit être selon lui la pratique de la littérature.

Cette relative simplicité de l’écriture fait partie des caractéristiques du texte qui frappent le patron des éditions Grasset, Olivier Nora, à la première lecture de ce qu’il appelle un « projet spiralaire dans la métafiction ». Auteur et éditeur bataillent sur un point : le titre. Le second ne dissimule pas qu’il « déteste » cette phrase dite à Speer par l’un de ses subalternes. Pour le premier, elle « donne à percevoir la part d’homéotisme à l’œuvre » entre son personnage et Hitler, tout en situant d’emblée le contexte historique. Faute de contre-proposition convaincante, Jean-Noël Orengo obtient gain de cause.

Avant même sa parution en France, les droits de « *Vous êtes l’amour malheureux du Führer* » ont été vendus aux Etats-Unis, en Italie, aux Pays-Bas et en Allemagne. La preuve pour Olivier Nora que le livre « recoupe une préoccupation actuelle, celle de la remise en question du roman ». Jean-Noël Orengo devrait continuer à travailler sur l’« hybridité des genres » dans le livre qu’il voudrait consacrer à un homme qui hante les pages de « *Vous êtes...* » : le compositeur autrichien Arnold Schönberg (1874-1951), « le plus grand musicien du XX^e siècle » à ses yeux, qui fut contraint à l’exil et semble un double inversé d’Albert Speer. ■

Un conte à Tbilissi

Réfugié géorgien, Leo Vardiashvili (né en 1983) a grandi à Londres et il écrit en anglais. Mais c’est son pays natal qui l’inspire. Il lui consacre un roman, son premier, où les quêtes du protagoniste, le jeune Saba, se combinent et se superposent. Il y a celle d’un père et d’un frère disparus, celle d’un lieu – Tbilissi, où règnent les animaux échappés du zoo, ce qui lui confère un côté onirique et menaçant – et celle de la Géorgie de son enfance ravagée par la guerre civile (1991-1993). Appuyant son récit sur la grammaire du conte populaire, Leo Vardiashvili réussit à donner un aspect mythique aux événements de l’histoire récente, sans que ces derniers perdent en vraisemblance et en couleur. C’est dans cette adroite imbrication que réside l’incontes-

table intérêt de ce beau début littéraire. ■

ELENA BALZAMO

► **A l’orée d’une grande forêt** (*Hard by a Great Forest*), de Leo Vardiashvili, traduit de l’anglais par Julie Sibony, Fayard, 378 p., 23,90 €, numérique 17 €.



Rêves de vies antérieures

Un amour à la croisée des genres entre un peintre, Lalo, et Aziza, mère célibataire dont la belle-famille veut récupérer l’enfant. Chaque nuit, à 2 h 14, Lalo rêve des vies antérieures où il a été assassiné, dans un champ ou à bord d’un train, pendant la guerre du Biafra (1967-1970). Prose sobre, univers rappelant celui d’Haruki Murakami : dans son premier roman, le Nigérien Abubakar Adam Ibrahim fait fusionner l’intime et le politique pour interroger l’oubli dans son pays. Revenant ; mère plongée dans un sommeil de vingt-huit jours ; collecteurs de « *lucioles* » (les âmes des défunts)... ses personnages évoluent entre les vivants et les morts, les guerres d’hier et d’aujourd’hui. Dont celle contre les terroristes de Boko Haram, dans le nord du Nigeria où filent Lalo, Aziza et sa fille, sur les traces des fantômes du peintre, en un final aux allures de western post-apocalyptique. ■

GLADYS MARIVAT

► **Quand nous étions des lucioles** (*When We Were Fireflies*), d’Abubakar Adam Ibrahim, traduit de l’anglais (Nigeria) par Marc Amfreville, Julliard, 450 p., 25 €, numérique 17 €.



Le refus

L’intrigue est simple : un homme gagne au Loto et refuse l’argent car il n’avait « simplement pas envie d’être quelqu’un au milieu de tout ce [qu’il se serait] acheté ». La langue, elle, est ciselée et pleine de surprises. Dans *Les Reflets du hasard*, Hélios Azoulay s’amuse avec la typographie, les espaces entre les mots et les lignes. L’esthétique évoque celle de l’écriture automatique, qui joue avec les aléas de notre inconscient. Ici, il joue aussi des aléas du Loto, des aléas de la folie : le narrateur finit en hôpital psychiatrique sans que l’on sache trop comment, et se consacre là-bas à un échange épistolaire avec une inconnue. Hélios Azoulay, habitué aux arts de la scène en tant que musicien, compositeur et comédien, cherche à perturber son lecteur. Il le prévient : « *Je sais comme vous que le temps ne repasse pas, je sais ce que je vous vole.* » Mais il nous « rembourse » avec ses beaux passages poétiques ou cyniques, dont le contraste ne cesse de nous divertir. ■

SIDONIE BLAISE

► **Les Reflets du hasard**, d’Hélios Azoulay, Le Rocher, 160 p., 15,90 €, numérique 12 €.



Un architecte du mal



sur Albert Speer (1905-1981), l’architecte devenu ministre de l’armement d’Hitler, qui, après avoir été condamné à Nuremberg, a vécu durant les quinze dernières années de sa vie un retournement de fortune spectaculaire.

Pour avoir reconnu ses fautes tout

en prétendant n’avoir rien su de la « solution finale » (ce qui, cela fut démontré, était impossible), dans son livre *Au cœur du III^e Reich* comme dans les innombrables entretiens qu’il donna, il finit presque par devenir une figure morale, et mourut entouré d’amis fort recommandables. Pas de *damnatio memoriae*, cet effacement des mémoires que pratiquaient les Romains, pour cet homme qui avait été si proche d’Hitler, avait défini les codes esthétiques du nazisme et joué un rôle central dans la guerre.

C’est à l’effacement de ses fictions que s’astreint donc Jean-Noël Orengo.

Il se saisit de scènes rapportées par Speer pour examiner leur part d’arrangente invention en recourant à la narration, à l’analyse de textes ou à l’essai historique selon les besoins. Il s’appuie aussi sur un principe de répétition de phrases, d’images et de motifs qui emprunte à la musique sérielle et participe à la force entêtante de ce livre sur le mal et ses ruses. ■

R. L.

« VOUS ÊTES L’AMOUR MALHEUREUX DU FÜHRER », de Jean-Noël Orengo, Grasset, 264 p., 20 €, numérique 15 €.

Les années où tout bascule sous l'effet du réchauffement global, narrées à hauteur d'hommes et de femmes. « Le Déluge », de Stephen Markley, est un roman social

Polyphonie du chaos climatique

NILS C. AHL

Généreux en catastrophes, massacres, violences politiques et scènes apocalyptiques, *Le Déluge*, volumineux deuxième roman de l'Américain Stephen Markley, se distingue pourtant par son traitement de l'intime et du détail, de la douceur et de l'amertume. Sa description très convaincante du dérèglement climatique et de la tempête idéologique et sociale qui l'accompagne repose de fait sur une toile d'émotions et de pensées fragiles, minuscules même.

Scrupuleusement attachée aux mouvements imperceptibles de l'âme et du cœur de chacun de ses personnages, la narration passe par une multitude de chas d'aiguilles pour nous montrer le monde en train de sombrer. Plus encore que le mégafeu El Demonio, qui ravage Los Angeles en 2031, ou l'ouragan Kate, qui anéantit une grande partie de la Caroline du Nord en 2039, les errances et les erreurs, les révoltes et les renoncements de Matt, Keeper, Jackie, Shane et des autres naufragés du roman disent très exactement au lecteur cet enfer qui feint d'être devant nous mais qui est déjà le nôtre.

Un art consommé de l'ellipse

Très remarqué pour son premier roman, *Ohio* (Albin Michel, Grand Prix de littérature américaine 2020), Stephen Markley, né en 1983, a travaillé à ce nouveau livre pendant une dizaine d'années, avant sa parution aux Etats-Unis en 2023. Son ampleur, son sujet, son habileté à jouer avec les codes de la fiction documentaire comme de la dystopie impressionnent, évidemment. Mais le plus frappant est ailleurs. Loin de se lover confortablement au creux d'une architecture épique conventionnelle ou d'un tempo romanesque classique – à la manière, par exemple, du film de Roland Emmerich *Le Jour d'après* (2004) –, l'auteur semble, au contraire, s'amuser à égarer son lecteur.

Polyphonique autant que polymorphe, le roman change de fil



Dans Manille inondé suite au typhon Gaemi, le 24 juillet. TED ALJIBE/AFP

narratif comme de personnage et se construit en grande partie sur un art consommé de l'ellipse, sautant en permanence d'une histoire à une autre, d'une décennie à une autre, ce qui est un comble pour un texte aussi méticuleux et dense – quelques fausses coupures de presse, des enquêtes et des rapports venant remplir les trous, enjambrer les époques et les événements.

Car, le temps d'une génération (2013-2039), *Le Déluge* tente l'impossible : saisir les conséquences du réchauffement climatique global à hauteur de femmes et d'hommes (et d'un personnage non binaire aussi, particulièrement réussi). Qu'il s'agisse d'activistes millénaristes s'affairant dans les coulisses du pouvoir états-unien à Washington, d'écoterroristes paranoïaques, de capitalistes repentins et hésitants, de vétérans de l'armée américaine, de marginaux drogués au fentanyl ou de mères célibataires débordées, chacun essaie tant bien que mal de s'en sortir.

En un petit quart de siècle, quelques canicules se métamorphosent en autant de désastres écologiques, tandis que le chaos s'installe « et [que] le prolétariat dépossédé et abandonné [est] à l'origine de nouvelles insurrections d'une brutalité accrue ». Les nuages qui s'accumulent ne sont pas ceux que l'on croit : la révolution autour de laquelle tourne le roman est avant tout sociale et politique.

Tentative désespérée

En effet, incapable de traiter les maux à la racine, l'être humain s'en remet à ce qu'il sait faire le mieux : surveiller, contrôler, punir. A lire *Le Déluge*, les Etats-Unis des années 2030 feront passer la présidence Trump pour un aimable galop d'essai autoritaire. Les convulsions de l'imparfaite démocratie états-unienne, sa pulsion révolutionnaire, ses obsessions identitaires s'inscriront ainsi dans la continuité de l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021 – plagié dans le ro-

man quelques années plus tard par une gauche radicale qui s'efforce, tant bien que mal, de faire peur à défaut de convaincre.

Le personnage de Kate Morris, passionaria d'un rendez-vous manqué avec le changement climatique et la lutte contre les inégalités, illustre constamment cette tentative désespérée de renverser la table. Déçue des jeux de pouvoir traditionnels, manipulatrice et mégalomane, elle devient, au fil du *Déluge*, une Noé sans arche, combative et fascinante, perdue dans le spectacle qu'elle exerce à mettre en scène. Un presque personnage principal qui semble un moment s'imposer – et pourtant non, la polyphonie reprend le dessus. Comme pour suggérer qu'à l'heure où sonneront les trompettes de l'Apocalypse, nous serons tous devenus les personnages secondaires du roman planétaire. ■

LE DÉLUGE
(*The Deluge*)
de Stephen Markley,
traduit de l'anglais
(Etats-Unis)
par Charles Recoursé,
Albin Michel,
« Terres d'Amérique »,
1056 p., 24,90 €,
numérique 17 €.

Le jour où Lars perdit son père

L'écrivain norvégien Lars Ramlie évoque un père imprévisible lors d'une journée passée avec son fils de 9 ans

HORTENSE DUFOURCQ

En 1997, le premier roman de l'écrivain norvégien Lars Ramlie, un récit à caractère autobiographique intitulé *Biopsi* (non traduit), décrivait la relation entre un père toxicomane, en fin de vie, et son fils, alors jeune adulte. *Une montagne, un fusil, un lac* revient aux origines de cette histoire familiale, pour livrer le portrait de la figure paternelle à travers les yeux du garçon.

Pendant les vacances d'été, en 1983, alors que Lars a 9 ans, son père décide de l'emmener en montagne, terrain de jeu de son enfance. L'ascension prend vite l'allure d'un rite de passage : l'enfant est maintenu dans l'ignorance de leur destination et peine à suivre la folle cadence que lui impose l'adulte, bien décidé à

pousser son fils au dépassement physique, jusqu'à le mettre en danger.

Centré sur cette « journée particulière », le récit inclut cependant de nombreux allers-retours dans le temps qui éclairent le mélange de crainte et d'admiration que le fils nourrit à l'endroit de son géniteur. Le père de Lars est en effet le cadet d'une famille qui a fini par le déshériter en raison de son tempérament « imprévisible », et que l'alcool a rendu d'autant plus incontrôlable. Le narrateur le compare à la figure biblique de Samson, à cause de ses longs cheveux et de sa force peu commune (il est boxeur), mais aussi en référence à ses accès de colère dévastateurs. Avec son fils, cependant, il se montre doux, le plus souvent. D'où le titre du deuxième chapitre, « Et les abeilles firent du miel dans le crâne du lion », qui fait écho à un épisode de la vie de Samson et illustre les pôles opposés du caractère paternel.

Si ce personnage est tellement ambivalent, c'est aussi parce qu'il nous parvient à travers le regard aimant du jeune

garçon. Les enfants voient tout, comprennent souvent plus qu'on ne le pense, et Lars ne fait pas exception : témoin des comportements pourtant odieux de son père (le troisième chapitre débute sur une glaçante scène de violences conjugales), il lui pardonne presque toujours, dans des élans de tendresse désespérés. On comprend l'usage constant de la deuxième personne dans le livre, comme s'il s'agissait de s'adresser directement à cet homme, tenter d'atteindre par le langage la vérité profonde de celui que Lars et sa mère nomment parfois « celui qu'on n'a jamais réussi à connaître ».

Transmissions manquées

C'est tout le tragique du roman : la journée que Lars passe avec son père marque à la fois l'apogée de leur lien et le début d'un éloignement : « La seule chose que peut-être je regretterais ce jour-là, non pas de t'avoir accompagné et suivi, non pas le voyage, mais ceci : la certitude de t'avoir vu et perdu en même

temps ». Car le livre fait finalement le récit de deux transmissions manquées. Celle d'abord des terres norvégiennes, des fjords, de la montagne et du lac, qui déjà n'appartiennent plus ni au père ni au fils : Lars restera attaché au « blé » de la ferme, « dans les champs » où il a grandi avec sa mère, mais ne deviendra jamais le digne héritier de la maison forestière. Celle, ensuite, d'une certaine conception de la masculinité qui se définit par la domination de l'autre, la brutalité, le refus de l'échec.

La prose de Lars Ramlie surmonte la dureté des événements racontés, au point de faire ressortir la poésie onirique de certains moments volés. Leur beauté, poignante, est à l'image d'un récit qui ne renonce jamais à l'empathie pour dire le déchirement. ■

UNE MONTAGNE, UN FUSIL, UN LAC
(*Fjellet, geværet, vannet*),
de Lars Ramlie,
traduit du norvégien par Hélène Hervieu,
Paulsen, 224 p., 19 €, numérique 12 €.



Sur Sakhaline, reprendre goût à la vie

Lorsque tout ce à quoi l'on tient est perdu, à quoi se raccrocher pour rester debout ? Cette question hante avec une acuité particulière les pages de *Source de chaleur*, premier roman traduit en français de l'auteur japonais Soichi Kawagoe, plongeant dans l'histoire trouble du Japon et de la Russie. Yayo-manekf naît à la fin du XIX^e siècle sur l'île de Sakhaline, aux confins des empires tsariste et nippon, parmi la minorité des Aïnous, un peuple autochtone opprimé. Après la perte de ses parents, il grandit à Hokkaido, où il se heurte à de brutales discriminations. De retour sur ses terres natales, il rencontre Bronislaw Pilsudski, exilé là par la Russie pour avoir soutenu le mouvement d'indépendance de son pays, la Pologne. Brimé, il se voit interdire de parler sa langue maternelle, sans possibilité de rentrer chez lui. Les deux hommes sont plongés dans le même désespoir face à un pouvoir impérial cherchant à éradiquer leur identité. Peu à peu, ils reprennent néanmoins goût à la vie. Ensemble, ils travaillent à alphabétiser les minorités de l'île, afin de les aider à tenir tête. Bronislaw se lance dans une quête folle : consigner la musique et la culture des Aïnous, dans l'espoir d'empêcher leur anéantissement. Eduquer, faire trace, résister grâce à l'amitié – telle est la « source de chaleur » grâce à laquelle les personnages de ce récit, qui résonne fortement avec l'actualité, cultivent en eux le feu de la survie. ■

MARIE CHARREL

► *Source de chaleur* (Netsugen), de Soichi Kawagoe, traduit du japonais par Patrick Honoré, Belfond, 432 p., 24 €, numérique 16 €.



Trésors du Kamtchatka

Au milieu du XVIII^e siècle, un chercheur en sciences naturelles est encore un Adam au jardin d'Eden : il voit défiler des êtres vivants qu'il lui appartient de nommer. Même le Kamtchatka de l'époque, dans l'Extrême-Orient russe, qui pourtant n'avait rien d'un paradis, a reçu de ces explorateurs désireux d'en répertorier les merveilles, fût-ce au péril de leur vie. L'un d'entre eux s'appelait Georg Wilhelm Steller (1709-1746). C'était un savant allemand qui a passé là cinq années riches en rebondissements. Parmi ses nombreuses découvertes figure un mammifère marin (aujourd'hui éteint) qui porte son nom : la rhytine de Steller. L'homme mourra à Tioumen, à 4 400 kilomètres de sa ville natale, laissant derrière lui un trésor de notes et de collections. Dans ce roman foisonnant, le premier de la Finlandaise Tida Turpeinen, elle-même scientifique de formation, le destin de Steller sert de fil conducteur. Pas toujours facile à suivre, il permet néanmoins d'organiser une vaste matière, allant de la taxinomie à la peinture des mœurs dans l'empire russe. Si la trame proprement romanesque n'est pas toujours convaincante, l'ambiance de l'époque et des lieux est magistralement restituée – celle d'une Terre bien plus grande que de nos jours, où une lettre met des mois à parvenir à son destinataire et où l'homme n'est encore que quantité négligeable dans le vaste ensemble du vivant. ■ ELENA BALZAMO

► *A la recherche du vivant* (Elolliset), d'Tida Turpeinen, traduit du finnois par Sébastien Cagnoli, Autrement, 294 p., 22,50 €, numérique 15 €.



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

La littérature a le temps



TOM HAUGOMAT



SÉLECTIONNÉ
POUR LE
**PRIX
LITTÉRAIRE**
Le Monde

PERSONNE MORALE,
de Justine Augier,
Actes Sud, 286 p.,
22 €, numérique 17 €
(en librairie
le 4 septembre).

L'AFFAIRE LAFARGE EST BIEN CONNUE. Ce scandale impliquant la plus grosse entreprise française du ciment a fait l'objet de multiples enquêtes, de dossiers et d'émissions spéciales, de milliers de pages de rapports juridiques et de minutes de procès depuis qu'un article de Doro-thée-Myriam Kellou, paru dans *Le Monde* du 22 juin 2016, a révélé l'accord financier que l'entreprise avait conclu avec des groupes djihadistes en Syrie (dont l'organisation Etat islamique) afin de maintenir son usine de Jalabiya en activité, en 2013 et 2014, alors que la guerre civile ravageait le pays et que la plupart des multinationales avaient quitté le territoire. La question est donc la suivante : qu'apporte de plus une œuvre littéraire à cette histoire ? *The Factory*, une pièce de théâtre du dramaturge syrien Mohammad Al Attar, jouée à Berlin en 2018, avait déjà donné une réponse en faisant entendre les voix des ouvriers en danger. Justine Augier va plus loin encore en en restituant la densité de langage et de temps.

Le récit est haletant, et pourtant il n'exploite aucune des ressources narratives qui forment d'habitude la trame de ce genre d'intrigue et lui assurent son succès : le secret, le trouble, la collusion entre raison économique et raison d'Etat, l'indistinction entre le bien et le mal, en-

tre les salauds et les héros. Justine Augier connaît bien le conflit syrien, pour avoir écrit sur les opposants Razan Zaitouneh et Yassin Al-Haj Saleh. Elle a travaillé dans l'humanitaire, et elle est consciente des forces et des faiblesses de l'engagement dans les zones à haut risque : jeux de savoir et de pouvoir le disputant à la sincérité et au bien-fondé de l'action.

Tout cela ne lui donne pourtant aucun surplomb. Elle se met à l'écoute de chacun des groupes impliqués dans l'histoire, en s'intéressant également à tous : les actionnaires, les dirigeants, leurs relais locaux, les ouvriers, les intermédiaires, les associations qui déposent des plaintes pour complicité de crime contre l'humanité, contre une « *personne morale* » qui a aussi violé un embargo et tout simplement mis en danger la vie de ses salariés syriens, « *qui devaient chaque jour passer des heures sur les routes pour se rendre à l'usine et en revenir, franchissant des checkpoints à l'aller puis au retour, se faisant attaquer et kidnapper parfois, alors que les dirigeants avaient jugé la zone trop dangereuse pour que leurs salariés expatriés continuent d'y travailler* ».

Ces groupes parlent et font entendre des langues différentes. Les faits sont constamment traduits : dans la langue du management et du profit, dans la langue diplomatique, dans la langue du

droit. Justine Augier comprend que la vérité se situe au lieu même où ces langues s'entrechoquent et explosent. Son travail d'écrivaine consiste à tisser ces langues incompatibles pour montrer des béances et laisser voir une histoire sidérante, et pourtant caricaturale à bien des égards, révélatrice aussi bien de l'emballlement de la mondialisation néolibérale que du cynisme de la nature humaine.

La littérature a le temps. Dans *Croire. Sur les pouvoirs de la littérature* (Actes Sud, « Le Monde des livres » du 6 janvier 2023), Justine Augier réaffirmait que, dans un monde voué à l'immédiateté, les livres avaient pour tâche de redonner au temps sa texture. C'est précisément ce qu'elle fait ici, en rappelant une à une toutes les strates d'une histoire qui commence en 2007, lorsque le cimetier français s'implante au Moyen-Orient pour gagner de nouvelles parts de marché, et qui n'est toujours pas terminée car, si l'entreprise a bien été incriminée, les coupables sont à ce jour encore présumés. Le rôle des services secrets français et, derrière eux, de l'Etat n'est pas non plus entièrement établi.

En se plaçant à l'intérieur des situations, à Paris dans le petit bureau d'une ONG, rue Saint-Lazare, ou dans le grand bureau d'un dirigeant, rue des Belles-Feuilles, à Jalabiya dans le bus conduisant à l'usine, et dans le café où une victime raconte, en livrant un récit non chronologique mais au plus près des personnes et de leurs existences, ce livre nous fait vivre à la fois les rouages d'un désastre et la lutte pour dévoiler le scandale et rendre justice. Justine Augier ne s'en tient pas aux faits : elle écoute, restitue des atmosphères, une bande-son, avec le sens du détail et de l'observation, le travail des ralentis, des accélérations, des arrêts sur image et des ellipses, tout cela contribuant à rendre le temps stratifié, complexe et mémorable.

Justine Augier ne s'en tient pas aux faits du scandale Lafarge en Syrie : elle écoute, restitue des atmosphères, une bande-son

Une des grandes forces de ce récit qui a le ciment pour fondement et pour principal décor, « *un produit gris, gris, gris* », comme le dit le premier directeur de l'usine syrienne, est de refuser l'idée même de « zone grise ». Ce n'est pas parce qu'une affaire est complexe qu'elle est soumise à la relativité des récits. Chacun défend une vision et croit au bien-fondé de sa version (« *On ne finançait pas le terrorisme, on était rackettés* », disent par exemple les dirigeants), et pourtant il y a bien une vérité, où l'on ne cède plus à la fascination du trouble et où responsables et victimes ne sont plus indifférenciés. Les « *centaines d'heures de travail* » de celles et ceux qui se constituent parties civiles permettent de la révéler, et la littérature l'incarne en lui donnant une langue. ■



FIGURES LIBRES

ROGER-POL
DROIT

Pour éviter l'extinction des êtres parlants

ON L'A SU, AUTREFOIS. L'humain a pour définition première, et peut-être unique, d'être « animal parlant ». Le langage n'est pas un outil de communication, mais l'élément primordial dans lequel se meuvent, pour le meilleur ou le pire, les vivants « dénaturés » que nous sommes. Tout n'advient d'abord qu'à travers les paroles – créations et savoirs, inventions et transmissions, rires et pleurs, grâces ou effrois. Les mots nourrissent ou tuent, bâtissent ou sac-cagent. Il faut impérativement en avoir conscience, pour préserver la parole, chacun et ensemble, sous peine que la barbarie ne s'instaure et que l'humanité ne s'évanouisse.

**PHILOSOPHIE
CLINIQUE.**
AU CHEVET
DE L'ANIMAL
PARLANT,
de Gérard
Rabinovitch,
Hermann,
102 p., 15 €,
numérique 10 €.

Telles furent, schématiquement, les évidences communes des Anciens. Du côté d'Athènes et de Rome, avec Platon, Aristote et cent autres à leur suite. Du côté de Jérusalem, depuis les premiers penseurs hébreux jusqu'à leurs innombrables commentateurs. Ethique, politique et parole avaient alors partie liée. Ces évidences se sont érodées, ce ne sont plus les nôtres. Et quantité de risques s'ensuivent, dont l'existence et l'intensité, souvent, ne sont même pas perçues.

Alors il faut crier, rappeler l'essentiel, fustiger les oublis, dissiper les confusions... C'est ce que fait, avec force, ce

petit livre de Gérard Rabinovitch, qui prend, selon les pages, des airs de manifeste, de pamphlet ou de vade-mecum. Car si *Philosophie clinique* est bref, il est dense et intense, à la fois inspiré et étayé, comme un libelle où se condensent travaux et combats d'une vie. Chercheur au CNRS, expert en langages et régimes totalitaires, auteur d'une quinzaine d'ouvrages et de très nombreux articles, directeur de l'Institut européen Emmanuel Levinas, ce penseur pluridisciplinaire vient ici « *au chevet de l'animal parlant* » pour mettre en garde.

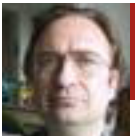
Déshumanisation

A force d'historicisme, de sociologisme, de relativisme, à force d'indifférence à la langue et aux termes justes, à force de négligence envers la responsabilité de tout être parlant, nous risquons de sombrer dans la servitude et la déshumanisation. Gérard Rabinovitch rappelle notamment ce qu'ont bien vu, chacun à sa manière, Victor Klemperer (1881-1960), George Orwell (1903-1950) ou Jean-Pierre Faye : les totalitarismes pervertissent la langue avant de tétaniser les esprits.

Préserver la liberté, c'est d'abord lutter, jour après jour, obstinément et détail par détail, contre ces forces de mort qui œuvrent insidieusement dans le bruit ambiant.

C'est ce que font encore quelques poètes, certains rieurs et de rares moralistes. L'auteur le souligne avec pertinence, bien qu'il soit sans illusion sur la dispersion et la précarité de ces « *laboratoires de résistance* ». Son cri d'alarme, ni catastrophiste ni optimiste, se veut lucide. Il ne manquera pas d'être jugé vieux jeu, car il se réclame haut et fort d'un ensemble d'héritages solidaires que l'air du temps suspecte et veut balayer : la découverte de l'inconscient par Freud, la réalité du mal, la responsabilité humaine et la grandeur du politique.

Tous ces fils s'assemblent autour des forces s'affrontant dans les paroles humaines. Rabinovitch soutient que le choc n'oppose pas des cultures les unes aux autres, mais plutôt, mondiale-ment, au sein de toutes les cultures, une « *civilisation de vie* » et une « *civilisation de mort* ». Et c'est pourquoi « *bien dire* » est « *béné-diction* ». A méditer. ■



LES YEUX
DANS LES POCHEs
FRANÇOIS ANGELIER

TOUT NAVIRE DE PÊCHE EST UN NAVIRE DE GUERRE. Toute campagne de pêche, une bataille navale où le bâtiment combattant ne s'affronte pas à ses semblables, mais croise le fer de sa coque avec l'eau, le sel, l'air et la lumière, endurant cette incessante angoisse qu'est un filet vide, une cale vacante. Nul livre ne vérifie mieux cet axiome que *Le Carnet Vikings*, de l'océanographe Anita Conti (1899-1997) – « vikings » dans l'esprit et dans le nom du navire où elle a embarqué, un morutier fécampois parti remplir ses chaluts entre juin et septembre 1939, plein nord, du côté du Spitzberg et de l'île aux Ours. Une campagne que cette pionnière de l'économie et de la cartographie halieutique vit comme l'aboutissement d'une vocation, depuis sa découverte de la mer,

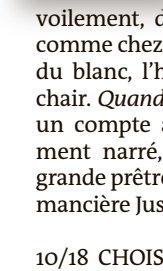


enfant, en Bretagne, puis ses premiers reportages avec les terre-neuvas dans les années 1920-1930. Une autre pêche l'attend, à partir de 1940, celle des mines, sur un dragueur, puis de nouveau sur un chalutier français.

Le carnet de bord d'Anita Conti se révèle à la fois un précieux lexique maritime

qui vous éclaire sur ce qu'est un « potte » (panier), un « gogotier » (sélectionneur de foie de morue), une « croche » (quand le filet se prend à une roche sous-marine) ou un « pal » (abréviation de « palanquée », la masse de poisson déchargée avec un « palan »), un témoignage à chaud sur ce drame incessant, joué sur une scène mouvante et chahutée, qu'est le pont de bateau, monde de gestes finement notés, de mots captés dans l'instant, de corps sur la brèche. Il représente, surtout, un magnifique moment de déflagration poétique, où les rafales de notations brutes, les fulgurances philosophiques, les dessins, photos, croquis restituent l'élan sauvage et le vertige incessant de la vie à bord : « *Et Vikings marche avec son cercle. N'existe sur la mer ni passé ni futur. La trace des sillages s'efface. Il y a l'éternelle seconde présente qui est le centre, (...) une épaisseur circulaire qui se hausse vers son centre et se referme.* »

ON PEUT MESURER les heures avec un chronomètre, les jours en traçant des bâtonnets, les mois en laissant des encoches dans le bois. On peut aussi se servir de chiens de traîneau : plus le temps passe, moins il en reste à manger – la faim menace, l'espace se clôt, le froid vous prend en étau. Ainsi procédent, en 1912-1913, les trois membres de l'expédition Mawson partis explorer, sur 500 kilomètres, les profondeurs de l'Antarctique. Les problèmes techniques s'accumulant, les conditions climatiques se détériorant, les hommes se réduisent à des corps en survie, à de la chair en souffrance. Là, pas de dévoilement, de révélation mystique polaire comme chez Poe et Verne : le blanc n'est que du blanc, l'homme est cadennassé dans sa chair. *Quand on eut mangé le dernier chien*, un compte à rebours organique sublimement narré, chien après chien, par cette grande prêtresse de l'imaginaire qu'est la romancière Justine Niogret. Superbe récit.



10/18 CHOISIT DE NOUS FAIRE LIRE *Vingt mille lieues sous les mers* sans les illustrations mythiques de Neuville et Riou, sup-



pression qui amène le lecteur à se concentrer, de fait, sur le seul texte. Et ainsi à ne pas perdre de vue le sublime romanesque de l'histoire, celle d'un prince indien devenu, par esprit de vengeance, « *archange de la haine* » et mé-cène de l'anti-impérialisme, l'épopée d'une machine qui conjoint le confort du *home* bourgeois et les capacités létales d'un bâtiment de guerre futuriste et, d'abord, l'approche directe, « *comme à la ferme* », des bas-fonds sous-marins. Entre abîmes de noirceur psychologique et abysses marins, les fastes du grand opéra vernien. ■

► **Le Carnet Vikings. 70 jours en mer de Barents**, d'Anita Conti, préface de Catherine Poulain, avant-propos de Laurent Girault-Conti, Payot, « Petite Biblio Voyageurs », 208 p., 9 €. ► **Quand on eut mangé le dernier chien**, de Justine Niogret, j'ai lu, 192 p., 7,40 €. ► **Vingt mille lieues sous les mers**, de Jules Verne, 10/18, 550 p., 9,60 €.

Dans un stimulant essai de philosophie empirique, Pascal Chabot interroge l'obsession contemporaine pour la quête de sens. Et nous remet en mouvement A l'essentiel, sans illusion

FLORENT GEORGESCO

Il faut bien admettre que nos vies n'ont aucune importance. Nous aurions pu ne pas être. Nous sommes. « *Minuscule événement* », écrit Pascal Chabot. « *Le sens de ma vie ? Mais quel infime détail en regard de la Grande Ourse, là-bas, et des atomes éternels !* » Pourtant, aussi lucide soit le philosophe, c'est au « *futile* » et au « *vain* » de nos préoccupations, telle qu'elles apparaîtraient « *du point de vue du cosmos* », qu'il consacre son nouveau livre, crânement intitulé *Un sens à la vie*.

Car le point de vue du cosmos, jusqu'à nouvel ordre, est une chimère, et c'est encore nous qui l'imaginons. Notre vie, elle, n'est pas « *là-bas* » : elle est là devant, dérisoire mais pleine, passagère mais indépassable. « *Je n'ai qu'elle, je ne vois le monde qu'à travers mes yeux, je ne le touche qu'avec mes mains* », poursuit Pascal Chabot, qui, en une dizaine de livres, s'est imposé comme un des philosophes les plus déterminés, justement, à rester sur terre, au cœur de ce qu'il y a toujours de mal fait, de pas fini, dans l'existence humaine.

Il s'est intéressé au temps, au langage, à la notion floue mais vitale de qualité. Il était naturel qu'il en vienne au problème qui regroupe tout cela : quel sens donnons-nous à ce qui nous arrive et à ce que nous faisons ? Et, parce qu'il est un penseur de l'ouvert, quelqu'un qui pose des questions et assume de ne pouvoir répondre à toutes, le résultat se révèle un modèle de philosophie empirique. C'est-à-dire modeste, parfois tâtonnante, mais toujours stimulante, tant Pascal Chabot, qui écrit dans une langue limpide, vivante, accrocheuse, maîtrise l'art socratique d'amener les doutes les plus communs au plus haut degré possible d'intelligibilité.

La meilleure manière de s'y prendre reste de commencer par le langage courant. Quels sens revêt le mot « sens » ? Le philosophe dénombre trois grands « *registres* » : la sensation, la signification et l'orientation – ce que nos sens nous révèlent, le sens que nous donnons aux choses, le sens



« C'est la vie ! », de Sylvie Fleury (2017). AURÉLIEN MOLE/SYLVIE FLEURY/COURTESY OF THE ARTIST AND KARMA INTERNATIONAL, ZÜRICH

dans lequel nous pensons devoir nous diriger. Or, loin de former un tout cohérent, ces registres s'entrechoquent, ce que nous ditale de qualité. Il était naturel qu'il en vienne au problème qui regroupe tout cela : quel sens donnons-nous à ce qui nous arrive et à ce que nous faisons ? Et, parce qu'il est un penseur de l'ouvert, quelqu'un qui pose des questions et assume de ne pouvoir répondre à toutes, le résultat se révèle un modèle de philosophie empirique. C'est-à-dire modeste, parfois tâtonnante, mais toujours stimulante, tant Pascal Chabot, qui écrit dans une langue limpide, vivante, accrocheuse, maîtrise l'art socratique d'amener les doutes les plus communs au plus haut degré possible d'intelligibilité.

Il faut prendre acte de l'omniprésence du non-sens avant d'espérer en dégager quelque chose qui puisse avoir du sens pour nous, et gouverner nos vies

non-sens avant d'espérer en dégager quelque chose qui puisse avoir du sens pour nous, et gouverner nos vies.

Soit « *l'essentiel* », qui donne son sous-titre au livre. Cet essentiel devenu obsédant dans nos sociétés. Il tend même, selon Pascal Chabot, à devenir l'horizon d'un

siècle où les libertés individuelles et la qualité de la vie ont atteint, en Occident, des niveaux inédits, mais où l'angoisse – qu'elle soit suscitée par la crise climatique, les mutations technologiques ou les inégalités – corrode tout. Un siècle de bonheur, du moins à le comparer aux autres, et de désenchantement. « *Si le sens est tellement désiré aujourd'hui*, résume l'auteur de *L'Âge des transitions* (PUF, 2015), *c'est que dans la pratique, c'est son contraire, la contradiction, qui règne, et toujours plus à mesure que le monde se complexifie.* »

Il n'empêche : tout contraires qu'ils soient, le sens et la contradiction ne s'entendent pas si mal. Ils sont inséparables, en réalité. C'est la grandeur de ce livre de l'admettre, tout en reconnaissant la pleine légitimité du désir contemporain de fonder sa vie sur l'essentiel. Mais celui-ci ne serait que rêverie ou mensonge si nous croyions sa réalisation possible. La triade sensation-signification-orientation, et les ajustements constants qu'elle suppose,

n'a d'autre fonction que de nous le rappeler.

Machine à détruire les illusions, et donc à maintenir ouvertes les questions que l'angoisse nous pousse à refermer, elle permet à Pascal Chabot de poser des jalons d'un bon usage du sens, qu'il ordonne à la recherche d'un équilibre entre nos tendances contraires, sans sombrer dans la tentation, qui hante tant de philosophes, de sortir de l'incertain. *Un sens à la vie*, plus humblement et plus efficacement, nous fournit des outils pour nous arracher au sentiment paralysant de l'absurde, comme à la trompeuse quiétude d'un « *sens élu et unique* ». S'il fallait ne retenir qu'une vertu de ce livre qui en regorge, cette manière de nous aider à rester toujours en mouvement pourrait faire l'affaire, et ce ne serait pas rien. ■

UN SENS À LA VIE. ENQUÊTE PHILOSOPHIQUE SUR L'ESSENTIEL, de Pascal Chabot, PUF, 262 p., 17 €, numérique 13 €.



La longue marche des femmes

Tout au long de son œuvre, la philosophe Geneviève Fraisse, directrice de recherches émérite au CNRS, a scruté l'évolution des discours tenus à propos des femmes, faisant saillir des archives des enjeux toujours actuels. En analysant d'innombrables textes publiés avant ou après la Révolution française, elle a montré à quel point la fin de l'Ancien Régime et la proclamation de l'égalité politique laissaient entières les questions de la fin du patriarcat et de la liberté des femmes. Dans ce recueil, qui rassemble sept études et préfaces parues ces dernières années, elle suit l'analyse des tensions, ruptures et ambiguïtés qui ont marqué la longue marche des femmes vers ce qu'elle nomme une « *égalité sans retour* ». On croise dans ce volume des combattantes célèbres, telle Olympe de Gouges (1748-1793), à qui l'on doit la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, et d'autres moins connues, comme l'étonnante météorite Fanny Raoul (1771-1833), qui publie en 1801 *Opinion d'une femme sur les femmes*. Des auteurs masculins sont aussi convoqués, et non des moindres, de Rousseau à Stendhal, en passant par Choderlos de Laclos, sur chaque fois avec finesse. Mention spéciale pour le diagnostic sévère de Charles Fourier (1772-1837), dans sa *Théorie des quatre mouvements* (1808) : « *Les femmes savantes, loin d'aviser aux moyens de délivrer leur sexe, ont épousé l'égoïsme philosophique (...), elles n'ont cherché aucun moyen de délivrance.* » En peu de pages, quantité de pépites. ■

ROGER-POL DROIT
► *L'égalité sans retour*, de Geneviève Fraisse, CNRS Editions, 128 p., 14 €, numérique 10 €.



Dans le lit de Mère-Grand

C'est un conte on ne peut plus familier, dont le sens paraît s'imposer avec évidence : il faut se méfier des inconnus, ces potentiels prédateurs qui rôdent dans les forêts, les bals ou les parkings. Lucile Novat fait pourtant, dans *De grandes dents*, l'hypothèse d'un « *malentendu* » sur lequel reposerait notre compréhension du *Petit Chaperon rouge*, le conte recueilli par Perrault et les frères Grimm. Et si, comme celle de nombreux contes et fables, sa moralité se révélait en réalité « *faussement limpide* » ? En progressant à pas de loup dans son analyse, qu'elle y croise Sigmund Freud, Virginia Woolf ou David Lynch, l'autrice propose une nouvelle interprétation.

Le *Petit Chaperon rouge* contiendrait en effet un avertissement bien plus glaçant qu'une prosaïque mise en garde alimentant la peur du dehors – cette peur qui justifie qu'on « *retienne les enfants et les femmes derrière des portes closes* ». Conformément aux chiffres donnés en 2023 par la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, qui montrent que seules 8 % des agressions pédocriminelles sont perpétrées par des inconnus, le conte révèle selon Lucile Novat une réalité angoissante : « *On risque moins quand on part à travers bois que lorsqu'on glisse dans le lit d'un membre de sa famille.* » Car c'est bien dans un lit, celui de sa grand-mère, que la petite fille sera dévorée. ■ SOPHIE BENARD

► *De grandes dents. Enquête sur un petit malentendu*, de Lucile Novat, Zones, 160 p., 16 €, numérique 12 €.

Déambulations d'un grand-oncle évanescent

Le récit passionnant du journaliste Patrick Straumann sur un homme qui ne tenait pas en place

NICOLAS WEILL

Écrire la biographie d'une silhouette dont la caractéristique fut de disparaître pour émerger d'un bout du monde à l'autre bout dans le chaos du XX^e siècle, voilà le pari tenu par le journaliste et écrivain suisse établi à Paris Patrick Straumann. Avec *L'Homme en mouvement*, il dresse le portrait d'un grand-oncle, Paul (1905-1995 ; né Reichstein, celui-ci se donna le patronyme de Ritchie), aussi évanescent dans sa propre existence que fascinant aux yeux de son petit-neveu.

Auteur d'une description de la capitale portugaise pendant la seconde guerre mondiale, havre ambigu pour les réfugiés (*Lisbonne ville ouverte*, Chandeigne, 2018), Straumann mêle un talent litté-

raire tout en finesse – corrigeant, à l'aide d'un humour discret, ses empathies pour une ville ou, ici, pour un personnage – à un travail d'historien qui ne cherche jamais à combler les lacunes ou les mystères par l'imagination. L'exercice s'avère d'autant plus difficile que, dit-il, son protagoniste n'avait nulle ambition de laisser la moindre trace.

Outre quelques recherches aux archives, le biographe n'a eu guère d'autre guide que la correspondance entretenue par Paul avec son grand frère et soutien indéfectible, le Bâlois « *Tadzik* », Tadeusz Reichstein (1897-1996), Prix Nobel de physiologie 1950 pour ses travaux sur la cortisone et la vitamine C, aussi sédentaire que son cadet fut en perpétuel mouvement. Tous deux issus d'une famille juive polonaise installée en Suisse, ils fréquentèrent la fameuse Ecole polytechnique fédérale de Zurich, pépinière de savants mais aussi de destins insolites.

Même si l'on regrette que cet échange

de lettres ne soit pas plus souvent cité, il semble bien retracer un itinéraire hors norme. On retrouve ainsi Paul aussi bien à Moscou qu'en Alaska, au Japon qu'à San Francisco et surtout dans des camps et des armées antagonistes en un temps troublé. Habitant l'URSS au début des années 1930, il se familiarise avec le « socialisme réel » peu avant le déclenchement de la terreur stalinienne. Se dérobant à l'« avenir radieux » soviétique tout en y abandonnant une femme et un fils, Paul finira la guerre dans l'US Navy avant d'exercer, entre autres, la profession d'ingénieur dans la marine marchande. Cette carrière chahutée, dont il ressort toutefois indemne, fait penser au récit de la vie d'un espion de haut vol. Mais à lire Straumann, là ne gît pas la clé de cette biographie.

Elle serait plutôt à rechercher dans une mobilité compulsive pareille à celle de ces animaux marins qui meurent dès que leur nage s'interrompt. Quand Paul consulte, dans sa vieillesse, un médecin

qui « *lui conseille de se déplacer moins ou, au moins, de diversifier ses moyens de transport, Paul l'écoute et se résout à voyager en avion : après un passage par Hawaï et une escale à San Francisco, il atterrit à Anchorage, où il pleut sans interruption* ». Même les appels au calme du corps ne parviennent pas à freiner sa déambulation.

De même qu'on a pu jadis considérer *L'Homme des foules*, d'Edgar Poe (1840), comme le prototype de la modernité, les tribulations de Paul anticipent-elles le statut nomade de l'homme dans une ère postindustrielle et mondialisée ? La fixation des populations que le second conflit mondial et la décolonisation avaient mises sur les routes n'aura-t-elle été qu'une parenthèse ? Telles sont les méditations dérangeantes qu'ouvre ce passionnant récit. ■

L'HOMME EN MOUVEMENT, de Patrick Straumann, Chandeigne, 144 p., 18 €, numérique 14 €.

Camila Sosa Villada

« Le succès, c’est avoir les poches pleines »

L’écrivaine, actrice et chanteuse argentine continue de bousculer le paysage littéraire latino-américain avec « Histoire d’une domestication », roman d’un couple queer décidé à élever un enfant

ARIANE SINGER

Elle nous accueille en robe fendue jusqu’en haut des cuisses, tongs en plastique aux pieds. Dans cette alcôve d’un hôtel de Saint-Germain-des-Près, Camila Sosa Villada semble tout juste sortie de scène. La romancière argentine, qui a bousculé le paysage littéraire latino-américain avec *Les Vilaines* (Métailié, 2021), un premier roman en partie inspiré par sa vie, sur un groupe de prostituées travesties, est aussi une actrice et une chanteuse accomplie.

Née homme, sous le nom de Cristian, en 1982, et se disant « travestie » plutôt que « trans », elle s’est fait un nom au théâtre et dans des cabarets, avant de jouer au cinéma et d’incarner le rôle principal d’une série télévisée, *Mia*. Une expérience qui nourrit son nouveau roman, *Histoire d’une domestication*, où une comédienne vedette transsexuelle voit sa vie prendre un nouveau tournant le jour où elle accepte de se marier avec un riche avocat gay. Et plus encore lorsque le couple décide d’adopter un enfant séropositif. Adieu, liberté chérie, et bienvenue dans les contraintes d’une vie familiale somme toute classique, bientôt sclérosante.

C’est dans un café, lors d’un petit déjeuner avec un ami, lui-même acteur et homosexuel, que l’idée de ce livre est venue à la romancière, raconte-t-elle : « *Le propriétaire du bar est arrivé, avec sa femme et son bébé, et ils nous ressemblaient beaucoup. A un moment, mon ami s’est mis à jouer avec le bébé, et c’était comme si nous nous retrouvions seuls, lui, le bébé et moi. Le patron nous a demandé si nous avions envie d’avoir des enfants. J’ai alors échafaudé une partie du récit.* »

Si l’écrivaine écarte catégoriquement l’idée de devenir mère elle-même (elle tient trop à son indépendance), elle rédige, à partir de cette scène, le synopsis d’un film explorant les relations entre ces deux parents et leur bébé. Très

inspirée par le film *Opening Night*, de John Cassavetes (1977), elle en tire parallèlement, en 2019, un roman pour une collection de littérature contemporaine du grand quotidien argentin *Pagina/12*. Le film, intitulé *Histoire d’une domestication*, comme le livre, se fera, quatre ans plus tard, sous la direction de Javier van de Couter. Elle y tient le premier rôle, mais sans son ami, avec qui elle s’est brouillée entre-temps.

En le tournant, Camila Sosa Villada, perfectionniste, prend conscience de certaines faiblesses dans son roman, qu’elle a écrit en six mois. Et décide, alors qu’il a déjà été publié, de le réécrire. « *A peine sortie du plateau, je rentrais chez moi y travailler*, explique-t-elle. *J’ai revu les liens entre les personnages en accentuant le côté tourmenté de la relation entre l’actrice et son metteur en scène et en insistant sur son aspect manipulateur et agressif à elle. J’ai aussi approfondi la relation incestueuse entre la comédienne et son demi-frère.* »

L’horizon étroit

Camila Sosa Villada écrit depuis l’enfance – des lettres, des poèmes, de petits textes. Dans le foyer modeste du village de la province de Cordoba où elle grandit, le réfrigérateur est « *toujours plein* », mais les livres rares. Au grand regret de Camila, qui les dévore dès qu’elle en a l’occasion. « *J’en recevais en cadeau à Noël, à mon anniversaire, quand j’avais de bonnes notes* », se remémore-t-elle. Le quotidien est marqué par les diverses tâches domestiques qui incombent à l’enfant. Lequel, dès l’âge de 8 ans, aide ses parents, commerçants ambulants, à vendre des feuilles de tôle dans la rue et des glaces sur la plage.

L’horizon est étroit pour un jeune garçon sensible et créatif qui, de plus, se considère comme femme et s’habille comme telle depuis ses 15 ans. Les parents « *haïssaient les travestis, parce que c’est ce qu’il fallait faire. Plus tard, les poèmes de [l’écrivaine américaine] Sharon*



Camila Sosa Villada, à Paris, en mai. FRANCK FERVILLE/AGENCE VU

Parcours

1982 Cristian/Camila Sosa Villada naît à La Falda, en Argentine.

2009 Elle monte le spectacle *Carnes tolendas*.

2018 *El viaje inútil* (« le voyage inutile », non traduit).

2019 *Les Vilaines* (Métailié, 2021).

2022 *Soy una tonta por quererte* (« je suis bête de t’aimer », non traduit).

Olds sur sa famille m’ont aidée à changer mon point de vue sur la façon dont ils m’avaient traitée», confie-t-elle pudiquement, sans s’attarder sur un quotidien fait de violence et d’alcoolisme. Dans la rue, on l’insulte, on lui crache dessus, on lui lance des pierres. Il faut partir.

C’est à l’université de Cordoba qu’elle trouve refuge. Elle s’inscrit en communication sociale puis en études théâtrales, avant d’arrêter en 2006 pour se consacrer à temps plein à la prostitution, qui lui assure des revenus importants. Parallèlement, elle se passionne pour Marguerite Duras (1914-1996) et sa « *façon d’écrire*

qui ressemble beaucoup à la liberté ». Mais la roue tourne vite à nouveau. Trois ans plus tard, *Carnes Tolendas* (jeu de mots autour de « chairs » et de « carnaval »), un spectacle de cabaret qu’elle monte avec d’anciens camarades de l’université, mêlant le récit de sa vie à des textes du poète espagnol Federico Garcia Lorca (une autre de ses idoles, 1898-1936), rencontre un succès totalement inattendu. Le spectacle tourne en Argentine, au Mexique, au Brésil. Il lui permet d’abandonner le travail sexuel. La reconnaissance de son talent entraîne rapidement l’actrice sous les projecteurs du cinéma.

C’est d’un autre spectacle de cabaret que viendra, en 2017, le début de sa carrière littéraire : *La difunta Correa* (« la défunte Correa »), où elle mêle l’histoire d’une sainte morte dans le désert, son bébé encore au sein, et des histoires tragiques de prostituées. Présent dans le public, un célèbre écrivain et éditeur, Juan Forn, directeur d’une collection de livres « inclassables » chez Tusquets, qui deviendra son mentor, la pousse à lui envoyer certains de ses écrits. Elle a justement conçu une suite au spectacle, qui deviendra *Les Vilaines*. Le roman sera réimprimé de nombreuses fois et traduit en une vingtaine de langues.

Le temps de ne rien faire

Comment a-t-elle vécu cette consécration ? Camila Sosa Villada n’y va pas par quatre chemins : « *Ce succès m’a permis d’avoir de l’argent. De ne plus avoir à me préoccuper des finances de mes parents ou des miennes. De pouvoir acheter des robes Stella McCartney et décider de ce que je veux faire ou non comme travail. Le succès, c’est avoir les poches pleines* », affirme-t-elle. Elle ajoute que, pour autant, elle ne se prend « *toujours pas au sérieux* » et se dit « *toujours étrangère* » à la scène littéraire latino-américaine.

Elle se reconnaît quelques points communs avec la protagoniste d’*Histoire d’une domestication* : « *Comme elle, j’aime beaucoup la solitude et je la protège. Je suis aussi une actrice talentueuse. Et je saccage tout l’amour que je touche.* » Et de même que l’écriture des *Vilaines* lui a fait prendre conscience qu’elle « *serai[t] tombée malade si [elle] étai[t] restée dans la mélancolie de cette époque* [marquée par la prostitution] », son deuxième roman a fait office d’« *avertissement* » sur les dégâts que produit l’argent quand on en gagne soudain trop.

EXTRAIT

« Ils ont marché à la dérive, tranquillement, dans une ville qui se dérobaît à eux. Ils sont entrés dans l’immeuble où vivait la comédienne d’un pas incertain et ont timidement salué le gardien. Dans l’ascenseur, ils sont restés silencieux. Ils étaient trempés, ils grelottaient. Son maquillage à elle avait coulé et cela lui donnait l’air triste. Elle s’était exercée au genre qui accompagnait la déception – qui ressemblait tellement à la tristesse – en raison de la manière dont le monde était fait, puis elle avait fini par en faire une arme de séduction. Comment le monde avait-il fini par être ? Une décharge sans arbres ni nourriture, avec des continents dévorés par l’eau. Avec des stars comme elle, une vulgaire trans à qui rien ne résistait. »

HISTOIRE D’UNE DOMESTICATION, PAGES 53-54

Après un recueil de nouvelles (*Soy una tonta por quererte*, « je suis bête de t’aimer », non traduit), Camila Sosa Villada prend le temps de ne rien faire, ou peu. Les problèmes de santé de ses parents, dont elle reste très proche, atteignent cette ultrasensible qui préfère attendre le moment propice pour rédiger le livre de textes érotiques pour lequel elle a signé un contrat. Elle suit par ailleurs avec « *terreur* » le destin de l’Argentine, où le président ultralibéral et conservateur Javier Milei fait planer de sérieuses menaces sur la protection des droits des femmes, depuis la suppression, dès son arrivée au pouvoir, fin 2023, du ministère des femmes, du genre et de la diversité.

Mais, quoi qu’il arrive, elle sait que l’écriture sera toujours là. « *Je pourrais ne plus publier, ça ne serait pas grave.* » Elle retire ses tongs. Attrape ses escarpins. Comme prête à remonter sur scène. ■

Les époux en sursis

UNE COMÉDIENNE TRANS, vedette en Argentine, joue au théâtre, comme tous les soirs depuis deux ans, un seule-en-scène : *La Voix humaine*, de Jean Cocteau (1930). Son mari, un riche avocat homosexuel et orphelin, l’attend à la maison avec un plat de pâtes, tandis que leur jeune fils adoptif s’endort dans sa chambre.

Dans cette scène d’ouverture, qui contient en germe tout *Histoire d’une domestication*, deux tempéraments s’affrontent : d’un côté l’indépendance farouche, chèrement acquise, de l’autre l’aspiration à une vie de famille rangée. De cet antagonisme Camila

Sosa Villada fait naître un récit explosif, qui dépeint subtilement la façon dont le rêve de réinvention des liens du mariage vire au fiasco quand la liberté des premiers temps s’efface au profit des préoccupations domestiques et de la jalousie dévorante. Ici, le sexe, décrit crûment, sert d’arme dans l’entreprise de domptage auquel se livrent les ex-amants, devenus époux en sursis.

Si le roman s’inscrit dans la veine du cinéma néoréaliste italien, avec sa peinture des gestes simples du quotidien, portée par une écriture factuelle, et l’évocation des différences de classe entre amants, il

convainc surtout par sa réinterprétation affichée d’*Opening Night*, le film de John Cassavetes (1977). La solitude de la comédienne, la façon dont s’imbriquent sa vie et celle du personnage qu’elle joue (une amoureuse éconduite) font de ce récit une plongée poignante dans les replis d’un esprit qui, comme l’héroïne de Cassavetes, ne se résout pas à la soumission. ■ AR. S.

HISTOIRE D’UNE DOMESTICATION (*Tesis sobre una domesticacion*), de Camila Sosa Villada, traduit de l’espagnol (Argentine) par Laura Alcoba, Métailié, 222 p., 19 €, numérique 13 €.